

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie 2 DA ; Maroc 3,00 dr. ; Tunisie 200 m. ;
Australie 1,80 DM ; Autriche 15 sch. ; Belgique
28 fr. ; Canada 1,10 \$; Côte d'Ivoire 275 F CFA ;
Danemark 8,50 kr. ; Espagne 90 pes. ; E.-U. 95 c. ;
G.-B. 45 p. ; Grèce 55 dr. ; Irlande 70 p. ; Italie
1 000 l. ; Liban 350 p. ; Libye 0,250 DA ; Luxem-
bourg 27 f. ; Norvège 8,00 kr. ; Pays-Bas 1,75 fl. ;
Portugal 55 esc. ; Suède 200 F CFA ; Suisse
7,75 fr. ; Tchécoslovaquie 1,40 K. ; Yougoslavie 85 d.
Tarif des abonnements page 24
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Un test pour M. Andropov

Le bureau politique va être remanié avant la réunion du Soviet suprême

Vers un « nouveau départ » entre les deux Grands ?

La disparition de Leonid Brejnev doit-elle donner le signal d'une reprise du dialogue Est-Ouest sur de nouvelles bases ? C'est ce que semblait considérer l'expert soviétique des Etats-Unis, M. Arbatov, pour qui la nouvelle direction du Kremlin entend « peser soigneusement chaque signe » indiquant un changement dans la diplomatie américaine.

Un peu comme si les nouveaux responsables, estimant qu'ils en ont assez fait en se débarrassant d'un vieux dirigeant immobiliste, jugeaient maintenant que la balle, selon l'expression consacrée, est « dans le camp » du partenaire, lequel serait convié à « réagir » comme il convient.

Cette approche quelque peu simpliste n'est évidemment pas du goût de Washington. M. Shultz, secrétaire d'Etat, a affirmé, jeudi, au cours d'une conférence de presse, que ce sont les Etats-Unis qui attendent un « changement de comportement » des Soviétiques, à tout le moins une « volonté de discuter » les problèmes, et cela d'autant plus que, selon lui, « ce sont eux qui les ont créés ». La politique américaine, pour sa part, reste orientée vers le renforcement de la défense et l'introduction de la « dimension politique » dans les relations économiques Est-Ouest.

A cet égard, le secrétaire d'Etat a été particulièrement désinvolte à l'égard de la France, affirmant que ce qui compte maintenant est « d'arrêter de discuter sur le point de savoir s'il y a ou non un accord (entre alliés sur les relations commerciales avec l'U.R.S.S., ce que Paris conteste), et de commencer à exécuter cet accord ».

L'agence Tass a aussitôt critiqué cette intervention, dans laquelle elle voit une « pression inadmissible », la « poursuite de la politique de confrontation » et un « camouflage destiné à masquer le refus de normaliser les relations avec l'Union soviétique ».

Le dernier mot est-il dit pour autant ? Du côté américain, on cache à peine que l'envoi du vice-président Bush à Moscou pour les funérailles de Brejnev, la visite faite à l'ambassade soviétique de Washington par M. Reagan et son épouse (un geste que Mme Thatcher, par exemple, s'est refusée à faire) et même la levée de l'embargo sur le gazoduc euro-sibérien peuvent être considérées comme autant de « gestes » à l'adresse de la nouvelle direction soviétique.

Du côté soviétique, il faut noter l'accueil chaleureux réservé à Moscou à deux cent cinquante hommes d'affaires américains - auxquels s'étaient joints plusieurs parlementaires. Sans doute M. Andropov n'a-t-il pas reçu ce groupe - ce que M. Brejnev avait fait il y a quatre ans - mais M. Tikhonov, chef du gouvernement, a affirmé devant lui que le désir exprimé par M. Reagan d'améliorer ses rapports avec Moscou « correspond aux souhaits et aux intentions de l'Union soviétique ».

Pour le moment, il est vrai, aucun échange diplomatique important n'est prévu, et le seul voyage annoncé est celui de M. Gromyko à Bonn en janvier prochain. Mais il serait bien étonnant que les deux superpuissances ne raniment pas dans les prochains mois le dialogue très ralenti qu'elles poursuivaient depuis un an.

C'est le lundi 22 novembre que se réunira à Moscou le plénum du comité central. Il devrait être possible à l'issue de cette réunion de se faire une idée plus exacte de la position de M. Andropov. Le comité central sera sans doute amené, en effet, à remanier le bureau politique.

Mardi 23 et mercredi 24 novembre seront aussi des journées importantes pour la succession Brejnev : le Soviet suprême se réunira et désignera le président de son présidium, c'est-à-dire le chef de l'Etat. Cette fonction, qui était assurée par Brejnev depuis 1977, ne devrait pas revenir à M. Andropov, à moins que celui-ci ne se sente assez fort pour porter dès à présent un coup au principe de la direction collégiale. Cette hypothèse n'est plus écartée par les observateurs qui se demandent également quel sort sera réservé à M. Tchemenkov, le rival malheureux de M. Andropov. M. Tchemenkov, qui est actuellement le numéro 2 du parti, symbolise la tendance « brejnévienne ».

Les dernières quarante-huit heures ont été marquées en politique étrangère par des critiques de l'agence Tass à l'encontre de M. Shultz, le secrétaire d'Etat américain. Moscou, en revanche, n'a pas commenté le changement de ministre des affaires étrangères intervenu vendredi 19 novembre à Pékin. M. Huang Hua, qui s'était entretenu avec M. Gromyko après les obsèques de Leonid Brejnev, aurait démissionné pour raisons de santé.

(Lire page 2.)

A nos lecteurs

Comme les autres quotidiens imprimés à Paris et diffusés samedi, le Monde daté du 20 novembre n'a pas paru en raison d'un ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par le Comité interyndical de Livre parisiens C.G.T. (voir page 25).

Les élections au Brésil

Le parti gouvernemental conserve le contrôle de la majorité des Etats

Le parti démocratique et social (P.D.S., gouvernemental) sera majoritaire au sein du collège électoral qui devra, en janvier 1985, élire un successeur à l'actuel président José Figueiredo : telle est la première conclusion tirée, ce samedi 20 novembre, de projections sur les résultats encore partiels des élections générales du 15 novembre. Le P.D.S., avec moins de voix que le parti du Mouvement démocratique brésilien (P.M.D.B., principale formation d'opposition), l'emporte, en effet, dans la majorité des Etats. Mais le P.M.D.B. a conquis les Etats les plus industrialisés, en particulier celui de São-Paulo. Il est battu, en revanche, dans le Rio-Grande-do-Sul.

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. — Les élections générales du 15 novembre auront été finalement sans surprise. Des résultats encore fragmentaires, on peut conclure que l'opposition au régime militaire est majoritaire - à une ou deux exceptions près - dans les régions les plus peuplées, les plus industrielles, les plus modernes du pays, de São-Paulo à Rio-de-Janeiro et de Belo-Horizonte à Curitiba. Mais le gouvernement ne fait pas mauvaise figure malgré tout puisque son parti l'emporte dans la majorité des vingt-trois Etats de la Fédération et gardera sans doute le contrôle (grâce à de nombreux subterfuges) du collège électoral qui sera chargé en 1985 d'élire un successeur au président actuel, le général Figueiredo.

Un quart seulement des suffrages ont déjà été dépouillés. C'est dans l'Etat de São-Paulo - le plus riche et aussi le plus peuplé avec ses vingt-cinq millions d'habitants - que le dépouillement a été le plus rapide. Très vite on a su que le futur gouverneur serait M. Franco Montoro, un des personnalités les plus en vue du Parti du mouvement démocratique brésilien (P.M.D.B.), la principale force d'opposition.

Le dépouillement est beaucoup plus lent à Rio-de-Janeiro, le deuxième pôle industriel du pays. M. Lionel Brizola arrive en tête pour le poste de gouverneur et il entraîne dans son sillage de nombreux militants du parti démocratique travailliste (P.D.T.), qu'il dirige et qui sont candidats à un siège de député au Congrès fédéral ou à l'assemblée législative locale. Pourtant M. Brizola est inquiet. Il a dénoncé publiquement des « fraudes » et des « manipulations » qui pourraient lui priver de sa victoire, car il n'a que quelques points d'avance sur le candidat gouvernemental.

A en juger d'après les résultats disponibles, c'est dans les banlieues ouvrières et les quartiers pauvres de Rio que M. Brizola a récolté le plus de suffrages. Il est bien le « candidat de la révolte », ainsi qu'on le prévoyait, celui qu'ont choisi spontanément les nombreux sacrifiés et marginalisés du système.

Dans le Minas-Gerais, l'opposition devrait également l'emporter. La marge qui sépare M. Tancred Neves, candidat du P.M.D.B., de son adversaire gouvernemental est sans doute assez mince, mais elle devrait subsister jusqu'à la fin du dépouillement. Comme M. Montoro, le prochain et probable gouverneur du Minas a un long passé politique. Il a été premier ministre de João Goulart et a toujours fait partie sous le régime militaire de l'opposition modérée.

La victoire s'ajoutera à celles que le P.M.D.B. tient pour acquises dans le Paraná, le Goiás, l'Espírito-Santo. Ainsi l'opposition disposera-t-elle du pouvoir local dans un espace géographique et économique continu qui compte plus de la moitié de la population brésilienne (54 %), la quasi-totalité du parc industriel, ainsi que les principales ressources minières et agricoles du pays.

Quand les suffrages seront tous dépouillés, on s'apercevra sans doute que la majorité des Brésiliens ont voté contre le régime militaire. Mais, grâce à la persistance du catholicisme dans les régions les plus archaïques, telles que le Nord-Est, grâce aussi à de nombreuses manipulations de la législation électorale destinées à favoriser ses candidats et empêcher les alliances entre ses adversaires, le gouvernement pourra s'affirmer demain qu'il a gagné dans la majorité des Etats.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

● MISE EN GARDE DE M. MAUROY AU P.S.

Le premier ministre répond aux critiques de certains socialistes contre le gouvernement (page 5)

● LA CRISE DE L'UNEDIC

Le gouvernement décidera par décret 13 milliards de francs d'économie (page 27)

● LE RACHAT DE GRUNDIG PAR THOMSON

Le gouvernement allemand va se prononcer (page 28)

● LA RÉDUCTION DU DÉFICIT EXTÉRIEUR

6 milliards de francs en octobre contre 12 milliards en septembre (page 30)

● LA RÉFORME DES STRUCTURES HOSPITALIÈRES

L'autorité médicale deviendrait élective et de larges « départements » remplaceraient les services (page 7)

● JEAN-PAUL II EN SICILE

L'Eglise attend du pape un soutien à sa lutte contre la Mafia (page 2)

● LE SOMMET DE L'O.U.A. COMPROMIS

La crise est provoquée par la question du Tchad (page 32)

« Une semaine avec Champagne-Ardenne »

Le Monde a publié durant toute cette semaine les reportages et les enquêtes de ses correspondants et de ses envoyés spéciaux sur les quatre départements qui composent la région Champagne-Ardenne. Aujourd'hui :

- Une région à l'unisson : un entretien avec Bernard Stasi, président du conseil régional ;
- Retour à l'école, par Serge Bolloch ;
- Les deux gauches dans la bataille de mars, par Patrick Jorreau.

(Lire pages 13 à 19.)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Un entretien avec M. Henri Krasucki

AU JOUR LE JOUR

Les partis pourront présenter autant d'hommes qu'ils le voudront (100 % si nécessaire) sur les listes de candidature aux élections municipales. Le « quota » qui devait assurer une présence féminine minimale dans les conseils municipaux a été refusé par le Conseil constitutionnel.

Les « sages » ont voulu marquer que, au regard de la Constitution, il n'y a, comme dans les Ecritures, « ni homme

Sagesse

ni femme ». Il y a, sexuellement indistincts, des citoyens, égaux en droits et en devoirs.

Cela est vrai dans toutes les institutions de la France. Exemple : si un jour une femme devait siéger au Conseil constitutionnel, elle y serait absolument l'égale des hommes qui, pour l'instant, y ont le monopole de la « sagesse ».

BRUNO FRAPPAT.

Edgar Faure

de l'Académie française

Mémoires



De la IV^e à la V^e République le témoignage attendu d'un grand homme politique

PLON

Point de vue

Du bon usage du protectionnisme

Le ton monte à la veille de l'ouverture de la Conférence ministérielle du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui doit réunir, du mercredi 24 au samedi 27 novembre, à Genève, les représentants des quatre-vingt-neuf pays membres. Ainsi, mécontent de l'attitude de la Commission européenne dans la phase finale de préparation de cette conférence, la France n'exclut pas de réagir vivement lundi 22 novembre, à Bruxelles, lors du conseil des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. Pour sa

part, M. Michel Jobert, ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, a estimé, au cours d'un entretien accordé à l'A.F.P., que le conseil des Dirs « devra tirer les justes conséquences du raclement de raisonnablement » de la Commission. Cette dernière a, selon Paris, outrepassé son mandat en négociant à Genève un texte de compromis qui ne respecte pas les positions communautaires. « Nous n'acceptons pas, a souligné M. Jobert, que le GATT se transforme en un tribunal sans appel. Ce n'est ni son rôle ni sa perspective ».

par JEAN-MARCEL JEANNENEY (*)

Jamais sans doute la contradiction n'a été plus flagrante entre la doctrine libre-échangiste, proclamée par les gouvernements du monde occidental, et leurs pratiques commerciales. Les entraves aux importations, qui se multiplient

actuellement sous des formes de plus en plus ingénieuses et parfois cocasses, sont rarement mises en place sans que soit en même temps réaffirmée une vertueuse condamnation du protectionnisme. Quand une telle inconscience fleurit de toutes parts, on ne peut s'en accommoder à la légère, en ne l'imputant qu'à une hypocrisie politique inspirée par le souci des bien-séances internationales. Elle est le signe d'un malaise intellectuel et le symptôme de problèmes graves.

Nul ne saurait contester que la division internationale du travail est favorisée par le libre-échange et qu'elle permet souvent, en abaissant les coûts des produits, d'élever les niveaux de vie. Mais il n'en est pas moins vrai qu'ouvrir sans précaution les frontières d'un Etat ou d'une Communauté d'Etats, telle que la C.E.E., à toutes les importations est faire courir de grands risques aux entreprises établies sur leur sol et à leurs travailleurs.

(*) Ancien ministre du général de Gaulle. Auteure, en 1978, de *Pour un nouveau protectionnisme* (Editions du Seuil, 160 pages).

(Lire la suite page 29.)

Le Monde

EUROPE

étranger

U.R.S.S.

L'accession de M. Andropov au secrétariat général du P.C.

Une longue ascension commencée après la mort de Souslov

De notre envoyé spécial

Moscou. — La première page de la Pravda, qui annonçait, le 12 novembre, la mort de Brejnev, était la réplique exacte de celle du 7 mars 1953 après la mort de Staline : même mise en page, même photo, même adresse au peuple soviétique.

Ce texte contenait une expression peu usitée : le comité central du parti communiste soviétique et son « noyau dirigeant ». L'expression désignait un groupe plus restreint que le bureau politique. Ce sont ces hommes, au nombre de cinq ou six, qui prennent les grandes décisions et qui ont désigné M. Andropov, l'élection de l'ancien président du K.G.B. au secrétariat général est le résultat d'une patiente ascension vers le pouvoir — dont les dernières péripéties ont commencé après la mort de Souslov, au début de cette année.

La composition du « noyau dirigeant » n'est pas officiellement connue, son existence même n'étant que très rarement mentionnée. L'observation du rituel amène cependant à penser qu'il se confond avec le conseil de défense, dont Brejnev était le président. Dans les derniers mois du règne de ce dernier, ce « noyau » comprenait, outre le secrétaire général, MM. Andropov, Oustinov, Tikhonov, Tchernenko et Gromyko. Il semble qu'après la mort de Brejnev s'y soit ajouté M. Gribine, secrétaire du parti pour la ville de Moscou.

Il est encore difficile de savoir quel rôle chaque protagoniste a joué dans la désignation de M. Andropov, mais les observateurs s'accordent à penser que celui du maréchal Oustinov, ministre de la Défense, a été crucial. En principe, cet ancien officier du génie, qui avait été choisi par Brejnev pour renforcer l'emprise du parti sur l'armée, était plus proche de M. Tchernenko, le principal rival de M. Andropov. Comme lui, il faisait partie du « clan des Brejneviens ».

Mais un certain mécontentement était perceptible dans l'armée, à la fois à cause des difficultés matérielles et d'interrogations politiques sur la ligne diplomatique. La réunion des cadres militaires, le 27 octobre, avait largement pour but de les rassurer et de réaffirmer que,

malgré les échecs économiques, le budget de la défense ne serait pas touché. M. Oustinov a pu faire valoir à ses pairs du « noyau dirigeant » que le pays avait maintenant besoin d'une direction ferme, efficace et moderne, et que M. Andropov était mieux placé pour l'exercer que le pâle Tchernenko. Nul doute qu'il ait été suivi dans ce raisonnement par M. Gromyko, qui paraît avoir été le deuxième personnage-clé de ce « noyau ».

La physionomie de la direction soviétique — bureau politique et secrétariat — devait être transformée par le prochain plénum du comité central, qui se tiendra, en principe, le lundi 22 novembre, le lendemain, le Soviet suprême se réunira en session pour élire le successeur de Brejnev, en tant que président du présidium, c'est-à-dire chef de l'Etat.

Quatre places à pourvoir ?

Il y a actuellement quatre places à pourvoir à la direction de l'Etat du parti. Bien que le nombre de places au bureau politique ne soit pas fixé dans les statuts, les tâches à remplir et à se partager ne varient guère : le secrétariat pour les problèmes idéologiques, dont s'occupe M. Andropov, à la suite de Souslov ; la tutelle de l'industrie, qui revenait à M. Kirilenko ; la présidence de la commission de contrôle du parti, que M. Pelche, quel que soit son sort, ne paraît plus en mesure d'exercer. M. Andropov cumule-t-il les fonctions de chef de parti et de l'Etat ? Réussira-t-il à placer ses hommes aux postes-clés ? Les réponses qui seront apportées à ces questions montreront l'étendue réelle de son pouvoir, mais, d'ores et déjà, il apparaît plus fort que ne l'était Brejnev en 1964. Même en faisant la part des incertitudes, des déductions logiques et des spéculations, l'histoire des derniers mois explique cette position.

Dès l'automne dernier, des rumeurs font état de dissensions entre M. Andropov et ses collègues. Le président du KGB ne jouerait plus le jeu de la responsabilité collégiale. Il disparaît pendant deux mois. On parle de disputes avec Brejnev à propos de l'Afghanistan et de la Pologne, les deux se renvoyant la responsabilité de la situation et M. Andropov jugeant simpliste, pour ne pas dire saine, la politique suivie par rapport à Varsovie. En janvier, le général Tsvigoun, premier vice-président du KGB, meurt dans des conditions mystérieuses. Il est entré à la va-vite, et Brejnev, qui lui était pourtant apparu, ne signe pas sa nécrologie. Certains disent qu'il s'est suicidé après une violente

Pologne

M. Lech Walesa a rencontré Mgr Glemp

Varsovie (A.F.P.). — M. Lech Walesa s'est rendu samedi 20 novembre à Varsovie pour y être reçu par le primate de Pologne, Mgr Jozef Glemp, a-t-on appris dans l'entourage du leader ouvrier à Gdansk. M. Walesa était accompagné du père Jankowski, aumônier des chantiers navals de Gdansk, et d'un ancien conseiller de Solidarité, l'avocat Wladyslaw Sila-Nowicki. Il s'est refusé à toute déclaration à son entrée dans le palais archiepiscopal.

Campagne calomnieuse

Varsovie (A.F.P.). — L'Eglise polonaise a dément vendredi 19 novembre avoir connaissance de photographies et d'enregistrements compromettants pour M. Lech Walesa, documents qui seraient en possession de la police polonaise.

La chaîne de télévision américaine N.B.C. avait laissé entendre jeudi soir que des documents montrant M. Walesa « dans des situations sexuellement compromettantes » auraient été communiqués au primate de Pologne, Mgr Glemp. Un responsable de l'Eglise polonaise, qui a demandé à garder l'anonymat, a déclaré que ni Mgr Glemp ni les autres responsables de l'Eglise n'avaient connaissance de documents susceptibles de discréditer M. Walesa au cas où son attitude risquerait d'embarrasser le pouvoir.

Le 7 octobre, un membre du bureau politique, M. Siwak, avait déclaré au journal régional Kurier Szczecinski que M. Walesa « est un homme riche » qui a « à sa disposition, et ceci est prouvé, environ un million de dollars ». M. Siwak ajoutait : « Il pourrait déposer l'argent dans la banque du Vatican et vivre sur les intérêts ».

altercation avec Souslov. En tout cas, ce dernier disparaît à son tour six jours plus tard.

La mort du « faiseur de roi », plus que celle de Brejnev, marque la véritable coupure dans l'histoire agitée de cette fin de règne. Sa disparition se fait immédiatement sentir par des flottements idéologiques et une campagne de dénégations scandaleuses. Le premier flottement perceptible concerne le P.C.I. Gardien de l'orthodoxie, pourfendeur de l'eurocommunisme, Souslov est responsable de la critique systématique des communistes italiens à la fin de 1981.

Après sa mort, la campagne continue, certes, mais en même temps paraissent des articles plus compréhensifs pour M. Berlinguer. Dans l'appareil du comité central, des fonctionnaires laissent entendre que tout n'est pas faux dans les thèses du P.C.I. et que l'U.R.S.S. elle-même ne peut plus continuer à être gouvernée comme elle l'est actuellement.

A l'institut des relations internationales et de l'économie mondiale, des chercheurs, qui ont étudié l'eurocommunisme, vont au-delà du simple travail scientifique. Ils se créent un groupe politique qui demande des réformes immédiates. A la suite d'une lettre adressée au bureau politique, une dizaine d'entre eux sont arrêtés. Dans la presse, le flottement idéologique est sensible. La place de Souslov, dont on disait qu'il corrigeait tous les jours les épreuves de la Pravda, n'est sans doute pas occupée. Un théâtre rock est saccagé par un commando de l'armée, au moment où la presse le porte aux nues. Ce n'est qu'un exemple de contradictions, parmi d'autres.

Une série de scandales

Fin février - début mars commence la série de scandales qui, avec les diamants de « Boris le Tsigan » et l'arrestation du directeur du Cirque de Moscou, éblouissent la famille Brejnev. S'il s'agit d'une campagne orchestrée, l'a-t-elle été par le K.G.B. ? Plus que Leonid Brejnev lui-même, qui paraît hors d'attente, la véritable cible ne serait-elle pas M. Tchernenko, qui est à cette époque le véritable numéro deux du parti mais dont le pouvoir tient dans la seule faveur de son patron ?

Toulours est-il que c'est M. Andropov qui est choisi pour prononcer, le 21 avril, le discours solennel à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Lénine, bien que ce ne soit pas son tour. Entre-temps, Brejnev a eu une attaque en rentrant de Tachkent ; il a été absent du pouvoir. M. Andropov en a profité pour s'affirmer jusqu'à sa désignation comme secrétaire du comité central au plénum de mai.

APRÈS SES ENTRETIENS DE MOSCOU

M. Marchais pense que « le problème afghan devrait être réglé assez rapidement »

M. Georges Marchais, qui tenait jeudi 18 novembre une conférence de presse à Paris en présence de M. Cunhal, chef du parti communiste portugais, s'est dit « extrêmement optimiste » sur la situation internationale, dans laquelle il voit des « éléments de détente ». Le secrétaire général du P.C.F. a énuméré quatre de ces « éléments » : l'accord mis sur le désarmement et la paix à l'occasion des funérailles de Brejnev à Moscou, « l'échec flagrant de ce qu'a été la politique de Reagan visant au boycottage de la coopération économique avec l'U.R.S.S. », enfin les « possibilités d'aller vers des règlements politiques », qui se dessinent dans deux domaines :

A propos de l'Afghanistan, a dit M. Marchais, « j'ai appris à Moscou que le président du Pakistan souhaitait un règlement politique. Babrak Karmal, le président afghan, a déclaré qu'il souhaitait que s'engage la discussion pour trouver une solution. L'Union soviétique a déclaré que, s'il y avait un règlement politique, elle retirerait immédiatement ses troupes. Je tire donc la conclusion que le problème afghan devrait être réglé assez rapidement ».

A propos de la Pologne, M. Marchais s'est dit « extrêmement satisfait » de la libération de M. Walesa et du fait que le chef de Solidarité a

C'est à la fois un tremplin pour le pouvoir suprême et une promotion qui l'éloigne d'un important centre d'influence : le K.G.B. Aussi les décisions de ce plénum apparaissent-elles comme le résultat d'un compromis, sans doute imposé par ceux qui, tels MM. Gromyko et Oustinov, ne veulent pas de vagues ».

M. Tchernenko garde toutes ses fonctions, mais il se voit nommer un rival en la personne de M. Andropov.

A la place de ce dernier à la tête du K.G.B. est désigné un inconnu, M. Fedortchouk, chef des organes de sécurité d'Ukraine. Est-il un ami de M. Andropov, qui permet à celui-ci de garder la haute main sur une administration toute-puissante ? Ou est-il un membre du « clan des Brejneviens », ce qui signifierait que ceux-ci cherchent à réduire l'influence de M. Andropov, car ils estiment avoir besoin encore de quelque temps pour assurer la pérennité de leur pouvoir ? L'avenir que la nouvelle direction réservera à M. Fedortchouk permettra de juger a posteriori du rapport des forces au plénum de mai.

Autre élément du compromis : M. Dolgikh, secrétaire du comité central chargé de l'industrie lourde, est promu suppléant du bureau politique. Or il a travaillé longtemps avec M. Kirilenko qui est un proche de Brejnev et de M. Tchernenko. Au cours des semaines qui suivent, MM. Tchernenko et Andropov font alternativement figure de numéro deux.

Au début d'octobre, la lutte pour le pouvoir connaît un nouveau rebondissement avec l'exclusion de M. Kirilenko du bureau politique. Le 3 octobre il figure encore parmi les membres du bureau politique qui signent la nécrologie du deuxième secrétaire de Tatarie. Le 5 il n'est plus dans la liste de ceux qui signent une autre nécrologie, pour le deuxième secrétaire d'Ukraine.

M. Kirilenko n'appartient plus au bureau politique, mais il est apparu en bonne santé aux obsèques de Brejnev parmi les membres du comité central.

Pour l'anniversaire de la révolution du 7 novembre, M. Tchernenko passe encore devant M. Andropov dans l'ordre protocolaire. A priori, la mort du comité central favorise par Brejnev et ses amis n'est pas favorable à l'ancien chef du K.G.B. De source américaine, on indique que le « noyau dirigeant » a proposé comme nouveau secrétaire général au plénum extraordinaire du 12 novembre, mais que certains membres du comité central ont soulevé des objections et suggéré M. Tchernenko.

On remarque aussi que le discours par lequel ce dernier a proposé la candidature de son rival pouvait tout aussi bien avoir été préparé en tant que déclaration de candidature. Il suffisait d'y changer quelques mots.

DANIEL VERNET.

Italie

LA VISITE DE JEAN-PAUL II EN SICILE

L'archevêque de Palerme attend du pape des encouragements pour la lutte contre la Mafia

De notre envoyé spécial

Le pape Jean-Paul II est arrivé ce samedi 20 novembre en Sicile, où il doit faire une visite de deux jours.

La veille de son arrivée, trois personnes, dont un garyu de quinze ans, ont été abattues dans une banlieue de Palerme, ce qui porte à cent vingt-six le nombre des victimes de la Mafia, en Sicile, depuis le début de l'année.

L'Eglise sicilienne, en particulier l'archevêque de Palerme, Mgr Pappalardo, attend du souverain pontife des encouragements pour la lutte contre la Mafia dans laquelle elle s'est engagée.

Palerme. — « Encore une fois. » C'est en laissant tomber ces mots que le cardinal Pappalardo a commencé son homélie, brève et vibrante, devant la foule rassemblée dans l'église de la Madonna dei Remedi, pour les funérailles d'un jeune policier tué au début de cette semaine par la Mafia.

Moins de trois mois après l'assassinat du général Dalla Chiesa, préfet de Palerme, un représentant de l'ordre était tombé à nouveau sous les balles des tueurs. Les paroles du cardinal sonnaient d'autant plus fortes que l'Eglise ne se contente plus de noncer la violence qui ravage la Sicile ; elle tend à apparaître comme un protagoniste dans la lutte contre la Mafia, dont longtemps, seul, le P.C. fut le grand force.

Si le pape, en se rendant à Palerme, entend d'abord rendre hommage à la Sicile « saine », il ne manquera pas aussi d'encourager l'attitude que l'Eglise sicilienne a désormais adoptée vis-à-vis d'une Mafia chaque jour plus meurtrière : bonté, mais aussi fermeté. En attendant sa condamnation morale à la complicité, c'est l'omerta que vise l'Eglise, qui essaie de rompre cette loi atavique du silence, jouant sur la peur et l'intérêt.

De cette nouvelle détermination de l'Eglise face à la Mafia, témoignent de nombreux faits. D'abord, l'homélie prononcée par le cardinal aux funérailles du général Dalla Chiesa, dans laquelle il s'en prenait aux criminels mais aussi aux mandataires et aux policiers passifs. Pour la première fois, il parlait moins au nom d'une Eglise du pardon que d'une Eglise de la justice. Ensuite, vint le document adopté en octobre par la conférence épiscopale, menaçant d'excommunication tant les exécutants que les mandataires et les complices du crime. Cette sanction ecclésiastique peut intervenir en l'absence d'une condamnation pénale, c'est-à-dire même à l'encontre de ceux qui échappent à la justice humaine. Enfin, une série d'initiatives ont été prises individuellement ou en groupe par les prêtres.

La fin des ambiguïtés

Le texte de la conférence épiscopale confirme, certes, une position adoptée par l'Eglise sicilienne en 1944 et en 1952, années où déjà elle menaçait d'excommunication « ceux qui se livrent à la rapine et commettent des homicides ». Mais il exprime aussi la solidarité des vingt-quatre évêques à Mgr Pappalardo. Surtout, il lève une ambiguïté. Malgré ses prises de position antérieures, la position de l'Eglise face à la Mafia n'a pas été sans ombre. Plus que des affaires retentissantes comme celle des moines de Mazzarino, qui finirent en prison pour avoir transformé leur couvent en base de la Mafia, l'attitude du cardinal Ruffini à la tête de l'Eglise sicilienne pendant trente ans après la guerre fut symptomatique de l'attitude du clergé. Le prêtre était conservateur, certes, comme il le démontre au cours du concile Vatican II, mais tendait surtout à minimiser le phénomène mafioso et fit preuve ainsi d'une relative tolérance. Loin d'être synonyme de « complicité », ce comportement exprimait un état d'esprit.

Par le passé, dans la vie quotidienne, beaucoup de prêtres, tout en condamnant la Mafia pour ses crimes, ne voyaient pas moins en elle un semblant d'ordre social comblant le vide laissé par les grands proprié-

taires absents et le pouvoir défaillant de l'Etat. En outre, elle défendait certaines valeurs, comme la famille.

Avec l'arrivée du cardinal Pappalardo en 1970, les choses vont évoluer. Collaborateur de Paul VI, il avait notamment fait preuve de courage en Indonésie pour dénoncer la sanglante répression anticomuniste de Suharto, laissant parler en lui le chrétien plus que le diplomate. La position plus ferme adoptée par l'Eglise face à la Mafia est le résultat de la longue mutation dont il fut l'artisan, permettant en particulier l'émergence d'une nouvelle génération de curés de paroisse et une prise de distance par rapport à un pouvoir politique démocrate-chrétien, dont trop des représentants étaient compromis avec la Mafia.

En fait, pendant ces douze années où Mgr Pappalardo a été à la tête de l'Eglise sicilienne, l'équilibre de l'ancienne Mafia a été totalement brisé par le développement d'un pouvoir criminel non seulement meurtrier, mais asservissant à ses intérêts l'économie de l'île grâce aux colossaux « excédents de liquidités » obtenus dans le trafic de la drogue.

Pour être a priori à-t-il quelque chose de désuet, sinon de dérisoire, dans cet anathème lancé par l'Eglise contre la Mafia devenue « multinationale du crime » et perçue comme une sorte de « péché social » dans un monde tendant à se laïciser ? En réalité, comme l'explique le Père Pintacuda, jésuite et sociologue, « il ne s'agit pas pour l'Eglise de se retrancher dans le sacré, mais au contraire de se projeter dans le social, en reconnaissant la globalité du phénomène mafioso et en cherchant à l'écarter culturellement ». En attendant sa condamnation morale à la complicité, c'est l'omerta que vise l'Eglise, qui essaie de rompre cette loi atavique du silence, jouant sur la peur et l'intérêt.

« C'est moins la signification canonique que sociale de l'excommunication qui importe », souligne pour sa part le Père La Rosa, curé dans la ville de Palerme. Selon lui, les femmes, dans la mesure où elles sont plus proches de l'Eglise, plus vulnérables, doivent être l'un des foyers de la nouvelle prise de conscience de la Sicile face à la Mafia. Mais c'est peut-être oublier que la femme est aussi, comme l'a souligné l'écrivain Sciascia, porteuse de valeurs mafioses, comme la vendetta.

La nouvelle position adoptée par l'Eglise a eu pour première conséquence de gêner la démocratie chrétienne locale, qui se veut porteuse de ces valeurs et se voit aujourd'hui plus ou moins mise en cause par le clergé. Le congrès qu'elle vient d'organiser sur le thème de la Mafia a été symptomatique de ce malaise. De là, l'apparition depuis deux ans, dans les rangs mêmes des catholiques, de forces s'opposant à la démocratie chrétienne, comme Circa per l'uomo, qui occupe 30 % des sièges dans les assemblées de quartier.

L'action de l'Eglise a sans doute donné un certain espoir aux Siciliens honnêtes — surtout aux couches d'un certain niveau social. Pour les autres, en effet, tant que le droit restera du domaine du privilège, que le marché du travail ne sera pas libre, la compromission demeurera dans l'ordre de la nécessité quotidienne, même si l'Eglise se veut désormais celle qui condamne.

PHILIPPE PONS.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beauve-Méry (1944-1959)
Jacques Fauvet (1959-1982)

Impression :
du « Monde »
5, rue de la Harpe
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

ROCHE-ORIENT

Les Pains

UCHEZ HANLEY



HANLEY

ANDROPOV: LE MASQUE DU

LA FRANCE DES

E.T.

Obscure

250 ans de grands vins

80 hectares dont 68 de premiers et grands crus



BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731

Documentation : 114 sur demande à 21000 Bouchard Père & Fils, Négociants au Châteaueau 21200 Pommard. Tél (03) 22.14.41 - Tél 0395 930 930

سكوا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Les Palestiniens en quête de survie

IV. - Le « péril » jordanien

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

Tandis que les Palestiniens de la diaspora comme ceux des territoires occupés se sentent menacés dans leur existence en tant que peuple, les dirigeants de l'O.L.P. dressent un premier bilan de l'épreuve qu'ils viennent de subir, non sans se livrer à une autocritique, et cherchent les moyens de compenser la perte du sanctuaire libanais. (Voir le Monde des 16, 17 et 18 novembre 1982.)

Wehdat. - Le camp de Wehdat est tristement célèbre dans le monde arabe. Bastion de la résistance palestinienne à Amman, il fut l'une des principales cibles de l'artillerie jordanienne tout au long de la guerre qui opposa, en septembre 1970, les forces du roi Hussein à celles de M. Yasser Arafat. Des milliers de tombes s'étendent à perte de vue à l'entrée de l'agglomération où vivent encore une centaine de milliers de réfugiés qui, en 1948 ou en 1967, avaient fui devant l'armée israélienne.

L'un des deux Palestiniens qui nous accompagnent montre du doigt le cimetière : « Nos martyrs enterrés ici nous rappellent constamment le massacre dont nous avons été victimes. Nous pourrions un jour tout pardonner aux Israéliens qui sont nos ennemis, mais jamais à ceux qui prétendent être nos frères. » « Bien que nous ayons acquis la nationalité jordanienne, enchaîne le deuxième, nous sommes toujours traités en étrangers, pis, comme des terroristes en puissance. »

Ingénieur diplômé d'une université britannique, notre guide travaille en Arabie Saoudite, d'où il revient régulièrement pour visiter sa famille à Wehdat. Les brimades qu'il subit à chaque voyage sont celles que connaissent beaucoup de Palestiniens résidant dans le royaume hachémite. « Toutes les fois que je franchis la frontière, rapporte-t-il, les « mouhabarati » (la police politique) m'interrogent, parfois des heures durant, comme si j'avais commis un crime. On exige de moi un compte rendu détaillé de mes déplacements, les noms et les adresses des gens que j'ai rencon-

trés, les propos que nous avons échangés. Un Palestinien est tout aussi suspect en Jordanie que dans les territoires occupés par Israël. » Pressé de questions, notre interlocuteur admet qu'il lui y a une quinzaine d'années membre d'une organisation de gauche affiliée à l'O.L.P. mais proteste : « Devrais-je en payer le prix jusqu'à la fin de mes jours ? »

Le docteur Sari Nasser, lui, n'a jamais milité. Chef du département de sociologie à l'université d'Amman, il fait partie de l'establishment. « Je suis considéré, du moins me le répète-t-on, comme un citoyen jordanien à part entière. Mes enfants, qui se sentent viscéralement palestiniens, apprennent à l'école qu'ils ne sont pas autre chose que des « Arabes jordaniens ». Aucun chercheur - ni moi ni d'autres - n'a été autorisé à entreprendre la moindre enquête socio-économique, voire même une étude statistique, sur les Palestiniens du royaume. Les recensements officiels nous ignorent. Les autorités expliquent qu'elles ne veulent pas faire de distinction entre Transjordaniens et Palestiniens d'origine. Mais nous sommes différents, qu'on le veuille ou non, et ce n'est pas en une trentaine d'années que l'on assimile un peuple qui a son histoire et sa culture. Ce pays n'est pas le mien : pas plus que le régime dont il s'est doté. Les Palestiniens ont une autre conception de la démocratie et des libertés qu'ils ne pourront mettre en pratique que lorsqu'ils seront chez eux. »

Etrange discours quand on songe que les Palestiniens sont majoritaires ici - environ 60 % de l'ensemble de la population, 80 % des habitants de la capitale - et qu'ils constituent l'essentiel des élites intellectuelles ou bourgeoises du royaume. Les activités économiques, financières, commerciales du pays seraient, à 90 %, entre leurs mains. Les instituteurs, professeurs, avocats, ingénieurs, architectes, sont de même, pour la plupart, originaires de Palestine.

« Loin de nous servir, cette prédominance suscite chez les autochtones envie, jalousie et ressentiment, nous déclare M. Ibrahim Bakr, l'un des plus grands avocats d'Amman. C'est irrationnel car ceux qui nous en veulent oublient volontiers qu'ils nous excluent notamment des postes-clés de l'Etat, de l'armée, des services de sécurité, de la diplomatie ; que nous sommes très minoritaires dans les organes législatifs et exécutifs du royaume ; bref, que nous avons le sentiment d'être des citoyens de deuxième zone. N'étant pas un peuple de paysans ou de bédouins - comme nos compatriotes de souche transjordanienne - nous avons été conduits, tout naturellement, à nous consacrer aux activités économiques ou intellectuelles. »

Ce à quoi un ancien ministre, de souche transjordanienne, rétorque que les Palestiniens, qu'il « apprécie par ailleurs », le gênent par leur « nationalisme exacerbé », leur « ingratitude » envers un pays qui les a généreusement accueillis et leur « mentalité très particulière qui les porte à la contestation, voire à la subversion ». Les deux peuples vivent dès lors repliés sur eux-mêmes, et seuls les « bourgeois » se fréquentent. « Les Palestiniens sont à tel point susceptibles, que nous sommes contraints dans nos conversations d'éviter une foule de sujets, en particulier politiques, perçus comme des provocations », ajoute l'ancien ministre.

Incompatibilités, méfiances réciproques, préjugés, un lourd contentieux historique, entre autres, expliquent les réactions plutôt négatives

de nombreux Palestiniens à l'initiative du roi Hussein du 20 septembre dernier. Le souverain reprenait à son compte la proposition du président Reagan d'intégrer les territoires occupés par Israël, la Cisjordanie et Gaza, dans le royaume hachémite ; l'Etat jordanien se transformerait alors en une fédération qui se composerait de deux « entités », l'une transjordanienne, l'autre palestinienne.

Les divergences entre le roi et ses censeurs palestiniens ne paraissent pas fondamentales, du moins au premier abord. Les organisations de fedayin, les Palestiniens de toutes tendances, conviennent que les deux rives du Jourdain devront entretenir des relations étroites et privilégiées pour des raisons impérieuses : la plupart des familles, partagées au gré des exodes entre la Cisjordanie et la Transjordanie, souhaitent que toute entrave à la libre circulation entre les deux territoires soit levée ; la bourgeoisie, plus que toute autre catégorie sociale, trouverait son intérêt à déployer ses activités dans une aire géographique plus étendue et qui présenterait l'avantage supplémentaire de lui donner un accès direct aux marchés du monde arabe ; tout un chacun se rend compte encore que la Cisjordanie et Gaza sont trop étiquetées et insuffisamment développées économiquement pour absorber une partie notable d'une diaspora qui pourrait, en revanche, s'installer plus aisément sur un territoire regroupant la majeure partie du peuple palestinien.

Il n'en reste pas moins que « l'initiative » du roi Hussein a été ressentie dans toutes les organisations de l'O.L.P. comme une sorte de trahison. N'est-elle pas conçue pour écarteler du processus de paix la centrale des fedayin, « l'unique représentation légitime du peuple palestinien », en violation des engagements pris, notamment au sommet arabe de Fez ? Ne vise-t-elle pas à placer l'entité palestinienne sous la tutelle de la monarchie hachémite, qui dominerait forcément la future fédération ?

« Nous n'avons oublié ni les tueries de 1970 ni la féroce répression qu'exerça la police jordanienne à l'époque où la Cisjordanie faisait partie du royaume (1948-1967), et

nous ne sommes pas prêts à échanger une tyrannie contre une autre ! », s'exclame une personnalité des territoires occupés. « Après avoir été les témoins horrifiés de la passivité du monde arabe face aux massacres du Liban, affirme, pour sa part, M. Ibrahim Dakkak, dirigeant palestinien résidant à Jérusalem, les Palestiniens ne font confiance à personne pour assurer leur sécurité et leur avenir. »

Le projet du roi Hussein a ceci en commun avec ceux de Reagan, de Begin et de Shimon Peres (le chef du parti travailliste israélien) qu'il vise à confisquer notre droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance pour lequel nous continuons à nous battre jusqu'au bout », déclare M. Nayef Hawatmeh, le chef du Front démocratique (F.D.L.P.), qui passe pour être très proche de M. Yasser Arafat.

Un contrepoint à la Syrie

Comment, dès lors, expliquer que le président de l'O.L.P. se soit rendu le mois dernier à Amman pour examiner avec le roi Hussein les moyens d'institutionnaliser l'« unité » des deux peuples ? Jordanien et palestinien ? M. Arafat, fait remarquer son entourage, a donné son aval au principe d'une confédération mais il a pris le soin de préciser que celle-ci serait fondée seulement après la fondation d'un Etat palestinien indépendant. En d'autres termes, il n'a délivré au roi aucun mandat de négocier, en lieu et place de la centrale des fedayin, un règlement qui entrainerait la volonté souveraine ou le libre arbitre des Palestiniens.

La visite de M. Arafat à Amman et ses déclarations apparemment conciliantes étaient, cependant, dictées par des considérations d'un autre ordre. Conscient de la vulnérabilité accrue de l'O.L.P., après la « perte » du Liban, il cherchait à améliorer ses relations avec tous les régimes arabes afin de mieux exploiter les contradictions qui les opposent. La Jordanie, en l'espèce, servirait de contrepoint à l'influence de la Syrie. En faisant quelques concessions de forme au roi Hussein, il compterait obtenir en échange des facilités supplémentaires pour les fedayin dans un pays qui abrite la plus grande concentration de Palestiniens du monde arabe. En outre, M. Yasser Arafat estimerait indispensable d'entretenir de bons rapports avec

tous les chefs d'Etat arabes qui seraient susceptibles de convaincre le président Reagan d'assouplir son attitude à l'égard de l'O.L.P.

La diplomatie tous azimuts du chef de la centrale des fedayin ne manque pas d'inquiéter nombre de ses partisans qui lui reprochent en privé ses ambiguïtés et ses illusions. C'est l'Amérique qui influence les régimes arabes conservateurs et non le contraire, font-ils remarquer avant de soutenir qu'il serait vain de croire que Washington pourrait ou même voudrait pousser Israël à négocier avec l'O.L.P. et accepter la création d'un Etat palestinien indépendant. M. Yasser Arafat sous-estimerait, à les en croire, le péril que représenterait l'« option jordanienne ».

« Une partie de la bourgeoisie palestinienne, dont les intérêts en Jordanie sont considérables, indique M. Ibrahim Bakr, craint qu'un éventuel Etat indépendant ne soit trop radical et, à tout prendre, préférerait vivre à l'ombre d'une autocratie libérale - en matière économique, que sous la férule d'un gouvernement démocratique, mais dirigiste. »

M. Bechir El Barghouti, secrétaire général du parti communiste, assigné à résidence à Ramallah, va jusqu'à soutenir que le projet du roi risque de séduire certaines couches populaires, en particulier la paysannerie, pour qui « la propriété de la terre passe avant la souveraineté ». Pour échapper à la « colonisation rampante » des Israéliens et faute d'une alternance crédible, un nombre croissant de Palestiniens pourraient être tentés de « se jeter dans les bras des Jordaniens » sans se rendre compte qu'ils tomberaient ainsi de Charybde en Scylla.

M. Barghouti estime que les dirigeants de l'O.L.P. « devraient cesser de loucher, de se complaire dans des déclarations ambiguës ou contradictoires, sources de confusion et de découragement, pour définir une stratégie de paix, claire et précise, seule capable de mobiliser les énergies populaires ».

Cette attitude aurait, en tout cas, le mérite d'écarter l'audience internationale de la centrale des fedayin et de lui donner ainsi les moyens d'écarter les intermédiaires qui la gênent.

Prochain article :
DU RÊVE À LA RÉALITÉ

VU CHEZ HANLET
A Paris, 264, Fg Saint-Honoré. 766-51.94
A Vélizy, Z.I. rue Grange-Dame-Rose. 946.00.52

PETROF

K 114.3 pédales - Noyer ciré - Origine Tchécoslovaque - Garanti 5 ans.
Payable en 60 x 30 F par mois avec assurance. 1000 F d'apport.
Prix total à crédit 24.400 F assurance comprise. T.E.G. 24,00 % C.E.T.E.M.

HANLET IMPORTATEUR EXCLUSIF.

CENTRALE BLANC GROSSISTE LINGE DE MAISON
ouvert ses portes aux particuliers

Couvettes synthétiques et davier
Bouteilles de couvettes
Serviettes pure laine
Serviettes éponge
Paire de draps
Services de table
Torchons, serviettes de table, etc.

Adresses :
PARIS (3ème)
15, rue Daubigny, Ternes
Métro : Temple ou République
Fond de tour
face au Corral du Temple

VINCENNES (94)
14, 16/18, rue Raymond du Temple
Métro : Châtelet de Vincennes
(face au Châtelet)

Ouvert tous les jours même le Samedi
de 10 h. à 19 h.
271.07.82

ANDROPOV: LE DERNIER MASQUE DU KREMLIN.

■ Les énigmes de l'enterrement de Brejnev. De notre envoyé spécial à Moscou, Jean Daniel.

■ Entretien avec Pierre Hassner. Attention : la diplomatie soviétique risque de devenir plus imaginative.

■ Pourquoi fait-on plutôt confiance à l'homme du K.G.B. ? Par K.S. Karol.

LA FRANCE DES IMMIGRES.

4 200 000 étrangers en France. Indispensables pour quoi ? Insupportables pour qui ? Une analyse de ce qui va encore mal et de ce qui va un peu mieux pour les immigrés.

E.T.

En rencontrant Steven Spielberg, Jean-François Joselin s'est mis à croire aux extra-terrestres...

LE NOUVEL observateur
CETTE SEMAINE

nouveau

DUNHILL
King Size

70F

La légère de qualité supérieure

ASIE

Les ministres chinois des affaires étrangères et de la défense sont remplacés dans leurs fonctions

Le premier ministre repart de « la menace que l'Union soviétique fait peser sur la Chine »

Pékin (Reuter, U.P.I., A.P.P.). — La Chine a procédé, vendredi 19 novembre, au remplacement de ses ministres des affaires étrangères et de la défense. M. Wu Xueqian, soixante ans, un spécialiste du bloc soviétique, qui était depuis l'année dernière premier vice-ministre des affaires étrangères, succède à M. Huang Hua, tandis que le général Zhang Aiping remplace M. Geng Biao au poste de ministre de la défense.

M. Huang Hua passe pour avoir, à soixante-neuf ans, de sérieux ennuis de santé. Il a été hospitalisé à deux reprises en 1981 et des rumeurs avaient déjà circulé à Pékin sur son possible retrait. Cependant, note-t-on, celui-ci a eu lieu lorsqu'il venait de rentrer de Moscou, où il avait dirigé la délégation chinoise aux funérailles de Brejnev. M. Huang Hua avait eu, à cette occasion, un entretien avec son homologue soviétique M. A. Gromyko, ce qui était la première rencontre sino-soviétique au niveau ministériel depuis 1969. A l'issue de cet entretien, il s'était déclaré « très optimiste » quant aux chances d'une amélioration des relations entre la Chine et l'U.R.S.S. et cette déclaration était apparue comme l'une des plus conciliantes de la part d'un dirigeant chinois à l'égard de l'U.R.S.S.

Or, le même jour, M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, a tenu à M. Prem Tinsulanonda, son

homologue thaïlandais qu'il recevait à Pékin, des propos relativement sévères à l'égard de l'U.R.S.S., affirmant qu'« aucun changement n'est survenu quant au principe fondamental de la Chine qui consiste à s'opposer à l'hégémonie et à l'expansionnisme. L'éventualité d'une amélioration des relations sino-soviétiques dépend de ce que fera l'Union soviétique pour éliminer la menace qu'elle fait peser sur la Chine », a dit encore M. Zhao, dont les déclarations ont été reproduites par l'Agence Chine nouvelle. Le premier ministre a encore rappelé, à l'adresse des États-Unis, que Washington et Pékin « ont en commun l'intérêt de préserver la paix et la sécurité dans le monde », tout en insistant pour que le gouvernement américain « respecte le récent communiqué conjoint sur la cessation des ventes d'armes à Taiwan et fasse de nouveaux efforts pour que se développent les relations sino-américaines ».

On note à Pékin que M. Huang Hua conserve son poste de conseiller d'État, titre qui lui confère le rang de vice-premier ministre, et siège toujours au comité central, mais il avait quitté le bureau politique au dernier congrès du parti, en septembre. Le Quotidien du peuple, qui a rapporté le changement, n'a pas précisé si le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, détenait également le titre de conseiller d'État. M. Wu Xueqian a fait une carrière en dehors des af-

faire étrangères, essentiellement en tant que cadre du parti responsable des relations avec les autres partis communistes, en particulier avec ceux du bloc soviétique. Il passe pour être un proche allié politique de M. Deng Xiaoping.

Si la nomination de M. Wu était généralement attendue, dans les milieux diplomatiques, il n'en va pas de même de celle de M. Zhang Aiping, soixante-deux ans, qui vient de remplacer M. Geng Biao, soixante-trois ans, à la tête du ministère de la défense nationale.

Militaire de carrière le général Zhang, était l'un des chefs d'état-major adjoints de l'armée. Il avait brièvement occupé le poste de vice-premier ministre en 1980-1981. Son nom avait été cité, en mars 1981, comme possible candidat au poste de la défense, lors du remplacement du maréchal Xu Xiangqian. On considère, à Pékin, que M. Deng le juge plus à même de procéder à la modernisation de l'armée populaire de libération, ayant présidé la commission des sciences et techniques de la défense nationale.

Le statut de M. Geng Biao avait donné lieu à diverses interprétations depuis qu'il avait été écarté de façon inattendue du comité central et du bureau politique, à l'issue du douzième congrès du P.C.C., en septembre dernier. Il est vraisemblable qu'il a été écarté du fait de son appartenance à une faction connue pour ses réserves à l'égard de la ligne de M. Deng. Sa nomination à la tête du ministère de la défense passait pour avoir été due à M. Hua Guofeng, évincé par la suite. Il vient d'entrer à la nouvelle commission centrale des conseillers, organisme au rôle consultatif théoriquement destiné à accueillir les hauts responsables âgés et malades.

AMÉRIQUES

La France justifie la reprise des livraisons d'armes à l'Argentine

La reprise, jeudi 18 novembre, des livraisons d'armes françaises à l'Argentine n'est que l'application d'une décision prise en août dernier et communiquée en son temps à Londres, a-t-on indiqué, vendredi 19, dans les milieux officiels français, après la réaction britannique à l'envoi d'avions et de missiles Exocet à Buenos-Aires.

Le Foreign Office a exprimé sa « déception » à l'annonce du départ, du port de Saint-Nazaire d'un bateau à destination de l'Argentine, ayant à son bord cinq Super-Étendard, ainsi que des missiles air-mer Exocet, du type de ceux qui avaient coulé plusieurs bateaux britanniques pendant la guerre des Malouines.

Cette cargaison, rappelle-t-on dans les milieux officiels français, représente une partie des commandes passées par l'Argentine avant que n'éclate le conflit des Malouines, en avril dernier, date à laquelle la France avait imposé un embargo sur les livraisons d'armes à l'Argentine. La levée de cet embargo avait été annoncée le 10 août, « compte tenu de l'arrêt des hostilités » entre la Grande-Bretagne et l'Argentine. A cette occasion, un porte-parole du ministère des relations extérieures avait précisé que le gouvernement britannique avait été informé de la décision française. Déjà, à cette époque, le Foreign Office s'était déclaré « déçu » par la levée de l'embargo.

Le porte-parole du Quai d'Orsay avait indiqué, en août, que les « intérêts anglais ont été protégés » par la vente de quatorze avions Super-Étendard équipés de missiles Exocet. Les cinq premiers avaient été livrés en novembre 1981. La question des Malouines a créé une certaine tension entre Paris et Londres. Elle avait été dissipée lors

Les États-Unis accueillent très favorablement la décision du Nicaragua de ne pas acquiescer de Mig soviétiques

Washington (Reuter). — Le département d'État américain a accueilli très favorablement, vendredi 19 novembre, des informations indiquant que le gouvernement du Nicaragua avait décidé de ne pas acquiescer de Mig soviétiques. Si ces informations se confirment, « ce serait un développement très positif », a déclaré le porte-parole, M. John Hughes.

Ces informations laissent entendre que les pays amis du Nicaragua l'auraient dissuadé de se procurer des Mig en raison de l'extrême attention avec laquelle Washington suit le renforcement militaire du pays.

Les États-Unis espèrent que le gouvernement sandiniste remplira également « d'autres conditions de paix » définies par un accord conclu le mois dernier au Costa-Rica par huit pays de la région. Ce plan prévoit que le Nicaragua doit s'abstenir de déstabiliser les pays voisins, ne pas importer d'autres armements lourds, renvoyer les instructeurs militaires étrangers et développer le pluralisme démocratique.

Brésil

Le parti gouvernemental conserve le contrôle de la majorité des États

(Suite de la première page.)

Il l'a emporté, par exemple, dans une des régions test du pays, le Rio-Grande-do-Sul, la plus « européenne » de toutes, tant par son climat que par sa population. Il a profité en effet des divisions de l'opposition dont les voix se sont portées à la fois sur le candidat travailliste et sur celui du P.M.D.B. Il est probable

qu'il l'emportera aussi dans le Pernambouc, autre point de mire, car Recife, sa capitale, est aussi celle du Nord-Est, région qui compte 33 millions d'habitants. M. Faria, candidat du P.M.D.B. au poste de gouverneur et opposant actif au régime, semblait avoir la victoire assurée. Mais tous les moyens — même les plus contestables — ont été utilisés contre lui. Il a perdu son élection dans le « Sertão », la campagne semi-aride de l'intérieur.

Ailleurs l'opposition n'a tiré parti, semble-t-il, ni de l'opportunisme électoral ni du radicalisme verbal. A Rio, par exemple, les « authentiques » du P.M.D.B. ont pu bien jouer en s'alliant avec les fidèles du cacique local, M. Chagas Freitas, accusé d'incompétence et de corruption : leur candidat a dû finalement laisser la place à M. Brizola, considéré comme un représentant plus digne de l'opposition. A Sao-Paulo, c'est à ses excès de langage qu'est attribué en partie le relatif échec du parti des travailleurs de « Lula », qui ne gagnera pas les vingt sièges ou trente sièges de députés fédéraux que les sondages lui accordaient.

Les militaires ont donc bien manœuvré : là où l'opposition s'est exprimée de façon majoritaire, c'est en faveur de personnalités le plus souvent modérées et de partis dont l'objectif le plus « extrême » est un socialisme de type démocratique. En outre le parti gouvernemental, le P.D.S., gardera sans doute la majorité dans les assemblées législatives locales et au congrès fédéral qui composent le collège chargé de choisir le futur président. Tout a été bon, certes, pour parvenir à un tel résultat. Il faut neuf fois plus de voix pour être député à Sao-Paulo — région d'opposition — que dans l'Acra, État amazonien sans velléité de rébellion. La propagande télévisée a été suspendue deux mois avant le scrutin, sauf pour le général-président, qui a pu faire état de réalisations de son gouvernement. Mais ce qui l'emporte malgré tout, dans le pays, c'est la satisfaction d'avoir pu tenir de « vraies » élections après en avoir été privé pendant dix-huit ans.

CHARLES VANHECKE.

M. Huang Hua : un diplomate chevronné

Diplomate de carrière, M. Huang Hua est né dans la province de Jiangsu, dans l'est de la Chine, en 1913, bien que certains biographes lui donnent quelques années supplémentaires. Il a étudié à l'université de Yenching, à Pékin, en 1935, mité alors dans les rangs des mouvements de jeunesse. A cette époque, il entre en contact avec le sinologue Edgar Snow — qui préparait son livre Étoile rouge sur la Chine — et l'accompagne en sa qualité d'interprète dans les zones tenues par les communistes.

Pendant la guerre, il sert de secrétaire à des chefs militaires comme Chu De et Ye Jianying. Après la libération, il est chargé des relations extérieures à la commission de contrôle installée par les communistes à Nankin. Entré au ministère des affaires étrangères en 1953, il est chargé de diriger la délégation chinoise

aux négociations de Panmunjom, où il se montre un interlocuteur habile face aux Américains.

En 1960, il est nommé ambassadeur au Ghana, puis en Égypte et au Canada. Pendant la révolution culturelle, il fut le seul chef de mission chinoise à ne pas être expulsé de Pékin. En 1971, il est le premier représentant de la Chine populaire aux Nations unies. En 1976, ce diplomate professionnel prend la tête du ministère des affaires étrangères.

Il possède une excellente connaissance de l'anglais et montre un intérêt particulier pour les États-Unis. Il avait contribué à lever les incertitudes sur les relations sino-américaines après l'installation de l'administration Reagan au pouvoir, à la reprise du dialogue entre Pékin et New-Delhi, puis de façon plus spectaculaire entre Pékin et Moscou.

Le général Zhang Aiping

Né en 1908 et issu d'une famille de propriétaires fonciers, le général Zhang Aiping a fait toute sa carrière dans l'armée. Il s'engage très jeune dans l'armée rouge, participe à la Longue Marche et, pendant la guerre sino-japonaise, il combat notamment aux côtés de Peng Dehuai, futur ministre de la défense nationale, qui sera limogé en 1959 et a récemment été réhabilité.

Membre du Conseil national de défense à partir de 1954, il devient chef d'état-major adjoint de l'armée en 1955. Il obtient le titre de général en septembre de la même année. Critiqué et li-

mogé comme « élément anti-parti » lors de la révolution culturelle, il fait sa réapparition en décembre 1975, lorsqu'il est nommé président de la commission des sciences et techniques de la défense nationale. Le général Zhang retrouve son poste de chef d'état-major adjoint de l'armée en octobre 1977, deux mois après avoir repris sa place au comité central du parti, où il avait été élu pour la première fois membre suppléant en 1958. Il avait été nommé vice-premier ministre en septembre 1980, lors du remplacement de M. Hua Guofeng par M. Zhao Ziyang.

Inde

L'OUVERTURE DES NEUVIÈMES JEUX ASIATIQUES A EU LIEU SANS INCIDENT

L'ouverture des neuvièmes Jeux asiatiques a eu lieu sans incident, vendredi après-midi 19 novembre, à New-Delhi. Un très important dispositif de sécurité avait été mis en place, afin de prévenir toute manifestation de la part de la minorité religieuse des sikhs, dont des centaines de membres ont été arrêtés ces derniers jours. Le gouvernement indien conduit actuellement des pourparlers avec des représentants sikhs, réclamant une plus large autonomie confessionnelle et politique au sein de l'État du Pendjab.

D'autre part, des opposants au gouvernement de Mme Gandhi, et notamment l'ancien ministre George Fernandes, ont déposé des dépensés faites pour la tenue des Jeux à New-Delhi, « alors que le pays fait face à la famine et n'assure pas ses besoins essentiels de la population ».

Enfin, une grenade à main a explosé, vendredi, dans l'enceinte de l'ambassade soviétique. L'explosion n'a causé que des dégâts matériels.

Afghanistan

LA CONFIRMATION PAR MOSCOU DE L'ACCIDENT DU TUNNEL DE SALANG

Moscou (Reuter). — Par une courte dépêche en six lignes, reprenant l'agence afghane Bakhtar, l'agence soviétique Tass a confirmé, jeudi soir, 18 novembre, les informations occidentales qui, faisaient état d'une catastrophe survenue dans le tunnel routier de Salang, en Afghanistan (le Monde du 10 novembre).

Tass déclare que l'accident a fait « des victimes », sans en préciser le nombre. C'est la première fois que l'Union soviétique fait état de cette catastrophe, qui, selon des sources proches de la résistance afghane, a islamabad, a fait des centaines de morts dont de très nombreux militaires soviétiques.

Tass a démenti que l'accident ait été provoqué par une action rebelle, ajoutant que les informations occidentales parlant d'« actes de sabotage » étaient sans fondement. L'agence soviétique ne précise pas la date de la catastrophe.

Autriche

• M. GUSTAV HUSAK, chef de l'État et du parti tchécoslovaques, a achevé le vendredi 19 novembre une visite officielle en Autriche, marquée par de nombreuses manifestations en faveur des droits de l'homme dans son pays. A l'issue de sa visite, le chancelier Kreisky a déclaré qu'il ne se faisait aucune illusion « quant à un éventuel assouplissement de la politique menée à Prague à l'égard des dissidents. M. Husak a toutefois accueilli positivement les demandes de l'Autriche en faveur de la réunification des familles séparées par la frontière. — (A.P.)

Bolivie

• LE COMMANDEMENT EN CHEF DES FORCES ARMÉES BOLIVIENNES a démenti mercredi 17 novembre la présence de « conseillers étrangers » dans ses rangs. Cette mise au point répond aux accusations lancées par le général argentin Leandro Anaya qui affirmait que la Bolivie avait accueilli cinq cents conseillers militaires cubains depuis l'arrivée au pouvoir du président Siles Zuazo, le 10 octobre dernier. — (A.F.P.)

El Salvador

• RECTIFICATIF. — A la suite d'une erreur technique, une partie de l'article d'Isabelle Viehman sur les représentants du Haut Commissariat pour les réfugiés en Amérique centrale paru dans le Monde du 18 novembre n'a pu être publié. Nous donnons ci-dessous les paragraphes manquants, qui s'intercalent entre le premier et le deuxième paragraphe de l'article. « On a appris à Genève le renvoi par les militaires honduriens des membres du H.C.R. qui travaillent dans les camps de transit proches de la frontière de La Virgine et de La Guaita. Les responsables du H.C.R. se demandent comment assurer maintenant la protection physique — et non plus seulement juridique — des six mille réfugiés salvadoriens du camp de Colomacagua situé à 5 kilomètres de la frontière. Les récentes incursions de soldats salvadoriens dans les camps de réfugiés se sont soldées par des exactions et des victimes. » Le haut commissaire pour les réfugiés, M. Hartling, a adressé un télégramme au président de la République du Honduras, et une mission de cinq membres

du H.C.R., dirigée par M. Smyser, haut commissaire adjoint, va se rendre sur place du 22 au 30 novembre. Ce qui rend la tâche du H.C.R. délicate, c'est que le gouvernement du Honduras n'a ratifié ni la convention internationale sur la protection des réfugiés (1951) ni son protocole d'application (1967). —

Haute-Volta

• MISE AU POINT. — A la suite de l'article de notre envoyé spécial, Philippe Decraene, sur « les suites du coup d'État du 7 novembre » (le Monde du 17 novembre), le général Garango, ambassadeur de Haute-Volta à Washington, nous prie de publier la mise au point suivante : « Je n'ai été et je ne suis pas consulté par qui que ce soit, à aucun moment et à quelque titre que ce soit sur les mesures qu'il conviendrait de prendre » pour restaurer une hiérarchie sérieusement bouleversée « dans l'armée voltaïque et pour préserver l'avenir de la Haute-Volta dans le cadre des nouvelles structures. »

Mozambique

• DEUX CAMPS REBELLES DÉTRUITS. — Les forces gouvernementales ont détruit, mardi 16 novembre, deux camps de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.) dans le district minier de Moatize (ouest du pays), a affirmé mercredi Radio-Maputo. Selon la radio, environ deux cents personnes aux mains de la R.N.M. ont été libérées et un nombre important de rebelles capturés. Cette opération fait suite à une recrudescence de la guérilla antigouvernementale dans cette région et dans les provinces productrices de coton et de thé au nord du pays. — (A.F.P.)

Roumanie

• LE POÈTE GEZA SZOCS, LE PHILOSOPHE A. ARAKOVACS, LE PROFESSEUR KAROLY TOTTH ET SA FEMME, qui sont tous des intellectuels de souche hongroise, ont été arrêtés par les autorités roumaines à Cluj et à Oradea entre le 5 et le 7 novembre, a-t-on appris de source sûre. Ils sont accusés d'être les animateurs d'une revue de « samizdat » publiée en langue hongroise et intitulée *El-lenpontok*. M. Arakovacs et M. Totth ont été relâchés après cinq jours d'interrogatoires au cours desquels ils ont subi des violences. Les autorités rou-

sérieusement belle

Les tronçonneuses STIHL sont belles, parce qu'une bonne mécanique est une belle mécanique. Regardez-les de près, dans tous les détails, elles sont belles.

STIHL
« le plus grand plaisir »

Documentation gratuite TRONÇONNEUSES STIHL.

Yvan Béal
21, avenue de l'Agriculture
62014 CLERMONT-FERRAND CEDEX
Téléphone : 1 20 81 82 51 - Telex : 282 746
NOM :
ADRESSE :

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)

VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)

Liv. gratuite dans tte la France

26 MARQUES REPRÉSENTÉES
Garantie jusqu'à dix ans
Ouv. du lundi au samedi 9 h - 19 h

DAUDÉ

75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17°
227-84-54/763-34-17

سكدا من الأصل

Le Monde

politique

L'Assemblée nationale adopte le projet de budget pour 1983

L'Assemblée nationale a terminé, samedi 20 novembre, à 4 h 35 du matin, la discussion, en première lecture, du projet de budget pour 1983. L'ensemble du texte a été adopté, à moins levées, par les deux groupes de la majorité. Cette discussion budgétaire a donné lieu à cent soixante-sept heures de débats au cours de quarante-huit séances.

● **Affaires sociales : une action de revalorisation**

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 18 novembre, les crédits des affaires sociales, de la solidarité nationale et du travail, dont l'examen a duré sept heures et demie. Parmi les nombreuses questions évoquées par les dix rapporteurs, celle du financement de la Sécurité sociale a été traitée par M. Legendre (P.C.), qui a insisté sur la nécessaire clarification des relations entre les différents régimes et entre ceux-ci et l'Etat. M. Bergey (P.S., Affier) s'est inquiété d'une éventuelle restriction des conditions d'attribution du statut de réfugié et du recours à « des formalités de portée ambiguë » telle que la visa, pour l'entrée en France de touristes algériens (1). M. Asensi (P.C.) a passé le problème du logement des immigrés, consenties dans certaines communes ouvrières, et M. Frelaut (P.C.) a traité de la situation de l'UNEDIC.

M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a insisté sur « la nécessité de revaloriser le social, dans ses fonctions quotidiennes et dans sa finalité » et il a annoncé la prochaine mise en place d'un « conseil supérieur du travail social ». Il a indiqué, d'autre part, que le budget social de la nation, qui s'élève à près de mille milliards de francs, fera l'objet, au printemps prochain, de débats, à l'Assemblée nationale et au Sénat, sur « les moyens de disposer d'une meilleure information et d'instaurer un contrôle régulier » de ce projet.

Le ministre a indiqué, d'autre part, au sujet de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans, que, si les négociations entre les partenaires sociaux sur les retraites complémentaires n'aboutissent pas, au plus tard, le 15 janvier prochain, le gouvernement userait des moyens dont il dispose pour que cet abaissement soit effectif, en tout état de cause, le 1^{er} avril 1983.

M^e Dufour, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées, a expliqué, dans ses réponses aux rapporteurs et aux intervenants, que le pouvoir d'achat des allocations versées aux familles de quatre enfants aura augmenté, sur deux ans, au 1^{er} janvier 1983, de 11 %, compte tenu de l'augmentation de 7,5 % prévue à cette date. M. Bérégovoy a précisé, d'autre part, que la contribution assise sur des revenus du travail et du capital, envisagée

pour financer les prestations familiales, impliquera, si elle est instituée, une majoration correspondante des salaires.

● **La défense des consommateurs**

Le ministre de la consommation, M^e Lalumière, présente pour la première fois, un budget autonome. Un budget modeste — 272 millions de francs, soit 42,4 millions de plus qu'en 1982 — mais qui doit permettre la poursuite d'une politique de défense des consommateurs. Les dépenses de subventions s'élèvent à 31,7 millions de francs pour les organisations de consommateurs et à 35,2 millions de francs pour l'Institut national de la consommation. Cette dernière somme ayant été jugée insuffisante par la plupart des députés. M. Lalumière annonce que la subvention destinée à l'IN.C. sera augmentée de 0,74 million de francs.

D'autre part, pour appuyer la lutte contre l'inflation, six centres locaux d'information sur les prix vont être installés sur le territoire national à partir de l'année prochaine.

● **Un nouveau dispositif d'aide à l'investissement industriel**

Vendredi soir, l'Assemblée nationale adopte un amendement du gouvernement instituant, dans la loi de finances, un nouveau mécanisme d'aide à l'investissement industriel, conformément à la décision de principe annoncée par M. Pierre Mauroy dans sa déclaration du 4 novembre. Ce mécanisme substitue à l'aide fiscale à l'investissement un système qui permettra aux entreprises qui créent ou acquièrent des biens d'équipement, entre le 1^{er} janvier 1983 et le 31 décembre 1985, un amortissement exceptionnel. Celui-ci sera pratiqué l'année de réalisation de l'investissement et déterminé en majorant la première annuité d'amortissement dégressif. Le taux de cette majoration sera de 40 % pour les biens dont la durée d'utilisation sera inférieure à quatre ans. Il passera à 42 % lorsque cette durée sera de dix ans, à 46 % pour onze ans, à 50 % pour douze ans, à 54 % pour treize ans, à 58 % pour quatorze ans et à 62 % pour quinze ans. Les députés communistes, jugeant que ce nouveau mécanisme ne répond pas aux critères de relativité des aides défendus par leur parti, s'abstiennent. En revanche, l'opposition approuve l'initiative gouvernementale présentée par le ministre du budget, M. Fabius.

● **Maintien de l'avoir fiscal**

En séance de nuit le gouvernement retire l'article 52 du projet de loi de finances visant à remplacer l'avoir fiscal par un crédit d'impôt. La commission des finances, dans sa majorité, s'était prononcée contre l'institution de ce crédit d'impôt, trop proche, à ses yeux, du système de l'avoir fiscal si critiqué, naguère,

par le P.S. L'avoir fiscal est donc maintenu. L'Assemblée a reconduit pour cinq ans la déductibilité des dividendes attachés à la création d'entreprises ou aux augmentations de capital.

● **Création d'un compte d'épargne en actions**

Afin d'encourager à l'époque l'Assemblée adopte la création d'un compte d'épargne en actions qui remplacera le mécanisme de la loi du 13 juillet 1978 dite « loi Monory ». Ce compte d'épargne sera réservé aux contribuables non redevables de l'impôt sur les grandes fortunes, et « ouvrira droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 25 % des achats nets de valeurs mobilières françaises dans la limite annuelle de 7 000 francs par personne ou de 14 000 francs pour un couple ». Les personnes qui, en raison de leur âge, pouvaient bénéficier des dispositions de la loi Monory jusqu'à leur départ en retraite ou pour une durée maximale de quinze ans auront le choix entre le régime ancien et le régime moderne. Le gouvernement autorise le cumul entre un compte d'épargne en actions et l'abattement de 3 000 francs en vigueur dans le cadre de la loi Monory.

● **Institution d'une taxe sur les magnétoscopes**

Vendredi après-midi 19 novembre, l'Assemblée nationale décide, au cours de l'examen du budget du ministère de la communication (1), l'institution, en 1983, d'une taxe de 471 F par an pour droit d'usage de magnétoscope. Seuls les socialistes s'abstiennent, sur ce point, le gouvernement. Les communistes s'abstiennent, les députés R.P.R. et U.D.F. votent contre.

Le ministre de la communication, M. Fillioud, affirme que cette taxation ne freinera pas les achats de magnétoscopes : « La ruée actuelle n'est pas le fait des particuliers, dit-il, mais des revendeurs qui, anticipant sur la demande, se constituent des stocks ».

L'information télévisée suscite, d'autre part, une controverse. M. Vienne (R.P.R., Val-de-Marne), accuse le gouvernement d'exterminer « main-mise politique de plus en plus ouverte » sur les médias audiovisuels. M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine), affirme que la télévision est devenue « globalement socialiste ». M. Fillioud leur répond : « Nous vous trompez d'adresse. Bien sûr, lorsque vous êtes au gouvernement vous gouvernez la télévision. Ce temps n'est plus. Le parlement a voté une loi qui donne compétence exclusive à la Haute Autorité pour faire respecter le pluralisme du service public. Ne comptez pas sur moi pour enliser sur le domaine de la Haute Autorité ».

(1) Ce budget a été analysé dans le Monde du 16 novembre.

DEVANT LE COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

M. Pierre Mauroy met en garde les socialistes contre les risques de la critique et de la division

M. Pierre Mauroy — qui a pris la parole samedi 20 novembre en fin de matinée devant le comité directeur du P.S. réuni à Paris — a mis en garde les socialistes contre les divisions qui pourraient tenter certains d'entre eux. « Unie, nous réussirons ; divisés, nous échouons », a notamment déclaré le premier ministre, avant d'inviter le P.S. à relayer l'action du gouvernement plutôt que de critiquer celle-ci. Si critique il doit y avoir, a-t-il expliqué, celle-ci doit être portée devant le parti, à qui il revient d'arbitrer.

M. Mauroy — après un long plaidoyer en faveur de la politique de « rigueur » a regretté son discours que après le 4 novembre dernier, les critiques publiques les plus dures, à ses yeux, soient venues des

rangs même du P.S. Il a réaffirmé que le gouvernement ne fait aucun « cadeau » au patronat, mais qu'il s'efforce d'aider les entreprises, étant entendu que ces aides doivent être liées à l'effort d'investissement. Il a estimé qu'elles sont d'autant plus nécessaires que la gauche ne peut réussir sa politique économique en s'appuyant sur le seul secteur public, et qu'il lui faut donc obtenir le concours du secteur privé.

Après avoir, M. Jean Popereau, numéro deux du P.S., qui avait ouvert les débats, avait renouvelé la demande formulée par les socialistes d'obtenir un bilan des investissements industriels et de l'utilisation des diverses aides publiques aux entreprises.

Mauroy, de déclarations en rectifications, ont dévalorisé leur parole et du même coup suscité le doute sur leur capacité à « tenir » le nouvel échafaudage.

Il en va de même sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires. En proposant aux syndicats une « clause de sauvegarde » destinée à garantir le pouvoir d'achat de ces catégories de salariés en 1982 et 1983, le gouvernement peut être soupçonné de réintroduire l'échelle mobile des salaires. Or la suppression de celle-ci était un axe de sa nouvelle politique économique.

Même si, globalement, la conscience de cette politique — rigueur et justice sociale — n'est pas ébranlée, sa perception par l'opinion risque de l'être. Les choses se gâtent lorsque certains élus et responsables du parti socialistes ajoutent, sans toujours le chercher, à la confusion. C'est le cas lorsque l'on s'inquiète, comme M. André Laignel, des cadeaux faits au patronat. C'est aussi le cas de ceux qui, plus nombreux, s'étonnent que le gouvernement renonce, pour le bénéfice de quelque mois de répit, à tenir sa promesse sur le pouvoir d'achat du SMIC.

L'attitude des uns et des autres provoque d'excellentes intentions : il s'agit de mettre en garde le gouvernement contre le risque d'une rupture entre lui et une partie de sa base sociale, donc électorale. Mais il est possible que cette démarche produise l'inverse de l'effet recherché en donnant l'image d'un pouvoir contesté, incertain, et finalement irrespectueux de ses engagements.

M. Jean-Paul Bachy s'en est inquiété devant le comité directeur. Le secrétaire national aux entreprises a en effet souligné que les coups portés au chef du gouvernement sort d'autant plus dangereux que les socialistes sortent — compte tenu du caractère, selon lui, « sélectif », du soutien du P.C.F. — la seule force susceptible de relayer la politique du pouvoir.

Dans ces conditions, le démarrage du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement n'est pas, non plus, exempt de risques. M. Michel Charzat a fait état, dans nos colonnes (Le Monde du 18 novembre), de la tentation, qu'il perçoit au sein du gouvernement, de soumettre la France à une purge de deux ans en attendant la reprise économique mondiale. M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, n'est pas nommé, mais il est visé et implicitement accusé d'orthodoxie libérale, de « barisme » de gauche.

Si cette tentation existe — elle a été analysée il y a plusieurs mois déjà au sein même de la direction du P.S. — elle est aujourd'hui minime et isolée. La volonté de reconquête industrielle, l'appel à la rigueur et à l'effort accompagné par la correction des injustices — « demander plus à celui qui a plus, demander moins à celui qui possède si peu » — contenus dans le discours prononcé le 27 septembre à Figeac par M. Mitterrand et relayés aussitôt le 4 novembre par M. Mauroy, le montrent bien.

Resta que M. Delors, s'il privilégie la « crédibilité externe » du pouvoir de gauche — pour reprendre une expression chère au CERES — bénéficie pour lui-même d'une « crédibilité interne » incontestable dans l'opinion publique française. Les sondages l'attestent. Et l'on craint fort, parmi les socialistes, que les capacités pédagogiques du ministre de l'économie et des finances ne finissent, à son corps défendant, par accréditer l'idée selon laquelle le gouvernement de la gauche, sous le contrainte de la crise, mène une politique peu différente de celle qu'aurait conduite un gouvernement de droite. M. Delors explique que « l'effet d'annonce » d'une promesse non tenue sur le SMIC, perçue par l'étranger, rapporte une masse de devises à la France. Les socialistes lui répondent qu'il leur fait perdre un paquet de voix. Pour le parti, le débat se pose en termes aussi crus que ceux-là.

La direction du parti socialiste se préoccupe de ce décalage. M. Jean Popereau, numéro deux du P.S., l'a exprimé dès l'ouverture du comité directeur de son parti, samedi 20 novembre, en remarquant que le patronat continue à ne pas jouer le jeu du « compromis » que le pouvoir

est supposé établir entre des forces sociales et économiques aux intérêts parfois contradictoires. « Si le patronat devait continuer à faire monter les enchères, a-t-il déclaré, ni le gouvernement, ni le parti socialiste, ni les syndicats ne pourraient tenir du côté des salariés. » Au moins, cette réflexion est-elle susceptible de rassembler tous les socialistes. Elle est sans doute utilisée, pour une part, dans ce but.

La méthode forte

La voie du « compromis », que les socialistes persistent à préconiser à usage externe, n'a pas été, pour ce qui la concerne, une réussite dans l'affaire du projet de loi visant à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie. Après que le parti et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale aient mis en échec la volonté exprimée par le président de la République de ne pas diviser le pardon et donc d'intégrer les généraux « félons » dans le champ d'application de la loi, le gouvernement devrait utiliser, mardi 23 novembre, à l'Assemblée nationale, la méthode forte.

M. Pierre Mauroy devrait être autorisé par le conseil des ministres réuni le même jour à engager la responsabilité de son gouvernement en vertu de l'article 48, alinéa 3, de la Constitution. Selon cet article, le projet de loi en discussion est adopté sans vote à moins qu'une motion de censure ne soit déposée dans les vingt-quatre heures. Les députés socialistes, dont la décision avait été inspirée par M. Joxe, président du groupe, et le parti seront donc contraints, faute de pouvoir s'exprimer jusqu'au bout, à soutenir le gouvernement par l'absence, le vide et le silence.

Les institutions de la V^e République, dont M. Mitterrand s'est accommodé au mieux de ses intérêts après les avoir contestées, permettent à l'exécutif de passer outre à la pression des partis et du Parlement qui le soutiennent, pour peu que ces derniers lui soient fidèles sur l'essentiel. Elles ne permettent pas de faire l'économie des débats, des polémiques, des contestations ponctuelles.

C'est heureux pour les socialistes qui souhaitent « inspirer l'adversité », c'est-à-dire la publication des notes laissées par Georges Pompidou. Elle déplore, dans un communiqué publié le 18 novembre, « la publication de brouillons et notes laissés par le président Georges Pompidou, dont il aurait sans nul doute corrigé les assertions les plus choquantes. (...) Ce serait une mauvaise action qui porterait un grave tort à la mémoire de Georges Pompidou ».

Ces députés évoquent la publication, en juin dernier, à l'initiative de M^e Pompidou et de son fils de l'ouvrage *Pour rétablir une vérité*.

● **Le mouvement des démocrates** de M. Michel Jobert et la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Renouvin, qui se rencontrent régulièrement depuis le mois de septembre, ont constaté la très large convergence de vues entre leurs deux mouvements sur les questions municipales. « Déplorant l'extrême politisation qui marque déjà la campagne électorale à Paris », elles estiment nécessaire de « rassembler, à l'écart des rivalités entre les partis, des citoyens soucieux de dénoncer l'affrontement stérile entre le désir de revanche et la soif de puissance ». Les deux mouvements examinent les possibilités de présenter, des listes communes à Paris et dans quelques grandes villes de province.

Le Sénat s'oppose à la réforme administrative de Paris, Marseille et Lyon

Le Sénat, au terme de la discussion générale, a décidé, dans la nuit du 18 au 19 novembre, qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre la délibération sur le projet de loi portant organisation de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.

En adoptant par 180 voix contre 108 (P.C., P.S. et M.R.G.) la « question préalable » due à l'initiative du rapporteur, M. Romani (R.P.R., Paris), les sénateurs ont notamment considéré que le projet portait atteinte aux principes d'égalité entre les communes et de libre administration des collectivités territoriales par un conseil élu.

Intervenant au début et à la fin du débat, M. Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a justifié sa réforme en soulignant que c'est dans

les trois plus grandes villes que se pose avec le plus d'acuité la question de l'association des citoyens à la vie locale. Il a également évoqué la jurisprudence du Conseil constitutionnel, qui ne considère pas qu'il y a violation du principe d'égalité à traiter différemment des personnes physiques ou morales placées dans une situation différente. Le plaidoyer du ministre n'a guère convaincu les orateurs de la majorité sénatoriale.

La Haute Assemblée a ensuite examiné et amendé, avant de l'adopter, le projet modifiant certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du Conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille. Les principales modifications votées concernent le nombre de sièges des conseillers de Paris, porté de 163 à 167, et le découpage électoral de Marseille. Alors que le projet de loi prévoyait six secteurs, les sénateurs font coïncider chacun des seize arrondissements de la ville avec un secteur.

● **M. GUY BESSE**, maire de Levroux (Indre), succédera au Sénat à René Touzet (radical), président du groupe de la gauche démocratique au Sénat, décédé jeudi en son domicile parisien (Le Monde du 19 novembre).

Artisan, âgé de cinquante-sept ans, M. Besse, président du syndicat intercommunal du canton de Levroux, n'est inscrit à aucune formation politique.

apostrophes le 26 novembre

Serge Doubrovsky
Un amour de soi
roman

Un très grand livre, vigoureux, percutant, brutal, érotique... qui conte avec drôlerie un échec amoureux vécu aux alentours de la cinquantaine... Par sa qualité, son acuité, ses provocations mêmes, son authenticité et puissante originalité, il éclate dans notre rentrée.

Jacqueline Piatier
Le Monde

La seule présence de son ouvrage en cette rentrée 1982 donne un très bon coup de vieux à tous les romans « bon chic, bon genre » tirés au cordeau... le français qu'arrange Doubrovsky s'inscrit dans la grande métamorphose déclenchée par Proust, relancée par Céline... le lecteur s'enchanté à cette découverte... Un événement, peut-être même un événement.

Jean Clémentin
Le Monde

Une musique obsédante, douloureuse et imprécatrice... je n'ai connu pour ma part cette espèce d'arrière jouissance qu'avec quelques rares livres dont « Au dessous du volcan ».

Arnold Mandel
Le Monde

Le livre le plus dérangeant, le plus riche et le plus exigeant dans la rentrée romanesque.

Alain Bosquet
Le Monde

HACHETTE

79F



DAUDE

Le Monde

société

SANTÉ

Les réformes hospitalières

LES RESPONSABLES MÉDICAUX SÉRAIENT DÉSORMAIS ÉLUS

Parmi les projets essentiels du ministère de la santé, figure une modification profonde de la structure hospitalière à laquelle M. Jack Ralite s'est attaché depuis sa nomination au gouvernement et qui doit être soumise au Parlement avant la fin de l'année. Au cours d'un voyage qu'il fera dans le Sud-Ouest à la fin du mois, M. Ralite précisera davantage les intentions du gouvernement dans ce domaine. En particulier, il prononcera un discours consacré aux réformes hospitalières, à Toulouse le 28 novembre.

D'ores et déjà, on connaît l'une des pièces maîtresses de ce dispositif : la restructuration complète de tous les hôpitaux publics en « départements » qui viendraient se substituer aux actuels services. Ce projet n'a rien d'une abstraction administrative puisque'il consi-

terait à remplacer le mode de désignation des chefs de service, aujourd'hui nommés par la voie hiérarchique, par l'élection des « chefs de département ». Cette élection serait assurée non seulement par les médecins, mais aussi par les « membres du personnel non médical ». En outre, les responsables de département seraient élus pour une période de quatre ans renouvelable, et non pas désignés une fois pour toutes, jusqu'à leur retraite, ce qui est la règle actuelle. Enfin, les textes prévoient que cette réorganisation, qui s'appliquerait à toutes les structures hospitalières publiques, devrait être effective à partir du 1^{er} janvier 1984, faute de quoi la réforme serait appliquée autoritairement par l'administration.

L'avant-projet de loi sur la réforme des hôpitaux, tel qu'on le connaît aujourd'hui, vise à modifier la « loi hospitalière » de 1970, sur de nombreux points : il prévoit en particulier que la planification, en ce domaine, sera désormais régionalisée, alors qu'elle est à l'heure actuelle centralisée, et énonce des principes relatifs au regroupement des établissements en « syndicats interhospitaliers ». Sur la modification radicale que constitue la départementalisation, l'avant-projet de loi est extrêmement laconique. Il se borne, en effet, à indiquer : « Les activités médicales des établissements hospitaliers sont organisées en départements hospitaliers ». Ceux-ci « associent dans des conditions fixées par décret des personnels et des équipements qui concourent de façon coordonnée aux examens de diagnostic et au traitement des malades ».

L'essentiel est donc renvoyé au décret d'application dont on connaît aussi l'avant-projet. Selon ce texte, qui précise explicitement que son champ d'application concerne l'ensemble des structures hospitalières publiques, et ce à dater du 1^{er} janvier 1984, les départements seront gérés par des « chefs de département », « assistés d'un surveillant-chef ou d'un chef de service adjoint » et par un « conseil de département ». Ce dernier, qui se substituerait aux actuels services, sera subdivisé en « unités » coordonnées par un responsable désigné par le conseil du département, lui aussi élu.

L'une des pièces maîtresses du dispositif concerne le mode de dési-

gnation du responsable de département. Celui-ci devra obligatoirement être un médecin plein temps de l'hôpital, ayant au moins cinq ans d'ancienneté. Il sera élu par un collège comportant :

- L'ensemble des médecins titulaires du département « relevant du statut hospitalier », dont les suffrages seront pris en compte à 75 % dans le décompte des voix.
- Les autres médecins du département (c'est-à-dire les praticiens non titulaires), dont les voix « peseront » 12,5 %.
- Le personnel « non médical » du département dont les suffrages seront pris en compte également à 12,5 %.

La responsabilité du praticien

Le conseil de département sera, lui aussi, élu selon une représentation analogue. Il comportera ainsi des médecins — titulaires et non titulaires — du département (cinq) et deux membres du « personnel non médical » du département. Les mandats de l'ensemble des élus, y compris du chef de département, seront de quatre ans renouvelables.

Qu'advient-il de ceux qui sont actuellement chefs de service et disposent, à ce titre, d'importants avantages acquis ? Ils deviendront, indique le texte, chefs de service « à titre personnel », et ce « pour la durée de leurs fonctions hospitalières », c'est-à-dire jusqu'à leur retraite. Ils seront aussi « de droit » coordinateurs d'une unité (c'est-

à-dire dirigeant l'une des entités constitutives du département).

Aux termes de ce projet, ce sont les établissements eux-mêmes qui devront élaborer les conditions de la mise en œuvre de cette réforme et proposer, dans ce but, à l'administration de tutelle un schéma d'organisation avant le 1^{er} octobre 1983. Faut-il dire qu'à ce point, les pouvoirs publics pourront s'accorder de budget à l'établissement que mois par mois (par douzième) sur la base du budget de l'année précédente ou imposer eux-mêmes une organisation.

Il est, en outre, précisé que les départements devraient comporter « au moins cinq et au plus vingt praticiens hospitaliers à temps plein ou à temps partiel ». Ils deviendront les « unités de base » de l'hôpital, tant pour l'allocation en personnels qu'en équipements, pour la préparation et la mise en œuvre du budget.

Il est indiqué que « le malade ou sa famille a le libre choix de son médecin », et que les praticiens, « quel que soit leur grade ou leur fonction, ont la responsabilité médicale de leur unité ». Ils deviendront les « unités de base » de l'hôpital, tant pour l'allocation en personnels qu'en équipements, pour la préparation et la mise en œuvre du budget.

Chaque département devra enfin « assurer la permanence des soins », chargé du recueil des données épidémiologiques.

CLAIRE BRISSET.

LE TEMPS D'UNE MUTATION

La transformation du système hospitalier par la « départementalisation » est assurément l'une des plus profondes réformes engagées par le gouvernement dans le domaine sanitaire depuis mai 1981. Supprimer le secteur privé des hôpitaux publics comporterait certes une forte charge symbolique et politique, comme l'a montré l'opacité du combat auquel elle a donné lieu. Mais, abolir les services, les remplacer par de vastes entités où la hiérarchie deviendrait d'une part élective, d'autre part temporaire, représente une transformation d'une tout autre ampleur.

Une telle réforme, dans son principe, n'est pas réellement née « à gauche », mais dans des pays dont les systèmes de santé n'ont, entre eux, qu'une faible parenté, à savoir la Grande-Bretagne et les États-Unis. Une faible parenté, sinon une tradition médicale à la fois peu hiérarchisée et décentralisée.

Très différentes sont les mœurs médicales françaises, où la transmission du savoir — et du pouvoir — s'effectue par une quasi-filiation, sans grande collégialité, dans le culte à la fois de l'autorité, du secret et des relations interindividuelles, moyennant tout ce que cette triple caractéristique comporte de bénéfice, de pédagogie, mais parfois aussi d'injustice et d'inefficace.

Pourrait-on opérer une telle mutation en si peu de temps ? Là est la question primordiale que soulèvent les projets en cause. Le délai imposé aux hôpitaux — un an — est, en effet, bien court si l'on souhaite parvenir au « consensus » qu'appellent de leurs vœux les auteurs du rapport remis au ministère de la santé, en octobre dernier, sur ce sujet.

Pourtant, les critiques formulées jusqu'à présent dans les milieux médicaux à l'égard de l'organisation actuelle des services étaient légères : cloisonnement excessif des hôpitaux, dépersonnalisation des soins, poids abusif de la hiérarchie médicale, démobilité des jeunes médecins, etc. En outre, la multiplication artificielle des services par l'autorité cen-

traie et la création d'une myriade de postes et d'une multiplicité des statuts (chefs de service, adjoints, assistants, chefs de travaux, chefs de clinique, etc.) a rendu l'échec de situations inextricable et le poids des situations acquises considérable.

Prévenir les résistances

A l'heure actuelle, les centres hospitaliers universitaires ne totalisent pas moins de deux mille chefs de service ; s'y ajoutent tous ceux qui commandent les hôpitaux universitaires, généraux, locaux, psychiatriques, les établissements de long séjour de rééducation, etc.

La double nécessité de redéfinir la structure des hôpitaux et d'unifier le statut de ceux qui y travaillent n'est guère contestée, même parmi les opposants les plus déterminés de la politique actuelle. En outre, pour éviter un nouveau tollé, le projet de décret prévoit, contrairement au processus mis en place pour la suppression du secteur privé, de laisser les droits acquis s'éteindre avec la vie active de leurs titulaires. Il est même précisé, concession supplémentaire, que les chefs de département pourront être élus pour quatre ans renouvelables, ce qui devrait permettre d'asseoir longues périodes de responsabilité.

Fallait-il pour autant précipiter à ce point le rythme ? Les promoteurs d'une telle réforme n'auraient-ils pas gagné à tirer l'enseignement des expériences de départementalisation actuellement en cours dans plusieurs hôpitaux de l'Assistance publique de Paris, à Mâcon, à Chalon-sur-Saône, par exemple, à recueillir davantage d'avis, bref à s'engager dans une concertation ?

Le raisonnement politique qui domine ici consiste à favoriser la rapidité du mouvement pour prévenir la résistance de ceux que le changement rebute par nature. Il n'est pas sûr qu'en cette matière et pour un tel enjeu les risques que présente une telle tactique aient été clairement mesurés.

C. B.

ÉDUCATION

Le projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur

Le SGEN-C.F.D.T. met M. Savary en garde contre des « dispositions conservatrices »

Reçu, jeudi 18 novembre, par M. Alain Savary, des représentants du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.), lui ont fait part de leurs inquiétudes devant « les distorsions possibles entre les grandes orientations annoncées et la rédaction définitive du projet de loi relative aux enseignements supérieurs ». M. Patrice Béghain, secrétaire général du SGEN, a assuré, à sa sortie du ministère, que, pour son organisation, « il est essentiel que la nouvelle loi assure une véritable démocratisation de l'Université et la transformation de sa fonction sociale ». M. Béghain a fait part au ministre de leurs inquiétudes à propos de ce qu'il considère comme des « dispositions conservatrices » dans le projet, et a souhaité « que les forces progressistes remportent la lutte d'influence qui s'exerce actuellement au sein et autour du ministère ».

Selon les responsables du SGEN, M. Savary a annoncé, lors de cette rencontre, le report, à une date non encore déterminée, du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), qui devait se réunir le 22 novembre pour examiner le projet de loi d'orientation.

SCIENCES

Les cosmonautes soviétiques, qui sont toujours à bord de la station orbitale Saliout-7, ont procédé, jeudi 18 novembre, au lancement, depuis leur vaisseau, d'un petit satellite, Iskra-3, destiné aux radio-amateurs. Cet événement n'est pas sans rappeler la mise en orbite récente de deux satellites de télécommunications de plus grandes dimensions à partir de la navette spatiale américaine. Les Soviétiques avaient déjà, le 17 mai 1982, lancé un satellite de type Iskra depuis la station Saliout.

JUSTICE

AUX ASSISES DE L'AUBE

Le transistor piégé de M. Lionel Legras

De notre envoyé spécial

d'enquête (Le Monde du 3 avril 1982).

Mais cette guerre de la bonne foi contre le droit mène pied à pied depuis six ans ne serait tout à fait gagnée que par un acquittement final, un verdict attendu ce samedi. Par une consécration de ce droit à l'auto-défense souhaité vendredi 19 novembre, implicitement réclamé par une foule modeste et partisane qui s'est fait verbalement rappeler à l'ordre par le président, M. André Orsico, pour avoir applaudi M. Legras à son entrée dans la salle d'audience.

Un mort et un blessé

Et pour la troisième fois, le frère garsiste de Villeneuve-la-Grande a repris le récit de sa vie et de sa haine longtemps impuissante des cambrioleurs, ces malfaiteurs anonymes qui, à treize reprises jusqu'au drame de 1976, avaient envahi son « Texas », une maisonnette de bord d'étang que M. Legras avait bâtie pour ses repos hebdomadaires. Ses amis, le maire du village, ont rappelé son courage de « travailleur infatigable », sa réputation de « brave type non violent », de mari et de père méritant. D'autres personnes sont venues dire à la barre qu'elles aussi avaient à l'occasion piégé cours et jardins, que de toute façon le canton, gendarmes compris, savait que le garsiste avait truffé son bungalow d'embûches mortelles. Le promoteur mal intentionné pouvait lire

sur les pancartes, placées en bordure du chemin : « Danger de mort », « Mines », « Charges explosives ». Celui qui voulait investir « Texas » prenait ses risques en connaissance de cause. Un homme devait en mourir et un autre être blessé grièvement.

M. Legras, son avocat et les témoins de la défense ont donc exposé à la cour une argumentation désormais usuelle pour les sympathisants de Légitime défense : la logique du « qui s'y frotte s'y pique », qui tient souvent lieu de credo pour tous ceux qui refusent, comme ici, l'immixtion de la justice dans cette justice privée.

Cette philosophie a cependant paru moins sûre de ses convictions de base durant la première journée d'audience que lors des procès précédents. M. Legras aura cette fois plus de mal à faire croire qu'il n'avait piégé son transistor que pour « marquer » son voleur, « le blesser légèrement comme il l'explique, pour l'obliger à aller se faire soigner et pour ainsi retrouver sa trace ». Les compléments d'enquête ont en effet permis aux experts de retrouver des traces d'explosifs de carrière dans les fragments de l'engin.

Il ne serait plus question dès lors d'un petit piège d'amateur bourré de poudre de chasse, comme l'affirme encore aujourd'hui M. Legras, mais d'une machine plus dangereuse. D'une arme plus terrible qu'il devait tuer à l'évidence.

PHILIPPE BOGGIO.

L'AFFAIRE DE MOURS DU CORAL

Les avocats de M. Sigala demandent le dessaisissement du juge d'instruction

M. Jean-Claude Krief, dont les déclarations sont à l'origine de l'affaire de pédophilie du Coral, a été confronté, jeudi 18 novembre, pendant deux heures et demie dans le cabinet de M. Michel Salzmann, à M. Claude Sigala, principal inculpé. M. Krief a renouvelé devant le juge d'instruction ses rétractations et expliqué une nouvelle fois qu'il avait été « manipulé » par un policier des Renseignements généraux. A la suite de cette confrontation, les défenseurs des trois principaux inculpés du Coral ont affirmé qu'il « n'est en aucun cas possible de faire le moindre lien entre Claude Sigala, Jean-Noël Hardy et Alain Chiappello, et un quelconque réseau de trafiquants de photos pornographiques ».

Enfin, les avocats souhaitent que M. Salzmann soit dessaisi du dossier en raison d'« irrégularités ». Ils lui reprochent d'avoir été informé, dès le 14 octobre, par M. Krief d'un projet de déplacement aux Pays-Bas, afin d'y rechercher des photographies pornographiques prises au Coral. L'action des avocats contre M. Salzmann serait motivée par les déclarations de M. Krief qui font, selon eux, « apparaître une violation du contrôle judiciaire auquel il était soumis pour une précédente affaire d'escroquerie ». Ils ont indiqué que, le 14 octobre, dès sa sortie du cabinet d'instruction, « M. Krief avait pris le train pour les Pays-Bas en compagnie d'un policier de la Brigade des stupéfiants et du proxénétisme (B.S.P.) pour rechercher non seulement des preuves, mais pour entrer en possession de son passeport qu'il aurait laissé à un garsiste néerlandais à qui il devait de l'argent ».

Selon les enquêteurs, qui ignorent au début de l'affaire que M. Krief se trouvait sous contrôle judiciaire et qui l'entendaient comme témoin, ce dernier se serait effectivement rendu en Belgique — et non aux Pays-Bas — pour y retrouver, sur sa proposition, des photos pornographiques concernant le Coral. Pour ce voyage, les enquêteurs de la B.S.P. lui auraient effectivement permis de rentrer en possession de son passeport détenu par un garsiste parisien, à qui M. Krief devait de l'argent. M. Krief aurait gagné la Belgique en voiture en compagnie de son frère.

Il serait auparavant convenu avec les enquêteurs qu'un policier l'attendrait en gare de Valenciennes pour faciliter son passage à la douane au cas où il serait rentré en possession de documents compromettants, mais M. Krief n'était pas au rendez-vous. Il ne s'est à nouveau présenté à la préfecture de police de Paris que trois jours plus tard. C'est alors que M. Morin, chef de la B.S.P., aurait gardé son passeport. Les policiers font remarquer que, de toute façon, M. Krief, qui était témoin, avait le droit de circuler librement puisque les contraintes de son contrôle judiciaire ne l'empêchaient pas de sortir de France. — C.C.

C'est sur l'article 84 du code de procédure pénale que les avocats des inculpés dans l'affaire du Coral vont fonder leur demande de dessaisissement du juge d'instruction chargé du dossier. Cet article prévoit un tel dessaisissement, « au profit d'un autre juge d'instruction peut être demandé au président du tribunal dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, par requête motivée du procureur de la République agissant soit spontanément, soit à la demande de l'inculpé ou de la partie civile ».

Au reçu de cette requête, le président du tribunal, en l'espèce M. Marcel Caratini, « doit statuer dans les huit jours par une ordonnance qui ne sera pas susceptible de voies de recours ». Cette procédure est distincte de celle qui peut être fondée sur la « suspicion légitime » prévue par l'article 662 du code de procédure pénale et distincte aussi de la « récusation » prévue par l'article 668. Elle est aussi plus rapide et plus simple.

En cas de suspicion légitime, c'est en effet la chambre criminelle de la Cour de cassation seule qui peut dessaisir mais, dans ce cas, elle dessaisit non pas le juge d'instruction mais la juridiction d'instruction dans son ensemble et en désigne une autre pour suivre le dossier. Or les inculpés de l'affaire du Coral, s'ils demandent la désignation d'un autre magistrat instructeur, n'entendent pas mettre en cause le tribunal de Paris. Quant à la récusation, elle est de la compétence du premier président de la cour d'appel.

Il est aussi arrivé que des requêtes en suspicion légitime, rejetées à ce titre par la chambre criminelle de la Cour de cassation, aboutissent cependant à des dessaisissements de magistrats « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice ». Ce fut notamment le cas en 1970 pour M. Michel Lelot, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat chargé d'un dossier visant M. Alain Geismar, et en 1972, lorsque le dossier de l'affaire Brigitte Dewivre fut retiré à M. Henri Pascal, le petit juge de Béthune.

Quant on cessera de me demander, sous prétexte de « franchise », de reconnaître des actes que je n'ai pas commis, quand on se décidera à faire entrer en ligne de compte l'origine extrêmement louche (actuellement soumise à enquête et à instruction) des déclarations de J.-Cl. Krief, alors j'accepterai peut-être d'entrer dans un « débat d'idées ».

● **Attentat contre la filiale française de la société Outspan.** — Une charge de T.N.T. a explosé vendredi 19 novembre vers 20 heures sur le palier de la filiale française de la société sud-africaine d'import-export d'agrumes « Outspan organisation » située 67, rue de la Victoire à Paris (9^e).

Une lettre de M. René Schérer

M. René Schérer, professeur à l'université Paris-VIII, nous écrit :

M. Colombani croit pouvoir écrire dans le Monde du 18 novembre que « les inculpés de l'affaire du Coral et leurs défenseurs ne cessent de repousser avec indignation la seule question posée par la justice : « Y a-t-il eu, oui ou non, des actes de pédophilie au Coral ? ».

Personnellement, n'étant, comme inculpé, pas tenu au secret de l'instruction (lequel, à en juger par cet article si documenté, n'est guère préservé), et sans entrer dans une polémique d'idées que M. Colombani mène seul sans donner la parole à ceux qu'il attaque, je dois encore une fois rectifier sur un point essentiel les propos de votre rédacteur.

Quelles que soient les interprétations ou discussions sur le rapport enfant-adulte, je n'ai jamais accompli aucun acte délictueux au Coral, ni contre moi aucun témoignage d'enfant ou plainte quelconque, mais l'unique accusation, depuis rétractée, de J.-Cl. Krief.

Écrire que je suis « néanmoins inculpé d'excitation de mineurs à la débauche à la suite d'une perquisition à [mon] domicile » semble indiquer, ce qui est inexact, que cette perquisition aurait permis de trouver des éléments à mon encontre.

Je signale en outre, point que M. Colombani omet, que l'un des documents essentiels de cette affaire est un faux procès-verbal de police, reconnu comme faux, contre lequel j'ai porté plainte.

Quant on cessera de me demander, sous prétexte de « franchise », de reconnaître des actes que je n'ai pas commis, quand on se décidera à faire entrer en ligne de compte l'origine extrêmement louche (actuellement soumise à enquête et à instruction) des déclarations de J.-Cl. Krief, alors j'accepterai peut-être d'entrer dans un « débat d'idées ».

Belgrade

Départ 15 h 15-Arrivée Paris/Orly Sud 20 h 05 via Vienne

Austrian Airlines vous offre un service de qualité en Première classe comme en classe Touriste, et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES

Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66.

JUSTICE CARNET

Faits et jugements

Le procès de Guy Mauvillain ne sera pas révisé

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. André Braunschweig, a rejeté, jeudi 18 novembre, la requête en révision du procès de Guy Mauvillain, qui avait été condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle le 25 novembre 1975 par la cour d'assises de la Charente-Maritime pour le meurtre de M^{lle} Elise Meilhan, âgée de soixante-seize ans. (Le Monde du 3 janvier 1980).

Dans son arrêt, la chambre criminelle statuait sur le rapport de M. Paul Monzein, conseiller, et après avoir entendu des explications de M^{lle} Philippe Waquet, déclarant : « Certains des faits invoqués à l'appui de la demande ne sont pas établis. D'autres ne sont pas nouveaux, ayant été connus lors des débats devant la cour d'assise. Et, enfin, dans la mesure où les autres éléments pourraient être considérés comme nouveaux, ils ne sont de nature ni à établir l'innocence du condamné ni à faire naître un doute sérieux sur sa culpabilité ».

Agé aujourd'hui de soixante-deux ans, Guy Mauvillain avait été remis en liberté le 17 juillet 1981 par arrêté du garde des sceaux, qui avait décidé d'une suspension de sa peine.

[La procédure qui vient d'être appliquée à l'affaire Mauvillain sera bientôt réformée. M. Badier doit soumettre prochainement au Parlement un projet de loi créant une cour de révision des erreurs judiciaires. Contrairement à la procédure actuelle, ce n'est plus le ministre de la Justice qui décide de la révision, mais cette cour seule, composée de magistrats de la Cour de cassation. Cette « juridiction » de la procédure de révision s'accompagnerait d'une réforme de fond. Actuellement, il faut qu'un fait nouveau intervienne pour que soit engagée cette procédure. La réforme que M. Badier soumettra au Parlement serait beaucoup moins restrictive puisqu'il suffirait qu'il existe un fait de « nature à créer un doute sérieux ».

Dans le cas de Guy Mauvillain, la chambre criminelle a statué en quelque sorte sur cette réforme puisque, pour s'opposer à la révision de son procès, elle a dit qu'il n'existe pas, à ses yeux, d'élément de nature à faire naître un doute sérieux sur la culpabilité de l'incriminé.]

M. Pierre Drai président du tribunal de Paris

M. Pierre Drai, conseiller à la Cour de cassation, remplacera, le 1^{er} janvier prochain comme président du tribunal de Paris, M. Marcel Caratini, qui part à la retraite. Le Conseil supérieur de la magistrature, réuni le 18 novembre sous la présidence de M. Mitterrand, a en même temps nommé sept nouveaux conseillers à la Cour de cassation : MM. Alain Bernard, actuellement procureur général à Reims, Jean-Georges Diemer, premier vice-président du tribunal de Paris, Pierre Le Gall, président de chambre à la cour de Versailles, Georges Le Tallec, Jacques Patin et Maurice Vienneols, présidents de chambre à la cour de Paris, ainsi que M. Claude Zambeaux, avocat général à Paris.

[Né le 3 juillet 1926 à Constantine (Algérie), M. Pierre Drai a d'abord été avocat stagiaire à Philippeville (1947), puis attaché stagiaire à Alger (1948) avant d'être nommé juge suppléant à Tunis (1949) où il est resté plusieurs années, d'abord comme substitut puis comme juge. En juin 1957, il devenait juge à Grenoble, détaché en Tunisie jusqu'en 1958. Arrivé à Grenoble en octobre 1959, il y restait jusqu'à sa nomination comme juge au tribunal de la Seine en 1965. En octobre 1971, il était nommé vice-président au tribunal de Paris. Il devait quitter cette juridiction en 1973 pour être conseiller technique au cabinet du ministre de la justice, M. Jean Taittinger, dans le deuxième gouvernement de M. Pierre Messmer. Conseiller à la Cour d'appel de Paris le 16 mai 1974, M. Drai était nommé le 19 août 1977 premier vice-président du tribunal de Paris, avant de devenir conseiller à la Cour de cassation le 27 août 1981.]

● Un malfaiteur tué par un policier. — François Hurtago, vingt-cinq ans, qui avait été condamné par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de la Savoie, et qui était recherché pour plusieurs autres affaires, a été tué, le jeudi 18 novembre, peu avant minuit, dans un café de Gentilly (Val-de-Marne). Les policiers avaient été alertés par le patron de cet établissement, leur signalant qu'un client menaçait les consommateurs avec une arme. Au moment où les fonctionnaires entraient dans le café, François Hurtago avait braqué son arme sur la tête de l'un d'entre eux. C'est alors que l'un des collègues de celui-ci a fait feu, tuant le malfaiteur sur le coup.

Réceptions

— L'ambassadeur d'Oman et M^{lle} Mohamed Hassan Ali ont donné une réception, jeudi, à l'occasion de la fête nationale.

— A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Liban et M^{lle} Boutros Dib seraient heureux de recevoir les ressortissants libanais, le 22 novembre, de 16 h 30 à 18 heures, à la Maison de France et du monde arabe, 11, place des Etats-Unis, Paris-16^e.

Naissances

— M. et M^{lle} Jules BRAUNSCHWIG, M. et M^{lle} Shlomo DU-NOUR, ont la joie d'annoncer la naissance, à Jérusalem, le 1^{er} novembre 1982, de leur petit-fils.

Yohanan Halim, au foyer de leurs enfants Daniel et Esli, née Du-Nour.

— Frédéric et Christine MORAND, née Hameury, ont la joie d'annoncer la naissance de leur premier enfant, Hadrien, le 11 novembre 1982, 92210 Saint-Cloud, La Blériote, 44 bis, rue de la Porte-Jaune.

Mariages

— Dominique BOUREL et Fanny RABUT sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Paris le 23 octobre.

— M. Gaëtan de Falguierolles, M. Hermes Le Court de Berni, M. Jacques-Armand d'Izarn, M^{lle} Marie de La Porte des Vaux, ont l'honneur d'annoncer le mariage de

M. André MOQUET avec M^{lle} Lucile AYMEN DE LAGEARD.

célébré dans l'intimité familiale à Puy-laurans (Tarn) et en Notre-Dame de Villerville (Calvados).

Château de Labarthe, 81700 Puy-laurans.

— L'Association des anciens élèves de l'Ecole pratique des hautes études (E.H.E.S.S., ex-VI^e, section des sciences économiques et sociales)

a l'honneur et la très grande joie d'annoncer le mariage de son président,

M. André MOQUET, avec M^{lle} Lucile AYMEN DE LAGEARD.

61, boulevard de Reuilly, 75012 Paris.

Décès

— M. et M^{lle} Francis Alexandre et leurs enfants, Le docteur et M^{lle} Louis Andrieu et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel ALEXANDRE,

président honoraire de l'Union patronale Midi-Pyrénées,

président honoraire de la Caisse de retraite

des commerçants et industriels de Midi-Pyrénées,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

leur père et grand-père, décédé à Toulouse le 11 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Selon la demande du défunt, les obsèques ont été célébrées dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Michel Bardon, Ex d'Abidjan, Et sa famille,

ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{lle} Michel BARDON, née Andrée Colombier,

50, rue Bonaparte, 63000 Clermont-Ferrand.

— Nous avons appris le décès de

Jean BINOT, ancien député.

[Né le 2 août 1911 à Fleury-sur-Andelle (Eure), enseignant, Jean Binot avait été élu député au conseil général de la Seine-Maritime en 1945. Membre de la S.F.I.O., il avait conservé son siège jusqu'en 1958. Il avait été également adjoint au maire du Havre.]

— On nous prie de faire part du décès de

M^{lle} Albert CAZAS, née Renée Verabes,

L'ensevelissement a eu lieu à Marigny-les-Usages en présence du pasteur Olivier Fabre et de la seule famille. La famille ne recevra pas. Le deuil ne sera pas porté.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{lle} Lucien DAVOUS, née Madeleine Robertie, agrégée de l'Université,

survenue, le 18 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

De la part de :

M. et M^{lle} Léon Davous, leurs enfants et petits-enfants,

M^{lle} Jean Truelle, ses enfants et petits-enfants,

M. et M^{lle} Jean Deguillaume et leurs enfants,

M. et M^{lle} Pierre Davous, leurs enfants et leur petite-fille,

M^{lle} Jeanne Robertie,

M^{lle} Pierre Robertie,

M^{lle} André Forget.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 22 novembre 1982, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre d'Uzerche (Corrèze), et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{lle} Madeleine Tili Et M^{lle} Françoise Deat, M. Jacques Lechaupin, ses enfants et petits-enfants, M^{lle} Michel Pennefier et ses enfants, Le docteur J.-P. Tili et ses enfants,

M^{lle} Yvonne Bornes, ont la douleur de faire part du décès de

Marie Augustine d'ESPEZEL DELOMBRE,

survenue, le 18 novembre 1982, en son domicile parisien.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Ovide, le lundi 22 novembre, à 15 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

172, boulevard Berthier, 75017 Paris.

— M. et M^{lle} Claude Graveau et leurs enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{lle} veuve Julien GRAVEAU, née Jeanne Bouteloup,

survenue le 17 novembre 1982, à l'âge de soixante-trois ans, à Paris.

Le service religieux a été célébré ce samedi 20 novembre 1982, à 14 h 30, en l'église d'Yvry-le-Pol (Sarthe).

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille.

— M. Jean-Michel Kahn, M. et M^{lle} Marc Baret et leurs enfants,

M. et M^{lle} Didier Kahn et leurs fils,

M. et M^{lle} Giuseppe Bisaccia et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{lle} veuve René KAHN, née Odette Netter,

leur mère, grand-mère, belle-sœur et tante.

survenue à Paris, le 14 novembre 1982, dans sa soixantième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Montparnasse, à Paris.

— La station des Arcs a la douleur de faire part du décès accidentel, dans le Hoggar, sur la face ouest du Tenzoulig, de

Bernard KINTZLE, guide de haute montagne,

directeur des écoles de ski des Arcs, le 12 novembre 1982.

La cérémonie des obsèques, à Bourg-Saint-Maurice, sera présidée dans un prochain faire-part.

— M^{lle} Marcelle Kopinski, demeurant à Venise, a la grande tristesse de faire part du décès de son mari,

Robert KOPINSKI,

survenue le 13 novembre 1982.

Selon la volonté du défunt, il a été procédé à l'incinération du corps dans la stricte intimité familiale.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{lle} LEAVITT, née Halperson,

Les obsèques auront lieu le lundi 22 novembre 1982, à 9 h 15, au cimetière de Limeil-Brevannes.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Charles LUSTIGER, survenue, le 9 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de ses enfants :

M^{lle} Jean-Marie Lustiger, M. et M^{lle} François Vasselle-Lustiger Et tous les siens.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Paris, Auteuil.

— M. et M^{lle} Jean Chevalier, leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{lle} Michel Conte et leurs enfants,

M. et M^{lle} Bernard Schwander et leurs enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Jean-Pierre MARTI,

survenue à Montbéliard, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu mercredi 17 novembre à Montbéliard (Doubs) et l'inhumation au cimetière de Vieux-Charmont (Doubs).

— Nous apprenons le décès du docteur Jacques MIALARET.

[Né le 28 novembre 1904 à Sédan (Ardennes), Jacques Mialaret est nommé chirurgien des hôpitaux en 1939. Chirurgien honoraire de l'hôpital Saint-Louis, il présidait, depuis 1950, l'Association médicale franco-malgache. Le docteur Mialaret a été secrétaire général puis président (1970) de l'Académie de chirurgie. Il était aussi membre, depuis 1968, de l'Académie nationale de médecine. Sa carrière consacrée à la chirurgie a été marquée par des travaux sur la chirurgie digestive et la gastro-entérologie.]

— Les comités de rédaction des revues « Antiquités » et « Pluriel » ont la douleur de faire part du décès de leur ami

Yves PERSON, professeur d'histoire à l'université de Paris-I.

(Le Monde du 19 novembre.)

— Le conseil d'administration du Comité des expositions de Paris, a le regret de faire part du décès de

M. André PHILIPPE, ancien membre du conseil d'administration du Comité des expositions de Paris, ancien président du « Village de France » de la Foire de Paris,

survenue le 10 novembre 1982, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Une messe sera célébrée à sa mémoire le samedi 20 novembre 1982, à 11 heures, en l'église Saint-Michel des Batignolles, rue Saint-Jean, Paris-17^e.

— Tamara et Yvanick Desportes, Dorine, Marc, Luc, leurs enfants, M^{lle} Rose Niedermann, née Sadokierska,

M. et M^{lle} Henri Sadokierski et leurs enfants,

M^{lle} Florence Sebag et sa fille, M. Jean-Jacques Niedermann et sa fille,

M. et M^{lle} Louis Sebag et leurs enfants,

M. et M^{lle} Paul Sebag et leurs filles, ont la douleur de faire part du décès de

Balibina SEBAG, née Sadokierska,

veuve de M^{lle} Henri Sebag, avocat à la cour,

survenue le 18 novembre, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le 22 novembre, à 11 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue Corvisart, 75013 Paris.

— M^{lle} Roger Sribny, Didier et Thierry Sribny, M. et M^{lle} René-Michel Moreau et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger Sribny, dit Soly, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre avec palmes,

leur époux, père et grand-père, survenue le 18 novembre 1982, à l'âge de soixante-dix ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre le lundi 22 novembre 1982, à 16 h 15, dans le caveau de famille.

90, avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.

— M. Michel Stoyanovitch a la douleur de faire part du décès de

M. Konstantin STOVANOVITCH, docteur en droit,

expert traducteur assermenté,

son père, survenue à Paris le 15 novembre 1982, à l'âge de soixante-huit ans.

Un service religieux sera célébré en l'église orthodoxe Saint-Slava, 23, rue du Simplon, Paris-18^e, où l'on se réunira le 22 novembre 1982, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

194, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris.

— M^{lle} Suzanne Thibert, sa fille, Michel et Antoinette Pène et leurs enfants,

Marie-Anne et Jacques Caron et leurs filles,

Catherine et François Pène-Pardoux et leurs enfants,

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Le docteur Marie Javochey, sa sœur, Les familles Bassot et Perrin, ses neveux,

Les familles Maré et Caffarena, ses cousins,

ont la douleur de faire part du décès de

Marguerite THIBERT,

docteur ès lettres, ancien chef de la division du travail des femmes et des jeunes du S.I.T.,

présidente d'honneur du Comité du travail féminin, présidente d'honneur de la section française de la Ligue des femmes pour la paix et la liberté,

survenue le 14 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, à Paris.

L'incinération aura lieu le lundi 22 novembre.

On se réunira au monument crématore du cimetière du Père-Lachaise, à 13 h 30 précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le groupe de la Gauche démocratique du Sénat a la douleur de faire part du décès de son président,

M. René TOUZET, sénateur de l'Indre, maire de Chasseuil, conseiller général du canton d'Argenton-sur-Creuse, survenue le 18 novembre 1982, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 22 novembre 1982, à 14 h 30, à l'église de Chasseuil (Indre).

(Le Monde du 19 novembre.)

— Nous avons le regret d'apprendre le décès de

M. J.-P. de VERNEUIL, directeur de la société Kabelschlepp-France.

survenue le 14 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, à Paris.

L'incinération aura lieu le lundi 22 novembre.

On se réunira au monument crématore du cimetière du Père-Lachaise, à 13 h 30 précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le groupe de la Gauche démocratique du Sénat a la douleur de faire part du décès de son président,

M. René TOUZET, sénateur de l'Indre, maire de Chasseuil, conseiller général du canton d'Argenton-sur-Creuse, survenue le 18 novembre 1982, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 22 novembre 1982, à 14 h 30, à l'église de Chasseuil (Indre).

(Le Monde du 19 novembre.)

— Nous avons le regret d'apprendre le décès de

M. J.-P. de VERNEUIL, directeur de la société Kabelschlepp-France.

survenue le 14 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, à Paris.

L'incinération aura lieu le lundi 22 novembre.

On se réunira au monument crématore du cimetière du Père-Lachaise, à 13 h 30 précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le groupe de la Gauche démocratique du Sénat a la douleur de faire part du décès de son président,

M. René TOUZET, sénateur de l'Indre, maire de Chasseuil, conseiller général du canton d'Argenton-sur-Creuse, survenue le 18 novembre 1982, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 22 novembre 1982, à 14 h 30, à l'église de Chasseuil (Indre).

(Le Monde du 19 novembre.)

— Nous avons le regret d'apprendre le décès de

M. J.-P. de VERNEUIL, directeur de la société Kabelschlepp-France.

survenue le 14 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, à Paris.

L'incinération aura lieu le lundi 22 novembre.

On se réunira au monument crématore du cimetière du Père-Lachaise, à 13 h 30 précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le groupe de la Gauche démocratique du Sénat a la douleur de faire part du décès de son président,

M. René TOUZET, sénateur de l'Indre, maire de Chasseuil, conseiller général du canton d'Argenton-sur-Creuse, survenue le 18 novembre 1982, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 22 novembre 1982, à 14 h 30, à l'église de Chasseuil (Indre).

(Le Monde du 19 novembre.)

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

GENS DE VOYAGE

La fin des belles années 70

PROMOUVOIR et défendre l'industrie française du tourisme et, en son sein, la profession d'agent de voyages, tels étaient les buts affirmés, de mercredi à dimanche derniers, à Marrakech, au vingt-huitième congrès du Syndicat national des agents de voyages

(SNAV). Un constat : le tourisme ressent de plus en plus vivement les effets de la « crise ». La période de forte croissance des années 70 est révolue. Si le nombre des vacances continue d'augmenter, les budgets sont plus serrés, on part moins loin et moins longtemps. « Bien que nous traversions une période délicate », a déclaré M. Jean-Claude Rouach, président du SNAV, dans son discours d'ouverture, « le nombre des clients des agents de voyages a progressé cet été de 4 % à 6 %, mais avec une facturation unitaire moindre, ce qui nous fait réfléchir sur nos résultats. Nous devons tenir compte des facteurs purement nationaux [de la crise] : la lutte contre l'inflation se manifeste en réalité par un ralentissement de la croissance. La pression fiscale, sous diverses formes — l'impôt sur les grandes fortunes, l'augmentation de la T.V.A., taxe de 30 % sur certains frais généraux, l'augmentation des droits d'achat, régresse et les prévisions signalent une baisse de la consommation. Il convient enfin de citer les augmentations de prix liées à la situation monétaire : le dollar, qui valait 4,20 F

il y a deux ans, vaut aujourd'hui 7,30 francs. » Autant de sujets d'inquiétude que n'apaisent pas les résultats enregistrés par ceux qui se sont spécialisés dans l'accueil. En ce domaine, M. Rouach a voulu dénoncer très clairement la « faiblesse du budget du tourisme, rendant la promotion de la France quasi inexistante sur les marchés extérieurs ».

Mauvaises nouvelles

« En matière de promotion à l'étranger, a souligné le président du SNAV, si les dépenses de fonctionnement des bureaux augmentent de 32,4 % — chose normale pour tenir compte de l'évolution des parités monétaires, — les frais de publicité n'augmentent, en revanche, que de 1,9 %, ce qui équivaut en réalité à une baisse. Le développement de notre tourisme à l'étranger est donc compromis, alors que nos concurrents étrangers accroissent leurs efforts : en 1981, selon l'O.M.T. — Organisation mondiale du tourisme, — le budget consacré à la promotion à l'étranger était de

17,90 millions de francs pour la France. Il était de 60,05 millions pour la R.F.A., de 64,01 millions pour l'Italie, de 63,4 millions pour l'Espagne, de 153,1 millions pour le Royaume-Uni. En 1982, les écarts se sont accrus encore puisque, alors que la France passait à 20,42 millions de francs, l'Espagne passait, elle, à 82,2 millions de francs. » Ces chiffres ont fait écho à l'évidence, comme le dit aussi M. Jean-Claude Rouach, que le gouvernement français ne considère toujours pas le tourisme comme une activité économique essentielle. « En 1981, a-t-il indiqué, notre dépenses touristiques intérieures totales a été de 232 milliards de francs, soit plus de 8,80 % du PIB, et le budget du tourisme ne représentait que 0,02 % des dépenses de l'Etat. » Le président du SNAV s'est enfin insurgé, pour le plus grand plaisir d'un parterre de près d'un millier de fers entousiasmés, contre certaines mesures « contestables », qui entraînent de nouvelles charges qui grèvent le prix des services de tourisme. **OLIVIER SCHMITT.**

(Lire la suite page 10)

Des clients mieux protégés

AVEC la publication au Journal officiel du 27 octobre 1982 d'un arrêté portant sur les « conditions générales de vente régissant les rapports entre les agences de voyages et leur clientèle », c'est une nouvelle page du commerce des voyages qui commence (le Monde du 29 octobre).

Certes, les agents de voyages répètent, avec le président de leur syndicat, que, « dans les grandes lignes, le nouveau texte est proche des conditions générales que nous appliquons depuis plusieurs années déjà ». Voilà une analyse du texte en question fait avec une certaine vérité, un véritable réajustement des relations entre touristes et agences.

Au vrai, les « conditions générales » n'ont pas été adoptées sans mal. Le décret du 28 mars 1977, réglementant la profession d'agent de voyages, avait fait référence à la nécessité de publier les droits et les devoirs du vendeur et de l'acheteur d'un voyage ou d'un séjour : mais il ne faut pas moins de cinq ans, et demi pour que les ministères concernés, le Syndicat des agents de voyages (SNAV) et l'Institut national de la consommation (I.N.C.) se mettent d'accord. Le SNAV souhaitait, par exemple, que les catalogues servent de documents contractuels, ce que refusait l'I.N.C. Celui-ci voulait que le solde du prix du voyage soit acquitté seulement au retour, mesure qui suscitait l'opposition déterminée du syndicat. L'arrivée de la gauche au pouvoir retardait encore la publication d'un texte qui était parvenu à maturité, dès 1980, et dont voila les grandes lignes :

Son article premier stipule que l'agent de voyages qui reçoit l'inscription d'un client est « garant de l'organisation du voyage ou du séjour et responsable de sa bonne exécution, à l'exception des cas de force majeure ».

COMMENTAIRE DE L'I.N.C. : « Auparavant, l'organisateur et le vendeur de voyages se renvoyaient trop souvent la balle lorsqu'une plainte était déposée par un voyageur. Nous avons obtenu que le vendeur soit l'unique interlocuteur du plaignant, qui

déposera chez lui son dossier de réclamation. Cette responsabilité dans la procédure ne signifie pas, pour autant, que le vendeur soit fautif. »

Beaucoup d'agences remettent déjà à leurs clients des carnets de voyages. Ces documents seront désormais obligatoirement délivrés à l'inscription et ils précéderont les caractéristiques du voyage ou du séjour (art. 2 et 3) : jours et heures de départ et de retour, modes et catégories de transport et d'hébergement, itinéraire des circuits, taille minimale ou maximale des groupes, nom et adresse de l'assureur et du garant du vendeur, nom ou marque de l'organisateur, prix de l'ensemble des prestations offertes, modalités de paiement, conditions d'annulation. L'article 3 précise qu'aucun départ ne peut être annulé moins de vingt et un jours avant la date prévue lorsque l'annulation est motivée par l'insuffisance du nombre des participants. Enfin, le contrat d'assurance souscrit par l'acheteur et couvrant les conséquences d'une annulation devra comporter « au minimum les risques couverts et les risques exclus ».

Commentaire de l'I.N.C. : « Cette clause de vingt et un jours est difficilement applicable aux forfaits de week-end. Les clients s'inscrivent le plus souvent dans les jours qui précèdent le départ. Nous recommandons qu'un modus vivendi devra être trouvé. »

Lettre recommandée

L'article 4 vaut d'être cité en entier : « Lors de la remise des documents de voyage ou de séjour, le client reçoit une fiche d'appréciation en deux exemplaires sur laquelle il pourra constater ou faire constater les éventuels manquements aux obligations prévues. Une disposition de ce document sera remise au client de rassembler, dans la mesure du possible, les preuves de ces manquements. Toute réclamation relative à un voyage ou à un séjour doit être adressée, lettre recommandée, avec accusé de réception, à l'agence de voyages avec laquelle le contrat est conclu. »

COMMENTAIRE DE L'I.N.C. : « Cet article est notre enfant. Nous avons voulu prévenir le consommateur de se constituer un ensemble de preuves au cours d'un voyage défectueux. Il était trop facile, en effet, à l'agent de voyages de méconnaître une réclamation en s'appuyant sur l'absence de preuves que son client était bien en peine de retourner chercher au Caire ou à New-York. »

En matière de prix, des révisions seront possibles sur justificatifs et en conformité avec la réglementation existante (article 5).

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 10.)

Un terminal pour les cocofiers

Inter, U.T.A., Club Méditerranée, S.N.C.F. et I.N.C.M. Les agences pourront effectuer les réservations et les émissions de billets, ainsi que les traitements locaux nécessités par leur gestion. La création d'une banque de données fut le deuxième centre d'intérêt du congrès. L'objectif est de supprimer, à terme, l'énorme paperaise qui envahit les agences : annuaires, horaires, catalogues et brochures des voyageurs, tarifs et disponibilités du marché des vacances, grâce à cette banque organisée autour d'un service Télétel professionnel. Le projet Inter est le fruit d'une longue réflexion du SNAV et d'un travail commun entre les serveurs et les agents de voyages. Après l'échec, en 1980, d'un premier projet, S.T.T., trop coûteux et mal conçu, le projet Inter semble devoir se développer rapidement.

Il viendra remplacer derrière les comptoirs le système Alpha 3 d'Air France et celui d'Olivero pour la S.N.C.F., mis en place il y a dix ans environ. Ainsi, Esterel fournira tous les renseignements concernant les vols, les destinations et les disponibilités des programmes de voyageurs ; les agents de voyages pourront avec lui effectuer les réservations et l'émission des billets, ainsi que certaines tâches de gestion comme la facturation, la comptabilité et le montant des commissions.

C'est une filiale de la C.G.E., Transac Alcatel, qui a mis au point ce système. Il devrait être installé, à la fin de 1983, chez les serveurs et, au mois d'octobre prochain, dans trois agences pilotes. A partir de 1984, deux cents à deux cent cinquante terminaux devraient être installés chaque année.

Esterel et les agents de comptoir

Esterel devrait coûter entre 3340 et 9620 francs par mois hors taxes, prix auquel il faudra ajouter de 300 à 1 000 francs de frais mensuels d'entretien du réseau Transpac selon le nombre de caractères transmis. Un coût relativement faible pour un service amélioré de la clientèle et une productivité que l'on espère accrue des agents de comptoirs.

Les mêmes espoirs ont été placés dans la création d'une banque de données. Mise en place sur les conseils d'une société spécialisée, Sigos, et distribuée par un réseau Télétel profes-

sionnel, cette banque devrait permettre à toutes les agences, même les plus petites, d'avoir accès plus rapidement à une information plus étendue et constamment actualisée, d'utiliser un service de messagerie rapide. Cette banque devrait permettre enfin aux voyageurs, touristes-opérateurs, d'améliorer les ventes en bénéficiant d'un système centralisé de communication.

Après une étude de faisabilité réalisée par l'Agence de l'Informatique et la direction générale des télécommunications, le SNAV a décidé d'effectuer un banc d'essai de mars à octobre de l'année prochaine. « Une soixantaine d'agences de la région parisienne et de Nice seront ainsi reliées à l'ordinateur »,

Un terminal unique de réservation, Esterel, et un petit terminal de consultation de la banque de données des agents de voyages, deux outils modernes, performants, comme on a pu le constater à Marrakech. Ils devraient permettre une amélioration sensible du service rendu par les agents de voyages à leurs clients, si la profession, les serveurs, les voyageurs et tous les prestataires de services touristiques jouent, jusqu'au bout, franc jeu. Car rien n'empêche les transporteurs, les hôteliers, etc., tout en se servant des réseaux des agences, de s'adresser directement à leurs clients par les mêmes réseaux informatiques, chez eux, sur leurs téléviseurs, et ceci plus rapidement peut-être qu'on ne le croit. — O. S.

SKIEZ AUVERGNE

CHANGEZ DE PISTES SANS ALLER LOIN

NEIGE DETENTE NATURE

Je souhaite recevoir la documentation suivante :

Forfait ski ☐ Villages de vacances ☐

Hôtels ☐ Foyers de ski de fond ☐

Gîtes ruraux ☐

NOM _____

ADRESSE _____

Coupon réponse à adresser à :

COMITÉ RÉGIONAL DE TOURISME "AUVERGNE"

BP 395 - 63011 CLERMONT-FERRAND CEDEX

PARIS DAKAR

à partir de (via BANJUL) aller retour

2200F

nouvelles frontières

le voyage moins cher, pour tout le monde

66, bd Saint-Michel 75006 Paris 329 12 14

13, rue du Pré-Botté 35000 Rennes 79 61 13

Toutes les Amériques

Rio 5400 F Mexico 4190 F Lima 4380 F

Buenos Aires 6450 F Caracas 3750 F Bogota 3950 F

CARNIVAL de RIO 10 jours : Avion + Hôtel à partir de 8890 F

EL CONDOR

28 rue Delambre-75014 Paris

Tél: (1) 322 30 26

L'ART DE CHAMBER



MERIDIEN

GENS DE VOYAGE

DES CLIENTS MIEUX PROTÉGÉS

(Suite de la page 9.)

COMMENTAIRE DE L'I.N.C. :
« Par principe, nous nous opposons à ce type de dérogations, mais nous sommes conscients que les hausses du prix du carburant et les fluctuations des cours des devises rendent la fixation des tarifs illusoire, voire dangereuse... »

L'article 5, qui concerne les modalités de paiement, prévoit que le dernier versement ne pourra être « inférieur à 30 % du prix total du voyage ou du séjour » et qu'il devra « être effectué lors de la remise des documents permettant de les réaliser ». Un mauvais point pour les rédacteurs du texte : l'agence de voyages pourrait en tirer argument pour exiger 70 % du prix dès l'inscription !

Enfin, les articles 7, 8 et 9, inspirés des recommandations de la commission des clauses abusives, rétablissent spectaculairement l'équilibre en faveur du consommateur. En cas d'annulation du voyage ou du séjour par l'agent de voyages, non seulement le client obtiendra le remboursement immédiat des sommes versées mais il recevra, de surcroît, « une indemnité égale à la pénalité qu'il aurait supportée si l'annulation avait été de son fait ». Sauf cas de force majeure, évidemment.

En cas de modifications essentielles du voyage ou du séjour avant le départ, l'acheteur a sept jours soit pour annuler sa réservation, soit pour signer un avenant au premier contrat de vente.

Enfin, si ces modifications interviennent en cours de route, le client pourra, à son retour, « demander le remboursement des prestations non exécutées et non remplacées ».

Ces d'armes aux mains des consommateurs ! Et combien leurs devoirs paraissent limités en regard ! Ils devront « attirer l'attention de l'agent de voyages sur tout élément déterminant de leurs choix, sur toute particularité les concernant susceptible

d'affecter le déroulement » (article 3). Par ailleurs, ils ne peuvent espérer le remboursement de prestations dont ils n'auraient pas bénéficié en raison d'une modification unilatérale de leur part du programme de leurs vacances (article 9).

On comprend que l'I.N.C. approuve de très favorables les nouvelles conditions générales de vente : « Elles mettent le consommateur à armes plus égales avec le vendeur. Des règles du jeu très claires, des documents précis, des délais de réflexion, voilà des garanties qui rapprochent la vente des voyages de la vente des automobiles pour laquelle nous étions aussi parvenus à établir un contrat-type. Nous prédisons qu'un certain nombre d'agents de voyages vont souffrir, notamment ceux qui font dans l'« à-peu-près » en matière de dates et d'horaires de départ et en matière de programmes de circuit... »

Il faut noter que cet arrêté est entré en vigueur le 1^{er} novembre, mais il deviendra réellement efficace lorsque le SNAV et l'I.N.C. auront rédigé de concert les documents contractuels et les fiches d'appréciation, c'est-à-dire pour l'été 1983. Il faut encore remarquer que ce texte ne s'applique pas aux associations de voyageurs.

Instructifs seront les effets de cette meilleure défense du consommateur de vacances. Par exemple, celui-ci se laissera-t-il aller aux jolies de la procédure et de la chicane et assistera-t-on à une montée du nombre des litiges ?

Les agents de voyages chercheront à éviter un accroissement de leur contentieux. Surveilleront-ils de plus près les guides, les hôteliers et les compagnies aériennes auxquelles ils confient leurs clients ? Il n'est pas exclu que les conditions générales de vente contribuent, à terme, à faire le ménage dans le petit monde, encore mal stabilisé, du voyage.

ALAIN FAUJAS.

La fin des belles années 70

(Suite de la page 9.)

L'augmentation de la T.V.A. dans les hôtels quatre étoiles et la création inattendue de taxes d'amarrage dans les ports de plaisance : la quasi-totalité des bateaux étrangers sont partis ailleurs alors que leurs propriétaires apportent devises et travail pour le commerce local et les chantiers d'entretien et de réparation, conséquence imprévue par les apprentis sorciers qui ont prévu une telle mesure.

Alors, pour lutter contre tout cela, les agents de voyages ont adopté au cours de leur congrès une stratégie de combat. D'abord, la mise au point définitive de l'automatisation de leur profession d'IOT à la fin des années 80. Et puis aussi une campagne de promotion de l'agence de voyages. Ainsi va fleurir dans la presse, à la télévision et à la radio, dès l'année prochaine, un slogan : « Agence de voyages, le plus court chemin... »

Le SNAV est décidé à faire comprendre aux vacanciers ce qu'est une agence de voyages : un lieu d'accueil, d'information et de vente, où le client ne paie pas plus cher un billet de train, d'avion, ou un séjour, que s'il s'adressait directement au transporteur ou au producteur. Le grand public doit comprendre, confiant un agent de voyages de Bordeaux, que si nous touchons une commission, elle est payée par le fournisseur et pas par les clients. D'autre part, chez nous, on a le choix entre plusieurs marques et plusieurs

prix et donc le gage de vacances sur mesure. »
Troisième action : réfléchir au voyage de demain, aux modifications de clientèle et aux « nouvelles solidarités » entre les transporteurs, les hôteliers, les voyageurs et les agents de voyages ainsi qu'aux rapports avec l'administration au plus haut niveau comme au niveau local, au moment de la décentralisation.

Mettre fin à l'hypocrisie

Faire preuve d'imagination, renforcer la représentativité du syndicat, être une force de négociation et d'action, qu'il s'agisse de la défense des intérêts de la profession ou de son développement, autant de « mots d'ordre »... d'incertitudes. Les partenaires de l'agent de voyages joueront-ils le jeu ? Ne seront-ils pas plutôt tentés par la « chacun pour soi » ? Un exemple, brandi par M. Rouach lors d'une séance en commission : le système Elia qui permet au client d'Air Inter, après avoir réservé son billet par téléphone, de se présenter à l'aéroport d'Orly-Ouest, uniquement pour l'insaisissement et de retirer son titre de transport d'une machine dans laquelle il introduit une carte bleue.

Second exemple : l'attitude désinvolte, pour le moins, du représentant du secrétaire d'Etat chargé du tourisme, arrivé à Marrakech « les mains dans les poches ». Pas de discours d'ouverture... « On ne m'avait pas prévenu », —

des réponses sans conséquence aux agents de voyages plus que préoccupés. Il est vrai que le ton très « petit patron » du discours de M. Jean-Claude Rouach, assimilé très vite à la grogne de la C.G.P.M.E., par ailleurs, a le don de « bloquer » l'administration de « gauche » du tourisme.

Mais, enfin, il est grand temps de poser quelques-unes des vraies questions, et le congrès, pour ménager toutes les professions du tourisme, n'y est pas parvenu. Le développement de l'informatique à la maison ne risque-t-il pas de compromettre à terme l'existence des agents de voyages, voire celle des voyageurs ? L'hypocrisie manifeste qui précède aux rapports entre les transporteurs, les hôteliers, les voyageurs et les agents de voyages — tous les professionnels rencontrés par les couloirs s'ingéniant à discréditer les uns ou les autres — n'a-t-elle pas de solution raisonnable et acceptable par tous ? Les agents de voyages, ces vendeurs, premier contact du client qui entre dans une agence, seront-ils toujours les O.S. embauchés d'un tourisme dont les patrons continuent de planter dans les salons ?

Le gouvernement va-t-il, un jour, décider d'assimiler le tourisme à une industrie capitale, au même titre que l'aéronautique ou l'agro-alimentaire ? Autant de sujets qui trouveront peut-être des réponses lors du vingt-neuvième congrès des agents de voyages, l'année prochaine, à Bordeaux.

OLIVIER SCHMITT.

Dans le massif central "Les neiges de Val"

ski de piste - ski de randonnée
8 stations et villages de vacances
brochure gratuite sur simple demande : val

Val : 33, rue E-Gilbert 63038 Clermont-Fd - Tél. : (03) 58 08 75 - Ass. Tourisme agréée n° 7085

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
3, rue LACPEDE, PARIS-3
Téléphone (01 50 10) : 707-95-61

Tournoi des 5 Nations

RUGBY

Match Irlande-France
à Dublin, le 11/2/1983

2890 F comprenant : vol A.R.
hôtel 1000, entrée stade, assurance.
AIRCON (S.E.T.I.)
23, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 288-15-70

VOLS SPECIAUX AFRIQUE

LE CAIRE	: 2715 F
DAKAR	: 2880 F
ABIDJAN	: 3715 F
LOME	: 3200 F
LAGOS	: 4120 F
NAIROBI	: 3800 F
Île MAURICE	: 5980 F
BAMAKO	: 3735 F
ACERA	: 4120 F
JOHANNESBURG	: 5555 F

Orages
ANTILOPE
17, bd du Temple - 75003 Paris
Tél. 278.60.95 - Telex 240 135

Le Monde des PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de novembre
(92 pages)

LE SALON PHILATÉLIQUE D'AUTOMNE

Supplément de huit pages
en couleurs sur la Norvège

En vente dans les kiosques :
10 francs
11 bis, bd Haussmann, 75008 Paris
Tél. (1) 245-72-22

LONDRES 2 JOURS 610 F*

voyage en train, bateau Sealink, hôtel et petit déjeuner compris.



* Tarif Région Parisienne. Des prix régionaux vous permettent de partir de n'importe quelle gare en France. Si vous préférez aller directement à Londres avec votre voiture, traversez la Manche en profitant des

mini-prix Sealink. Renseignements et inscriptions :

AGENCES DE VOYAGES.

Pour plus d'informations sur Londres, appelez

l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME. Tél. 296.47.80.



merci
Frantour!!

RÉSIDENCES secondaires ou principales Campagne • Mer • Montagne

ALPE D'HUEZ

Le Maquis-Village
Studios pleins sud
de 4 personnes, 318 000 F
à 8 personnes, 330 000 F
Rens. : C. DE BIAST (76) 96-37-21

LE CANNIST (Alpes-Maritimes)

Immeuble 10 ans d'âge, 2 p. cuisine
équipée, s.d.b., w.c., 45 m² + balcon.
cave parking, 325 000 F (86) 30-45-29.

Aude : OUIILLAN

Vue panoramique sur Pyrénées
PROPRIÉTÉ de 94 ha
ruine de 220 m² PRIX : 1 080 000 F
BERGRIE de 254 m²
tote bon état sur terrain de 3 000 m²
viabil. chaux pos. PRIX : 450 000 F
MAISON DE MAÎTRE
736 m² hab. sur terrain de 1 ha
avec piscine
Hôtel-rest. mais. retr. PRIX : 1 200 000 F
Tél. (83) 20-00-42
TOURTS. B.P. 10 - 11394 OUIILLAN

TOURISME SOCIAL FORMATION CONTINUE POUR LES CADRES D'ASSOCIATIONS ET D'ORGANISMES SOCIAUX DE TOURISME ET DE LOISIRS

Cycle de deux ans - 8 séminaires de 5 jours
de janvier 1983 à décembre 1984
RENSSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
(jusqu'au 30 novembre 1982)

Université de Savoie - Formation permanente
27, RUE MARCOZ - 73011 CHAMBERY CEDEX
TÉL (79) 69-27-18 et 62-29-62

CIBOT EN HIFI ET EN VIDEO

LEVENEMENT C'EST CIBOT

• Un choix étonnant • Des prix spectaculaires
• Les meilleures productions mondiales
en représentation permanente • Des spécialistes
virtuosos du son et de la vidéo • 3 Auditoriums

136, bd Diderot 75580 CEDEX PARIS (XII)
12, rue de Reuilly 75580 CEDEX PARIS (XII)

Tél. 346.63.76 (liques groupées)
Moyenne couvre tous les jours sauf dimanche de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h

TOURISME HÔTELS SÉLECTIONNÉS

Côte-d'Azur

06 JUAN-LES-PINS

NOUVELLE FORMULE DE VACANCES
Comme à l'hôtel dans un studio ou
appartement luxueux. T.V., cuisine,
téléphone, petit déjeuner, activités
quotidiennes, proximité mer. Demeure
provisoire.

APPARTHOTEL ATORE
61, chemin Fournel-Badine
06180 JUAN-LES-PINS - (93) 61-07-38

06000 MENTON

HOTEL EL PARADISO **
Bord de mer
Arrangements pour pension
civile/militaire 27/28
Tél. : (93) 35-74-02

HOTEL DU PARC ***NN. Près mer et
casino, plein centre. Park. Gr. parc.
ETS COMME RIVER
MENTON, Hôtel de Londres, R.P. 73.
Un hôtel, pension confortable et
calme, jardin, central, 25 m. mer.
Une cuisine soignée.

HOTEL PRINCE DE GALLES **
Bord de mer - Jardin - Parking
Entièrement rénové
CHAMBERES ET PETITS DEJEUNERS
4, avenue Général-de-Gaulle
Tél. : (93) 38-31-21
OUVERT TOUTE L'ANNÉE

Montagne

ALSACE

GRAND-HOTEL HOWARD ***
6740 LE HOWARD - AL. 600 m.
54 jours dans le calme et le bien-être.
Piscine - Tennis - Sauna - etc.
Tél. : (88) 02-31-83

06490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

LE VILLARD - Tél. : (93) 46-32-06
Chambre et duplex avec cuisine 2 à
6 pers. Fond. Piste. De Noël à Pâques.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTS
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE
Tél. : 41150 FENICE 1
Directeur : Béatrice Apollonio

Suisse

CH 3982 GRANS-MONTANA Valais

Hôtel GRANS-AMBAZADOR ****
Tél. 19-41/27-52-22
Chambres tout confort, piscine cou-
verte, sauna, bar, dancing Au départ
des remontées mécaniques et à
l'arrivée des pistes de ski.
Portails « Ski-soleil » 7 jours
demi-pension des F.F. 3100.
Ray.
membre « Chaîne des Rotisseurs »

LEVYSIN (Alpes valdoises)

1 350-2 000 mètres. La station
suisse la plus proche de
Paris. Domaine skiable dou-
ble. Accueil et qualité suisses à prix
français. Hôtels des cat. Demi-pension
des F.F. 120.- Portails ski : Hôtel
7 jours demi-pension + 7 jours re-
montées mécaniques F.F. env. 1 050.-
Offres détaillées par : Office Suisse
du Tourisme, 11 bis, rue Scribe,
F-75008 Paris, tél. 01/42-45-45 ou
Office du Tourisme, CH-1854 Leyrin,
tél. 19-41/25/24-22-64.

HOTEL MONT-RIANT
40 lits. Confort, lift. Idéal pour va-
cances et repos. Cuisine et services
personnalisés. Pens. compl. F.F. 50.-
à 71.- selon chambre et période
(env. F.F. 150.-, 210.-,
Tél. 19-41/25/24-12-33 - CH-1854 Leyrin.

HOTEL STIVANA**

40 lits. Doté d'un confort moderne.
Grand salon avec bar. Situation pano-
ramique à 200 m. des pistes de ski.
Son restaurant « Le Refuge » avec ses
spécialités. Demi-pension des F.F. 51.-
(env. F.F. 155.-).
L. Bonelli, chef de cuisine.
Tél. 19-41/25/24-11-36 - CH-1854 Leyrin.

CH-3982 MONTANA-GRANS

Hôtel DERRY *** - Tél. 19-41/27-41215
Notre forfait ski :
7 jours demi-pension avec remontées
mécaniques des 507 PS (1 523 FF env.),
chambre avec bain/douche, w.c., bal-
con au sud. Réduction pour enfants.
A 100 m des remontées.

CH 3930 ZERMATT Valais

Hôtel HOLIDAY. Tél. 19 41/28/67 12.03
Appart'hôtel, service d'hôtel, 50 lits.
Situation tranquille à proximité du
fontaineau Sunnegga. Tous les studios
avec balcon, cuisine, frigidaire,
bain, radio.
Prix spéciaux : décembre et janvier
Grand séjour des 507 PS (1 523 FF env.)
en demi-pension (période fin d'année
F.F. 51.-, F.F. 270.- environ).

FINLANDE REVEILLONNEZ FERME

Réveillons à la ferme,
réveillons dans un ma-
noir ou une auberge...

En Finlande, la tradition
des fêtes de fin d'année est particulièrement respectée.

Des fêtes joyeuses et enrobées dans un univers de
neige vierge, poudreuse, paradis des mordus du ski de
fond et des amateurs de randonnée en traîneaux tirés par
des rennes.

Des prix profondément doux : séjour 9 jours : avion,
pension complète à partir de 4.300 F.

Pour recevoir la brochure forfait ski en Finlande,
retournez ce coupon à : FINNAR 11, rue Aubert 75009 Paris
Tél. 742.33.33

Nom _____

Adresse complète _____

CIBOT EN HIFI ET EN VIDEO

LEVENEMENT C'EST CIBOT

• Un choix étonnant • Des prix spectaculaires
• Les meilleures productions mondiales
en représentation permanente • Des spécialistes
virtuosos du son et de la vidéo • 3 Auditoriums

136, bd Diderot 75580 CEDEX PARIS (XII)
12, rue de Reuilly 75580 CEDEX PARIS (XII)

Tél. 346.63.76 (liques groupées)
Moyenne couvre tous les jours sauf dimanche de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h

TOURISME HÔTELS SÉLECTIONNÉS

Côte-d'Azur

06 JUAN-LES-PINS

NOUVELLE FORMULE DE VACANCES
Comme à l'hôtel dans un studio ou
appartement luxueux. T.V., cuisine,
téléphone, petit déjeuner, activités
quotidiennes, proximité mer. Demeure
provisoire.

APPARTHOTEL ATORE
61, chemin Fournel-Badine
06180 JUAN-LES-PINS - (93) 61-07-38

06000 MENTON

HOTEL EL PARADISO **
Bord de mer
Arrangements pour pension
civile/militaire 27/28
Tél. : (93) 35-74-02

HOTEL DU PARC ***NN. Près mer et
casino, plein centre. Park. Gr. parc.
ETS COMME RIVER
MENTON, Hôtel de Londres, R.P. 73.
Un hôtel, pension confortable et
calme, jardin, central, 25 m. mer.
Une cuisine soignée.

Montagne

ALSACE

GRAND-HOTEL HOWARD ***
6740 LE HOWARD - AL. 600 m.
54 jours dans le calme et le bien-être.
Piscine - Tennis - Sauna - etc.
Tél. : (88) 02-31-83

06490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

LE VILLARD - Tél. : (93) 46-32-06
Chambre et duplex avec cuisine 2 à
6 pers. Fond. Piste. De Noël à Pâques.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTS
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE
Tél. : 41150 FENICE 1
Directeur : Béatrice Apollonio

Suisse

CH 3982 GRANS-MONTANA Valais

Hôtel GRANS-AMBAZADOR ****
Tél. 19-41/27-52-22
Chambres tout confort, piscine cou-
verte, sauna, bar, dancing Au départ
des remontées mécaniques et à
l'arrivée des pistes de ski.
Portails « Ski-soleil » 7 jours
demi-pension des F.F. 3100.
Ray.
membre « Chaîne des Rotisseurs »

LEVYSIN (Alpes valdoises)

1 350-2 000 mètres. La station
suisse la plus proche de
Paris. Domaine skiable dou-
ble. Accueil et qualité suisses à prix
français. Hôtels des cat. Demi-pension
des F.F. 120.- Portails ski : Hôtel
7 jours demi-pension + 7 jours re-
montées mécaniques F.F. env. 1 050.-
Offres détaillées par : Office Suisse
du Tourisme, 11 bis, rue Scribe,
F-75008 Paris, tél. 01/42-45-45 ou
Office du Tourisme, CH-1854 Leyrin,
tél. 19-41/25/24-22-64.

HOTEL MONT-RIANT

40 lits. Confort, lift. Idéal pour va-
cances et repos. Cuisine et services
personnalisés. Pens. compl. F.F. 50.-
à 71.- selon chambre et période
(env. F.F. 150.-, 210.-,
Tél. 19-41/25/24-12-33 - CH-1854 Leyrin.

HOTEL STIVANA**

40 lits. Doté d'un confort moderne.
Grand salon avec bar. Situation pano-
ramique à 200 m. des pistes de ski.
Son restaurant « Le Refuge » avec ses
spécialités. Demi-pension des F.F. 51.-
(env. F.F. 155.-).
L. Bonelli, chef de cuisine.
Tél. 19-41/25/24-11-36 - CH-1854 Leyrin.

CH-3982 MONTANA-GRANS

Hôtel DERRY *** - Tél. 19-41/27-41215
Notre forfait ski :
7 jours demi-pension avec remontées
mécaniques des 507 PS (1 523 FF env.),
chambre avec bain/douche, w.c., bal-
con au sud. Réduction pour enfants.
A 100 m des remontées.

CH 3930 ZERMATT Valais

Hôtel HOLIDAY. Tél. 19 41/28/67 12.03
Appart'hôtel, service d'hôtel, 50 lits.
Situation tranquille à proximité du
fontaineau Sunnegga. Tous les studios
avec balcon, cuisine, frigidaire,
bain, radio.
Prix spéciaux : décembre et janvier
Grand séjour des 507 PS (1 523 FF env.)
en demi-pension (période fin d'année
F.F. 51.-, F.F. 270.- environ).

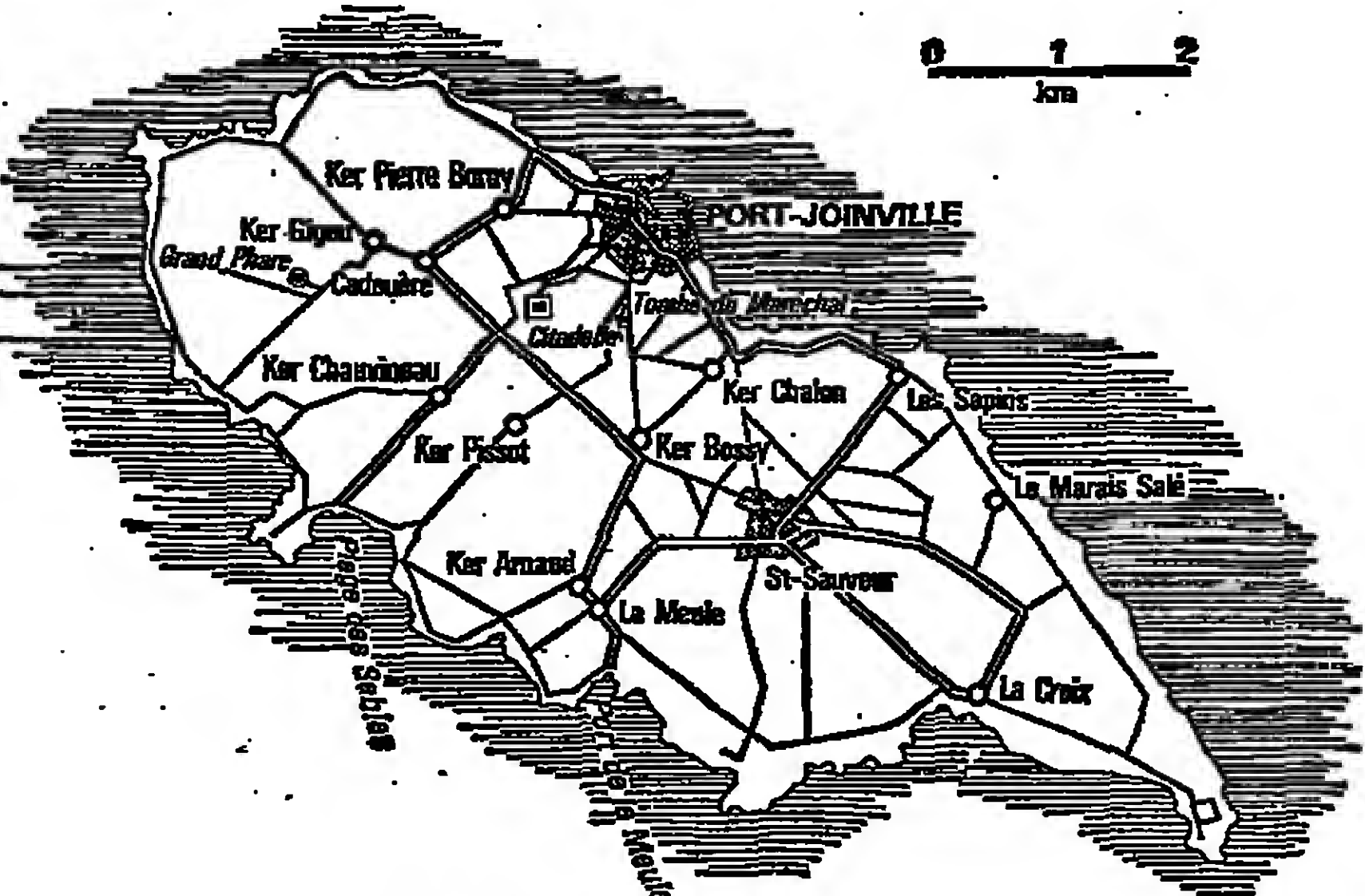
1350 من الأصل

BALADE A LA CARTE

Bécanes musclées à l'île d'Yeu

DÉBARQUEZ-VOUS au Dano-
mark ? Du petit bateau,
on hélice à la vue dans
le port de dizaines de vélos
au milieu d'une poignée de
voitures. A terre, on entre vite
dans la vie du sujet, voyant
fondre sur soi des enfants char-
gés de distribuer les prospec-
tus des loueurs de vélos.

D'ailleurs, l'arrivée à Port-
Joinville, capitale de l'île d'Yeu,
est un événement, et la joyeuse
coulée évoque quelque comptoir
colonial de jadis. Mais — dif-
férence — les boutiques des
loueurs trônent sur le quai à
150 mètres du bateau : impos-
sible de ne pas les voir, diffi-
cile aussi de ne pas utiliser
leurs véhicules dans l'île. Six
loueurs, totalisant deux mille
vélos, renforcés par deux
boutiques de vente, quadrillent
le territoire. A la moindre panne,
les voilà même qui rappellent
avec leur voiture-radio : il
suffit de téléphoner !



Routes bitumées
Routes non bitumées
ou chemins praticables aux cyclistes

Le premier loueur rencontré
vous tend un dépliant édité par
les commerçants de l'île où —
surprises ! — on lit : « Soyez les
bienvenue, déplacez-vous en
transport collectif, à deux
roues ou à pied. » Il est vrai
que, avec 9,5 kilomètres de long
sur 4 kilomètres de large, avec
des routes étroites et tortueuses
(dont peu de goudronnées), ses
rues où deux autos ne pour-
raient se croiser, avec sa forte
densité de deux cent dix habi-
tants au kilomètre carré pour
une population de quatre mille
huit cents âmes (le quadruple
en juillet-août), les quatre-roues
ne se voient guère favorisées.

L'afflux de vélos, lequel décou-
rageait les automobilistes, a
incité la commune et la direc-
tion départementale de l'équi-
pement à engager, depuis 1980,
une opération sans doute unique
en France de « vacances sans
sa voiture ».

Ainsi nos loueurs ont élevé au
rang d'institution leur expérience.
Ils désiraient s'avancer plus près
du débarcadère. Le maire a esti-
mé qu'il leur fallait un peu loin,
au propre comme au figuré...
Ces braves gens servent à tout :
de lieu de rencontre, de bureau
d'information aussi, ce qui tient
lieu de syndicat d'initiative, celui-ci
n'étant constitué que d'un
planton couvrant de 10 à 12 heu-
res dans un bâtiment local au
fin fond de la rade ; manque de
chance, la plupart des bateaux
arrivent après sa fermeture !
Chaque loueur propose donc
son propre dépliant avec ren-
seignements pratiques et croquis
des itinéraires cyclables, balisés
en vert par la commune, avec
temps de parcours inscrits sur
le roc : trois heures trente pour
le tour de l'île.

De sorte qu'on croit rêver
en lisant sous la plume du maire
d'une localité touristique :
« Pour venir à l'île d'Yeu, lais-
sez votre voiture en vacances »,
dans une brochure officielle, où
le directeur de l'équipement ren-
chérit en souhaitant « que
l'expérience ait des prolonge-
ments dans d'autres stations
littorales ».

Après avoir découvert l'unique
feu tricolore et un panneau limi-
tant la vitesse des cyclistes à
30 km à l'heure, après avoir
aperçu les rues du Secrot ou
du Coin-du-Chief, longé des
maisons aux murs blancs et aux
volets bleus, évité les ruelles
interdites aux vélos (comme à
Pékin), on se hasarde à l'inté-
rieur des terres.

Trois lignes de minibus ont
été créées. Une étude préalable
avait révélé que les deux tiers
des déplacements s'effectuaient
en deux-roues, essentiellement
des vélos, dont le nombre varie
aujourd'hui entre cinq mille et
dix mille l'été. Le 14 juillet,
les loueurs en manquent, alors
que Yeu est la commune fran-
çaise proposant le plus de vélos
en location, en majorité neufs,
le parc étant renouvelé chaque
année. De surcroît, on vous
loue paniers, porte-bébé et
remorque, l'accès à la mer
est ici où on trouve provi-

Alors qu'il fait froid et gris chez nous, à présent, le chaud soleil
hivernal de la Sicile annonce déjà l'été. C'est le moment idéal pour
jouir en paix d'une infinité de choses à voir sur cette île, pour
apprécier ses villes pleines d'animation, son paysage varié, la
splendeur des coloris et des fleurs, ses parfums et sa cuisine
typiquement méditerranéenne.

Des monuments et des trésors d'art extraordinaires racontent
l'histoire des Siciliens, une histoire riche en événements, dont les
protagonistes ont laissé, les uns après les autres, des traces
visibles : carthaginois, grecs, romains, arabes, normands, suèves, et
d'autres peuples encore. Entre la visite d'un temple et une
excursion à la montagne, entre la visite d'un musée et un concert,
entre un repas de poissons et une dégustation de vins, vous
trouverez également le temps de prendre un bain de soleil
bienfaisant au bord de la mer.

de 50 mètres, un châtea-
u de coraïres, et une plage
des Sabiez que l'on croirait
sortie des Vacances de M. Hulot.
Mais le climat s'attire aussi
touriste, comme le fort, le phare
à coucher. On ne se rendrait
en colonie de vacances : pauvres
gosses ! Quant au curé, il cé-
lèbre bien des messes à la mé-
moire du chef du gouvernement
de Vichy, mais (comme le
28 juillet) au nom de « M. Phi-
lippe Pétain ». Nuanes...

De cette contrée du bout du
monde, d'où l'on aperçoit à
18 kilomètres les murailles
de béton de Saint-Jean-de-Monts,
le maire ne regrette sûrement
pas l'absence de pont. En ma-
tière de qualité de la vie, lui a
résolu le problème, avec ses
vélos et ses chemins non gou-
dronnés : moins on aménage,
moins on risque de se tromper !

MICHEL DELORE.

ADRESSES

● ACCÈS : embarquement sur
le bateau (300 places environ),
à Port-Joinville, face à l'île de
Noirmoutier, à 38 kilomètres à
l'ouest de Nantes ; durée du
trajet : 1 h 15. Le bateau trans-
porte les vélos et un nombre
très limité de voitures.

Landais mixte, mono-vitesse spé-
cialement conçu pour la loca-
tion, il faut compter 146
dernier 5 F, 18 F, 30 F et 350 F.
A signaler la location de modè-
les « Bomber » (vélos adultes
tout terrain) et de tandems de
ville hollandais tous les 18,
18 et 30 F, selon la durée. Il est
interdit de rouler sur les plages
(corrosion du vélo).

● CARTES : L.G.N. verte n° 32
au 1/100 000 (Cannes-Les Sabiez-
d'Ouessant). Pour l'île, carte I.G.N.
au 1/25 000. Les loueurs de vélos
fournissent une petite carte avec
indication des localités, des rous-
ses goudronnées (il y en a peu),
des chemins praticables à
vélo, des lieux à visiter.

● FORFAIT HOTELIER ET
TOUS PROBLÈMES D'ARRÊ-
GEMENT : Loists-Accueil-Ven-
dée, 124, boulevard Aristide-
Briand, 93000 La Roche-sur-Yon.
Tél. : (01) 82-86-24, propose un
forfait découverte de cinq
jours avec : traversée en bateau,
hébergement en hôtel 2 étoi-
les (1/2 pension), location d'un
vélo, 720 F (saison), 540 F (hors-
saison), réduction pour les enfants
jusqu'à neuf ans.

● GUIDES : Michélin (vert),
« Côte de l'Atlantique ».

● LOCATION DE VÉLOS :
Il est prudent de réserver son
vélo chez l'un des loueurs.
— L'enseigne : Vélo'Oya
(tél. : 51/53-58-59), El-Clovis
(58-59-77), Les Cycles
(58-59-59), Pompon's Vélos
(58-59-59), La Trottinette
(58-59-59), Vélos Promenade
(58-59-74). Prix constatés chez
Vélo'Oya : vélo mixte 7 F l'heure,
demi-journée 17 F, journée 27 F,
mois 220 F. Pour un vélo hol-

● DES CONSEILS : retenez-
vous à l'avance auprès de Loists-
Accueil-Vendée, votre place sur
le bateau, votre vélo et votre
hébergement. Évitez d'emmener
votre propre machine : l'aller
et le retour représentent à 24 F,
soit plus qu'une journée de loca-
tion ; de plus cela vous évit-
tera les formalités de transport,
sans compter le fait que les
vélos en location dans l'île sont
probablement mieux conçus que
le vôtre pour les itinéraires tous
terrains.

les croisières sur le Nil
REV'EGYPTE

LA GRANDE CROISIÈRE
SUR LE NIL
11 jours PARIS-PARIS, 4 versements de
2.445 F
+180 F de frais de dossier.
Prix total : 9.960 F.
Prix maximum brochure 83
en chambre et cabine double,
hors vacances Noël et Pâques.

REVENEMENT Moyennant 180 F par personne
seulement, vous pouvez 25 jours de votre
voyage à l'étranger et le reste en 3 versements
mensuels. Votre voyage, à partir de 100 F de
dépense, vous réserve l'assurance de votre dor-
mier par l'assurance privée.

Pour recevoir gratuitement la
brochure REV'EGYPTE adressez ce bon à
REV'EGYPTE, 8, rue Kappeler, 75116 Paris,
ou demandez-la dans les Agences Conseil REV'EGYPTE.

NOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____

Bois de Chauffage à Paris
Livraison rapide selon vos besoins
Un bon feu au bon prix.
BOUCHES SERVICE (1) 677-00-37

ON N'A PAS TOUT DIT
SUR LE MEURICE

Le MEURICE, un des dix ou
douze derniers grands palaces du
monde, vient tout neuf par
des aménagements constants, ou-
vre maintenant grandement les
portes de son restaurant.

Il est l'œuvre d'une façon origi-
nale, très contemporaine, de 12 à
23 heures, sans arrêt, en non-stop.

Le MEURICE a confié l'agen-
cement de sa nouvelle salle à
manger à une jeune déco-
ratrice de talent, charmante magi-
cienne, Micheline Lefebvre qui
lui a donné une atmosphère
de jardin rêvé, un air de fête tout
en respectant les boiseries.

C'est donc l'endroit idéal
pour donner un dîner d'apparat,
réussir un déjeuner d'affaires... ou
tout simplement traiter ses amis
avec élégance. Il va sans dire que
la cuisine y est particulièrement
soignée et raffinée. Il serait trop
long d'énumérer la belle carte

très variée que propose le
MEURICE. Dans une maison de
haut luxe, il faut compter 350 F
environ par personne car les vins
eux aussi sont tous de très grande
origine. Il y a un menu à 160 F
plus boisson et service.

Le parking, commode et
proche, est celui de la place
Vendôme.

PAUL DE MONTAGNAC

Menu du jour à 160 F S.N.C.
Suggestions
extraites de la carte :
Pâtes de Saint-Jacques
au citron vert
Dolce de sole cuites
à la vapeur de petite nage
Palette de mignons de bœuf
aux dix couleurs
Feuilleté frais aux poires
sauce Williamine

RESTAURANT LE MEURICE
230 rue de Rivoli 75001 Paris - tél. 260.38.60
(Ouvert tous les jours de 12 à 23 heures - 350 F environ - menu à 160 F S.N.C.)

evergreen



SICILE

Informations, dépliant
et cartes routières
auprès de :
Office National
Italien de Tourisme
ENIT
23, rue de la Paix
75002 Paris
14, avenue de Verdun
06048 Nice Cedex
Renseignements
auprès de votre
agence de voyage

Le temple grec
de Segeste
(Province de Trapani)



KENYA

VOLS VACANCES
4.175 f
départ tous les samedis.
Réservation et billets :
Kenya Airways
8, rue Daunou-
75002 PARIS-
Tél : 261.82.93,
ou votre agence
de voyages.

KI

Kenya Airways
COMPAGNIE INTERNATIONALE DU KENYA

SPORTS D'HIVER EN ROUMANIE

SKI ALPIN ET
SKI DE FOND
à Sinaia, Prédéal
et Poiana-Brasov

FÊTES DE NOËL ET DU
JOUR DE L'AN

1 SEMAINE à partir de
1.885 F tout compris
avec remontées mécaniques
illimitées.

Inscriptions auprès de votre agence de voyages.
Renseignements et documentation :
OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN
38, av. de l'Opéra - 75002 PARIS - Tél. 742.25.42 et 742.27.14.

DOCUMENTATION "Vacances d'hiver en Roumanie"

à envoyer à M. _____
Adresse _____



VOYAGES FIN D'ANNÉE

18 voyages pour fêter joyeusement la fin de l'année. Des prix forfaitaires de Paris à Paris. D'excellents hôtels. Des prestations touristiques de haute qualité.

NICE 4 jours	3.790 F
BRUXELLES 3 jours	2.150 F
AMSTERDAM 4 jours	3.245 F
LONDRES 4 jours	2.885 F
IRLANDE 4 jours	4.400 F
BALE 4 jours	2.650 F
COPENHAGUE 4 jours	3.980 F
MUNICH 4 jours	4.460 F
BERLIN 4 jours	4.495 F
VIENNE 4 jours	5.650 F
VIENNE 5 jours	5.830 F
ROME 4 jours	3.885 F
LISBONNE 4 jours	3.225 F
ATHENES 4 jours	3.550 F
ISTANBUL 4 jours	3.550 F
MARRAKECH 4 jours	4.370 F
BUDAPEST 4 jours	3.650 F
MOSCOU 4 jours	3.560 F
LENINGRAD 4 jours	3.465 F
ISRAËL 8 jours	6.880 F

Brochure et inscription :
le tourisme français

96, rue de la Victoire, 75009 PARIS - 280.67.80

9° : 59, rue Saint-Lazare - Tél. 280.10.87
11° : 275-277, bd Voltaire - Tél. 373.77.07
13° : 107, rue de la Glacière - Tél. 588.91.74
14° : 177, rue d'Alésia - Tél. 542.47.03
15° : 32, av. Félix-Faure - Tél. 558.42.02
15° : chez la Société Générale - Tour
Maine-Montparnasse - Tél. 538.71.18
17° : 116, rue de Courcelles - Tél. 822.48.35
17° : 14, av. de Villiers - Tél. 227.62.18
18° : 147, rue Ordener - Tél. 264.52.42

BANQUE
LEVALLOIS :
5, rue Louise-Michel - Tél. 757.08.70
SAINT-OUEN
122, av. Gabriel-Péri - Tél. 251.26.05

Hippisme

Retour chez les riches

REPRISE de contact avec les courses françaises, après une escapade asiatique éloignée des chevaux, l'hippisme a été à Fuchu, l'hippodrome de Tokyo.

Par parenthèse, fort bel hippodrome, dont la visite confirme une impression déjà laissée par d'autres, notamment américaines : la France est, en matière hippique, la grenouille qui veut se faire plus grosse que le bœuf. A Fuchu, non pas une piste, mais quatre, concentriques ou tangentielles. On court, à bas, selon les saisons, sur herbe et sur sable, en plat et en obstacles ; on pourrait dire, s'il en prenait fantaisie aux dirigeants, courir au trot. Et il ne s'agit pas seulement des épreuves publiques : les installations servent aussi à l'entraînement quotidien. Moyennant quoi, les charges d'entraînement, si lourdes en France, où certains hippodromes ne sont utilisés que quinze ou vingt jours par an, sont à Fuchu, après un tel amortissement, dérisoires.

Devant ces tribunes, que ces perspectives d'amortissement ont permis de construire 30% ou 40% plus vastes qu'à Longchamp, et si on aussi élégantes du moins aussi fonctionnelles, nous nous sommes souvenus des hausses d'épauls qu'avait suscitées, lors de la construction d'Evry, la suggestion de regrouper toutes les courses parisiennes à Longchamp et d'utiliser plus utilement l'argent prêt à s'investir dans un béton superlatino. C'était, paraît-il, aberrant, indigne des courses françaises. Mais ce n'était pas indigne de pays dix fois plus riches que le nôtre — les Etats-Unis et le Japon — qui, dans le même temps, s'engageaient dans cette voie.

A maints égards — par la multiplication excessive de leurs investissements immobiliers, la dispersion sans frein des meilleurs reproducteurs, l'acceptation sans retenue de la concurrence ruinée des grandes écuries internationales — les courses françaises ont, depuis un quart de siècle, vécu non pas certes au-delà de leurs moyens, mais le succès du tiers rendait considérables, mais au-delà du raisonnable.

C'est le réveil.

Il est grinçant et amer.

La première impression perçue, au retour, est celle de multiples déchirements.

Tirs croisés

Le pouvoir socialiste doit, d'ici la fin de l'année, rendre publiques les réformes auxquelles il travaille depuis le printemps. Il est question d'une loi de l'Etat sur le P.M.U., d'une délocalisation des lieux de jeu du Jockey-Club et de la Société d'encouragement, pour incompatibilité existante entre la présidence de la Société et celle de la Fédération des sociétés de courses, alors que, depuis toujours, les deux fonctions n'en constituent qu'une, qui est le trône hippique (actuellement occupé par Hubert de Chaudensy). Il est question, surtout, à tous les niveaux, d'élections corporatives qui pourraient amener aux leviers de commandes non plus seulement des propriétaires et des

éleveurs, comme depuis toujours, mais des entraîneurs, voire des jockeys et des jades. Avant ce remue-ménage, chacun joue des coudes, pour garder, ou acquérir, une place à la corde et ne pas être oublié lors de la redistribution.

L'association des tenants du trot tire à boulets rouges sur celle des tenants du galop, qui réplique par une salve identique. Ce que voyant, les propriétaires de chevaux d'obstacles jugent qu'il est temps de prendre leurs distances vis-à-vis du galop, dont ils ont toujours été les parias, et créent leur propre association, pour se poser en troisième force. Les syndicats des personnels du P.M.U. et des écuries rappellent leurs revendications et soulignent que, s'ils ont renoncé à faire grève le jour de l'Arc-de-Triomphe, pour ne pas nuire à un événement de grand prestige international, ils ne se tiendront pas cois éternellement.

Dans ce tohu-bohu, au moins une démarche, à notre avis positive : celle des Haras nationaux à propos de Labus.

A la suite d'un concours de circonstances, déjà analysé dans ces colonnes — l'achat en bloc de feu l'écurie Boussac par l'Agfa Khan, le don par celui-ci à l'Etat d'un étalon a priori de troisième zone, puis la révélation tardive de cet étalon, que Marcel Boussac, ruiné, avait commandé d'utiliser juste avant sa mort — les Haras nationaux, pour la première fois peut-être depuis Colbert, se trouvent être propriétaires d'un des chevaux les plus célèbres d'Europe, père de la ga-

gnante de l'Arc-de-Triomphe et, accessoirement, du meilleur « trois ans » d'Auteuil.

Labus, puisque c'est de lui qu'il s'agit, faisait la monte, l'an passé, pour cinquante juments pré-sélectionnées puis tirées au sort, au tarif de 5 000 francs (il fallait faire à 500 francs l'année précédente). Les sires ne manquaient pas pour surmonter au nouveau directeur des Haras nationaux qu'il pouvait porter le prix de la carte à 100 000 francs, qui serait, en effet, le tarif pour un tel cheval dans le secteur privé. Outre le bénéfice — non négligeable pour une administration qu'on ne considère jamais que du bout du budget — les avantages n'auraient pas manqué au plan technique : Labus aurait été assuré d'un harem de grande qualité, la sélection par l'argent étant, objectivement, une des plus efficaces. Le revers de la médaille aurait été qu'un prix de revient atteint par les produits nés de telles unions la plupart n'aurait pu être acheté que par des propriétaires étrangers. Le « sang » de Labus serait encore devenu une quasi-exclusivité américaine, comme celui de tous nos grands chevaux depuis vingt-cinq ans.

Jean-Pierre Launay, le nouveau directeur des Haras, a imaginé un moyen terme : saillie à 10 000 F si le propriétaire de la jument s'engage à garder en France le produit à naître ; à 100 000 F dans le cas contraire.

Il y a là l'esquisse d'un double marché qui, à maints égards, peut

constituer une solution d'avenir et, en particulier, concilier deux impératifs opposés : maintenir hors de l'appel du dollar un capital génétique de haut niveau ; laisser nos courses et notre élevage en partie ouverts à la concurrence et au marché international.

Une initiative prometteuse, à suivre avec attention, même si certaines modalités (la réunion des cent épouses de Labus dans un même haras) sont discutables.

Du bon Auteuil, dimanche, avec le Prix Montgomery, même si Metastar, qui aurait dû y porter 75 kilos, avait — justement — décliné la lutte. La victoire est revenue à V/a Paramé, mais une demi-longueur seulement devant un petit cochonnet de Miroslawski qui, manifestement, avait eu des idées derrière le sabot lorsque, deux semaines plus tôt, il n'avait terminé que quatrième du Prix Richard-Hennessy.

Voilà quelques mois, V/a Paramé était entraîné en Maine-et-Loire. Un autre gagnant important de dimanche, Boppe, est basé au Loire-Atlantique.

Les propriétaires d'Auteuil ont raison quand, pour justifier leur « association de la troisième force », ils disent : « Nous n'avons rien à voir avec les Niarchos, Sangster, Fustok et autres, Hunt, les nouveaux maîtres de Longchamp. »

Longchamp s'est donné à l'Amé-rique. Auteuil est en train de retrouver ses racines en province.

LOUIS DENIEL

Photographie

Offensive germano-belge

A GFA-GEVAERT, le groupe germano-belge de la photographie, fait son entrée dans le domaine de la photo instantanée avec deux procédés, le Copyproof Couleur (en cours de lancement) et l'Agfachrome Speed (qui ne sera disponible qu'en juin 1983). C'est ainsi la dernière des quatre grandes firmes de l'industrie photochimique (Kodak, Polaroid et Fuji étant les trois autres) à s'installer à cette forme de photo, ce qui est assez paradoxal lorsqu'on sait que ce sont des ingénieurs de leurs laboratoires de recherche qui ont inventé les principes mêmes de la photo instantanée (1). De plus, en y venant aujourd'hui, la société Agfa-Gevaert ne le fait pas comme Polaroid, Kodak ou Fuji, avec des matériels de prise de vue, mais avec des produits pour le tirage d'épreuves en couleurs (Agfachrome Speed) ou pour la reproduction en couleurs de photos et autres documents (Copyproof Couleur).

L'Agfachrome Speed s'apparente au procédé Ektaflex de Kodak (2), qui permet aux amateurs de tirer leurs photos en couleurs en éliminant toutes les opérations de laboratoire. Il est essentiellement constitué d'une feuille sensible comportant onze couches, destinée à l'agrandisse-

ment des photos. Les traitements conventionnels en plusieurs bains sont supprimés. La feuille est tout d'abord exposée sous un agrandisseur dans lequel a été placée une diapositive. Elle est ensuite simplement plongée dans un activateur liquide qui, en quatre-vingt-dix secondes, fait apparaître progressivement l'image. Le processus de cette formation est celui de tous les procédés de photo instantanée : l'activateur pénètre dans les couches et y provoque le développement de l'image négative ; il s'y forme donc des grains d'argent qui ont la propriété d'immobiliser les colorants (jaune, magenta et cyan) dans les trois couches où ils ont été incorporés par le fabricant. Simultanément, les colorants situés dans ces mêmes couches, mais dans les zones non exposées à la lumière de l'agrandisseur, ne peuvent pas être immobilisés car il ne s'y forme aucun grain d'argent : ces colorants, qui correspondent à l'image positive, migrent en traversant les couches et vont se fixer dans une couche réceptrice près de la surface où ils donnent l'image visible. Il suffit ensuite de laver cinq minutes et de sécher l'épreuve.

Outre sa simplicité d'emploi, l'Agfachrome Speed a deux avantages : d'une part, il est utilisable à n'importe quelle tempé-

rature entre 18 et 24°C ; d'autre part, un seul type de papier suffit (on augmente le contraste de l'image en ajoutant 10 % d'eau dans l'activateur et on l'adoucît en ajoutant 2 grammes de bromure de potassium par litre d'activateur).

Par rapport au procédé Ektaflex de Kodak, l'Agfachrome Speed présente plusieurs différences : il sera disponible dans tous les formats classiques de papier, du 13 x 18 au 50 x 60 cm, alors qu'il n'existe que deux formats Ektaflex : 13 x 18 et 20 x 25 cm ; le procédé Agfa ne permet que l'agrandissement des diapositives, tandis que l'Ektaflex autorise aussi le tirage des négatifs en couleurs ; enfin, l'Agfachrome Speed fait appel seulement à une feuille de papier, alors que l'Ektaflex utilise un film et un papier qui sont assemblés le temps du développement, temps pendant lequel les colorants migrent du négatif sur la feuille positive.

De ce dernier point de vue, le second procédé d'Agfa, le Copyproof Couleur se rapproche plus de l'Ektaflex : il fait appel à un film que l'utilisateur expose sur un banc de reproduction ou sous un agrandisseur, et qui doit ensuite être assemblé à une feuille de papier Copyproof, en sandwich (au moyen d'une développée Agfa ou d'autres marques) ; en l'espace d'une minute, en présence d'un activateur, le film se développe et ses colorants correspondant à l'image positive, sont transférés sur le papier positif. Il suffit, enfin, de séparer le film du papier pour obtenir la reproduction en couleur.

Le procédé est essentiellement destiné à la copie des documents en couleurs (imprimés, dessins, schémas, etc.), de diapositives ou d'épreuves photographiques au rapport de 1 sur 1, par réduction ou par agrandissement.

Les nouveaux procédés d'Agfa-Gevaert montrent, s'il en était encore besoin, l'élargissement des utilisations de la photo à développements instantanés qui fait une percée en reprographie. Dans un récent article (3), nous avons déjà indiqué qu'il serait également possible, des les premiers mois de 1983, de prendre des diapositives 24 x 36 avec un film à développement instantané (Polarochrome 35), ce qui n'existait pas à ce jour. Ainsi, il n'est plus aucun domaine réservé à la photographie conventionnelle, et les deux catégories de procédés sont appelées à évoluer ensemble, en concurrence ou en se complétant.

ROGER BELLONE

(1) Les premiers procédés de photo instantanée, commercialisés en 1928 par Polaroid, avaient été étudiés dès 1903 par le docteur R.H. Land, fondateur de la firme. Mais leurs principes avaient été découverts sept ans plus tôt par le docteur André Buisson, de la société Gevaert, et par Edith Wedge de la société Agfa (firmes alors autonomes), qui avaient chacun déposé un brevet, respectivement en 1940 et en 1941.

(2) Voir le Monde du 30 mai 1981.

(3) Voir le Monde du 30 octobre 1982.

COMMENT PHOTOGRAPHIER LE NU

Comment photographier le nu par un grand maître de la photographie. L'éclairage du studio, la mise en scène, les accessoires, les vêtements, les poses, les attitudes, les expressions, les émotions, les secrets des grands photographes du nu. 224 pages. Prix : 145 F.

BORDAS

LE MONDE A LIVRES OUVERTS

Une semaine à Longchamp

CHALONS

UNE VILLE

50 من الأم

Une semaine avec Champagne- Ardenne

Un sous-développement
scolaire inquiétant
pour l'avenir de la région

Retour à l'école

Les arts et métiers
tentent de redorer le blason
de leur maison mère

Pauv' Gadz'Arts

« La région Champagne-Ardenne partage le sort des régions du nord-est de la France en matière de scolarisation. A des degrés divers, ces régions sont en état de sous-développement scolaire. » Le constat de M. Christian Forestier, recteur de l'académie de Reims, est sévère mais lucide. Depuis un an qu'il occupe ses fonctions à Reims, M. Forestier a constaté que « le retard de la région en matière scolaire est un réel sujet d'inquiétude ».

Ancien président de l'université de Saint-Etienne, cet enseignant de trente-huit ans avoue sa surprise lorsqu'il a découvert peu après sa nomination que « tous les indicateurs étaient franchement mauvais ». Il cite : la préscolarisation des enfants de trois ans « encore médiocre », le pourcentage d'élèves intégrés au collège avec deux ans de retard et plus, « accablant pour l'académie », la sous-scolarisation « flagrante dans les lycées » et l'insuffisance des effectifs d'étudiants accueillis à l'université de Reims.

La recherche des causes de ces mauvaises performances scolaires n'est pas aisée. M. Forestier évoque l'absence d'émulation dans une région où, jusqu'à une époque récente, les jeunes trouvaient encore du travail dans l'industrie ou l'agriculture. Les entreprises, souvent de taille moyenne, avaient un personnel peu qualifié. L'emploi n'était pas encore, il y a une dizaine d'années, une préoccupation pour des jeunes que le système scolaire ne parvenait pas à intégrer.

Une chose est sûre cependant pour le recteur. Ses prédécesseurs, qu'ils se nomment M^{me} Alice Sautier-Sohé ou M. Jean-Louis Bourdin, n'ont pas « suffisamment mis en lumière » les mauvaises performances scolaires de la région. Lui s'est efforcé de faire prendre conscience aux responsables politiques régionaux, aux partenaires du système éducatif, parents et enseignants, et aux chefs d'entreprise, des problèmes de l'académie.

Selon M. Forestier, la sensibilisation de tous les habitants est un fac-

teur indispensable. « première étape vers le redressement ». Bien sûr, le recteur ne néglige pas les efforts matériels qui doivent être faits pour améliorer le fonctionnement du système éducatif. Pour augmenter la capacité d'accueil des lycées, il juge indispensable de construire deux nouveaux établissements, avec lycée d'enseignement professionnel (LEP) intégré, l'un dans la Marne, l'autre dans l'Aube. Mais pour M. Forestier les moyens nouveaux en équipements ne suffisent pas si la formation initiale et continue des personnels enseignants n'est pas

France du Nord, affirme un homme qui, après de longues années dans la région lyonnaise, fait la découverte avec sa famille des brouillards, mais aussi « des belles couleurs d'automne du vignoble champenois ».

Mais la solution idéale est, selon M. Forestier, de faciliter l'accès au corps professoral de jeunes de la région « afin de constituer un encadrement stable et bien intégré dans la vie locale ». Actuellement, le nombre d'étudiants rémois qui réussissent les concours de l'enseignement — CAPES et agrégation — est

faible (la proportion se situe aux alentours de 0,9 %, alors qu'elle est de 2,5 % en moyenne nationale).

Pour éviter d'importer des profs, le recteur souhaite que l'université de Reims, de taille moyenne avec ses treize mille étudiants, développe ses formations, même traditionnelles. Elle doit, selon lui, accroître sa population universitaire afin de la rapprocher de celle des régions méridionales, qui comptent deux fois et demi plus d'étudiants. Mais là encore se pose un problème de personnels enseignants. Assez peu d'universitaires résident dans la région. Beaucoup sont des Parisiens qui n'hésitent pas à passer quelques heures dans le train pour venir faire leurs cours. Pour favoriser leur implantation, le recteur souhaite que la recherche se développe à l'université, et, à ce sujet, il regrette « que la région soit une des trois régions françaises (avec l'île-de-France et la Haute-Normandie) qui n'accordent pas de subventions à la recherche ».

Installé dans les bureaux récents du rectorat, M. Forestier veut « insuffler un renouveau dans les écoles, collèges et lycées ». Il pense que l'injection de moyens financiers n'est pas suffisante : « Il faut, en plus, modifier les structures et les attitudes, susciter et encourager les initiatives, instaurer la transparence dans l'institution scolaire ».

Rude tâche pour un jeune re-

SERGE BOLLOCH.

DEPUIS bon nombre d'années déjà, les Gadz'Arts, ou si l'on préfère les ingénieurs de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM), sont beaucoup moins présents dans Châlons-sur-Marne, qu'ils l'étaient autrefois. Les locaux pédagogiques et les ateliers sont insuffisants; les machines ont en moyenne trente ans d'âge, en dépit des efforts faits en matière d'informatic, d'électronique. Ces insuffisances regrettables ne sont cependant pas trop préjudiciables, assure-t-on, compte tenu de l'évolution des enseignements dispensés.

Cette pauvreté relative de l'école châlonnaise résulte de la modicité des allocations qui lui sont versées et de la trop maigre part qu'elle reçoit de la taxe d'apprentissage. Elle a la malchance, en effet, de recruter une bonne partie de ses élèves dans les départements qui formaient l'Alsace-Lorraine et qui, à ce titre, sont exonérés de la taxe.

Sans doute bénéficiera-t-elle de « retombées » plus substantielles dans la mesure où elle parviendra à concrétiser davantage sa grande ambition : devenir un véritable centre d'applications technologiques au service des P.M.I. de la région. Déjà fonctionnent une Société d'étude et de recherches des arts et métiers, qui passe des contrats avec des entreprises, et, surtout, en coopération avec l'université de Reims, un Institut supérieur des arts et métiers, de réputation européenne, qui est en liaison avec l'industrie.

Les Châlonnais sont d'autant plus fiers de « leur » école qu'elle est la plus ancienne des six. Installée depuis 1806, elle descend directement de l'école de Liancourt (Oise), fondée en 1780 par le duc de La Rochefoucauld-Liencourt. Les Châlonnais savent aussi en quelle estime sont tenus par l'industrie les ingénieurs des arts et métiers, « généralistes » dont la mécanique constitue la discipline de base, entourée d'autres disciplines satellites : métallurgie, thermique, électronique automatique, informatique, etc.

L'école elle-même, le « tabagis » comme disent les Gadz'Arts dans leur étonnant jargon, ne manque pas

de « retombées » plus substantielles dans la mesure où elle parviendra à concrétiser davantage sa grande ambition : devenir un véritable centre d'applications technologiques au service des P.M.I. de la région. Déjà fonctionnent une Société d'étude et de recherches des arts et métiers, qui passe des contrats avec des entreprises, et, surtout, en coopération avec l'université de Reims, un Institut supérieur des arts et métiers, de réputation européenne, qui est en liaison avec l'industrie.

C'est dans cette voie que l'école entend continuer à progresser. Elle répond à la vocation naturelle d'un corps de professeurs essentiellement concepteurs plutôt que tournés vers la recherche fondamentale, de professeurs de laboratoires qui peuvent mener à bien les premières manipulations, de professeurs d'ateliers capables de résoudre les problèmes de mise en œuvre industrielle.

Seule école d'ingénieurs de la Champagne-Ardenne, l'ENSAM de Châlons est sans aucun doute une richesse pour la région, que celle-ci ne peut laisser se perdre.

MICHEL MARTIN.

Pour une vraie communauté
entre la Champagne et l'Ardenne :
les projets de M. Bernard Stasi
(président du conseil régional)

Une région vers l'unisson

« Les quatre départements qui composent la région Champagne-Ardenne sont très différents, n'ont pas toujours des préoccupations et des perspectives communes, paraissent parfois tenter de s'ignorer les uns les autres. Or, réside, selon vous, l'unité de la région ? »

« C'est vrai, l'unité de la région n'est pas apparente. La Champagne-Ardenne ne forme pas une région historique aux frontières fixes depuis des siècles, comme, par exemple, l'Alsace ou la Bretagne — encore que, pour la Bretagne, il y a, je crois, quelques problèmes de délimitation. »

« Par ailleurs, la région est très étendue. La distance est longue entre la pointe de Givet, qui s'enfonce en Belgique, et l'extrême sud de la Haute-Marne, aux confins de la Bourgogne, et les liaisons ne sont pas très faciles. »

« Il est également exact qu'ici comme ailleurs deux siècles de vie départementale ont créé des habitudes et des réflexes. »

« Enfin, la Champagne-Ardenne est une zone de passage, c'est-à-dire un lieu ouvert à toutes les influences. Une telle situation ne facilite guère l'affirmation, le maintien, le développement d'une spécificité provinciale. »

« Cela dit, la Champagne-Ardenne existe. »

grandes similitudes existent entre la Marne et l'Aube.

« Les épreuves subies en commun au cours des siècles ont forgé une certaine communauté de destin. »

« Je suis heureux de constater que le travail accompli ensemble au cours de ces dernières années commence à porter ses fruits. Dans nos débats, au conseil régional, la prise

Les réalités avant les théories

(Lire page 16 les déclarations du président du Comité économique et social.)

« Nos quatre départements présentent un nombre suffisant de convergences, de complémentarités, pour justifier leur appartenance à une même région. Ainsi, les Ardennes et la Haute-Marne ont un relief et des types de production parfaitement comparables, et de

en considération de l'intérêt général l'importance de plus en plus souvent sur les réalités ou les surcharges départementales. »

« C'est, en tout cas, ma responsabilité de veiller à ce que la région soit autre chose qu'un conglomérat de départements, de faire en sorte

Capitale administrative de la Champagne-Ardenne
Préfecture de la Marne
carrefour ferroviaire, centre agricole, industriel et commercial

CHALONS-SUR-MARNE

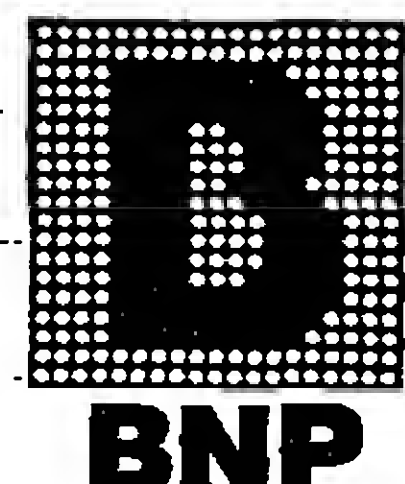
A 180 km de Paris et 260 km de la Lorraine par l'A 4
UNE VILLE QUI S'AFFIRME

« Depuis le 15 avril dernier, date à laquelle les présidents de conseils régionaux ont reçu l'exécutif de leur région, j'ai, en effet, été amené à préciser les directions dans lesquelles l'entente conduira le développement de la Champagne-Ardenne. Plusieurs priorités ont été définies, qui ont d'ailleurs été adoptées par l'ensemble des élus régionaux, toutes tendances confondues. On les retrouve exprimées aussi bien dans nos propositions pour l'élaboration du D.C. Plan que dans les orientations que nous avons fixées pour le budget 1983. »

« La lutte contre le chômage apparaît évidemment comme la toute première de nos priorités. Elle sera menée dans trois directions : la modernisation et la diversification du tissu économique, l'amélioration de l'environnement de l'entreprise, la mise en place d'un système d'aides. Nous poursuivons également un effort particulièrement vigoureux dans les domaines de la formation, du logement, et de l'énergie. »

« Par ailleurs, nous avons adopté un schéma routier régional qui, après les actions engagées les années précédentes en faveur des liaisons départementales, prévoit un renforcement des grands axes, tels que l'axe Epernay - Reims - Charleville - Mézières - frontière belge, et l'axe Châlons-Saint-Dizier-Chaumont. »

(Lire la suite page 16.)



• La BANQUE NATIONALE DE PARIS est la première banque française sur le marché international.

• La BANQUE NATIONALE DE PARIS est aussi une banque de conseil qui aide les entreprises dans le choix du financement de leurs investissements.

En CHAMPAGNE-ARDENNE, la BNP est une banque qui s'associe activement à la vie régionale.

La création, le développement de votre entreprise ou de votre exploitation, l'innovation ou l'investissement sont autant de raisons pour consulter la BNP qui met à votre disposition la diversité de ses services et la pratique de ses collaborateurs.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Comptes et mécomptes
dans les bilans
des entreprises

L'industrie du sombre au clair

Des bonnetiers dans le bon vent

EN cette période de grande incertitude économique, il faut être prudent dans ses diagnostics. Être en bonne santé aujourd'hui n'exclut pas que demain l'on puisse tomber gravement malade.

Ainsi bien, à Troyes, se contente-t-on de dire : « Oul, en ce moment, la bonneterie, ça ne marche pas trop mal... » Et il est de fait que la situation de la principale industrie troyenne et autoisienne semble meilleure que celle des autres secteurs du textile.

Pour quelles raisons la maille souffre-t-elle moins que le chaîne et le trame ? Habitée à des crises cycliques, l'industrie bonnetière a su réagir avec dynamisme et s'adapter aux conditions évolutives du marché. Épousant son temps, elle a mis dans son jeu les avancées de la technologie. La bonneterie bénéficie d'être proche du consommateur, d'avoir des capacités de réaction plus rapides, davantage de souplesse. Le bonnetier achète son fil et sort son article. Nul besoin d'intermédiaire, d'étape supplémentaire, dans le processus de fabrication.

Produisant son tricot et élaborant son style, la bonneterie profite largement de l'« effet mode », celle aux goûts du consommateur.

En 1981, les ventes ont été bonnes, les bilans ont dégagé une marge de 2,2 %. Le chiffre d'affaires de la bonneterie a été en hausse de 4 %. Mais les effectifs ont diminué de 9 % et la consommation de fibres de 4 %. Cette apparente contradiction s'explique par le développement de la fabrication d'articles comportant une valeur ajoutée supérieure (training, articles de sports, vêtements tels que robes, etc.).

En 1982, la consommation française aura augmenté de 2 %, les importations de 28 %, les exportations de 8 %. Les effectifs auront diminué de 1 % et le chiffre d'affaires aura monté de 16 %.

En 1982, les bonnetiers ont bien vendu, mais sans toujours bien digérer pourquoi le marché était bon et les prises de commandes nombreuses. Quand ils avancent une explication, ils pensent généralement que les commerçants, les détaillants avaient tellement déstocké, qu'ils ont dû reconstituer leurs stocks.

Mais ce présent satisfaisant n'est-il qu'un répit ? C'est la grande question actuelle. Car, fondamentalement, la bonneterie française est en déclin. En 1973, elle occupait dans

l'Aube 25 000 personnes. Aujourd'hui, elle n'en compte plus que 18 500 pour fabriquer chaussettes, sous-vêtements, survêtements, prêts-à-porter, tee-shirts, pull-overs, habillement.

Le marché français est de plus en plus vulnérable à la concurrence étrangère. La consommation française, pour 57 %, se fait en produits étrangers. En trois ans, la pénétration étrangère est passée de 45 % à 57 %. Pour les pull-overs, elle a atteint le niveau critique de 80 %.

Un important bonnetier troyen, développant ces chiffres sur l'avenir, annonçait, en riant jaune, qu'à ce rythme la disparition de la bonneterie française était programmée pour 1983. Un fait est certain : les efforts développés pour freiner ces importations n'ont pas donné grand résultat. L'accord multilatéral n'a pas eu tous les effets espérés.

Il ne faut pas oublier, en effet, que deux tiers des importations viennent des pays de la Communauté, entre lesquels la circulation des articles est libre. Comment contrôler sérieusement leur origine ? C'est tout le problème du marquage, jamais réglé.

Les champions de l'exportation sont l'Allemagne fédérale et l'Italie. L'Allemagne de l'Ouest a connu une forte chute de sa production, mais elle exporte toujours davantage parce qu'elle importe beaucoup. On sait très bien qu'elle vend de nombreux articles fabriqués dans les pays de l'Est. Bien des bonnetiers s'interrogent. N'auraient-ils pas dû, eux aussi, délaissier les productions pour se consacrer davantage au négoce, se faire, sur une grande échelle, importateur ? N'auraient-ils pas dû, aussi, aller fabriquer à l'étranger dans les pays à faible coût de revient, comme le fait également l'Allemagne ? Ne seront-ils pas pénalisés pour avoir voulu maintenir les productions françaises ?

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'ils nourrissent cette interrogation. Mais, en réalité, si d'une manière générale ils n'y ont pas répondu positivement, c'est parce qu'une telle éventualité ne correspond pas à leur esprit. Et puis, faut-il évoquer l'hostilité profonde des syndicats à une telle solution ?

Autre question souvent posée : que se passera-t-il quand le gouvernement cessera d'accorder au textile l'allègement de ses charges sociales. La relative bonne santé de la bonneterie en 1982 n'est-elle pas dû, surtout, à la décision du pouvoir de consentir pour un an un allègement

de 12 à 10 % des charges sociales, de mars 1982 à mars 1983, avec comme condition l'obligation d'investir et de maintenir l'emploi ou de limiter sa diminution.

Cette mesure du gouvernement a été jugée courageuse par la profession. On a bon espoir qu'elle sera reconduite. Préfigure-t-elle, se demandent certains, des mesures plus générales de budgétisation, de fiscalisation, des dépenses sociales ?

Est-ce un test appelé à durer, ou un ballon d'oxygène dont le robinet sera un jour fermé ? L'année 1983 est regardée avec inquiétude chez les bonnetiers. La sortie du blocage des prix, comment se fera-t-elle ? Dans une industrie où l'on travaille par collections, les prix seront-ils libérés l'été prochain ?

Les motifs d'espérer et de douter s'entrecroisent, se mêlent. Le textile troyen a déjà fait face dans son histoire à de graves crises. Il les a toujours surmontées. Malgré des craintes réelles, personne tout de même n'imaginerait Troyes sans sa bonneterie, cette bonneterie qui, au fil des siècles, a témoigné pour un patronat dynamique et ouvert au progrès, un encadrement compétent et une main-d'œuvre, notamment féminine, d'une exceptionnelle qualification.

ANDRÉ BRULEY.

Les « lampes rouges » de la C.G.T.

VINGT années d'absence de véritables choix en matière de politique industrielle, un outil de travail qui date, avec des unités de production classiques à la chaîne, dans des établissements dépendant de sièges sociaux extérieurs à la région, le redéploiement industriel, avec toutes ses conséquences, tout cela fait que la région se trouve confrontée à de graves difficultés. Le chômage qui continue de se situer à un haut niveau (55.000 demandeurs d'emploi, plus de 10 % de la population active) est intolérable.

Une autre perspective est possible, la région a des atouts inexploités, une agriculture performante, une forêt importante, mais pas ou peu d'industries de transformation en relief. Voilà, entre autres, ce qui pourrait participer à une reactivation de la région dans le moyen terme. C'est dans cet esprit que la C.G.T. en Champagne-Ardenne entend œuvrer dans le cadre des comités économiques et sociaux renouvelés.

La loi de décentralisation du 3 mars 1982 ne correspond pas, certes, aux positions de la C.G.T., cela n'en constitue pas moins une avancée démocratique, la volonté affirmée du gouvernement, du Parlement, de vouloir donner le citoyenneté à chaque Français ; dans la démarche, cela correspond aux objectifs de notre organisation.

Le niveau qui nous occupe n'est pas coupé des autres : l'Etat, le département, la commune, le citoyen. Nous ne méconnaissons pas les défauts, les vices engendrés par plus de vingt années de pouvoir de la droite, d'une Constitution qui personnalise, favorisant la dégradation de pouvoir. Nous ne méconnaissons pas les obstacles auxquels nous allons être confrontés, renforcés d'ailleurs par la composition du conseil régional. Cela dit, le groupe C.G.T. au C.E.S. entend, d'une part assumer toutes ses responsabilités, tant au bureau que dans les commissions, d'autre part être une force de proposi-

tions en liaison directe avec le comité régional, les unions départementales, les syndicats, les salariés.

D'autre part, le poids spécifique des organisations syndicales dans le nouveau C.E.S. (vingt-trois sur soixante-six au lieu de neuf sur cinquante-quatre) doit, même s'il y a des différences, des divergences, être une force qui, avec d'autres représentants socio-professionnels (culturel, familial, mutualiste, etc.), peut faire bouger, changer les orientations.

En nous appuyant d'une part, car elles existent, sur les orientations définies par le C.E.S. sortant et le conseil régional dans le cadre du plan quinquennal, d'autre part sur notre volonté de produire française, de reconquérir le marché intérieur, nous élaborons nos propres propositions, notamment : la forêt et la filière bois ; l'agro-alimentaire ; le schéma régional des transports en partant de la loi cadre qui vient d'être votée en première lecture au Parlement.

La France possède 45 % des forêts de la Communauté économique européenne. Or la filière bois se situe au second rang du déficit de la balance commerciale (12 milliards en 1981). Les importations de meubles ont augmenté de 35 % dans le dernier trimestre 1981, alors que l'on licencie chez Erop à Epervain, chez Leroy à Vitry-le-François, des panneaux de particules et contre-plaques provenant des pays européens, sont estampillés et revendus sous le label de ce groupe, nous pourrions multiplier les exemples.

S'agissant de l'agro-alimentaire dans les Ardennes : pour la filiale viande, seulement 1 % de la production est transformée dans le département ; pour la filière céréales, moins de 5 % de la production sont transformés. Cela est intolérable.

RENÉ POUSETT,
secrétaire du comité régional
de la C.G.T.

VERRIER DE REIMS

Robots à bouteilles

« JE suis un compatriote de d'Artagnan, mais je ne me sens guère proche de lui, à cause de son manque de modestie. » André Ferras parle avec simplicité de choses très compliquées. Ce Gascon de quarante-deux ans, juvénile et fin, à la fois discret et ouvert, amateur de rugby, de théâtre et de cinéma, marié et père de trois enfants, est polytechnicien. Cela ne l'empêche pas d'être modeste. Il dirige à Reims l'usine Boussois Souchon Neuvesset, l'une des grosses entreprises de la région (700 personnes). Il en tire beaucoup de joie, mais aucune vanité. Sa fierté : avoir réussi, sans trop d'accoups, l'automatisation presque totale d'une usine de haute tradition.

« Le secret privé, c'est la voie via... », dit cet ancien X. Non qu'il regrette le ministère de la coopération de ses débuts. Grâce à lui, il a connu l'Afrique, ses fascinations et ses problèmes. A Libreville, il a mis en place un institut de formation en informatique. Il voyagea aux Etats-Unis

pour y voir de près les réalités économiques et sociales. A son retour en France, B.S.N. et lui choisissent. Il n'y entre pas par hasard : le projet économique et surtout social du groupe correspond à son projet personnel.

Antoine Riboud l'envoie à Reims. Ce travailleur immigré, natif de Pau, comme il aime à dire, trouve dans l'ancienne ville du sacre une usine où la tradition ancestrale est aussi forte que le syndicalisme, et des verriers attachés à leur métier. La production de bouteilles est étroitement dépendante de celle du vin de Champagne. Le marché existe, mais il ne s'accroît pas. En revanche, les contraintes se font plus fortes : prix du fuel dont cette industrie est dévoreuse, exigences de la clientèle, réglementation du travail, revendications, environnement. Pour rendre cette production compétitive, il faut la diversifier, faire des économies d'énergie, donc moderniser et améliorer la productivité.

En quelques années, les robots font leur entrée dans les ateliers, chassant cent cinquante ouvriers et bouleversant les gestes et les habitudes mentales de ceux qui restent et doivent se former à des tâches nouvelles. « La mutation fut très dure... », reconnaît André Ferras.

Le jeune patron de l'usine B.S.N. de Reims en a tiré une leçon : à savoir que ce qui compte le plus dans ce dernier quart de siècle, c'est de relever les défis. « Nous sommes à la croisée des chemins », constate André Ferras. Lequel faut-il prendre pour ne pas aboutir à une impasse ? Je suis optimiste : je suis sûr que nous choisissons le bon. »

Quand on lui demande ce qui, aujourd'hui, est le plus important pour un chef d'entreprise, André Ferras répond sans hésiter : réussir à adapter les hommes aux transformations technologiques.

MAURICE SALECK.

CHAMPAGNE-ARDENNE

On n'exporte pas que du Champagne...

... mais aussi des productions et du machinisme agricoles, des produits textiles, métallurgiques et chimiques...

Grâce à sa situation géographique et sa tradition, notre région maintient son sens de l'accueil et des échanges.

Nous savons adopter ceux qui, dotés d'un même tempérament, ont envie de se développer avec nous.

Pour être prêts demain, le Conseil Régional a décidé de porter ses efforts sur :

- les voies de communication : déjà traversée par l'autoroute Paris-Strasbourg, notre région le sera bientôt du Nord au Sud, par l'A 26 Calais-Dijon.

- l'agro-alimentaire : cette industrie doit devenir l'une des

forces de Champagne-Ardenne qui, déjà, est la première région de France pour ses productions céréalière et sucrière.

- les filières de pointe : la télématique, l'informatique comme l'innovation technologique bénéficieront d'un soutien constant avec le concours de l'Université.

Conseil Régional de Champagne-Ardenne
1, cours d'Ormesson 51000 Châlons-Sur-Marne Tél. : (26) 64 91 51

1550 21 11 82

Ardenne

On commence ici aussi
à accepter
la responsabilité au féminin

Femmes aux avant-postes

Coiffeuse et présidente

La chambre des métiers de la Haute-Marne, rue Decrès, à Chaumont, est à la fois la plus ancienne et la plus petite de France. Elle a été créée en 1929, sur l'initiative d'un député de l'époque, M. Joseph Courcier. M^{me} Colette Bruchet en est la présidente depuis un peu plus de cinq ans. Dans ce département, elle est la première femme à accéder à ce poste. Elle est aussi présidente du syndicat des coiffeurs.

Petite, la chambre, avec ses deux mille neuf cents ressortissants, mais pas inactive. Il est vrai que tous les domaines de l'artisanat y sont représentés. Autour de la présidente, quarante membres élus parmi les chefs d'entreprise, les représentants des organisations professionnelles et les compagnons.

Dynamisme, volonté et détermination semblent être les qualités dominantes de M^{me} Bruchet. Il est vrai que l'ouvrage ne lui a pas manqué. A peine en place, elle a dû, avec son équipe, veiller à la réalisa-

tion du centre de formation des apprentis, qui n'en était alors qu'à l'état de projet. Aujourd'hui, on y accueille plus de cinq cents élèves par an, dans les métiers de l'alimentation, de l'automobile, de la coutellerie, de la coiffure, de l'hôtellerie et de la vente.

Autre sujet de fierté pour la présidente : la zone artisanale de Nogent, dont la chambre des métiers a été le promoteur et où exercent actuellement neuf artisans.

Une grande partie de l'effort, donc, a été consacré à la formation aussi bien des jeunes que des professionnels. La chambre prépare aux brevets de maîtrise, donne des cours d'initiation à la gestion, organise des stages dans le cadre du fonds d'assurance-formation.

Et puis il s'agit aussi de garantir au mieux l'image de marque de la Haute-Marne. La chambre participe aux foires-expositions, aux réunions régionales et départementales concernant le secteur des métiers,

réalise de nombreuses enquêtes statistiques, se veut le conseil et le soutien des artisans.

Tout cela ne constitue pas une mince affaire et la présidence exige beaucoup de celle qui l'exerce et qui continue, par ailleurs, son propre métier de coiffeuse. « On voudrait, dit M^{me} Bruchet, que la présidente soit toujours là. Pour ma part, je consacre à ces activités trente à trente-cinq heures par semaine, en moyenne. La fonction est passionnante. Si elle n'est pas de tout repos, on y apprend beaucoup et il faut avoir la modestie d'accepter de faire un véritable apprentissage. »

Quant à ses motivations personnelles, la présidente, qui siège au bureau pendant trois années avant son élection, se montre discrète : « Pour une femme, dit-elle, il est plus difficile de s'imposer, mais on vous propose d'abord, on vous sensibilise et vous acceptez. Quand on est entourée de personnes sympathiques et compétentes, il ne reste plus qu'à travailler. »

Pour plus d'efficacité encore, M^{me} Bruchet a entrepris de mettre en place un centre de formalités informatisées (une banque de données), comportant un répertoire des métiers et tout ce qu'il faut savoir des contrats d'apprentissage. Prévu pour fin 1983, ce système sera opérationnel au début de l'année suivante. Un spécialiste y sera attaché en permanence, de sorte que l'adhérent soit en mesure de connaître, dans les plus brefs délais, tout ce qui touche à sa profession.

Quelques zones d'ombre : la crise, bien sûr, qui a plus particulièrement touché le bâtiment, la boucherie et la coiffure, et le travail au noir, véritable plaie en période de chômage. « Pensez que certains parviennent de cette façon à construire des maisons entières, dit M^{me} Bruchet, mais il est difficile de les démasquer, car les services compétents ne travaillent pas les samedis et les dimanches. Or c'est surtout pendant ces jours-là que s'effectue le travail au noir. »

YVES-MARIE DEBANDE.

Dame de la recherche

Parmi les onze premiers délégués régionaux à la recherche nommés en juin 1982, une femme : M^{me} Brigitte Centil, universitaire à Reims. Elle a commencé à travailler sur la région ; elle nous explique comment.

LONGTEMPS embryonnaire ou figée dans des structures universitaires parfois trop jeunes, donc trop peu étoffées, ou bien réparties dans quelques entreprises dynamiques, mais appartenant à des secteurs industriels fort différents, la recherche en Champagne-Ardenne prend aujourd'hui un second souffle.

Elle vient d'évaluer toutes les possibilités, afin de favoriser le nouveau développement économique d'une région dont on pense trop souvent que l'industrie et le négoce du champagne suffisent à assurer un développement cohérent à long terme.

C'est ignorer la réalité d'un tissu industriel où dominent la fonderie et le travail des métaux, la bonneterie, en, d'une manière générale, des secteurs traditionnels à faible valeur ajoutée composés surtout de P.M.I. pour la plupart vulnérables, prises de plein fouet par la crise et les nécessités de la conversion. Comme disent certains économistes de la région : « Le champagne cache la Champagne. »

Le travail à accomplir est donc très important et la recherche de technologies nouvelles, de produits nouveaux, de clients nouveaux, devient prioritaire.

Rapprochement université-industrie

Il est vrai que certaines réformes récentes, notamment celle du ministère de la recherche et de l'industrie, la décentralisation, la planification, associant les régions et donnant priorité à l'industrie, favorisent le développement d'idées nouvelles, la recherche de synergies prometteuses, le transfert technologique d'innovations. On ajoutera aussi l'action entraînante d'un conseil régional et de l'Anvar régionale (Agence nationale pour la valorisation de la recherche). Ainsi a-t-on mené à bien une idée chère à beaucoup de décideurs de la région : monter un centre de recherche en agro-alimentaire et en conditionnement, et par là même, rapprocher définitivement l'université d'une industrie agro-alimentaire dont les produits, hormis le champagne bien

évidemment, ont jusqu'à présent été insuffisamment valorisés.

Pourtant, les productions agricoles de la fameuse Champagne poulieuse se développeront dans des conditions économiques parmi les meilleures d'Europe, bénéficiant du dynamisme et de l'ouverture d'esprit du monde agricole. Les matières premières sont donc là. Le savoir-faire et les hommes existent. Il ne manquait plus que de rapprocher des acteurs qui jusqu'ici s'ignoraient : des chercheurs de haut niveau travaillant sur les nouvelles technologies en agro-alimentaire, sur l'alimentation de demain, et des industriels.

Originalité

Il faut dire que toutes les conditions pour mettre en place de telles équipes étaient réunies. Car la jeune et prometteuse filière de formation scientifique et technique de l'U.E.R. de sciences (conditionnement et emballage) allait donner au centre de recherche agro-alimentaire une originalité unique en Europe.

Pour d'autres secteurs, les perspectives sont peut-être moins prometteuses. Mais c'est l'aiguillon de la crise, la recherche de compétitivité qui obligent les différents responsables à se regrouper pour faire front. Jugez-en.

La Champagne-Ardenne va voir naître un des premiers centres de transfert technologique en « production », associant l'I.U.T. de Troyes et de Reims et l'Ecole nationale des arts et métiers de Châlons-sur-Marne. L'objectif est de créer un centre de recherche et d'innovation ouvert largement aux industries permettant de mettre au point les futurs procédés et les futures machines, notamment en génie industriel alimentaire, en micro-électronique et en automatique pour irriguer toute la traditionnelle industrie des métaux ardennais et haut-marnais et la bonneterie troyenne.

Mais la Champagne ne veut pas en rester là. Des secteurs industriels moins traditionnels sont aussi à développer. C'est le cas notamment de l'industrie pharmaceutique qui pourra s'appuyer sur une recherche fondamentale de haut niveau puisqu'un centre des médicaments va naître, associant encore une fois les compétences techniques de recherche confirmées rattachées au C.N.R.S. et les groupes pharmaceutiques de taille internationale.

CES ENTREPRISES QUI COMPTENT DANS LA RÉGION

"Pour gagner du bien
le savoir-faire vaut mieux
que le savoir" (H. MARC)

la Chambre
de Commerce
et d'Industrie de
CHALONS-sur-Marne
l'expérience à votre service

IMPLANTATIONS D'ACTIVITES,
D'INDUSTRIES, D'ENTREPOIS
CONSEIL AU COMMERCE
CONSEIL PME PMI
FORMATION
COMMERCE INTERNATIONAL
INNOVATION
CREATION D'ENTREPRISE

CCI-2, Rue de Chastillon 51000 Châlons s/M
Tél: (26) 64.48.96

REIMS AVIATION AÉRODROME DE REIMS PRUNAY

B.P. 2745 - 51062 REIMS CEDEX - TEL. (26) 08-96-55

Construction d'avions légers
entièrement métalliques
biplaces ou quadriplaces
et d'avions de travail aérien.
Participation à la fabrication
des FALCON 50-100-200
et des MIRAGE III et V
laboratoire électronique - entretien
réparations - renouvellement - C.D.N.
sous-traitances diverses.

CEBAL DÉPARTEMENT CAPSULES

Au cœur de la Champagne, à Mareuil-sur-Ay, la plus importante unité de production de capsules de surbouteillage pour champagne, vins mousseux et tranquilles.
Un matériel de haute technicité permettant d'encoder des grandes séries et toute personnalisation - impression plusieurs couleurs - flexographie ou héliographie - formes nouvelles grandes cadences par automate programmable.
Avec cent cinquante personnes, une production annuelle de plusieurs centaines de millions CEBAL représente un élément important du tissu économique et industriel de la Champagne.

Services techniques et commerciaux
Route d'Ay - 51180 MAREUIL-SUR-AY - tél. : 51-05-11.

Verreries Mécaniques Champenoises

BP 67 - 51053 REIMS Cedex
tél. : (26) 87.96.00

- Bocaux à conserves
Le Parfait FAMILIA
Super WISS
- Verres à jambe
- Articles de table et d'ornementation
- Gobelets unis et décorés

VMC

VOTRE CONSEIL EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE vous propose en CHAMPAGNE-ARDENNE le plus vaste choix de :

- BUREAUX
- ENTREPOTS
- USINES et TERRAINS
- LOCAUX COMMERCIAUX
- AFFAIRES EN ACTIVITÉS
- LOCAUX CLÉS EN MAIN

à la vente ou en location
Renseignements : JEAN THOUARD-EST
7, rue Grande-Etape - 51000 CHALONS-SUR-MARNE
Téléphone : (26) 64-34-65

Champex

Un partenaire « du pays »
pour les entreprises dynamiques
de Champagne - Ardenne

Quels que soient sa taille, son secteur d'activité (industrie, commerce, services) ou sa forme juridique (entreprise personnelle, société), votre entreprise doit impérativement poursuivre son développement. Champex, en devenant votre partenaire privilégié, vous aide à atteindre cet objectif.

Bien sûr elle vous offre la gamme complète des financements et l'accès à toutes les ressources auxquelles votre entreprise peut prétendre : mais d'abord, à partir de l'analyse de votre projet, elle établit avec vous votre stratégie financière à moyen et long terme.

Champex fait partie du réseau des 19 SDR qui offrent chacune la souplesse d'une « régionale » alliée au poids d'une « multirégionale ».

Siège social et délégation Nord : B. P. 384
51063 REIMS Cedex - Tél. (25) 40-34-75
Délégation Sud : B. P. 4056
10014 TROYES Cedex - Tél. (25) 74-89-49

SDR Champex

Société de développement régional
de Champagne - Ardenne

l'efficacité d'une régionale
la force d'une multirégionale

Le patron de l'Assemblée
socio-économique se méfie
des idéologies

Les réalités avant la théorie

SOUS l'empire de la loi de 1972, le comité économique et social régional (C.E.S.R.) était saisi par l'exécutif, délégué par le préfet, de l'ensemble des dossiers soumis à la décision de l'assemblée des élus — le conseil régional, — quelle que soit la nature du texte et de la décision.

Dans les nouvelles structures (la loi de 1982 et le décret du 12 octobre dernier), l'avis n'est plus systématiquement obligatoire. L'exécutif est délégué par le président du conseil régional, et l'assemblée socio-économique ne donne plus désormais son avis que sur les grands dossiers, au même titre que le Conseil économique et social (national). L'assemblée politique peut, dans tous les autres cas, décider hors l'avis du C.E.S.R. C'est, à première vue, réduire l'influence que peut avoir un C.E.S.R. alors que ses membres représentent l'ensemble des forces vives de la région, affrontés aux risques de l'économie et à la sanction économique ; si ses membres ne sont pas élus au suf-

frage universel, ils le sont par leurs pairs, chacun dans son domaine de compétence et d'activité.

Contrairement au Conseil économique et social (national) qui siège au Palais d'Iéna, où nombre de personnalités sont nommées par le gouvernement, 95 % des membres des comités économiques et sociaux des régions sont élus directement par leurs mandants : membres des organisations syndicales patronales ou de salariés, des organismes professionnels de tous les secteurs de la vie économique régionale, représentants des mouvements associatifs, de jeunesse, scientifiques, culturels, etc.

C'est à travers l'ensemble de ces représentants que s'expriment les forces vives d'une manière non pas catégorielle, les agriculteurs, les industriels, les commerçants, les salariés... ne défendant que leurs intérêts, mais au contraire chaque partenaire ayant appris à écouter et à comprendre les préoccupations des autres catégories.

Ainsi, le C.E.S.R. peut-il apparaître comme le lien privilégié où

s'exerce une forme différente, mais non moins profonde, de la démocratie. Peut-être la démarche de certains élus pour réduire l'indépendance des C.E.S.R. ne constituerait-elle en définitive que la preuve par l'absurde de l'importance de ces assemblées ?

Face aux évolutions administratives induites par le mouvement de décentralisation, la question se pose de savoir quel sera leur avenir. Si la nouvelle législation leur retire l'avis obligatoire, elle leur octroie, en échange, le droit de saisine qu'ils ne détenaient pas par le passé. En effet, la convocation des assemblées et leur ordre du jour appartiennent à l'exécutif qui se trouvait entre les mains du préfet. Aujourd'hui, la convocation et l'ordre du jour sont à l'initiative du président du conseil régional.

Quelle peut donc être l'influence des C.E.S.R. dans la vie régionale après ce changement ? Ils auront un triple rôle : émettre un avis obligatoire, conformément à la loi ; statuer

sur des questions qui lui sont proposées par le président du Conseil régional ; se saisir des sujets qu'il souhaite voir aborder.

Ce qui signifie que l'audience des C.E.S.R. est laissée entièrement entre les mains de leurs membres et que les relations qu'ils vont avoir dans l'avenir avec les conseils régionaux et le président du Conseil régional seront déterminants pour la bonne marche des nouvelles institutions, donc pour la région. En effet, les sujets à traiter deviennent de plus en plus complexes, le champ d'intervention des collectivités locales se développe de jour en jour et aborde des domaines hier encore de la seule responsabilité des personnes privées.

Par son action dans les domaines où devrait normalement s'exercer l'initiative privée, l'Etat a modifié le comportement des citoyens qui, participant de moins en moins, malgré les nombreux discours officiels, de tous horizons, sur cette même participation.

Le jeu du pouvoir majoritaire donne à une moitié des citoyens le sentiment qu'elle n'a plus aucune possibilité d'influence entre deux élections, sinon descendre dans la rue et manifester, et à l'autre moitié qu'elle n'aurait plus matière à s'exprimer, sinon soutenir ceux qu'elle a élus.

Cette idée est si fortement ancrée dans l'opinion que même des hommes et des femmes qui participent à des instances comme le Conseil économique et social et le C.E.S.R. considèrent qu'ils n'ont aucune espèce d'influence. Et certains socio-économiques envisagent de participer aux futures élections des conseils régionaux. En Corse, quelques personnalités n'ont pas résisté aux charmes des sirènes.

Si, petit à petit, les droits des citoyens se transforment en contraintes imposées par les pouvoirs publics, si, parallèlement, la notion du devoir disparaît, il faut alors s'interroger sur le caractère

d'un tel système, où droits et devoirs s'effacent devant obligations.

Tout est organisé pour un transfert du plus grand nombre de décisions à la fonction publique ou aux élus.

Or les initiatives ne doivent pas être prises en fonction de grandes orientations théoriques dans le domaine des idées mais bien en fonction des réalités et du tissu économique des entreprises.

Ces quelques raisons montrent la nécessité de développer l'audience des comités économiques et sociaux. Un certain nombre des hommes qui ont œuvré depuis vingt ans dans les comités d'expansion ou les organisations syndicales ont une expérience et des capacités dont il serait très dommageable de ne pas profiter sous un prétexte ou sous un autre.

JACQUES RICHARD
Président du comité
économique et social
de Champagne-Ardenne

Une région à l'unisson

(Suite de la page 13.)

» Ce schéma insiste également sur la nécessité de réaliser la section Reims-Troyes (par Châlons-sur-Marne) de l'autoroute A-26 Calais-Dijon, ainsi que l'autoroute A-5 entre Paris et Troyes, avec prolongation jusqu'à Langres.

» Enfin, j'ai récemment signé une convention culturelle avec l'Etat qui permettra de déployer une politique culturelle à l'échelon de la région. Cette politique, en s'appuyant notamment sur le mouvement associatif, visera à favoriser la création artistique, à mettre en valeur le patrimoine et à développer l'animation culturelle dans les secteurs géographiques et les milieux sociaux, défavorisés à cet égard. Je suis persuadé qu'une action de cette nature peut contribuer à changer l'image de marque, injustement austère parfois, de la Champagne-Ardenne. Elle doit aussi renforcer l'identité de la région et le sentiment de ceux qui y habitent qu'ils appartiennent à une même communauté.

» Bien entendu, nous agissons également dans tous les domaines où la loi nous permet d'intervenir. Mais il nous a paru indispensable, pour manifester l'existence et la volonté du nouveau pouvoir régional, de concentrer nos efforts et nos moyens dans la mise en œuvre d'un nombre limité de politiques régionales.

» Comment, pour faire aboutir ces priorités, et dans le cadre de la loi de décentralisation, comptez-vous organiser vos rapports avec l'Etat et ses représentants, les départements et les responsables ?

» La mise en place de la loi de décentralisation crée, forcément, des rapports de voisinage délicats entre la région et l'Etat comme entre la région et les départements.

» Dans cette matière, il convient, je crois, de procéder de façon pragmatique, réaliste. S'agissant d'une réforme qui, non seulement modifie des structures mais, ce qui est parfois plus traumatisant, bouleverse des habitudes et des comportements, une période de rodage est inévitable.

» Il faut, également, en cette affaire, avoir le souci de respecter les pouvoirs, les prérogatives, je dirai aussi la dignité, des uns et des autres. La région doit, certes, s'affirmer sans complexe, mais il n'est pas souhaitable qu'elle s'impose sur l'humiliation de l'Etat ou du département.

» Cela dit, il faut que tout le monde joue le jeu, et on a parfois le sentiment qu'après la distribution des cartes à laquelle ont donné lieu les élections cantonales l'Etat triche un peu. La décentralisation ne paraît plus la grande affaire du septennat. Les choses avancent à un

rythme très lent, qui contraste de façon spectaculaire avec la précipitation excessive des premières semaines. On a même parfois l'impression d'un recul, certains ministères, derrière le brouillard de discours très décentralisateurs, s'efforçant de récupérer une partie des pouvoirs décentralisés.

» En tout cas, nous ne savons toujours pas exactement dans quels domaines nous pouvons exercer notre pouvoir, la loi sur les compétences n'étant pas encore votée. Et, ce qui est plus grave, nous ne savons pas très bien de quels moyens financiers nouveaux nous pourrions disposer pour assumer nos nouvelles responsabilités.

» Ce que nous savons, à cet égard, c'est qu'il nous faudra aggraver lourdement la pression fiscale sur les contribuables — sans que, pour autant, la pression fiscale de l'Etat en soit allégée, ce qui serait, pourtant, dans la logique de la décentralisation.

» Je souhaite donc que les rapports avec l'Etat soient clarifiés le plus rapidement possible.

» En Champagne-Ardenne, heureusement, les rapports avec les représentants de l'Etat, et, en particulier, avec le préfet de région sont excellents.

» La signature de la convention sur la répartition des personnels et des moyens matériels entre la région et l'Etat s'est déroulée dans les meil-

leures conditions et une véritable collaboration, dans le respect des missions et des prérogatives de chacun, s'est instituée entre le préfet de région et le président du conseil régional, ainsi qu'entre les services décentralisés de l'Etat et les services de la région.

» Pour ce qui concerne les rapports avec les départements, ils sont grandement facilités par l'homogénéité politique de l'ensemble de la région. Les présidents des quatre conseils généraux appartiennent en effet, comme moi, à l'opposition nationale. Je les réunis régulièrement et nous nous efforçons d'harmoniser dans toute la mesure du possible les actions menées au niveau régional et départemental dans les différents domaines et, notamment, dans le domaine économique.

» Je voudrais dire, enfin, qu'un des avantages de la décentralisation, c'est qu'elle permet de mettre en œuvre plus facilement qu'au niveau national une démocratie de participation. La décentralisation n'aurait aucun sens, à mes yeux, si le pouvoir des élus locaux était exercé dans un esprit jacobin. Aussi, je m'efforce d'associer le plus étroitement possible, dans la réflexion comme dans l'action, les organisations professionnelles et syndicales, les associations et tous les organismes qui, d'une façon ou d'une autre, sont concernés par la vie de la région et doivent contribuer à la détermination de son

avenir. La Champagne-Ardenne ne deviendra une région vivante que si toutes les forces vives de la région se sentent responsables de ses destinées.

» En plusieurs secteurs et dans quelques zones particulièrement touchées par la crise la situation économique et sociale de la région paraît préoccupante. Comment le conseil régional, avec les nouveaux pouvoirs qui lui sont donnés, peut-il intervenir ?

» Ce que vous appelez les nouveaux pouvoirs de la région, j'ai essayé de montrer, tout à l'heure, qu'ils étaient encore très largement très théoriques, puisque nous n'avons pas très bien dans quel champ de compétence nous pouvons agir, ni les moyens financiers supplémentaires dont nous pourrions disposer.

» Il en résulte une situation très inconfortable. De plus en plus, on se tourne vers le pouvoir régional comme, d'ailleurs, vers le pouvoir départemental, dès qu'un problème apparaît, lorsque, par exemple — la situation, hélas ! est fréquente — une entreprise est en difficulté. De plus en plus, on nous sollicite d'intervenir et on attend de nous des réponses.

» On nous prête bien plus de pouvoirs, bien plus de possibilités d'action, que ceux dont nous disposons. De la part de l'opinion, il s'agit là, bien sûr, d'une certaine méconnaissance

de la réalité. A force d'entendre parler de la décentralisation, les Français croient qu'elle est déjà achevée.

» Mais, de la part du gouvernement, je me demande s'il n'y a pas, parfois, certaines arrière-pensées, s'il ne cherche pas à se décharger sur nous des conséquences et de l'impopularité de ses échecs, si, au travers d'un faux transfert de responsabilité, il ne cherche pas à réussir un vrai transfert de culpabilité.

» C'est pourquoi il faut toujours rappeler que la situation de l'emploi en France, et, par conséquent, en Champagne-Ardenne, résulte essentiellement de la crise internationale sans doute, mais aussi de la politique gouvernementale.

» Ce que nous pouvons faire au niveau de la région, c'est parfois limiter les dégâts, c'est l'avenir en aménageant des zones industrielles, en aidant les entreprises à créer des emplois, en favorisant l'innovation, en agissant dans le domaine de la formation. Mais je vous assure que, quand on se trouve devant une situation aussi dramatique que celle qui existe dans le département des Ardennes, on éprouve parfois un sentiment pénible d'impuissance.

» Bien entendu, précisons-le parce qu'ils sont limités, les pouvoirs qui sont les nôtres, nous sommes décidés à les utiliser, à les assumer dans toute leur plénitude.



LA MARNE

une vocation d'échanges

Une exceptionnelle situation géographique au carrefour des voies de communication entre les régions industrielles du Nord, de l'Est, de l'agglomération parisienne et de Rhône-Alpes, vers l'Europe.

Une tradition commerciale associée à des activités industrielles, agricoles, et, bien sûr, viticoles.

Un point fort de la vie économique régionale doté de tous les atouts nécessaires pour développer la formation, l'enseignement et la pratique d'une vie culturelle et sportive.

Conseil général de la Marne
51038 Châlons-sur-Marne - Cedex
Tél. : (26) 64 91 51

CHÂLONS

Ardenne

Socialistes et communistes
entament de difficiles négociations
pour les municipales

Deux gauches dans la bataille de mars

EN mars 1977, la gauche avait créé la surprise en enlevant les trois principales villes de la Marne. Châlons-sur-Marne, Reims et Epernay se retrouvaient dirigées par un maire communiste. Ce résultat était si peu attendu que les socialistes, qui estimaient la partie gagnée par les communistes à Châlons, ne s'étaient pas battus énergiquement pour obtenir du P.C.F. la tête de la liste de gauche à Reims et à Epernay. Instruits par l'expérience, ils n'ont pas renouvelé leur bannière d'il y a six ans et revendiquent de conduire la gauche à la bataille des prochaines élections municipales dans ces deux villes.

A Reims, M. François Letzguis, socialiste, adjoint au maire et président du conseil de district, a déjà fait apposer, dans la ville, des affiches à son nom. « Nous ne transigerons pas », a dit M. Hubert Carpentier, premier secrétaire de la fédération socialiste. M. Letzguis, mitterrandiste, avait devancé, en juillet, lors du vote de la section

pour la désignation de son candidat à la tête de liste, M. Georges Comin, député, de l'indépendance C.E.R.E.S. Les mitterrandistes avaient reproché au C.E.R.E.S. en 1977, d'avoir été trop conciliant avec le P.C.F. : à eux, maintenant, de faire leurs preuves.

Les socialistes font valoir que, devant à l'élection présidentielle et aux législatives de 1981, les communistes ont, en outre, été battus aux élections cantonales de mars dernier, puisque le maire, M. Claude Lambin, avait dû céder son siège de conseiller général à M. Carpentier. Le P.C.F. peut donc difficilement avancer, ici, l'argument du crédit personnel attaché au maire sortant, crédit dont M. Carpentier n'a pas hésité à affirmer qu'il est « fortement entamé ».

Les différends sur la gestion n'ayant, au surplus, pas manqué, au sein du conseil municipal, entre socialistes et communistes, le P.S. s'estime parfaitement en droit, si aucun accord ne survient avec le

P.C.F., de présenter sa propre liste au premier tour de scrutin. Cette solution aurait peut-être l'avantage de mobiliser les deux électeurs, plus que ne le ferait la présentation d'une liste commune, qui effacerait difficilement le souvenir des polémiques qui l'auraient précédée.

Les communistes estiment que le maire sortant demeure en atout, à la tête d'une liste d'union, face à une opposition qui se présente, elle, unie derrière M. Jean Falala, député (R.P.R.), réélu dès le premier tour aux élections législatives de juin 1981, et cantonal de mars dernier, et qui s'est réconcilié, pour la circonstance, avec M. Jean-Louis Schneider, ancien député (U.D.F.). La droite doit encore résoudre quelques problèmes de répartition, sur la liste, pour certains de ses candidats, mais, pour ce deuxième tour, après celui, manqué, de 1977, M. Falala se présente dans des conditions favorables.

Il en va de même pour M. Bernard Stasi, député (C.D.S.), prési-

dent du conseil régional, qui espère bien récupérer, à Epernay, la mairie, qui lui avait échappé de peu au profit de M. Porcain, il y a dix ans. Le désaccord entre le P.S. et le P.C.F. sur la tête de liste peut profiter à l'ancien président désigné du C.D.S., qui dirige, lui aussi, une liste d'union de l'opposition élargie à des personnalités de la vie associative.

Le maire de Châlons, M. Reysier, bénéficie, quant à lui, d'une position suffisamment solide pour que la tête de liste ne lui soit pas contestée. Le P.S., qui avait pris de justesse le siège de député, en juin 1981, l'avait perdu, en janvier dernier, au profit de M. Bruno Bourg-Broc (R.P.R.), puis il avait perdu un siège de conseiller général au profit de M. Jean-Marie Camus (radical). MM. Bourg-Broc et Camus dirigent une liste d'union, qui aura fort à faire face à M. Reysier, lequel avait été réélu, dans son canton, en mars dernier.

Autre maire communiste installé, M. Marius Cartier, à Saint-Dizier,

peut voir venir les élections sans trop d'inquiétude, bien que les socialistes, se fondant sur les consultations de 1981, réclament la tête de liste. Mais M. Cartier est une « institution », qui peut résister aussi bien à l'opposition, conduite par M. Guy Lamorlette (P.R.), qu'à la concurrence des socialistes. De même, à Chaumont, M. Georges Berchet, sénateur (radical), sera, pour M. Jean Carlier (P.S.), conseiller général, un adversaire difficile à ébranler. En revanche, à Langres, où la victoire de la gauche, conduite par le P.S., avait été, en 1977, une surprise, l'alliance de l'ancien maire, M. Jean Favre, et du député (P.R.), M. Charles Fèvre, semble pouvoir nourrir quelques espoirs.

Au total, si l'on excepte le cas de Reims, les grandes villes de la région s'annoncent plutôt stables. La gauche à Châlons-sur-Marne, conduite par M. Roger Mas, maire et député (P.S.), la droite à Troyes, sous la direction du maire sortant,

M. Robert Galley (R.P.R.), député, ne paraissent pas menacées. S'il se décidait à se présenter à Sedan, M. Jacques Sourdille (R.P.R.) pourrait peut-être profiter du retrait du maire sortant, M. Charpentier (P.S.). A Givet, près de la future centrale nucléaire de Chooz, le conflit provoqué par cette centrale et celui qu'entraîne, d'autre part, la fermeture d'une usine de La Chiers, peuvent provoquer des effets inattendus, dont les résultats de l'élection cantonale partielle du mois prochain donneront peut-être une première idée. Ailleurs, les écologistes et les autres formations minoritaires sont, pour le moment (à l'exception de Reims, où l'extrême gauche a annoncé sa présence), engagés dans des négociations avec la gauche, comme le P.S.U., ou, tout simplement, absents.

PATRICK JARREAU.

PARIS-TROYES, TROYES-PARIS

Galley au galop

« Eh, le Robert, ils sont bien longs tes feux rouges du boulevard avant de passer au vert ! »

« Dites donc, le Robert, vous venez cette année présider le banquet de l'Amicale ? »

Il aime bien être interpellé de la sorte dans sa ville, par sa ville, Robert Galley. Depuis qu'il n'est plus ministre, il peut s'y consacrer encore davantage : l'urbanisme, l'économie, la culture, les musées, le sport. Troyes a été « couronnée » par l'Équipe la ville la plus sportive de France.

La route Paris-Troyes-Paris, l'ancien ministre des transports la connaît comme sa poche. Pas de chauffeur pour conduire sa Renault, « ni maintenant ni quand il était ministre », précise l'un de ses collaborateurs. Le lundi, il est à Troyes et ne quitte sa mairie pour Paris, parfois, qu'à minuit passé ; mardi, mercredi, jeudi : Paris et l'Assemblée nationale ; vendredi : Troyes et l'Aube ; samedi : Troyes avec les inaugurations et les mariages (on offre aux jeunes époux la médaille de la ville et la cassette sur laquelle est gravée l'allocution du maire) ; dimanche : Les Riceys, la commune dont Robert Galley est originaire et où est sise la maison familiale. « J'essaye de lui arranger son emploi du temps pour qu'il puisse déjeuner, le dimanche par exemple, avec ses fils qui sont étudiants à Paris », raconte sa secrétaire particulière à qui rien n'échappe. Mme Sylvie Grandjean. « Et quand c'est l'époque de la pêche, je lui garde deux heures, le samedi ou le dimanche, pendant lesquelles il prend la poudre d'escampette. »

Il est aussi un sujet dont il faut dire un mot au chapitre des passions : les collections de papillons. Et quand il allait (il va encore) en Afrique, Robert Galley n'oubliait pas le matériel appro-

prié. « Les papillons constituent mon activité principale. Tout le reste n'est que hobbies... »

Mais si des papillons volent dans les parcs de Troyes, il y a aussi 65 000 habitants dans la ville et 125 000 dans le syndicat intercommunal de l'agglomération, le SIVOMAT. Robert Galley le préside mais son étiquette R.P.R. n'empêche pas ses collègues maires socialistes d'approuver en général les grandes actions du syndicat. Sur le terrain, la politique n'obéit pas toujours aux mêmes lois que dans l'appareil des partis.

Ce lundi-là, la journée se conclura par la séance du conseil municipal, dans la grande salle de l'hôtel de ville ornée de médaillons des anciennes corporations : le bottier, le maréchal-ferrant, le charbon, le tapissier. Le grand bureau du maire, encadré de rideaux et de tapis bleu ciel, fait une place au portrait de François Mitterrand, mais ce sont Charles de Gaulle, Georges Pompidou et, entre les deux, Valéry Giscard d'Estaing que Robert Galley aperçoit quand, de sa table de travail, il lève les yeux vers la gauche.

« C'est Pompidou qui, sur la pelouse de l'hôtel Matignon, en juillet 1968, m'a donné l'ordre, oui, donné l'ordre, de m'occuper de la mairie de Troyes. Je ne faisais de la politique que depuis un mois... »

La campagne municipale va s'ouvrir et les arguments électoraux commencent à fleurir. Le maire se réjouit de pouvoir dire que la taxe d'habitation dans sa ville a moins augmenté depuis 1976 que le coût de la vie et qu'elle est bien inférieure à la moyenne calculée dans une cinquantaine de villes comparables. Et au passage, une pique pour la réforme des collectivités locales engagée par M. Defferre : « Nos charges

mont s'accroissent très lourdement, c'est dramatique, cauchemardesque. Dans le département de l'Aube, en 1983 il va falloir augmenter les impôts de 22 à 23 % pour... encaisser... les conséquences de la décentralisation... »

L'heure du conseil municipal approche. Les collaborateurs du maire — fonctionnaires (1) et élus — apportent qui une note, qui un dossier, qui une lettre. Entre-temps, M^{me} Grandjean fixe un rendez-vous au directeur de l'I.U.T. de Troyes qui redoute que la future loi d'orientation n'oublie les instituts au profit exclusif des universités.

16 heures. Il est temps de filer au musée Saint-Loup où l'on inaugure en présence de « M. le commissaire de la République » et de « M. le recteur » venu de Reims une salle consacrée aux enfants. C'est l'opération « Musées-écoles-enfants ». Dans cette salle, les élèves de 8 à 11 ans peuvent s'initier à la préhistoire, en voyant, en touchant, des objets de l'époque. On recueille leurs impressions. Les maîtres peuvent emporter en classe des valises aménagées, remplies de pierres, de témoignages, de documents représentatifs de l'art pariétal. « Il est bon de donner aux enfants l'envie de prendre le chemin du musée », déclare le maire avant de se lancer dans une savante conversation sur les âges de la préhistoire et l'évolutionnisme comparé des espèces humaine et animale.

17 heures. Robert Galley préside le jury du centre de formation des personnels communaux (C.F.P.C.) de l'Aube, pour un concours de commis. Douze personnes, dont un seul homme, ont réussi l'écrit et, après les épreuves orales, il faut maintenant établir la liste des reçus. Outre les matières classiques de droit public et privé, de finances, l'épreuve d'« animation de la vie com-

mune » comptait pour un coefficient 6. L'une des candidates qui avait choisi le sujet « Les besoins des enfants de 5 à 10 ans dans la cité » n'a vraiment « pas bien marché ». Un autre pensait que les maires n'étaient pas élus mais cooptés. A chaque recalé, Robert Galley dit un mot d'encouragement. « Retrouvez bien vos finances publiques et l'an prochain je serai content de vous le remettre ce diplôme. » Sur douze admissibles, quatre seront éliminés.

Rapide dîner froid sous les combles de l'hôtel de ville. Elus, fonctionnaires, maire, cassent la croûte ensemble à la bonne franquette. Charcuterie, crudités, poulet froid, fromage. Une discussion au téléphone avec les responsables d'une entreprise en difficulté, puis c'est l'heure du conseil municipal, à l'ordre du jour duquel figurent surtout des questions d'urbanisme, des transactions immobilières, des acquisitions d'immeubles vétustes, la construction d'un parking sous le marché central (la halle, de style Baltard, étant classée), l'organisation de classes de neige, la révision des tarifs des restaurants scolaires et de l'école de musique, dans le cadre du budget supplémentaire de 1982.

1 heure. L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée. Les lumières de la salle du conseil municipal s'éteignent. Le maire regagne Paris dans la nuit noire. Une tranche de vie du maire. A un train d'enfer.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Détaillé et cumulé : relativement rares dans une commune : le secrétaire général de la ville de Troyes, M. Cacciaguerra, est aussi maire de la petite commune de Mesnil-Saint-Père.

COLOMBEY (HAUTE-MARNE)

La tanière du général

PLUIE, brouillard, mais au dernier détour de la nationale 19 l'immense croix de Lorraine est suffisamment visible pour annoncer Colombey-les-Deux-Églises. Depuis maintenant trois ans, c'était le 9 novembre 1979, la Boissellerie, « demeure » de Charles de Gaulle, est ouverte au public. Ils sont aujourd'hui environ cinq cent mille à avoir accompli le pèlerinage, parfois au hasard d'un passage dans la région, le plus souvent en exécution d'une volonté précise.

Si le plus grand nombre affluent aux mois d'été et de vacances, il n'est pourtant pas de jour, sauf le mardi — celui de la fermeture, — où la maison n'ait ses vingt ou trente visiteurs. Pour la Haute-Marne, le phénomène Colombey demeure. Sans doute, en 1981, les entrées ont été inférieures à celles de 1980, et 1982 en enregistrera moins que 1981. Effet du temps qui passe ou seulement des difficultés économiques, comme on veut le croire à l'Institut Charles-de-Gaulle chargé de la gestion d'une entreprise qui donne elle aussi plus d'un souci.

La maison et le parc sont toujours la propriété de l'amiral Philippe de

Gaulle. Lui et les siens y viennent encore deux ou trois fois dans l'année. Mais c'est avec le produit des entrées, aujourd'hui 8 francs pour les adultes, 4 francs pour les seize-dix-huit ans, qu'est assuré l'entretien et qu'ont été remboursées les avances faites par le ministère de la culture pour les réparations et les aménagements qu'exigeait l'ouverture au public. Apparemment, ces travaux n'ont rien dénaturé d'essentiel. Il fallait bien édifier à l'extérieur un local d'accueil pour la vente des billets. Il fallait aussi un parc de stationnement pour les voitures et les autocars. Qui s'en offusqueraient ?

La visite de Colombey ne va pas sans une part de foi ou de fidélité. Elle est de celles qui se font en silence, un peu sur la pointe des pieds, comme si l'on avait peur de déranger. C'est que dans les quatre pièces du rez-de-chaussée, où sont admis les visiteurs, de la salle à manger à la bibliothèque, le décor s'est figé insuffisamment pour que l'on se sente dans un musée ordinaire. Tout est demeuré quasiment — meubles, objets, perspectives — de ce que Mairoux vit là un jour de neige de décembre 1969 et dont il a laissé la vision plus que le témoignage dans Les

Chênes qu'on abat. Le feu de bois ne flambe plus dans la cheminée, mais les fauteuils de cuir sont à leur place, comme les lampes de minuscule au-dessus des bibliothèques, comme les photos jaunies des souverains et chefs d'État pour la plupart morts eux aussi aujourd'hui.

C'est avec une sorte de gêne que l'on se penche quand même pour déchiffrer les titres des livres brochés ou reliés, des Mémoires de Poincaré aux œuvres de Barrès, des volumes de Victor Hugo à ceux de Balzac, du Mémorial de Sainte-Hélène à Lucrèce et Virgile.

Pas de guide, pas de recommandations, comme si le lieu suffisait seul à la garantie de son respect. Le village, lui, n'a pas cette retenue. Le destin a voulu qu'il soit célèbre. Qui pouvait l'empêcher d'en tirer son profit. « Le plus illustre des Français », parce qu'il y eut sa demeure, a fait de Colombey la plus illustre des villes. A preuve les honneurs du Petit Robert, des noms propres. Trouvez-en d'autres de trois cent cinquante habitants et de pareille renommée...

J.-M. THÉOLLEVE.

Au cœur des Ardennes,
dans une nature forte et belle

Charleville-Mézières

Un passé solide,
une tradition de travail et de volonté
qui la rendent capable
de surmonter les obstacles
et de construire l'avenir.

Information Economique:
Mairie de Charleville-Mézières Tél. (24) 33 91 24 poste 201

Champagne

Pluralisme, c'est la chance
des lecteurs des journaux
des quatre départements

Une presse à plusieurs voix

DANS le secteur de la presse écrite, la région Champagne-Ardenne n'est pas — à l'image de ce qui existe souvent en province — la chasse gardée d'un tout-puissant quotidien régional. Certes, le journal *l'Union*, édité à Reims, présente toutes les caractéristiques du régional : couvrant cinq départements grâce à ses douze éditions (tirage total, 153.000 exemplaires), il domine assez largement ses rivaux départementaux. Issu de la Résistance, *l'Union* est édité sous la responsabilité d'une douzaine d'associés incarnant tout l'éventail des forces politiques, ce qui lui assure un pluralisme interne et externe.

Sa suprématie est totale dans la Marne et dans le sud du département des Ardennes. Mais la baisse des ventes enregistrée pour certaines de ses éditions (Aube, Provins, Haute-Marne, Vitry-le-François) a contribué, pour une part, à « fragiliser » la situation de ce valeureux titre, qui, en crise depuis le début de 1982, tente d'échapper actuellement au dépôt de bilan. Quelque six cent cinquante salariés, dont cent vingt-quatre journalistes, constituent l'enjeu social de l'opération de restructuration qui s'ébauche.

Dans la partie nord du département des Ardennes (la plus peuplée), le quotidien *l'Ardennais* diffuse 30.000 exemplaires sur Charleville-Mézières, Sedan et la vallée de la Meuse. La société éditrice, une S.A.R.L., est présidée par M. Pierre Detry. Son capital est contrôlé à 75 % par *l'Est républicain* et le *Républicain lorrain*, associés à 50/50.

l'Ardennais emploie un peu moins de deux cents personnes au total, dont une trentaine de journalistes. Le quotidien s'est notamment distingué en refusant, voilà cinq ans — sous la pression de la rédaction — tout placard publicitaire de nature politique.

Au sud de la région Champagne-Ardenne, le département de l'Aube se paie le luxe de deux quotidiens édités à Troyes : *l'Est éclair* et *Libération-Champagne*, nés en 1945 sur les débris de *l'Aube libre*, journal issu de la Résistance.

l'Est éclair, dont le directeur est M. Jean Bruley, est une S.A.R.L. au capital contrôlé par deux familles. Cent vingt salariés — dont dix-neuf journalistes — composent le personnel de *l'Est éclair* ; son tirage atteint 32.000 exemplaires par jour. Sans être vraiment marqué politiquement, *l'Est éclair* est ce qu'il est convenu d'appeler de tendance

modérée, ce qui, présentement, le situe plutôt dans l'opposition.

Libération-Champagne, qui tire à 28.000 exemplaires et emploie cent vingt personnes, dont une vingtaine de journalistes, connaît d'assez sérieuses difficultés pour équilibrer son budget depuis quelques mois. C'est ainsi qu'en avril dernier les quotidiens *l'Union* et *l'Yonne républicaine* ont acquis (moitié-moitié) 33 % du capital de *Libération-Champagne*, ce qui leur confère une minorité de blocage.

La « sensibilité » politique du journal est incarnée par la personnalité de son directeur, M. Bernard Pleds, ancien député F.G.D.S. de

l'Aube, aujourd'hui membre du parti socialiste. Les deux quotidiens rivaux n'en sont pas moins associés, en compagnie de *l'Union*, dans une chaîne publicitaire commune Centre-Est presse, à laquelle participe également le journal *l'Aisne nouvelle*.

La Haute-Marne dispose également de deux quotidiens : *la Haute-Marne libérée* et l'édition de *l'Est républicain*. Mais il s'agit en fait d'un pluralisme en trompe-l'œil, car les deux journaux, depuis 1968, ont signé un accord de coopération technique et rédactionnelle qui réduit singulièrement la spécificité de cha-

cun des titres. C'est ainsi que toutes les pages d'informations locales, départementales et régionales (soit les deux tiers de la surface rédactionnelle) sont communes aux deux quotidiens, ainsi que la rubrique sportive. La distinction entre les titres intervient dans les pages réservées aux informations générales (affaires internationales, politique) et dans la partie magazine (deux pages). On relève par exemple que *la Haute-Marne libérée*, dont le directeur est M. Jean Bletner — d'autre part président du Syndicat des quotidiens départementaux (S.Q.D.) — offre à ses lecteurs, plusieurs fois par semaine, un édi-

rial signé de M. Dominique Pado, sénateur, ancien directeur de *l'Aube*, de tendance giscardienne.

Même sur le plan du tirage — 18.000 exemplaires pour *l'Est républicain* contre 16.000 exemplaires pour *la Haute-Marne libérée* — les deux « frères ennemis » semblent s'être partagés la tâche.

Depuis quelques jours, cependant, tous les quotidiens de la région Champagne-Ardenne suivent avec une attention quelque peu craintive la partie de « bras-de-fer » que se livrent les deux puissants voisins, *l'Est républicain* et le *Républicain lorrain*. Une lutte qui pourrait avoir des prolongements incertains...
CLAUDE DUREUX.

DYNAMIQUE FR 3

La T.V., vidéo au poing

EST-CE parce qu'il est entièrement équipé en vidéo, parce que la rédaction est une des plus jeunes de FR 3 ? Le centre régional de la télévision de Reims (ou C.A.T.), petit centre qui dépend de la station FR 3 Lorraine-Champagne-Ardenne (dont le siège est à Nancy), est d'un dynamisme quasi sans concurrence parmi les stations régionales de FR 3.

Dirigé depuis octobre 1981 par M. Gérard Decq, lui aussi un des plus jeunes rédacteurs en chef en place, il a réussi à se développer en s'appuyant sur les atouts de la vidéo. Ce moyen léger, qui a fait disparaître film et labos, permet d'envoyer chaque jour des reportages fabriqués dans les différents départements : FR 3 Reims dispose de trois points de liaison (dits « boîtes noires »), un en Haute-Marne, un près de Troyes, un près de Charleville, qui peuvent être utilisés par les sept équipes de reportage que compte la station.

FR 3 Reims, qui a vu son personnel augmenté d'une quinzaine de personnes depuis le « 10 mai », compte aujourd'hui une soixantaine de personnes, dont quatorze journalistes rédacteurs (y compris le rédacteur en chef et son adjoint), sept journalistes reporters d'images (journalistes cameramen), sept techniciens de reportage, les administratifs etc. Cela lui a permis de lancer une expérience pilote, unique en France.

En dehors du journal traditionnel de 19 h 20 — 19 h 40, dont la formule d'ailleurs est révisée, la station diffuse tous les samedis une émission d'une heure, « Le nouvel hebdo », réalisée par des journalistes en collaboration étroite avec des groupes associatifs, un petit village, un lycée, un foyer d'immigrés, etc. Commencée en février pour la première fois, devenue en mai hebdomadaire, cette émission est toujours expérimentale, nous a expliqué M. Gérard Decq. Pour bien marquer notre volonté d'aller près des gens, on décentralise deux équipes de reportage chaque semaine, mais ce sont les gens eux-mêmes qui décident de ce qu'ils veulent mettre, qui se répartissent ensuite les tâches, qui contrôlent le montage fait sur place. L'émission est diffusée le samedi en direct du lieu où tous a été tourné et pensé.

M. Gérard Decq tient beaucoup à cette expérience qu'il pense reconduire l'année prochaine. Cette tentative, qui exige beaucoup des journalistes parce qu'elle se situe entre le travail de reportage et le travail d'animation, provoque beaucoup de réactions, y compris à l'intérieur de la station (sur le rôle du journaliste, en particulier). Elle est très proche de ce qu'on appelle la télévision de communication, idée chère à M. Guy Thomas, ex-P.D.G. de FR 3, et à M. Edouard Guibert, directeur de l'information à FR 3. Pour 1983, le directeur de FR 3 Reims a d'autres idées à

mettre en action. Il pense abandonner peut-être la formule du journal de vingt minutes suivi d'un magazine de quinze minutes, pour réaliser une seule émission régionale (de trente-cinq minutes) qui permettrait de traiter les sujets plus au fond. Il se sent tout à fait prêt à passer à une heure de production par jour — projet prévu pour chacune des stations de FR 3. « On a un projet qui inclut un journal en décrochage sur toutes les chaînes, explique encore le rédacteur en chef de FR 3 Reims, un autre où nous sommes exclusivement diffusés sur le réseau 3. J'y verrais un journal international-national-régional (de six minutes), puis quelque chose comme un jeu, qui viendrait des services de programmes de Nancy, puis une page d'information régionale (d'un quart d'heure), puis un document (un dessin animé ?) venant de la production nationale, des informations services (au consommateur, pour l'emploi, etc.), puis enfin un dossier qui valoriserait des activités culturelles ou autres de jeunes. »

Convaincu qu'une petite station comme la sienne doit servir d'élément dynamisant dans la région, M. Gérard Decq réfléchit enfin au développement de la télématique et de l'informatique et il travaille à la préparation d'un journal de style Antiope avec les différents partenaires culturels. Ce ne sont encore que des projets, dit-il, mais « on doit participer au développement de toutes les formes de communication ».

CATHERINE HUMBLLOT.

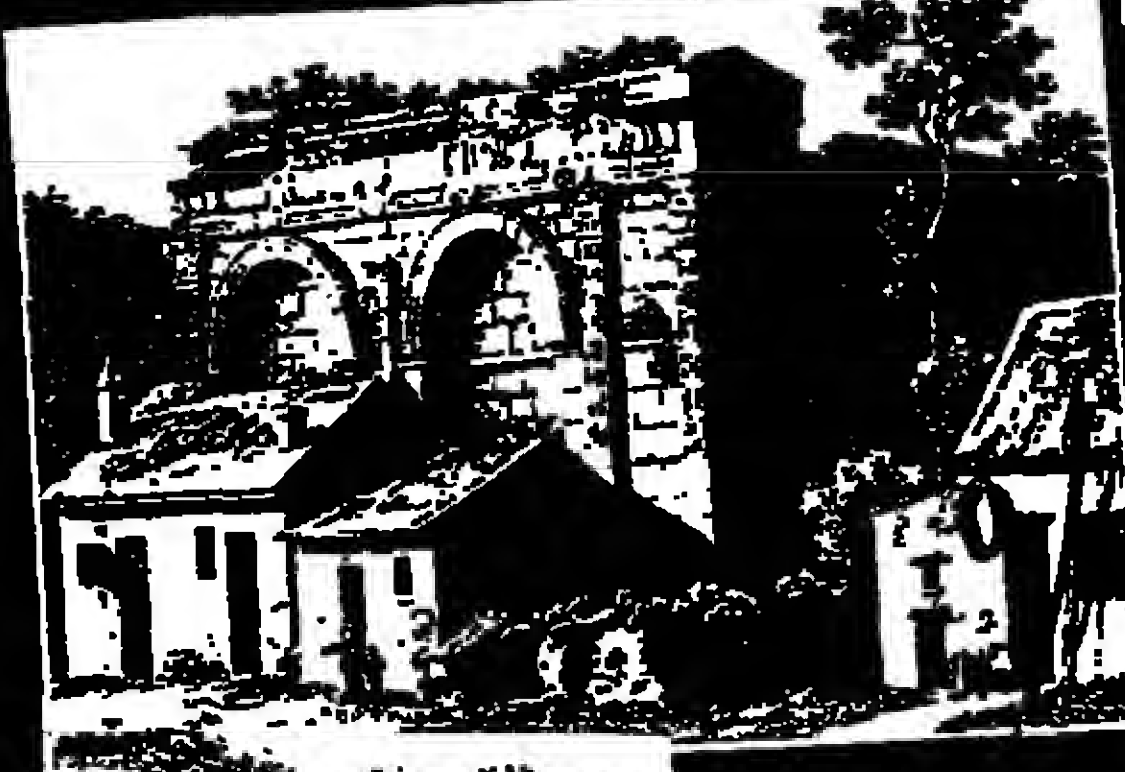


Dry Monopole & Cuvée Spéciale Diamant Bleu
Champagne Heidsieck & Monopole-Reims
Maison fondée en 1785

La Haute-Marne au vert

Un petit goût de revenez-y

L'été dernier, nous sommes venus chercher ici un parfum de sous-bois et d'eau claire... A nous les grands espaces, les petits sentiers et la planche à voile... Mais une fois sur place, de surprise en surprise nous avons découvert des petites églises romanes, des châteaux Renaissance, des vieux quartiers, des remparts imposants... Il a fallu choisir... Nous avons choisi l'an prochain, nous reviendrons !



HAUTE-MARNE
la vie au vert

Vous recherchez l'espace, la nature, la Haute-Marne est à portée d'un week-end... Demandez notre documentation touristique...
52 000 CHAUMONT

De bon

52011 من الأمل

Ardenne

Personne ne pourra mieux
parler de la terre où il vit
que celui qui y vit

Lettres du pays

Châlons, mon amour

Châlons, la Marne, le Mau et le Nau coulent dans la ville. Lui donnant un charme discret qui apparaît qu'à ceux qui ont su flâner dans ses rues avec un cœur passionné.

Amoureux de Châlons, on le devient vite, le long de ses remparts, au pied de ses portes, accoudé sur ses ponts, au bord de son port fluvial. C'est un temps hors du temps qui est offert au passant, une échappée dans le passé, lorsque des barques sont mises à la disposition des habitants, une fois l'an, à Pontecôte.

Le quai d'embarquement est face à l'église Notre-Dame-en-Vaux, où l'ancien troisième évêque de Châlons fonda sur l'emplacement d'un souterrain consacré aux dieux. Dévastée, convertie en temple de la raison, puis en temple de la religion des théophilanthropes, en lieu de cérémonie républicaine, profanée, transformée en magasin à fourrages, en lieu de bivouac, comment, aujourd'hui, ne pas s'étonner de sa beauté ?

C'est un moment privilégié que de pouvoir admirer les deux flèches grises de Notre-Dame qui s'envolent dans le ciel, que de laisser son regard s'en aller vers la perspective du pont des Viviers dont l'architecture unique (1612) se marie si bien avec celle du palais de justice et avec la couleur des pierres des maisons du quartier, du cloître de l'église. Pour un peu on ne partirait pas. Le Mau est calme, la barque emporte le voyageur.

Sous le pont de Vaux, c'est tout de suite la nuit percée par le phare réglable du bateau, tout de suite la nuit et le froid ; au-dessus... la ville, son marché aux fleurs, son marché couvert, le pont des Fripiers a disparu, c'était le temps des corporations de tissands, de drapiers, de fileurs, de teinturiers, le temps de la renommée de la draperie à Châlons en 1273.

Sur nos têtes, les courbes de la voûte sont douces jusqu'à la sortie dans la lumière sous le pont Putte-Savate.

Là, sur cette rivière qu'est le Mau, en pleine ville, les maisons de la rue Carnot et de la rue de Chastillon ont des jardins et des terrasses à faire rêver, la barque glisse dans la verdure des herbes folles, tout n'est que calmes refuges, heureux les riverains !

Heureux le voyageur qui va passer sous le pont de Jessaint (premier pont de Châlons en 1800), ancien pont de la Monnaie. Monnaie que l'on frappait à Châlons du temps des Gaulois. Plus tard, Henri IV, pour récompenser les Châlonnais de leur fidélité fit frapper des médailles : « Cathalaunensis fidei monumentum ». Passer sous le pont de Jessaint et recevoir en plein cœur le choc de l'arche Mauvillain aux surprenantes proportions. Quel bâtisseur de génie nous a laissé cette mer-

veille ? On voudrait s'arrêter, capter, dans son souvenir, jusqu'à la couleur de la pierre.

C'est déjà le pont Poncelet, avec sa fuite du Mau vers les jardins des bœufs de Châlons. Nous ne passerons pas sous le pont Poncelet. La lumière est verte, les branches des arbres de chaque rive se sont rejointes pour former un immense parasol végétal, dans le sillage de la barque l'éclat est vert aussi.

C'est instant à n'a pas de prix, il faut tous les voyages organisés, tous les itinéraires recommandés. Les oiseaux s'appellent, se parlent, nous écoutons. Les maisons ont des allures de châteaux, leurs jardins ressemblent à des parcs. A regret nous laissons le Mau couler, nous ferons demi-tour devant le pont du canal Louis-XII qui sépare le Petit Jard du Grand Jard aux espaces verts merveilleusement entretenus, aux promesses infinies.

Le retour est aussi enchanté, avec le même petit frisson à l'entrée de la rivière sous le tunnel, le même silence craintif des passagers, à nouveau le soleil jusqu'au dernier pont, unique en France, aux arches en forme de T, on admire cette presque de qui nous sépare du Nau jusqu'au pont des Mariniers. Le Mau et le Nau s'unissent sous ses arches pour quitter la ville.

Des ramparts ceinturent la ville, près de ce dernier pont reste encore une maison d'allure fort humble, au fronton de laquelle s'inscrivent ces lettres : « Euvre ». Située qu'elle est à côté d'un cimetière, on pourrait lui attribuer, dans son passé, de funèbres fonctions, alors qu'en réalité ces « Euvres » n'étaient autres que des cabarets mal fréquentés, des maisons de débauche, presque toutes tenues par des femmes. En 1419, le conseil ordonne la fermeture de ces « Euvres » à cause des « désordres entre hommes et femmes de divers états ».

C'est à pied que nous longerons le Mau, que nous nous égarons vers le port fluvial, que nous rêverons devant les péniches amarrées. Sont-elles chargées de verreries, de faïences, de boisselleries, de fer et de charbon, de froment et d'avoine, de laine et de chanvre et d'osier, comme au temps de la splendeur de ce port, vers 1536 ?

Rentrer en ville par la porte de Marne où passaient journalièrement, en 1879, plus de mille huit cents voitures, source d'encombrements nombreux, en ressortir par la porte Saint-Croix, érigée en six semaines à l'occasion du passage de Marie-Antoinette et de son mariage avec le dauphin Louis XVI, on devait y placer cette inscription : « Aeternum stet ut amor », qu'elle dure autant que votre amour... Ils y repasseront le 12 juin 1789, lors de la fuite du roi, la veille de son arrestation à Varennes. Ce monument voyait passer une famille malheureuse, il avait été élevé pour son bonheur.

Passer par les rues, les ruelles, les impasses, dont les noms nous invitent à nous pencher sur le passé, à se laisser envahir par sa forte présence, noms évocateurs que ceux de la rue de la Maladrerie, de la Porte-Murée, du Grenier-à-Sel, de la rue des Juifs, des Cordeliers, des Poissonniers...

Rêver à cette histoire de Châlons qui n'est faite que de contradictions. Lieu de passage s'il en est ! envahi, détruit, reconstruit, Châlons patriotique, héroïque, vertueux, écartelé, pillé, commotionné, accablé de maux, ne peut que rester gravé en notre mémoire, ne peut que rester vivant et passionnant, courageux, secret et méconnu.

Méconnu au point que n'être pour l'étranger qu'une ville de garnison, à l'ennui mortel, discret au point de se laisser ravir la place par Reims alors qu'il fut lui aussi le témoin du passage d'illustres visiteurs. Faire l'effort de le mériter chaque jour, c'est peut-être le message qu'il nous laisse.

CLAUDE FOURCADE,
Châlons-sur-Marne.

Ma Haute-Marne de malheur

LES Haut-Marnais sont souvent amers. Leur wagon a été accroché comme par mégarde en queue d'un train dont les locomotives sont Reims-Châlons d'une part, Troyes d'autre part. Les Ardennais ne sont pas loin d'éprouver le même sentiment. Ils regardent vers le Nord, les Haut-Marnais vers le Sud. C'est pourquoi les Ardennais sont avant tout ardennais et les Haut-Marnais, haut-marnais. Ils ne se sentent pas Champenois, dans une région soumise à des forces centrifuges et plus hétérogène qu'aucune autre.

Les Haut-Marnais en particulier soupçonnent les modestes métropoles — relativement modestes en effet par rapport à Paris, à Lyon, à Marseille... — de Troyes et Reims-Châlons de pratiquer l'égoïsme sacré. Pour eux, ce serait plus des métropoles de déséquilibre que d'équilibre. Ils craignent aussi, dans le cadre de la décentralisation, de subir les néfastes effets d'une centralisation régionale encore renforcée qui profiterait essentiellement à l'agglomération Reims-Châlons.

La Haute-Marne, département de deux cent dix mille âmes à peine, souffre d'un complexe d'infériorité. Elle est en effet plus riche de son passé que de son présent. Elle ne s'est pas remise de la crise et de la disparition progressive de sa sidérurgie dans les années 1880-1900. C'était un grand département industriel en 1850 ; on le dit aujourd'hui rural. Les Haut-Marnais ont perdu confiance en eux ; ils s'accrochent désespérément à leur

épine dorsale, la vallée de la Marne. Car de part et d'autre régnait le désert, un désert humain.

Tableau outré ?... Les Haut-Marnais ont pourtant fait des efforts de rénovation économique et urbaine après la seconde guerre mondiale. La récente crise les a frappés plus que d'autres. N'est-ce pas un des cinq ou six départements français où le solde migratoire soit aussi largement négatif ? D'ailleurs, bien souvent, trop souvent, administrateurs, techniciens ou fonctionnaires n'y font là que leurs premières armes ; le noviciat terminé, ils fuient. C'est vrai que la Haute-Marne est un pays carrefour mais elle a trop tendance à devenir un hall de gare...

Les quelques enracinés dont je suis cherche à promouvoir une culture dont ils pensent qu'elle peut être un principe de « re-connaissance », un facteur de dynamisme. Ne pas fuir, maintenir une identité dans ce pays quasi abandonné, sinistré. Voici le but des *Cahiers haut-marnais* créés en 1946 par l'archiviste de l'époque, Jean-Gabriel Gigot et qui compte aujourd'hui près de mille abonnés.

MICHEL GUYARD,
Professeur à l'Ecole normale
de Chaumont

* Les Cahiers Haut-Marnais — Quatre parutions par an.
B.P. 167 — 52000 Chaumont.

BONNES TABLES

Sept chefs, sept étapes

Ils sont sept, le nombre impair qui plaît aux Dieux. Peut-être leur titre, le « Club des sept », n'est-il pas très heureux (il peut y avoir d'autres grandes tables en pays champenois !) et, comme les « Six de Bourgogne » où la « Route des Mosquetaires », devraient-ils trouver une enseigne panache. Mais il est bien vrai qu'ils représentent la cuisine de Champagne et utilisent tous, en quelques mets, le vin blanc chanté par Apollinaire.

● **BOYER** (184, avenue d'Epervay, à Reims, tél. : 06-08-60). Le père, le fils, Gaston et Gérard Boyer, ont construit là une belle maison qu'ils estiment encore indigne de leurs vins, puisqu'ils attendent, pour s'y installer, l'aménagement d'un petit château voisin. Cuisine d'exceptionnelle finesse et quelque 60 champagnes différents dont les moins connus (Chouilly, Bisseuil, etc.). Fermé dimanche soir et lundi. Carte.

● **LE FLORENCE** (43, boulevard Foch, à Reims, tél. : 47-35-36). Dans une maison particulière plus noble et joyeuse que le dessin de la carte ne le laisse supposer, Jean-Pierre Maillot, assisté d'un très jeune cuisinier passé par l'Archevêque, a réalisé sa percée. Le gâteau de lapereau est en gelée au cranrais, le turbot braisé au champagne, la côte de bœuf au rognon de Verus et le rognon à celui de Bouzy. Menu à 100 F et 150 F et carte. Fermé lundi.

● **L'ASSIETTE CHAMPENOISE** (à Châlons-sur-Vesle, 10 km de Reims, tél. : 49-34-94). Une maison ravissante dans un village

de cent sept habitants, des petites salles sur un jardin et la cuisine du jeune Jean-Pierre Lallement, originale (sorbet à l'estragon). Mais, si le ris de veau est à l'hydromiel, les noisettes d'agneau sont au vin de Mareuil. Menu à 175 F et carte. Fermé dimanche soir et mercredi.

● **LE ROYAL CHAMPAGNE** (à Champillon-Bellvue, 6 km d'Epervay, tél. : 51-25-06). Le souvenir du « papa » Desvignes règne encore sur cet ancien relais de poste du dix-huitième siècle, dont quelques chambres en bungalows ont fait un « Relais et Château ». En plein vignoble. Et où, depuis dix ans, la cuisine sage de J.-C. Pachet mérite attention. Les huîtres chaudes en verdure au champagne tout comme le saumon fumé tiède et l'escalope de saumon frais, la fricassée de poulet ou le grenadin de veau. On ne met pas ici son drapau vinicole en poche ! Carte. Ouvert tous les jours de l'année.

● **LE CHEVAL BLANC** (à Sept-Saulx, rue du Moulin, tél. : 61-60-27). Une auberge d'autrefois à laquelle s'ajoutent les chambres d'une moderne construction, dans un parc. Quatre ou cinq générations ont conduit M. Bernard Robert en cuisine, lui inspirant une cuisine sérieuse, les huîtres et les écrevisses au champagne étant là pour mémoire. Menu à 120 F et 180 F et carte. Fermé seulement du 15-1 au 15-2.

● **LA COTE 108** (à Berry-au-Bac, tél. : 22-45-04). Nous arrivons là dans le département de l'Aisne et dans cette grande salle perchée (108 m) où Serge Courville cuisine en

ce moment les aiguillettes de perdreaux aux reinettes et le filet d'agneau aux gousses d'ail. Menu à 135 F et 185 F et carte. Fermé dimanche soir et lundi.

● **L'HOTELLERIE DU CHATEAU** (à Fère-en-Tardenois, tél. : 82-21-13). Une des perles de la chaîne des « Relais et Châteaux », en pleine campagne. Style Renaissance pour les pierres, style classique pour le service, style moderne pour la cuisine de Robert Parguel. Toute la famille Blot à votre service pour cette « vie de château ». Sabayon au champagne pour le turbot « en écaille de langouste » (sic) et du Bouzy pour le filet de bœuf. Fromages de la Brie et de la Thiérache, innombrables et séduisants desserts. Menu à 160 F et 240 F (dégustation) et carte. Fermeture seulement en janvier et février.

On me permettra également de recommander :

● **LE FOCH** (37, boulevard Foch, à Reims, tél. : 47-48-22) et la cuisine de Jacqueline Descomps (de l'ARC) toute de gentillesse et d'intelligence. Menu à 95 F et 125 F et carte. Fermé le dimanche.

● **LA TOUR DU ROY** (45, rue du Général-Leclerc, à Vervins, Aisne, tél. : 98-00-11). Très bonne cuisine d'Annie Desvignes (Dame d'ARC) et quelques belles chambres dans cette vieille maison aux tons historiques. Tronçon de saumon au gros sel et lapin au cidre font un repas d'un classicisme original. Menu à 160 F et carte. Fermé dimanche soir et lundi midi.

R. J.-C.

CHAMPAGNE-ARDENNE

De bonnes raisons d'y être bien...

Région de lacs, de forêts et rivières :

Parcs naturels de la Forêt d'Orient, de la Montagne de Reims, lac du Der-Chantecoq (le plus grand d'Europe), vallées de la Meuse, la Seine et la Marne, circuits du vignoble et des forêts qui couvrent 1/4 du territoire.

Région d'histoire et de culture...

L'architecture est riche de villes fortifiées, de cathédrales, de hauts lieux de l'art religieux et de ses maisons traditionnelles à pans de bois. La culture est vivante : le festival mondial des théâtres de marionnettes à Charleville, la

Maison de la Culture et le Centre Dramatique National de Reims ainsi que le musée Levy à Troyes sont célèbres. La région possède un enseignement universitaire complet, une Ecole Supérieure de Commerce et une Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers.

Conseil Régional de Champagne-Ardenne
1, cours d'Ormesson 51000 Châlons-sur-Marne Tél. : (26) 64 91 51

Jeux

échecs N° 996

UN ÉQUILIBRE PRÉCAIRE

(International de Moscou, septembre 1982)
Blancs : A. Sotilsky
Noirs : D. Velimirovic
Défense Smoln modérée.

1. d4 Cx6 15. fxc6 (1)
2. c4 e6 16. fxc6 (1)
3. Cc3 e5 17. fxc6 (1)
4. d5 e4 18. fxc6 (1)
5. Cc5 e3 19. fxc6 (1)
6. Cc5 e2 20. fxc6 (1)
7. f4 f7 21. fxc6 (1)
8. f5 f6 22. fxc6 (1)
9. f6 f7 23. fxc6 (1)
10. f7 f8 24. fxc6 (1)
11. f8 f9 25. fxc6 (1)
12. f9 f10 26. fxc6 (1)
13. f10 f11 27. fxc6 (1)
14. f11 f12 28. fxc6 (1)
15. f12 f13 29. fxc6 (1)
16. f13 f14 30. fxc6 (1)
17. f14 f15 31. fxc6 (1)
18. f15 f16 32. fxc6 (1)
19. f16 f17 33. fxc6 (1)
20. f17 f18 34. fxc6 (1)
21. f18 f19 35. fxc6 (1)
22. f19 f20 36. fxc6 (1)
23. f20 f21 37. fxc6 (1)
24. f21 f22 38. fxc6 (1)
25. f22 f23 39. fxc6 (1)
26. f23 f24 40. fxc6 (1)
27. f24 f25 41. fxc6 (1)
28. f25 f26 42. fxc6 (1)
29. f26 f27 43. fxc6 (1)
30. f27 f28 44. fxc6 (1)
31. f28 f29 45. fxc6 (1)
32. f29 f30 46. fxc6 (1)
33. f30 f31 47. fxc6 (1)
34. f31 f32 48. fxc6 (1)
35. f32 f33 49. fxc6 (1)
36. f33 f34 50. fxc6 (1)
37. f34 f35 51. fxc6 (1)
38. f35 f36 52. fxc6 (1)
39. f36 f37 53. fxc6 (1)
40. f37 f38 54. fxc6 (1)
41. f38 f39 55. fxc6 (1)
42. f39 f40 56. fxc6 (1)
43. f40 f41 57. fxc6 (1)
44. f41 f42 58. fxc6 (1)
45. f42 f43 59. fxc6 (1)
46. f43 f44 60. fxc6 (1)
47. f44 f45 61. fxc6 (1)
48. f45 f46 62. fxc6 (1)
49. f46 f47 63. fxc6 (1)
50. f47 f48 64. fxc6 (1)
51. f48 f49 65. fxc6 (1)
52. f49 f50 66. fxc6 (1)
53. f50 f51 67. fxc6 (1)
54. f51 f52 68. fxc6 (1)
55. f52 f53 69. fxc6 (1)
56. f53 f54 70. fxc6 (1)
57. f54 f55 71. fxc6 (1)
58. f55 f56 72. fxc6 (1)
59. f56 f57 73. fxc6 (1)
60. f57 f58 74. fxc6 (1)
61. f58 f59 75. fxc6 (1)
62. f59 f60 76. fxc6 (1)
63. f60 f61 77. fxc6 (1)
64. f61 f62 78. fxc6 (1)
65. f62 f63 79. fxc6 (1)
66. f63 f64 80. fxc6 (1)
67. f64 f65 81. fxc6 (1)
68. f65 f66 82. fxc6 (1)
69. f66 f67 83. fxc6 (1)
70. f67 f68 84. fxc6 (1)
71. f68 f69 85. fxc6 (1)
72. f69 f70 86. fxc6 (1)
73. f70 f71 87. fxc6 (1)
74. f71 f72 88. fxc6 (1)
75. f72 f73 89. fxc6 (1)
76. f73 f74 90. fxc6 (1)
77. f74 f75 91. fxc6 (1)
78. f75 f76 92. fxc6 (1)
79. f76 f77 93. fxc6 (1)
80. f77 f78 94. fxc6 (1)
81. f78 f79 95. fxc6 (1)
82. f79 f80 96. fxc6 (1)
83. f80 f81 97. fxc6 (1)
84. f81 f82 98. fxc6 (1)
85. f82 f83 99. fxc6 (1)
86. f83 f84 100. fxc6 (1)
87. f84 f85 101. fxc6 (1)
88. f85 f86 102. fxc6 (1)
89. f86 f87 103. fxc6 (1)
90. f87 f88 104. fxc6 (1)
91. f88 f89 105. fxc6 (1)
92. f89 f90 106. fxc6 (1)
93. f90 f91 107. fxc6 (1)
94. f91 f92 108. fxc6 (1)
95. f92 f93 109. fxc6 (1)
96. f93 f94 110. fxc6 (1)
97. f94 f95 111. fxc6 (1)
98. f95 f96 112. fxc6 (1)
99. f96 f97 113. fxc6 (1)
100. f97 f98 114. fxc6 (1)
101. f98 f99 115. fxc6 (1)
102. f99 f100 116. fxc6 (1)
103. f100 f101 117. fxc6 (1)
104. f101 f102 118. fxc6 (1)
105. f102 f103 119. fxc6 (1)
106. f103 f104 120. fxc6 (1)
107. f104 f105 121. fxc6 (1)
108. f105 f106 122. fxc6 (1)
109. f106 f107 123. fxc6 (1)
110. f107 f108 124. fxc6 (1)
111. f108 f109 125. fxc6 (1)
112. f109 f110 126. fxc6 (1)
113. f110 f111 127. fxc6 (1)
114. f111 f112 128. fxc6 (1)
115. f112 f113 129. fxc6 (1)
116. f113 f114 130. fxc6 (1)
117. f114 f115 131. fxc6 (1)
118. f115 f116 132. fxc6 (1)
119. f116 f117 133. fxc6 (1)
120. f117 f118 134. fxc6 (1)
121. f118 f119 135. fxc6 (1)
122. f119 f120 136. fxc6 (1)
123. f120 f121 137. fxc6 (1)
124. f121 f122 138. fxc6 (1)
125. f122 f123 139. fxc6 (1)
126. f123 f124 140. fxc6 (1)
127. f124 f125 141. fxc6 (1)
128. f125 f126 142. fxc6 (1)
129. f126 f127 143. fxc6 (1)
130. f127 f128 144. fxc6 (1)
131. f128 f129 145. fxc6 (1)
132. f129 f130 146. fxc6 (1)
133. f130 f131 147. fxc6 (1)
134. f131 f132 148. fxc6 (1)
135. f132 f133 149. fxc6 (1)
136. f133 f134 150. fxc6 (1)
137. f134 f135 151. fxc6 (1)
138. f135 f136 152. fxc6 (1)
139. f136 f137 153. fxc6 (1)
140. f137 f138 154. fxc6 (1)
141. f138 f139 155. fxc6 (1)
142. f139 f140 156. fxc6 (1)
143. f140 f141 157. fxc6 (1)
144. f141 f142 158. fxc6 (1)
145. f142 f143 159. fxc6 (1)
146. f143 f144 160. fxc6 (1)
147. f144 f145 161. fxc6 (1)
148. f145 f146 162. fxc6 (1)
149. f146 f147 163. fxc6 (1)
150. f147 f148 164. fxc6 (1)
151. f148 f149 165. fxc6 (1)
152. f149 f150 166. fxc6 (1)
153. f150 f151 167. fxc6 (1)
154. f151 f152 168. fxc6 (1)
155. f152 f153 169. fxc6 (1)
156. f153 f154 170. fxc6 (1)
157. f154 f155 171. fxc6 (1)
158. f155 f156 172. fxc6 (1)
159. f156 f157 173. fxc6 (1)
160. f157 f158 174. fxc6 (1)
161. f158 f159 175. fxc6 (1)
162. f159 f160 176. fxc6 (1)
163. f160 f161 177. fxc6 (1)
164. f161 f162 178. fxc6 (1)
165. f162 f163 179. fxc6 (1)
166. f163 f164 180. fxc6 (1)
167. f164 f165 181. fxc6 (1)
168. f165 f166 182. fxc6 (1)
169. f166 f167 183. fxc6 (1)
170. f167 f168 184. fxc6 (1)
171. f168 f169 185. fxc6 (1)
172. f169 f170 186. fxc6 (1)
173. f170 f171 187. fxc6 (1)
174. f171 f172 188. fxc6 (1)
175. f172 f173 189. fxc6 (1)
176. f173 f174 190. fxc6 (1)
177. f174 f175 191. fxc6 (1)
178. f175 f176 192. fxc6 (1)
179. f176 f177 193. fxc6 (1)
180. f177 f178 194. fxc6 (1)
181. f178 f179 195. fxc6 (1)
182. f179 f180 196. fxc6 (1)
183. f180 f181 197. fxc6 (1)
184. f181 f182 198. fxc6 (1)
185. f182 f183 199. fxc6 (1)
186. f183 f184 200. fxc6 (1)
187. f184 f185 201. fxc6 (1)
188. f185 f186 202. fxc6 (1)
189. f186 f187 203. fxc6 (1)
190. f187 f188 204. fxc6 (1)
191. f188 f189 205. fxc6 (1)
192. f189 f190 206. fxc6 (1)
193. f190 f191 207. fxc6 (1)
194. f191 f192 208. fxc6 (1)
195. f192 f193 209. fxc6 (1)
196. f193 f194 210. fxc6 (1)
197. f194 f195 211. fxc6 (1)
198. f195 f196 212. fxc6 (1)
199. f196 f197 213. fxc6 (1)
200. f197 f198 214. fxc6 (1)
201. f198 f199 215. fxc6 (1)
202. f199 f200 216. fxc6 (1)
203. f200 f201 217. fxc6 (1)
204. f201 f202 218. fxc6 (1)
205. f202 f203 219. fxc6 (1)
206. f203 f204 220. fxc6 (1)
207. f204 f205 221. fxc6 (1)
208. f205 f206 222. fxc6 (1)
209. f206 f207 223. fxc6 (1)
210. f207 f208 224. fxc6 (1)
211. f208 f209 225. fxc6 (1)
212. f209 f210 226. fxc6 (1)
213. f210 f211 227. fxc6 (1)
214. f211 f212 228. fxc6 (1)
215. f212 f213 229. fxc6 (1)
216. f213 f214 230. fxc6 (1)
217. f214 f215 231. fxc6 (1)
218. f215 f216 232. fxc6 (1)
219. f216 f217 233. fxc6 (1)
220. f217 f218 234. fxc6 (1)
221. f218 f219 235. fxc6 (1)
222. f219 f220 236. fxc6 (1)
223. f220 f221 237. fxc6 (1)
224. f221 f222 238. fxc6 (1)
225. f222 f223 239. fxc6 (1)
226. f223 f224 240. fxc6 (1)
227. f224 f225 241. fxc6 (1)
228. f225 f226 242. fxc6 (1)
229. f226 f227 243. fxc6 (1)
230. f227 f228 244. fxc6 (1)
231. f228 f229 245. fxc6 (1)
232. f229 f230 246. fxc6 (1)
233. f230 f231 247. fxc6 (1)
234. f231 f232 248. fxc6 (1)
235. f232 f233 249. fxc6 (1)
236. f233 f234 250. fxc6 (1)
237. f234 f235 251. fxc6 (1)
238. f235 f236 252. fxc6 (1)
239. f236 f237 253. fxc6 (1)
240. f237 f238 254. fxc6 (1)
241. f238 f239 255. fxc6 (1)
242. f239 f240 256. fxc6 (1)
243. f240 f241 257. fxc6 (1)
244. f241 f242 258. fxc6 (1)
245. f242 f243 259. fxc6 (1)
246. f243 f244 260. fxc6 (1)
247. f244 f245 261. fxc6 (1)
248. f245 f246 262. fxc6 (1)
249. f246 f247 263. fxc6 (1)
250. f247 f248 264. fxc6 (1)
251. f248 f249 265. fxc6 (1)
252. f249 f250 266. fxc6 (1)
253. f250 f251 267. fxc6 (1)
254. f251 f252 268. fxc6 (1)
255. f252 f253 269. fxc6 (1)
256. f253 f254 270. fxc6 (1)
257. f254 f255 271. fxc6 (1)
258. f255 f256 272. fxc6 (1)
259. f256 f257 273. fxc6 (1)
260. f257 f258 274. fxc6 (1)
261. f258 f259 275. fxc6 (1)
262. f259 f260 276. fxc6 (1)
263. f260 f261 277. fxc6 (1)
264. f261 f262 278. fxc6 (1)
265. f262 f263 279. fxc6 (1)
266. f263 f264 280. fxc6 (1)
267. f264 f265 281. fxc6 (1)
268. f265 f266 282. fxc6 (1)
269. f266 f267 283. fxc6 (1)
270. f267 f268 284. fxc6 (1)
271. f268 f269 285. fxc6 (1)
272. f269 f270 286. fxc6 (1)
273. f270 f271 287. fxc6 (1)
274. f271 f272 288. fxc6 (1)
275. f272 f273 289. fxc6 (1)
276. f273 f274 290. fxc6 (1)
277. f274 f275 291. fxc6 (1)
278. f275 f276 292. fxc6 (1)
279. f276 f277 293. fxc6 (1)
280. f277 f278 294. fxc6 (1)
281. f278 f279 295. fxc6 (1)
282. f279 f280 296. fxc6 (1)
283. f280 f281 297. fxc6 (1)
284. f281 f282 298. fxc6 (1)
285. f282 f283 299. fxc6 (1)
286. f283 f284 300. fxc6 (1)
287. f284 f285 301. fxc6 (1)
288. f285 f286 302. fxc6 (1)
289. f286 f287 303. fxc6 (1)
290. f287 f288 304. fxc6 (1)
291. f288 f289 305. fxc6 (1)
292. f289 f290 306. fxc6 (1)
293. f290 f291 307. fxc6 (1)
294. f291 f292 308. fxc6 (1)
295. f292 f293 309. fxc6 (1)
296. f293 f294 310. fxc6 (1)
297. f294 f295 311. fxc6 (1)
298. f295 f296 312. fxc6 (1)
299. f296 f297 313. fxc6 (1)
300. f297 f298 314. fxc6 (1)
301. f298 f299 315. fxc6 (1)
302. f299 f300 316. fxc6 (1)
303. f300 f301 317. fxc6 (1)
304. f301 f302 318. fxc6 (1)
305. f302 f303 319. fxc6 (1)
306. f303 f304 320. fxc6 (1)
307. f304 f305 321. fxc6 (1)
308. f305 f306 322. fxc6 (1)
309. f306 f307 323. fxc6 (1)
310. f307 f308 324. fxc6 (1)
311. f308 f309 325. fxc6 (1)
312. f309 f310 326. fxc6 (1)
313. f310 f311 327. fxc6 (1)
314. f311 f312 328. fxc6 (1)
315. f312 f313 329. fxc6 (1)
316. f313 f314 330. fxc6 (1)
317. f314 f315 331. fxc6 (1)
318. f315 f316 332. fxc6 (1)
319. f316 f317 333. fxc6 (1)
320. f317 f318 334. fxc6 (1)
321. f318 f319 335. fxc6 (1)
322. f319 f320 336. fxc6 (1)
323. f320 f321 337. fxc6 (1)
324. f321 f322 338. fxc6 (1)
325. f322 f323 339. fxc6 (1)
326. f323 f324 340. fxc6 (1)
327. f324 f325 341. fxc6 (1)
328. f325 f326 342. fxc6 (1)
329. f326 f327 343. fxc6 (1)
330. f327 f328 344. fxc6 (1)
331. f328 f329 345. fxc6 (1)
332. f329 f330 346. fxc6 (1)
333. f330 f331 347. fxc6 (1)
334. f331 f332 348. fxc6 (1)
335. f332 f333 349. fxc6 (1)
336. f333 f334 350. fxc6 (1)
337. f334 f335 351. fxc6 (1)
338. f335 f336 352. fxc6 (1)
339. f336 f337 353. fxc6 (1)
340. f337 f338 354. fxc6 (1)
341. f338 f339 355. fxc6 (1)
342. f339 f340 356. fxc6 (1)
343. f340 f341 357. fxc6 (1)
344. f341 f342 358. fxc6 (1)
345. f342 f343 359. fxc6 (1)
346. f343 f344 360. fxc6 (1)
347. f344 f345 361. fxc6 (1)
348. f345 f346 362. fxc6 (1)
349. f346 f347 363. fxc6 (1)
350. f347 f348 364. fxc6 (1)
351. f348 f349 365. fxc6 (1)
352. f349 f350 366. fxc6 (1)
353. f350 f351 367. fxc6 (1)
354. f351 f352 368. fxc6 (1)
355. f352 f353 369. fxc6 (1)
356. f353 f354 370. fxc6 (1)
357. f354 f355 371. fxc6 (1)
358. f355 f356 372. fxc6 (1)
359. f356 f357 373. fxc6 (1)
360. f357 f358 374. fxc6 (1)
361. f358 f359 375. fxc6 (1)
362. f359 f360 376. fxc6 (1)
363. f360 f361 377. fxc6 (1)
364. f361 f362 378. fxc6 (1)
365. f362 f363 379. fxc6 (1)
366. f363 f364 380. fxc6 (1)
367. f364 f365 381. fxc6 (1)
368. f365 f366 382. fxc6 (1)
369. f366 f367 383. fxc6 (1)
370. f367 f368 384. fxc6 (1)
371. f368 f369 385. fxc6 (1)
372. f369 f370 386. fxc6 (1)
373. f370 f371 387. fxc6 (1)
374. f371 f372 388. fxc6 (1)
375. f372 f373 389. fxc6 (1)
376. f373 f374 390. fxc6 (1)
377. f374 f375 391. fxc6 (1)
378. f375 f376 392. fxc6 (1)
379. f376 f377 393. fxc6 (1)
380. f377 f378 394. fxc6 (1)
381. f378 f379 395. fxc6 (1)
382. f379 f380 396. fxc6 (1)
383. f380 f381 397. fxc6 (1)
384. f381 f382 398. fxc6 (1)
385. f382 f383 399. fxc6 (1)
386. f383 f384 400. fxc6 (1)
387. f384 f385 401. fxc6 (1)
388. f385 f386 402. fxc6 (1)
389. f386 f387 403. fxc6 (1)
390. f387 f388 404. fxc6 (1)
391. f388 f389 405. fxc6 (1)
392. f389 f390 406. fxc6 (1)
393. f390 f391 407. fxc6 (1)
394. f391 f392 408. fxc6 (1)
395. f392 f393 409. fxc6 (1)
396. f393 f394 410. fxc6 (1)
397. f394 f395 411. fxc6 (1)
398. f395 f396 412. fxc6 (1)
399. f396 f397 413. fxc6 (1)
400. f397 f398 414. fxc6 (1)
401. f398 f399 415. fxc6 (1)
402. f399 f400 416. fxc6 (1)
403. f400 f401 417. fxc6 (1)
404. f401 f402 418. fxc6 (1)
405. f402 f403 419. fxc6 (1)
406. f403 f404 420. fxc6 (1)
407. f404 f405 421. fxc6 (1)
408. f405 f406 422. fxc6 (1)
409. f406 f407 423. fxc6 (1)
410. f407 f408 424. fxc6 (1)
411. f408 f409 425. fxc6 (1)
412. f409 f410 426. fxc6 (1)
413. f410 f411 427. fxc6 (1)
414. f411 f412 428. fxc6 (1)
415. f412 f413 429. fxc6 (1)
416. f413 f414 430. fxc6 (1)
417. f414 f415 431. fxc6 (1)
418. f415 f416 432. fxc6 (1)
419. f416 f417 433. fxc6 (1)
420. f417 f418 434. fxc6 (1)
421. f418 f419 435. fxc6 (1)
422. f419 f420 436. fxc6 (1)
423. f420 f421 437. fxc6 (1)
424. f421 f422 438. fxc6 (1)
425. f422 f423 439. fxc6 (1)
426. f423 f424 440. fxc6 (1)
427. f424 f425 441. fxc6 (1)
428. f425 f426 442. fxc6 (1)
429. f426 f427 443. fxc6 (1)
430. f427 f428 444. fxc6 (1)
431. f428 f429 445. fxc6 (1)
432. f429 f430 446. fxc6 (1)
433. f430 f431 447. fxc6 (1)
434. f431 f432 448. fxc6 (1)
435. f432 f433 449. fxc6 (1)
436. f433 f434 450. fxc6 (1)
437. f434 f435 451. fxc6 (1)
438. f435 f436 452. fxc6 (1)
439. f436 f437 453. fxc6 (1)
440. f437 f438 454. fxc6 (1)
441. f438 f439 455. fxc6 (1)
442. f439 f440 456. fxc6 (1)
443. f440 f441 457. fxc6 (1)
444. f441 f442 458. fxc6 (1)
445. f442 f443 459. fxc6 (1)
446. f443 f444 460. fxc6 (1)
447. f444 f445 461. fxc6 (1)
448. f445 f446 462. fxc6 (1)
449. f446 f447 463. fxc6 (1)
450. f447 f448 464. fxc6 (1)
451. f448 f449 465. fxc6 (1)
452. f449 f450 466. fxc6 (1)
453. f450 f451 467. fxc6 (1)
454. f451 f452 468. fxc6 (1)
455. f452 f453 469. fxc6 (1)
456. f453 f454 470. fxc6 (1)
457. f454 f455 471. fxc6 (1)
458. f455 f456 472. fxc6 (1)
459. f456 f457 473. fxc6 (1)
460. f457 f458 474. fxc6 (1)
461. f458 f459 475. fxc6 (1)
462. f459 f460 476. fxc6 (1)
463. f460 f461 477. fxc6 (1)
464. f461 f462 478. fxc6 (1)
465. f462 f463 479. fxc6 (1)
466. f463 f464 480. fxc6 (1)
467. f464 f465 481. fxc6 (1)
468. f465 f466 482. fxc6 (1)
469. f466 f467 483. fxc6 (1)
470. f467 f468 484. fxc6 (1)
471. f468 f469 485. fxc6 (1)
472. f469 f470 486. fxc6 (1)
473. f470 f471 487. fxc6 (1)
474. f471 f472 488. fxc6 (1)
475. f472 f473 489. fxc6 (1)
476. f473 f474 490. fxc6 (1)
477. f474 f475 491. fxc6 (1)
478. f475 f476 492. fxc6 (1)
479. f476 f477 493. fxc6 (1)
480. f477 f478 494. fxc6 (1)
481. f478 f479 495. fxc6 (1)
482. f479 f480 496. fxc6 (1)
483. f480 f481 497. fxc6 (1)
484. f481 f482 498. fxc6 (1)
485. f482 f483 499. fxc6 (1)
486. f483 f484 500. fxc6 (1)
487. f484 f485 501. fxc6 (1)
488. f485 f486 502. fxc6 (1)
489. f486 f487 503. fxc6 (1)
490. f487 f488 504. fxc6 (1)
491. f488 f489 505. fxc6 (1)
492. f489 f490 506. fxc6 (1)
493. f490 f491 507. fxc6 (1)
494. f491 f492 508. fxc6 (1)
495. f492 f493 509. fxc6 (1)
496. f493 f494 510. fxc6 (

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

GRAND ET PETIT - Odeon (325-70-32), 19 h 30 (sam.) : 15 h (dim.).
ALADIN LA LAMPE MERVEILLEUSE - Aulnay-sous-Bois (468-00-22), 20 h 30 (sam.).
DANSES DE L'INDE - Théâtre A. Dejazet (887-97-34), 18 h 30 (sam., dim.).
LE CHORAL DES PÊCHEURS DÉPONGES, par l'Aurore de Lyon, Antony : Théâtre F. Gémier (666-02-74), 21 h (sam.).

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 14 h 30 et 20 h (sam.).
SALLE FAVART (296-11-20), 19 h 30 (sam.).
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 (sam., dim.).
CHAILLOT (727-81-15) : Grand foyer 20 h 30 (sam.) ; les Petites Filles 20 h 30 (sam.).
PETIT ODEON (325-70-32), 18 h 30 (sam., dim.).
TEP (797-96-06), 14 h 30 (sam.), 15 h (dim.).
la Ville à prendre : Main basse sur la ville.

UGC ERMITAGE - REX - UGC BOULEVARDS - UGC DANTON - UGC MONTMARTRE 83
HISTRAL - UGC GODELINS - MAGIC CONVENTION - PARAMOUNT MONTMARTRE
UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN - 3 MURAT

MELIES Montreuil - CARREFOUR Pantin - ARTEL Grétoil - ARTEL Nogent
ARTEL Marne La Vallée - FLANADES Sarcelles - ALPHA Argenteuil - P.B. Corigny
CLUB Les Mureaux - ARCEL Corbeil - 9 DÉFENSE - 4 TEMPS

PETIT TEP (797-96-06), 20 h 30 (sam.), 15 h (dim.).
BEAUBOURG (277-12-33), Cinéma-véto, 13 h, 16 h, 19 h (sam., dim.).
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 14 h (dim.).
Orchestre Colonne : 18 h (dim.).
Orchestre Colonne : 18 h (dim.).
Orchestre Colonne : 18 h (dim.).

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 (sam.), 15 h 30 (dim.).
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 (sam.).
ARTS HEBERTOT (387-23-23), 21 h (sam.).
ASTELIE - THÉÂTRE (238-35-53), 20 h 30 (sam.).
ATELIER (606-49-24), 21 h (sam.), 15 h (dim.).
ATHÉNÉE (742-67-27), 20 h 30 (sam.).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
 704.70.20 (lignes groupées)
 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 20, dimanche 21 novembre

(sam.) : Platon ou l'homme sans père.
BOUFFES DU NORD (239-54-50), 15 h, 20 h 30 (sam.).
BOUFFES PARISIENS (296-97-03), 20 h 30 (sam.).
CARTOUCHE - Th. de l'Aquarium (374-99-61), 20 h (sam.).
CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE (271-26-16), 20 h 45 (sam.).
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (271-82-20), 20 h 30 (sam.).
CITÉ INTERNATIONALE Grand Théâtre (589-38-69), 20 h 30 (sam.).

15 h et 18 h 30 (dim.).
MICHEL (265-35-02), 18 h 15 et 21 h 15 (sam.).
MICRODIE (742-95-22), 20 h 30 (sam.).
MONTMARTRE (320-00-06), 21 h (sam.).
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 (sam.).
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 (sam.).
PALAS-ROYAL (297-59-81), 19 h 15 et 22 h (sam.).
PENICHE-THÉÂTRE (245-18-20), 21 h (sam.).
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 (sam.).
POCHE-MONTMARTRE (548-92-97), 21 h (sam.).

THÉÂTRE DU LYS (327-85-61), 19 h (sam.).
THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 18 h 30 (sam.).
THÉÂTRE DE MONTMONTANT (366-60-60), 20 h 30 (sam.).
THÉÂTRE DE LA MER (589-70-22), 21 h (sam.).
THÉÂTRE DE PARIS (loc. 274-22-77), Grande Salle, 20 h 30 (sam.).

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : A. Kreski, B. Job, J.-P. Millou (Stravinski, Satie, Debussy).
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 17 h 45 : Orchestre des concerts Pasdeloup, dir. : M. Rodan (Mendelssohn, Chopin, Liszt, Berlioz).
NOTRE-DAME, 17 h 45 : K. Mai (Bach, Reger).
SALLE CORTOT, 17 h : D. Galland, A. Voïty, Ph. Montury (Brahms, Schumann, Schubert, Strauss, Weber).
THÉÂTRE DE POCHÉ, 17 h : R. Dyma.

Les festivals

FESTIVAL DE L'ILE DE FRANCE (225-11-40)

PARIS, Musée d'art moderne, 16 h (dim.).
CHOISY-EN-BRIE, Eglise St-Pierre-St-Paul, 20 h 30 (Sam.).
NANTERRE, Cathédrale Ste-Geneviève, 16 h 30 (Dim.).

FESTIVAL D'AUTOMNE

THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPPE DE SAINT-DENIS (243-00-59), grande salle, 20 h 30 (Sam.).

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (274-16-19), grande salle 20 h 30 (Dim.).

16 h (Sam.).

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

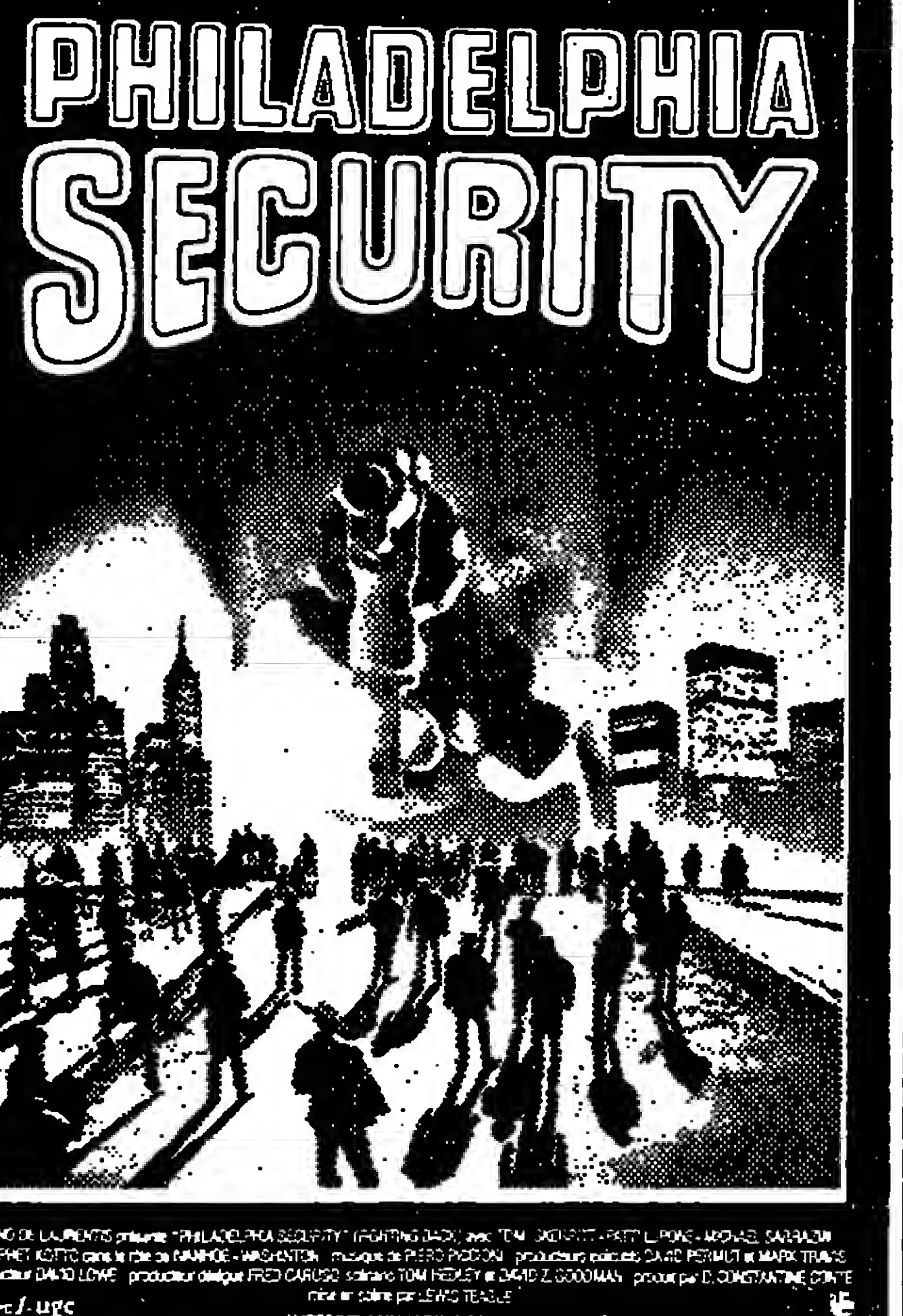
Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.

Opéra de quatre notes.



ACTUELLEMENT SUR LES ECRANS

JAMAIS ANÉMONE ET JUGNOT N'ONT ÉTÉ AUSSI BONS !

— ÉRIC LEGUEBE (Le Parisien Libéré) —

UNE RÉCRÉATION QUE NOUS MÉRITONS

TOUS PAR LES TEMPS QUI COURENT

— MICHEL PEREZ (Le Matin) —

700.000 SPECTATEURS EN FRANCE

ONT RI

AVEC ANÉMONE • JUGNOT

DANS

LE QUART D'HEURE AMÉRICAIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

ALADIN

Lettre ouverte aux coupeurs de tête

EN parcourant le manifeste dénonçant comme suspect mon film *L'As des as*, coupable d'avoir volé « les spectateurs potentiels » d'*Une chambre en ville*, en examinant la liste de ses signataires, je me pris soudain à baisser la tête... Un mot de Jean Cocteau

PAR JEAN-PAUL BELMONDO

me revenait à l'esprit : « En France, l'égalité consiste à trancher les têtes qui dépassent ».

Ainsi, *L'As des as* que j'ai coproduit et interprété en y laissant intégralement mon cachet parce que j'avais le désir de stigmatiser, sous le ton léger de la comédie, l'antisémitisme et l'intolérance, n'est pas toléré par ceux qui font profession de tolérance, et Gérard Oury doit rougir de honte d'avoir « préconisé son film pour le succès » ! Jacques Demy a-t-il « préconisé le sien pour l'échec » ?

Lorsqu'en 1974, j'ai produit et « sorti » *Stavisky* d'Alain Resnais et que le film n'a fait que 375 000 entrées, je n'ai pas pleurniché en accusant James Bond de m'avoir volé mes spectateurs. Ce remue-ménage est grotesque. Aussi ridicule que la conclusion d'un critique signataire du manifeste, qui termine son article affirmant avoir entendu un enfant expliquer, en sortant de *L'As des as*, qu'il s'était trompé de salle et qu'il croyait être allé voir *Alien*. Plus de trois millions de spectateurs français en trois semaines sans compter les pays étrangers où le film reçoit un accueil triomphal se sont donc, eux aussi, trompés de salle, et sont ressortis, ahuris, ayant applaudi *L'As des as*, croyant qu'il s'agissait d'un autre film, et me prenant pour un autre acteur !

Peut-être serait-il plus honnête d'imaginer avec un autre critique les raisons de l'attrait qu'exerce *L'As des as* : « En ce temps de crise, le public a entrepris une formidable transhumance vers les pâturages du divertissement et de l'évasion. Son ampleur actuelle en fait un phénomène de société ».

Venons-en au fait reproché à Oury. L'accueil triomphal réservé à son film ne serait dû qu'à une gigantesque intoxic, « écrasement informatif » si intense qu'il aurait rendu sourds et aveugles les trois millions de spectateurs en question, les empêchant d'aller voir *Une chambre en ville* !

Argument risible et un peu triste, tant il est facile d'y répondre : *L'As des as* n'a pas plus volé les spectateurs de Jacques Demy qu'il n'a détourné ceux des *Misérables*, sorti une semaine avant lui, et dont les recettes n'ont cessé d'augmenter pour atteindre les résultats brillants que l'on sait. Il faut d'ailleurs méconnaître les règles de notre métier pour ignorer qu'un film qui marche, loin d'empêcher le public d'aller voir d'autres films, lui fait au contraire reprendre le chemin des salles obscures. Ces règles, le réalisateur Jacques Demy, la productrice Christine Gouze-Renal les connaissent. Il me semble d'ailleurs évident que ni l'un ni l'autre ne sauraient approuver un déchaînement ayant pour objectif la démolition d'un concurrent parce qu'il jouit de la faveur du public. De telles pratiques sont dangereuses. Elles mènent notre profession vers un encadrement anti-démocratique. Comment peut-on en effet prôner le suffrage universel et dénier aux Français le droit d'acheter les livres qui leur plaisent, de voir les films qu'ils ont choisis ? A quand l'interdiction de voter pour tel ou tel candidat aux élections, sous prétexte qu'il a engagé un publicitaire efficace et mené trop bien sa campagne d'affichage ?

En tous cas, pour moi qui ne suis qu'un acteur, le vote massif des spectateurs est et demeurera ma plus belle récompense. Oublions donc cette agitation stérile et gardons seulement en mémoire cette petite phrase de Georges Bernanos : « Attention, les ratés ne vous rateront pas » !

J.-P. B.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

PRESSE

La grève du Syndicat du livre C.G.T. à Paris

Le différend qui oppose le Syndicat de la presse parisienne au Comité intersyndical du livre parisien C.G.T. — conflit qui a entraîné la non-paraître des quotidiens « nationaux » pendant vingt-quatre heures (à l'exception du *Parisien libéré*, édition de l'Oise) et refusé la mise en vente des suppléments-magazines du samedi — porte sur les modalités d'application d'un protocole relatif à des départs en retraite anticipés, au sujet desquels des conversations sont engagées depuis juillet dernier.

Le ministre chargé de l'emploi, M. Jean Le Garrec, ayant déclaré la semaine dernière que le recours à la formule du contrat de solidarité (le *Monde* daté 14-15 novembre), telle qu'elle est prévue, ne pouvait se concevoir dans le cadre régional réclamé par le Comité intersyndical C.G.T., ce dernier reprenait, jeudi 18 novembre, les négociations avec le Syndicat de la presse parisienne, de qui il « exigeait un engagement sur un protocole permettant la négociation d'une convention régionale tripartite : Comité inter, S.P.P., pouvoirs publics ». Il s'agissait pour le Livre C.G.T. de « procéder aux remplacements de toutes les personnes quittant la profession à l'âge de cinquante-cinq ans jusqu'au 31 décembre 1983 ».

Si le Syndicat de la presse parisienne, que préside M. André Audinot (le *Figaro*), acceptait de « s'engager à mener auprès du ministre du travail les négociations permettant de conclure une convention d'allégement spéciale du Fonds national de l'emploi (sur la base de licenciements économiques pour des raisons de modifications économiques) », avec départ en préretraite dès cinquante-cinq ans, il laissait chaque entreprise libre d'opter, après négociations avec les intéressés, « pour la solution de son choix : convention A.S.F.N.E ou contrat de solidarité (1), selon sa situation particulière en matière de volume de travail et de plan de modernisation ».

Pour le Livre C.G.T., le Syndicat de la presse parisienne a ainsi « catégoriquement refusé de s'engager sur

un maintien des effectifs dans la profession. Il veut, au contraire, ajoute le Comité inter, en s'appuyant sur une nouvelle étape de la modernisation des entreprises de presse, diminuer une nouvelle fois le nombre des emplois » (2). Dans l'attente de sa prochaine réunion, mardi 23 novembre, le Comité inter appelle ses équipes à se tenir prêtes à reprendre toutes formes d'action visant à contraindre le patronat de la presse parisienne à revenir sur ses positions ».

On apprend, par ailleurs, qu'un « constat de discussion » pour la signature d'un contrat de solidarité particulier vient d'être ratifié aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (N.M.P.P.), où, selon le Livre C.G.T., les candidats à la préretraite sont particulièrement nombreux.

Signalons, enfin, que la section syndicale du Livre de l'A.F.P. s'est associée à la grève de protestation, en interrompant le service Paris des dépêches du vendredi 12 heures au samedi 20 à 7 heures du matin (mais pas sur la province). Elle rappelle le vote négatif des représentants de la presse parisienne, lors du dernier conseil d'administration, au cours de la discussion sur les contrats de solidarité à l'A.F.P.

(1) Dans le cadre d'un contrat de solidarité, le remplacement « homme pour homme » (exigé par le Livre C.G.T.) est obligatoire, alors qu'il ne l'est pas dans l'autre hypothèse.

(2) Trente pour cent des effectifs au moins depuis la mise en œuvre du matériel moderne, estime le Livre.

SPORTS

FOOTBALL

Nouvelles révélations sur la « caisse noire » de Saint-Etienne

Les rangs s'éclaircissent parmi les dirigeants de l'Association sportive de Saint-Etienne. M. Henri Fieloux, président, et M. Jean Brunel, trésorier, ont rendu leur démission au comité directeur du club à la suite des imputations qui leur ont été notifiées le 17 novembre par le juge d'instruction lyonnais Jacques Fayen, mesures accompagnées d'interdiction d'exercer un « mandat social ». Tout comme MM. Arnaud et Dumas, anciens vice-présidents, et M. Marjolet, ancien secrétaire général, inculpés à leur tour des mêmes chefs que M. Rocher, ils ne pourront postuler à un nouveau mandat au sein du conseil d'administration du club et ne pourront être candidats lors de l'assemblée générale du samedi 27 novembre, où seuls pourront voter les membres à jour de leur cotisation. En attendant cette échéance, M. André Buffard, le vice-président en exercice, qui gère « les affaires courantes », a commenté le dossier au cours d'une conférence de presse le 18 novembre.

De notre correspondant régional

Saint-Etienne. — L'A.S.S.E. était une fantastique vache à lait : cette formule directe de M. Buffard paraît conforme à la réalité des faits que nous avons déjà rapportés (le *Monde* du 16 novembre). Toutefois, les comptes de ces « fonds secrets » ne tombent pas justes. Selon M. Buffard, il manquerait de 3 à 4 millions de francs entre les postes d'entrée et de sortie de la « caisse noire ». Quelques omissions de M. Rocher ont été citées. Selon ses adversaires, celui-ci aurait eu « la délation sélective ».

L'ancien gardien de but yougoslave Kurkovic aurait bénéficié de ces fonds occultes, notamment pour régler ses impôts. Il aurait ainsi reçu en moyenne 200 000 F par an pendant au moins quatre ans.

Autres décalages : la somme du « dessous de table » perçu par le Sporting étonne club de Bastia, au moment du transfert de l'international Jacques Zimako. En plus du club corse aurait reçu 1 800 000 F (déclaration de l'ex-président Rocher), soit 1 600 000 F (déclaration de M. Arnaud). Idem pour le « dessous de table » versé à l'A.S. Nancy-Lorraine : 300 000 F d'après M. Arnaud, 370 000 F d'après M. Rocher et... rien d'après M. Cuny, l'ancien président lorrain. D'où l'interrogation de M. Buffard : « Où sont passées réellement ces sommes ? ».

BOXE. — Lucien Rodriguez a défendu victorieusement pour la quatrième fois le titre européen des poids lourds qu'il avait reconquis il y a douze mois. Jeudi soir 18 novembre, au stade Coubertin de Paris, il a battu aux points le vétéran italien Domenico Adinolfi. Ce succès devrait lui permettre de disputer prochainement un championnat du monde.

Le vice-président des « Verts » a également révélé que quinze joueurs ont bénéficié de sommes allant de 20 000 F à un montant indéterminé (on ne veut manifestement pas entamer le moral des troupes au moment d'une phase sportive délicate).

Les policiers du service régional de la police judiciaire de Lyon, présents au stade Geoffroy-Guichard le 17 novembre pour des « investigations complémentaires », tentent d'exploiter ces règlements de comptes entre M. Henri Fieloux et M. Roger Rocher. Ils ne manquent pas, non plus, de poser prochainement quelques questions aux autorités nationales du football. — C. R.

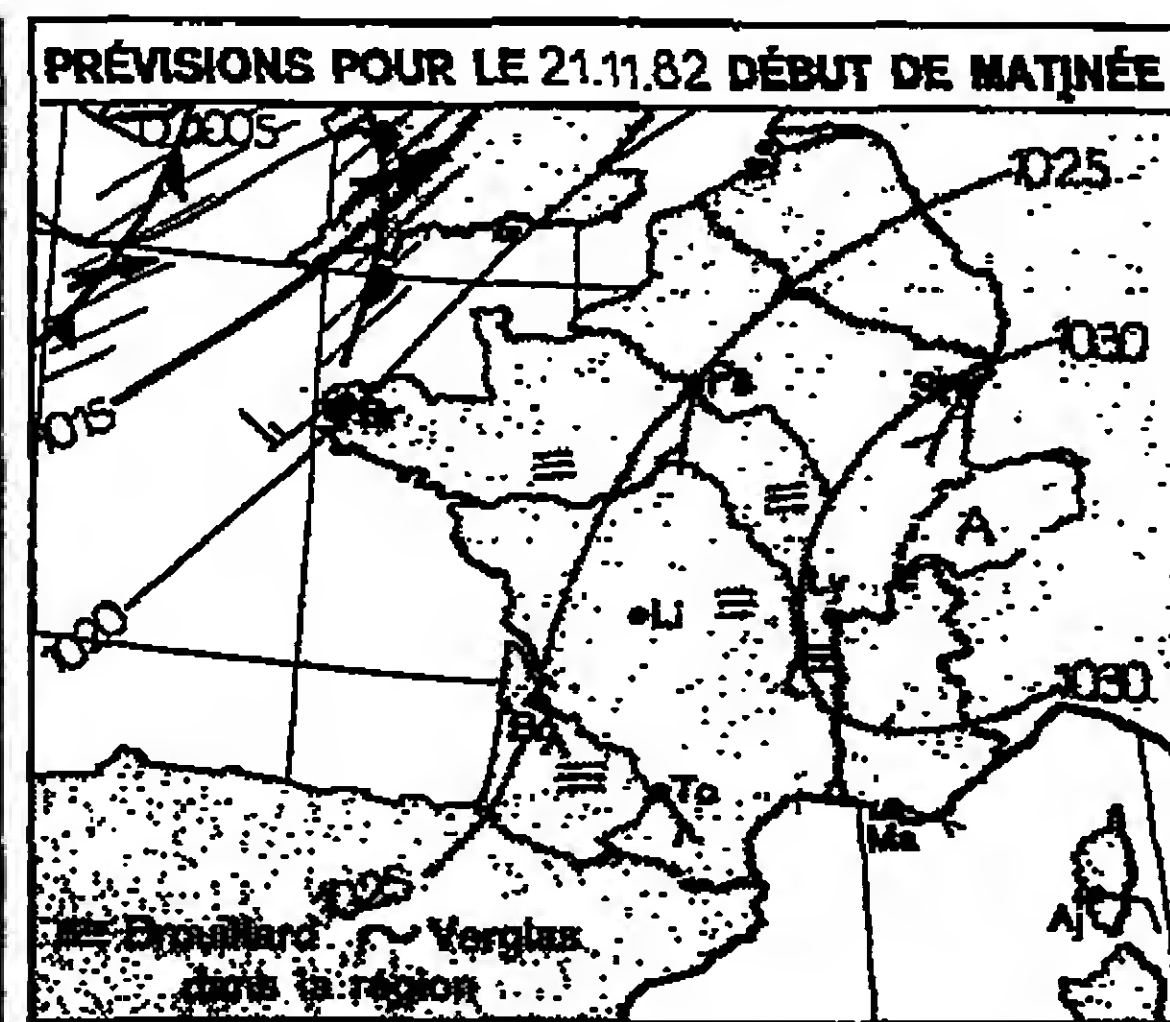
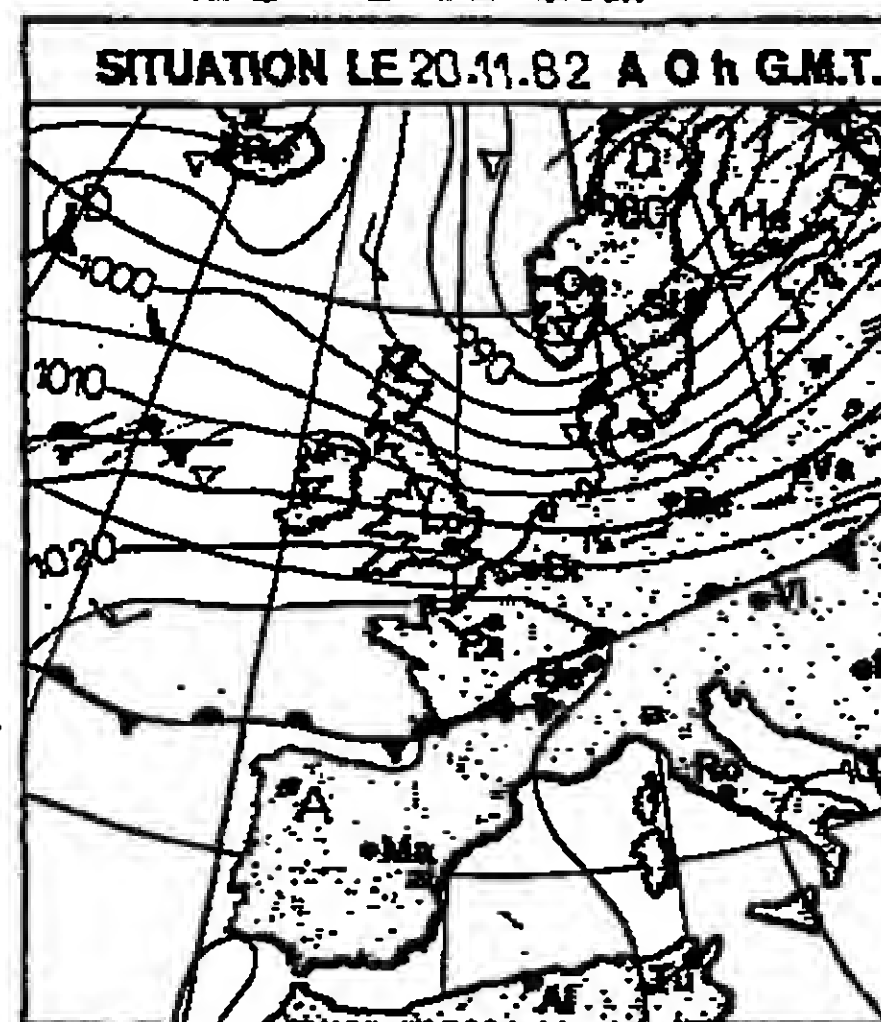
DÉFENSE

• Trois pilotes de l'Ecole de l'air de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) ont trouvé la mort, jeudi 18 novembre, à la suite d'une collision entre deux avions de type Fouga-Magister. Les victimes, l'adjudant Maurice Heyraud, l'aspirant Dominique Bastat et le sous-lieutenant Noël Durand, participaient alors à un vol d'entraînement.

LIVRES
POLONAIS
et livre français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 326-51-09

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



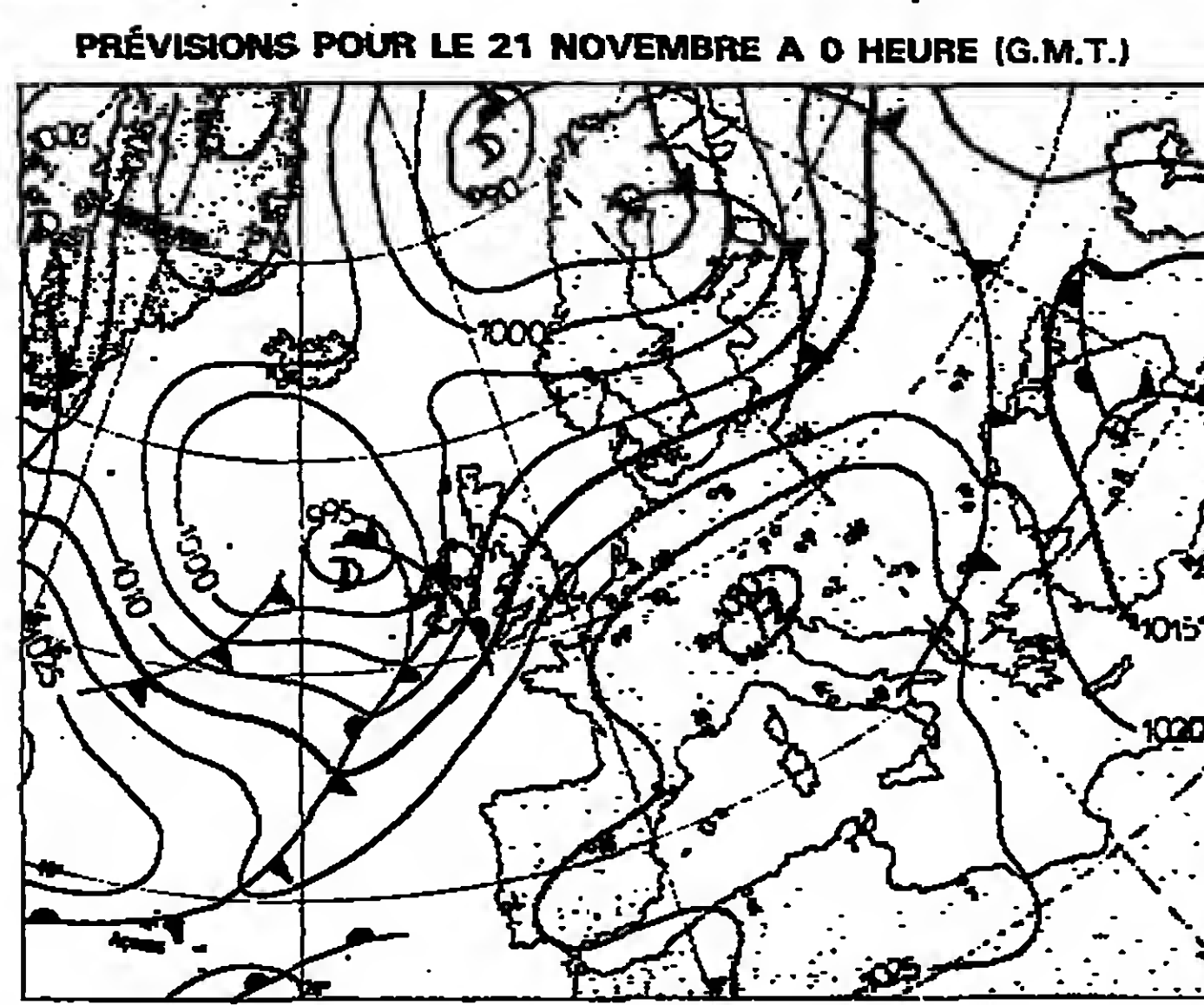
Evolution probable des temps en France entre le samedi 20 novembre à 0 heure et le dimanche 21 novembre à minuit :

L'anticyclone qui recouvre la France en cette matinée du 20 novembre va s'affaiblir assez vite sur sa face ouest et nord-ouest, de telle sorte que, dimanche soir, la bordure méridionale des perturbations océaniques, rejetées sur les îles britanniques, va venir joindre l'extrême ouest et nord-ouest du pays.

Dimanche, la matinée sera fraîche avec quelques gelées au sol sur les régions de l'Est, du Nord-Est et Centre-Est, les températures sous abri seront de 2 à 3 degrés dans le Nord et l'Est, 6 à 8 degrés sur le littoral atlantique et méditerranéen. Des brumes et brouillards gêneront la visibilité dans les vallées de l'Aquitaine, de la Bourgogne et de l'Alsace. Ailleurs, le ciel sera nuageux à peu nuageux.

En cours de journée, après la dissipation des brumes, assez beau temps ensoleillé, avec une réserve toutefois, arrivée de nuages sur la Bretagne, la Normandie, la Vendée, et risque de pluie en début de nuit sur ces régions.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 novembre ; le second le minimum de la nuit du 19 au 20 novembre) : Ajaccio, 18 et 5 degrés ; Biarritz, 13 et 9 ; Bordeaux, 15 et 10 ; Bourges, 12 et 1 ; Brest, 12 et 8 ; Caen, 11 et 6 ; Charbourg, 11 et 8 ; Clermont-Ferrand, 12 et 3 ; Dijon, 12 et 1 ; Grenoble, 13 et 2 ; Lille, 10 et 5 ; Lyon, 14 et 2 ; Marseille-Marganne, 17 et 9 ; Nancy, 11 et 5 ; Nantes, 14 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 8 ; Paris-Le Bourget, 12 et 3 ; Pau, 16 et 9 ; Perpignan, 19 et 7 ; Rennes, 12 et 4 ; Strasbourg, 11 et 5 ; Tours, 12 et 4 ; Toulouse, 17 et 8 ; Poitiers-Pitre, 25 et 22.



Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 5 degrés ; Amsterdam, 10 et 6 ; Athènes, 16 et 12 ; Berlin, 10 et 4 ; Bonn, 11 et 7 ; Bruxelles, 10 et 6 ; Le Caire, 23 et 12 ; Les Canaries, 24 et 17 ; Copenhague, 7 et 4 ; Dakar, 31 et 22 ; Djibouti, 29 et 15 ; Genève, 14 et 1 ; Jérusalem, 21 et 13 ; Lisbonne, 17 et 9 ; Londres, 10 et 5 ; Luxembourg, 8 et 3 ; Madrid, 16 et 2 ; Moscou, 3 et 2 ; Nairobi, 23 et 13 ; New-York, 12 et 7.

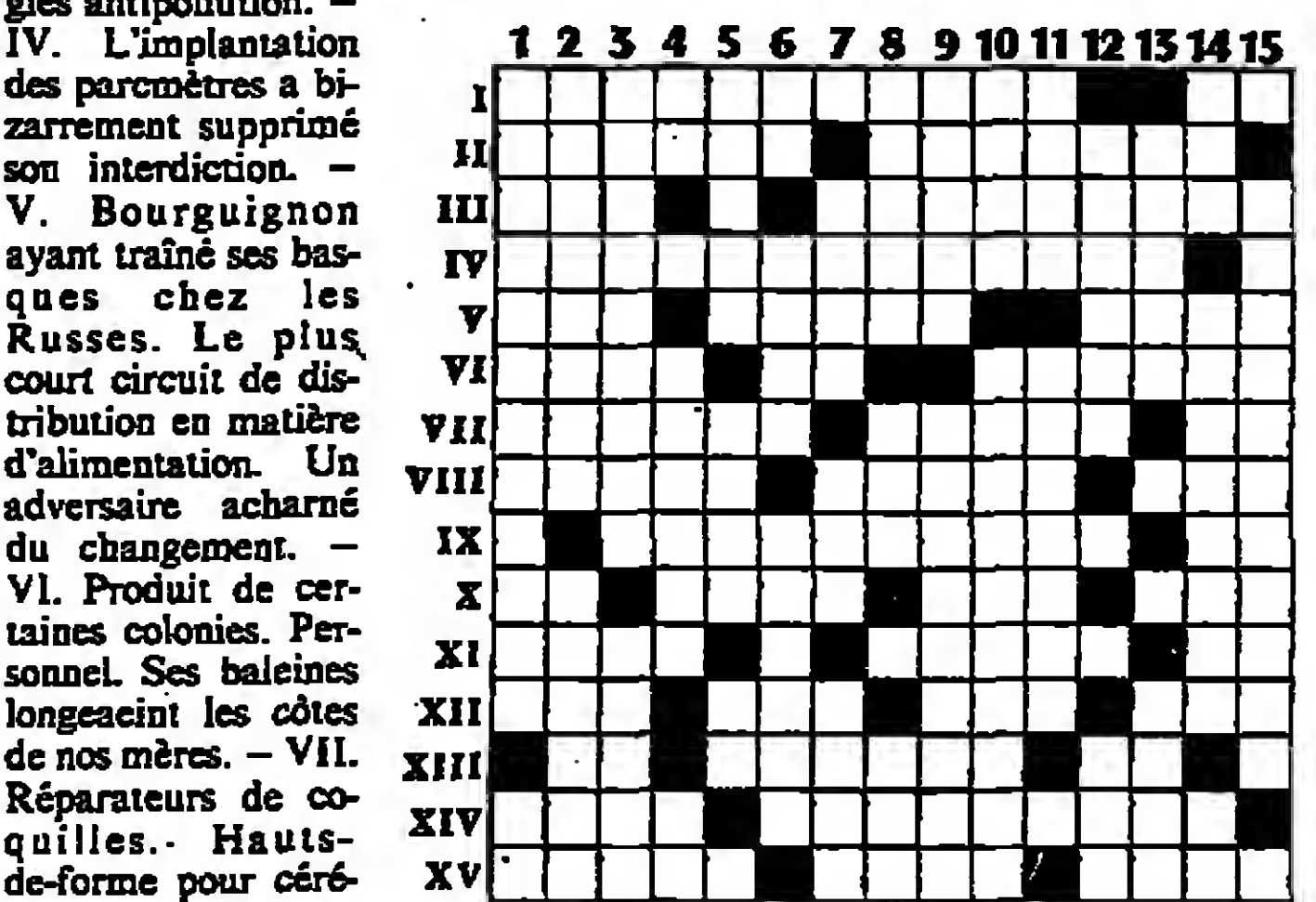
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3324

HORIZONTALEMENT

I. On ne saurait affirmer qu'à cette heure on ne trouve pas un chat. Terme musical. — II. Ménage une sortie à un Grec aventureux. Repas de vedette ou escalade de paquebot. — III. Un passeur ne saurait s'en passer. Règles antipollution. — IV. L'implantation des parcmètres a bizzarrement supprimé son interdiction. — V. Bourguignon ayant traité ses bagages chez les Russes. Le plus court circuit de distribution en matière d'alimentation. Un adversaire acharné du changement. — VI. Produit de certaines colonies. Personnel. Ses baleines longeant les côtes de nos mères. — VII. Réparateurs de coquilles. Hauts-de-forme pour créateurs romaines. Négation. — VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.



— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. — XIII. Cité sous-marine. Travail au forfait exotérique d'impôt. Personnel. — XIV. Antériorité ou bien. A la manière de Grigouille. — XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancune. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlements de compte.

— VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. — IX. Pêche mortelle généralement abus. Tête destinée au bourgeois. — X. Evénement célèbre comme dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. — XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans *Mitteleuropa*. Copulative. — XII. Ephémère fédération islamique. Clameur de

Le Monde

économie

SOCIAL

APRÈS L'ÉCHEC DES NEGOCIATIONS PATRONAT-SYNDICATS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

Le gouvernement va décider par décret environ 13 milliards de francs d'économies

Après la parodie de réunion, vendredi soir 19 novembre, entre les syndicats, le C.N.P.F. et la C.G.P.M.E., soldant l'échec des négociations sur la réforme de l'UNEDIC, le gouvernement a décidé d'intervenir par décret. Un projet quasiment prêt prévoit environ 13 milliards de francs d'économies tant sur les prestations chômage que sur les garanties de ressources. Il prévoit aussi la création d'une allocation minimale de ressources pour les chômeurs de longue durée (1,5 milliard de francs).

Pour la fin du paritarisme, c'est un bilan mauvais et sinistre cinéma qui s'est joué vendredi 19 novembre au siège du patronat. En tout cas, il n'y a pas eu de négociation. Il est même difficile de parler de réunion puisque pendant la longue soirée, de 18 heures à minuit, au cours de laquelle les syndicats et C.N.P.F. ont séjourné avenue Pierre-le-Grand, environ trois quarts d'heure ont été consacrés à des échanges de vues ou plutôt à un dialogue de sourds, suivis de trois heures de suspension et d'une réunion express pour officialiser le désaccord.

Tout avait mal commencé. En lever de rideau, deux acteurs inattendus entrent en scène : la C.G.T., que le C.N.P.F. ne souhaitait pas voir, et le S.N.P.M.I. Tout d'abord peu désireux de venir, les cégétistes et les quatre autres organisations, F.O., C.F.D.T., C.F.T.C. et C.G.C., après cinq à six heures de discussions, avaient réussi à reconstruire un front commun : quant au S.N.P.M.I., indésirable pour tous, il avait décidé d'occuper bruyamment la salle, provoquant la colère d'un responsable F.O. contre ceux qu'il a appelé des « fachos » (1). Quand la scène commence vraiment, le C.N.P.F. se déclare prêt « à examiner un plan d'économies même en dessous des chiffres qu'il propose » (17 milliards de francs). Est-ce l'annonce d'un compromis ? M. Yvon Chotard fait savoir aussitôt que ces économies doivent être « des mesures conservatoires et transitoires » pour une durée de deux mois, jusqu'au 31 janvier, date d'expiration de la convention UNEDIC, puisque le C.N.P.F. l'a dénoncée. Une voix syndicale conteste : les économistes doivent porter sur toute l'année 1983. Face au désir des syndicats de raisonner sur douze mois et le refus de certains d'entre eux de se lancer vers une remise à plat du système, le C.N.P.F. suspend la séance.

Et les incidents tragi-comiques reprennent. La délégation patronale s'étant réfugiée dans une autre salle pour se concerter, apprend par la radio que les syndicats ont défini un programme commun d'économies de 10 milliards et non plus de 7 milliards de francs (2). Va-t-on saisir cette perche ? Ulcérée, la délégation patronale rejoint celles des syndicats et constate que ces derniers tiennent une conférence de presse pour exposer aux journalistes le contenu de leur programme. Cette fois, c'est la colère. Les patrons prolongent la suspension s'enfermant à nouveau dans une autre salle. Ils n'en sortiront que pour déclarer à la presse d'abord... et seulement ensuite aux syndicats que tout est terminé.

« Les organisations syndicales, déclare solennellement M. Chotard, dès la première suspension de séance, ont présenté à la presse un ensemble de propositions qu'elles n'avaient pas communiqué à la délégation patronale et qui ne tiennent aucun compte des impératifs de la situation. Devant ce refus d'une véritable négociation, le C.N.P.F. et la C.G.P.M.E. ne peuvent que constater l'impossibilité de parvenir à un accord ».

Toujours réunis entre eux, les syndicats rédigent une déclaration après avoir alerté le ministère des affaires sociales pour réclamer un rendez-vous. Ils affirment : « C'est après que les organisations syndicales ont annoncé qu'elles s'étaient mises d'accord sur un plan d'économies de 10 milliards de francs, permettant d'assurer l'équilibre financier de l'UNEDIC et d'améliorer la situation des chômeurs âgés de longue durée, que le C.N.P.F. et les P.M.E. ont totalement arrêté la négociation. Cette rupture est une violation caractérisée du protocole du 28 octobre (...) ».

Faut-il croire le C.N.P.F. déclarant que « l'incorrection » des syndicats et leur soudaine « méconnaissance des règles de la négociation » en réservant à la presse la primeur de leur proposition, ne sont qu'un habillage pour masquer leurs refus avant les élections prud'homales de présenter un compromis raisonnable ? Faut-il croire les syndicats quand ils indiquent que le C.N.P.F. a refusé le débat parce qu'il s'oppose toujours à la majoration de cotisation décidée par le gouvernement et ne peut aujourd'hui encore moins la cautionner, à la veille des élections prud'homales où il sera affronté au S.N.P.M.I. ?

Il y a certes un peu de vrai dans tout cela. Mais il est sûr également que le C.N.P.F., en faisant réellement la mauvaise tête vendredi soir, demeure toujours en désaccord fondamental avec la plupart des syndicats. Le patronat veut effectivement revenir sur la majoration de cotisation qu'il estime provisoire. Il n'entend pas accepter de nouvelle majoration pour la garantie de ressources ou la retraite à soixante ans sans contrepartie. D'où sa volonté d'obtenir des économies plus substantielles. Il limite la période transitoire à deux mois et non pas douze parce qu'il veut tout de suite mettre en place un nouveau régime d'indemnisation plus restrictif, séparant l'assurance financée par cotisations de l'assistance payée par l'Etat. Voilà où est le vrai problème.

La colère des cadres

Il est tout aussi vrai, en revanche, que les syndicats ont fait un effort en proposant tous ensemble 10 milliards d'économie sur la base cette fois d'aménagements communs. La C.G.T. a fait le plus de concessions, mais la C.G.C. a fait, de son côté, un geste en acceptant de limiter un peu plus qu'actuellement les indemnités aux chômeurs qui reçoivent plus de 10 000 francs par mois. Mais il apparaît que les économies demeurent quelque peu insuffisantes pour équilibrer le budget de l'UNEDIC, si les prévisions de dépenses sont de 94 milliards en 1983, et non pas 92 (3), et si, comme le rappelle le C.N.P.F., le déficit et les frais finan-

ciers d'un emprunt pour l'année 1982 n'ont toujours pas été réglés et encore moins examinés.

Quoi qu'il en soit, la balle est à nouveau dans le camp du gouvernement qui a la possibilité de décider par décret. Les syndicats, qui ont aussitôt demandé à rencontrer M. Bérégovoy, feront-ils fléchir les pouvoirs publics pour que les économies correspondent à leurs propositions ?

La C.G.T. a annoncé que les 10 milliards étaient « le maximum acceptable » : la C.G.C., qui craint qu'un effort soit demandé aux cadres vu, dit-elle, l'attitude « démocratique du gouvernement » a surtout critiqué le C.N.P.F. pour son refus de négocier : « C'est une catastrophe pour le paritarisme. Je commence à me demander », a déclaré M. Marchelli, « s'ils n'ont pas raison ceux qui disent que la France a le patronat le plus bête du monde. Le patronat n'a rien appris ». Et d'ajouter que vendredi les patrons « ont laissé tomber l'encadrement ».

En tout cas, puisque gouverner c'est prévoir, les pouvoirs publics ont préparé un texte qui reprend les propositions syndicales mais y ajoute des clauses plus restrictives : pas d'indemnisation si un chômeur n'a pas travaillé au moins six mois avant son inscription, ce qui exclut beaucoup de jeunes ; réduction de 70 à 65 % au-dessous du plafond de la Sécurité sociale et même à 60 % au-dessus du plafond de la garantie de ressources. Des nuances seront-elles apportées à ce texte ? Une nouvelle concertation doit être engagée en début de semaine pour que le décret soit adapté avant la fin du mois. Mais le gouvernement et les syndicats devront régler une autre ques-

tion, celle de la gestion elle-même de l'UNEDIC. Restera-t-elle, peut-être restera-t-elle ? M. Bérégovoy a annoncé à l'Assemblée ces jours derniers qu'en cas de décret sur les prestations, les pouvoirs publics interviendront aussi dans la gestion de l'UNEDIC. Si le conseil d'administration est maintenu, comme le souhaitent certains, un directeur ou un administrateur provisoire représentant l'Etat pourrait être désigné. Le paritarisme qu'a connu l'UNEDIC depuis 1958 est moribond. Un nouveau paritarisme peut sans doute remonter. Mais une révision quantitative et qualitative s'avère indispensable sous le signe d'une rigueur supplémentaire et pour certains déjà l'auscultation. Et les partenaires sociaux, surtout le C.N.P.F., après l'échec ambigu de vendredi, ne pourront pas crier trop haut que le seul responsable est le gouvernement.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) M. Antoine Fesch qui s'en est violemment pris à la délégation du S.N.P.M.I., est secrétaire fédéral de F.O., chargé principalement de l'emploi, de la formation, de l'assurance-chômage et des retraites complémentaires. Membre du conseil économique et social, M. Fesch est également un des responsables de l'A.R.R.C.O.

(2) Le plan des cinq confédérations propose exactement 10,9 milliards d'économies, mais il prévoit une augmentation des dépenses de 900 millions pour améliorer les indemnités des chômeurs âgés, de longue durée.

(3) Les 92 milliards, prévisions avancées par les syndicats, se décomposent ainsi : 48 milliards de cotisations, 4 de contribution-solidaire, 30 milliards d'aide de l'Etat, et donc, 10 milliards manquants à trouver...

M. Mauroy s'est entretenu du SMIC

et de la protection sociale avec les syndicats ouvriers

M. Pierre Mauroy a poursuivi ses entretiens avec les syndicats en recevant le 19 novembre la C.F.T.C. M. Jean Bonnaud, président de la C.F.T.C., qui a rappelé son opposition au projet de transferts des cotisations familiales, a qualifié l'entretien de « rude et très serré ». Selon M. Bonnaud, le premier ministre a indiqué que le coup de pouce au 1^{er} décembre pour le SMIC pourrait représenter environ la moitié des 1,8 % manquant pour tenir l'engagement gouvernemental d'un gain en pouvoir d'achat de 4 % en 1982 (l'autre moitié étant accordée au premier trimestre 1983). Au sujet de l'abaissement de l'âge de la retraite, il aurait évoqué l'éventualité d'un régime transitoire jusqu'au 1^{er} juillet 1983 au cas où les négociations avec les régimes de retraites complémentaires ne seraient pas achevées.

Le 18 novembre, M. Mauroy a reçu la C.G.T., F.O., la C.F.D.T. et la FEN. M. Henri Krasucki a qualifié de « regrettable » le retard dans l'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC tout en ajoutant que le fait que le gouvernement diffère jusqu'au premier trimestre 1983 son engagement « prouve aussi que l'ac-

tion syndicale permet de peser sur les décisions ». M. Edmond Maire a réaffirmé son « profond désaccord » sur le retard du SMIC. Le secrétaire général de la C.F.D.T. a souligné l'existence de graves divergences entre les priorités sociales du gouvernement et celles de son syndicat tant sur les bas salaires que sur la réduction du temps de travail. « Aider au redressement des entreprises », a également déclaré M. Maire, « n'est pas aider les patrons, cela intéresse d'abord les travailleurs ».

Pour sa part, M. André Bergeron s'est félicité du fait que le gouvernement, pour la sortie du blocage des salaires, « ne s'opposera pas, comme cela a été le cas dans la fonction publique, à ce que quelque chose de plus soit accordé que ce qui avait été initialement prévu » afin de débloquer les négociations dans les branches et de préserver la politique contractuelle. Au cours d'un entretien « cordial », M. Jacques Pommatou, secrétaire général de la FEN, a exprimé la nécessité de s'attaquer aux causes structurelles de l'inflation et d'entreprendre de grandes réformes structurelles notamment dans le domaine de la protection sociale.

L'IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Analyse commentée des textes - Applications chiffrées

par JEAN DROIN, DANIEL BIDAULT, YVES RAYMOND, YVETTE GRAMOND, JACQUES PETON, LUCIEN LINET. Plusieurs experts comptables, un avocat, un conseil fiscal, présentent dans cet ouvrage, à jour de l'instruction générale du 11 mai 1982, les solutions à connaître et les précautions à prendre. Tout au long de la seconde partie, ils mettent leur expérience de fiscalistes au service des lecteurs en développant une série d'exemples concrets et chiffrés. Prix de l'ouvrage : 120 F francs T.T.C. Bon de commande à adresser avec votre règlement à : S.P.S., B.P. 101, 77160 PROVINS.

Vous cherchez à vous créer des relations bancaires internationales ? 5 bonnes raisons parlent en faveur de la Rabobank.

Quiconque choisit comme partenaire international une banque plutôt qu'une autre a de bonnes raisons à cela :

1. 90% de tous les prêts alloués à l'agriculture hollandaise passent par la Rabobank. C'est ce qui fait de cette banque l'organisme de crédit le plus important dans ce secteur. La Rabobank occupe donc une position-clé dans le financement des opérations agricoles. Et puisque 25% du volume total des exportations hollandaises consistent en des produits agricoles, la Rabobank est toujours au courant de tout ce qui se passe au niveau du financement du commerce international.
2. Plus de 40% du total de l'épargne hollandaise sont confiés à la Rabobank.
3. Un tiers des sociétés hollandaises s'en remet à la Rabobank pour toutes ses opérations bancaires. Et 3.100 agences sont à la disposition des clients dans toute la Hollande.
4. Avec un actif dépassant les 110 milliards de florins hollandais (soit environ 45 milliards

de \$ U.S.), la Rabobank compte parmi les 50 banques les plus importantes du monde.

5. L'affiliation de la Rabobank à l'Unico Banking Group, avec lequel travaillent 5 autres grandes banques coopératives européennes,

augmente encore sa puissance. L'Unico Banking Group entretient plus de 36.000 agences en Europe et le total de son bilan s'élève à 360 milliards de \$ U.S.

Si vous recherchez une banque internationale, venez nous voir. Nous serons heureux de vous aider.



Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank. Le pays qui perpétue la tradition de la perfection.

Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Catharinesingel 30, NL-3511 GB Utrecht, Pays-Bas, télex 40200. Succursale New York, 245 Park Avenue, New York, NY 10167, USA, télex 424337. Représentant à Francfort, Friedrich-Ebert-Anlage 2-14, D-6000 Frankfurt/Main 1, R.F.A., télex 413873.

Rabobank

Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank.

LA MANIFESTATION DE LA C.G.C. :

Un demi-échec à la lisière de la politisation

En organisant, à moins de trois semaines des élections prud'homales, une manifestation à Paris, la C.G.C. prenait des risques. Or, elle n'a pas vraiment réussi sa mobilisation du 18 novembre. La confédération française de l'encadrement fait état de trente mille participants au défilé qu'elle a organisé de Richelieu-Drouot à la Concorde (de huit mille à dix mille selon les services de police), mais il n'y avait en fait guère plus de dix mille personnes, soit un nombre équivalent à celui de sa manifestation précédente du 29 janvier 1979 et légèrement supérieur à celui du meeting de Pantin en janvier dernier. Dix mille, ce n'est pas un chiffre négligeable, mais cela risque d'apparaître comme un demi-échec dans la mesure où la C.G.C. s'était adressée à l'ensemble des salariés, retraités et chômeurs, et qu'elle revendiquait de soixante-dix mille à quatre-vingt-dix mille adhérents en région parisienne.

Précédé par une charrie placée devant deux boufs du Gers - symbole tendant à montrer que le gouvernement met la charrie devant les boufs dans la mise en œuvre de sa politique économique, - le défilé a rapidement pris une tournure très combative à l'égard du seul pouvoir politique, le patronat étant curieusement épargné. Les protestataires

en complet-veston, parmi lesquels on remarquait les bataillons des banques, des assurances et de la métallurgie, ont scandé avec force : « Solidarité oui, hars-kiri non », « Résistons à la socialisation », « Non à un système fiscal écrasant », « Refusons la régression sociale », tandis que par haut-parleur un porte-parole de la centrale proclamait : « Nous disons « non » à la politique économique incohérente du gouvernement. Notre voix est puissante. Notre colère doit être entendue. Nos libertés, n'y touchez pas ! ».

MM. Menu, président, et Marchelli, délégué général, qui se trouvaient en tête du cortège avaient tenu à souligner que cette manifestation était destinée à faire entendre la voix d'un encadrement mécontent en se gardant de toute opposition politique. Mais, à proximité de la Concorde, la manifestation a dérapé, et on a entendu, à plusieurs reprises : « Mitterrand fous le camp », « Auroux à Moscou », « Mitterrand démission » et « Mauroy démission ». Dérèglement contrôlé ou spontanéisme ? Ces slogans musclés n'ont apparemment pas été appréciés par l'équipe dirigeante... M.N.

AFFAIRES

La crise de la sidérurgie communautaire

La réduction des capacités de production devra être plus importante qu'il n'était prévu

Elsener. - Vu l'ampleur de la crise, les capacités de production de la sidérurgie européenne devront être bien davantage réduites que ce qui a été prévu initialement. Additionnés, les programmes de restructuration récemment transmis par les gouvernements-membres à la Commission de Bruxelles aboutissent à une réduction, en produits finis, d'environ 15 millions de tonnes. Il faudrait arriver à plus du double, soit 30 à 35 millions de tonnes.

Les ministres de l'industrie des Dix, réunis le 18 novembre à Elsenauer au Danemark, ont approuvé le diagnostic ainsi formulé par la Commission, représentée par MM. Davignon, le vice-président responsable des affaires industrielles, et Andriessen, chargé de la

politique de concurrence. Neuf ministres ont estimé avec la Commission que le sacrifice devait être partagé de façon équitable entre les Etats-membres. M. De Michelis, le ministre italien de la participation industrielle, considère que la sidérurgie de son pays, plus performante, doit être beaucoup moins affectée par l'opération chirurgicale ainsi projetée que certains pays partenaires.

S'agissant de l'immédiat, de la question du marché, les Dix ont été d'accord pour renforcer les disciplines en matière de niveau de production et de prix qui sont appliqués depuis plus de deux ans sous l'autorité de la Commission au titre de l'article 58 du traité de la CECA (état de crise manifeste).

De notre envoyé spécial

« La Commission a obtenu ce qu'elle était venue chercher. L'approbation du diagnostic. Les ministres ont reconnu la nécessité d'une gestion du marché plus rigoureuse. S'agissant de la restructuration, ils admettent qu'elle doit être cohérente, ce qui veut dire que ceux qui jusqu'ici ont fait le moins devront faire le plus », a commenté le vice-président Davignon, à l'issue de la réunion. Propos qui peuvent paraître quelque peu optimistes même s'il n'est pas douteux que la délégation de pouvoir non écrite, donnée par les gouvernements-membres à la Commission pour administrer la sidérurgie européenne, a été en quelque sorte confirmée lors de la réunion d'Elsener.

Les problèmes de gestion ont occupé une place importante dans la réunion. L'aggravation récente de la situation, c'est-à-dire l'accélération de la chute des commandes, a altéré le fonctionnement harmonieux du plan « anti-crise » qui est fondé sur le contingentement de la production et sur le respect de barèmes de prix. Certains industriels pris à la gorge et cherchant à vendre par tous les moyens ont sous-coté leurs produits. Il en est résulté un peu partout une dégringolade des prix mettant en péril l'équilibre financier des entreprises, parfois de façon dramatique, comme dans le cas de Saarstahl, à qui le gouvernement fédéral, oubliant son discours libéral tradition-

nel, a dû accorder en catastrophe une subvention massive sans même avoir enclenché un programme de réduction des capacités. Bref, un retour au désordre, à une certaine concurrence sauvage était à craindre.

M. Chevenement a insisté sur la nécessité de mieux maîtriser la gestion et de s'assurer en particulier que les parts de marché des différents pays producteurs seront réduites. Le ministre de l'industrie redoute que, par des détournements de trafic, par des rabais, par diverses autres astuces ou manipulations, les industriels de pays-membres voisins, moins respectueux que la France de la règle commune, ne grignotent une fraction du marché national.

M. Chevenement semble souhaiter au moins une certaine surveillance à l'importation. M. Davignon lui a promis de faire le nécessaire.

Les réticences italiennes

Les gouvernements-membres, on le comprend, réticent à tailler dans le vil de leur sidérurgie autant qu'il le faudrait. M. Andriessen a annoncé que, conformément, à la procédure prévue au « code des aides » approuvé par les Dix, la Commission s'apprête à formellement informer les Etats-membres que la quasi-totalité des programmes de restructuration transmis était insuffisante.

LE MAINTIEN DE L'AVOIR FISCAL

Conserver sans cautionner

Lors de la campagne pour les élections présidentielles, M. Mitterrand avait promis de supprimer l'impôt fiscal, système créé en juillet 1965 pour intéresser les Français à la Bourse, et plus précisément drainer leur épargne vers l'achat d'actions. Ce système, que la gauche considérait — lorsqu'elle était dans l'opposition — comme un avantage fiscal injuste, analysé comme une redistribution de revenu des salariés vers les actionnaires, s'est finalement révélé utile ces derniers mois, à la lumière de la politique menée par le gouvernement Mauroy en faveur de l'industrie.

Pour réduire la contradiction qui existait entre les promesses faites par M. Mitterrand et la nécessité d'attirer l'épargne vers l'industrie, les services de M. Fabius avaient imaginé de créer un système de crédit d'impôt très proche de l'impôt fiscal et plus équitable dans son fonctionnement.

L'impôt fiscal, tel qu'il existe depuis 1965, a en effet l'inconvénient d'intégrer dans le revenu imposable le crédit d'impôt, somme en fait non perçue, et donc d'élargir la base imposable du contribuable. La déduction de l'impôt fiscal en fin de calcul ne corrige pas toujours cet inconvénient, puisqu'il ne réduit que le mon-

tant de l'impôt et non le taux marginal d'imposition.

Ainsi la prise en compte de l'impôt fiscal au moment du calcul du revenu imposable fait-il parfois franchir une tranche d'imposition aux petits et moyens revenus.

Le système Fabius évitait cet inconvénient (1). Mais les députés socialistes ont été plus sensibles à la contradiction qui impliquait par rapport à leurs positions antérieures le vote par leur groupe d'un nouvel avoir fiscal qu'à l'amélioration sur le plan de l'équité d'un système il n'y a pas si longtemps bonni. Ils ont donc préféré — en attendant que soit défini, selon l'expression de M. Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, une nouvelle approche globale de la taxation des dividendes — conserver le vieux système en l'état. Le conserver, sans le cautionner.

A.V.

(1) Un actionnaire, qui reçoit 100 F de dividendes est imposé sur cette somme. Si son taux d'imposition marginal est de 40 % (tranche du barème qui atteint la limite supérieure de son revenu), l'actionnaire devra 40 F au fisc. Il retire de cette somme un crédit d'impôt calculé selon une formule qui veut que le taux marginal est élevé, plus la réduction est faible.

Il est nécessaire de réduire bien davantage les capacités de production et M. Andriessen l'a admis, on ne pourra se limiter aux installations vétustes. Il faudra pour atteindre le seuil recherché, fermer des unités récentes, des usines qui ne sont pas encore amorties. M. Davignon, pour sa part, a souligné que la politique actuellement mise en œuvre ne trouvait sa justification que si la sidérurgie, en se « redimensionnant », en fonction de la taille du marché, devenait à nouveau capable de produire à des prix compétitifs. On ne peut pas se contenter, ajouta-t-il, d'un régime d'organisation de marché pendant plusieurs années. Cela signifierait soit un gouffre budgétaire permanent, soit, si l'on répercutait l'insuffisante compétitivité sur les prix, la pénalisation permanente des industries de l'alval.

Les ministres, sauf l'italien, ont *grosso modo* souscrit à ce raisonnement. Certains ont eu même l'impression qu'ils comptaient sur la Commission pour s'impliquer davantage encore dans l'exercice en cours, autrement dit pour prendre position plus clairement elle-même sur les choix industriels à opérer.

M. De Michelis, le ministre italien, s'est d'abord montré résolu à ne pas se laisser aller à des réductions supplémentaires qu'on nous demande. Nous n'accepterons jamais le principe d'une réduction proportionnelle. C'est à ceux qui ont les industries les moins performantes de fermer » (entendez les Britanniques, les Belges, les Français). Ce discours ne plut guère.

« On ne peut raisonner en termes de simple compétitivité ; il n'est pas admissible qu'un pays s'emploie à tirer son épingle du jeu », commenta M. Chevenement. Le ministre britannique, souligna la menace qu'une telle attitude faisait peser sur la Communauté. M. De Michelis se montra ensuite un peu plus constructif : si un examen attentif de la situation nous convainc qu'il faut fermer des usines non obsolètes (le ministre italien considère que les prévisions de la Commission sont trop pessimistes), si l'Italie devait faire des efforts supplémentaires — hypothèse qu'il n'exclutait donc plus, — il faudrait ouvrir l'ensemble du dossier industriel, élargir la logique communautaire à d'autres secteurs de l'industrie, expliquer-il en substance. Ces propos sibyllins furent interprétés dans les couloirs de manière différente. Selon les uns c'était là une manière un peu moins brutale de continuer à dire non, selon d'autres il fallait voir une volonté d'ouverture, un appel du pied, notamment à la France, pour une coopération industrielle accrue. Personne n'a estimé opportun d'en savoir davantage. Les Italiens ont dit à l'industriel d'un grand nombre de phrases qu'ils devraient faire plus », a finalement résumé, optimiste, le vice-président Davignon.

PHILIPPE LEMAITRE.

On sait l'importance de l'oléiculture en GRECE et des productions de l'olivier dans ce pays du soleil.

Nombre d'oliviers 113 millions	Huile d'olive
Moyenne annuelle (de 76 à 81.82)	
Production	236.000
Exportation	21.900
Importation	—
Consommation	193.200

Olives de table

Production	67.000
Exportation	45.900
Importation	—
Consommation	23.400

Ces productions de GRECE seront présentées sur le stand du Comité Oléicole International Hall 7 niveau 3 allée F numéro 58 Au SIAL (Salon International de l'Alimentation) du 15 au 20 novembre 1982 - Porte de Versailles - Paris

communiqué de la Communauté Economique Européenne

Le gouvernement allemand doit se prononcer sur la prise de contrôle de Grundig par le groupe français Thomson-Brandt

L'Europe de l'électronique va-t-elle ressembler de cadres ? Cette perspective, qui révérait, il y a encore quelques mois, de l'hypothèse d'école, a gagné aujourd'hui en crédibilité. Le protocole d'intention signé dans la nuit de jeudi 18 à vendredi 19 novembre entre la société allemande Grundig et le groupe français Thomson-Brandt est la première tentative sérieuse, depuis bien des années, de bâtir une coopération industrielle à l'échelle du Vieux Continent (le Monde du 17 novembre).

Les termes de l'accord entre MM. Alain Gopez, P.-D. G. du groupe Thomson, et Max Grundig, président du rachat par Thomson-Brandt à la Fondation Max-Grundig (1) des 75,5 % du capital qu'elle détenait dans la société Grundig. L'opération, si elle est approuvée par les autorités des deux pays, ainsi que par Philips, qui détient 24,5 % de Grundig et dispose d'une sorte de droit de veto sur la cession du reste du capital, pourrait être réalisée d'ici la fin du premier trimestre.

L'ensemble ainsi constitué « pèserait » plus de 22 milliards de francs de chiffre d'affaires et se placerait juste derrière le groupe Philips avec une part non négligeable du marché européen de l'électronique grand public (radio, télévision, vidéo). Cette prise de contrôle ne se traduirait pas par une absorption, ni par une fusion des deux groupes. Chacun conserverait son identité, ses marques, son réseau commercial, ses produits (2). Ainsi Grundig continuerait à vendre ses magnétoscopes Vidéo 2000 et Thomson les V.H.S. du Japonais Japan Victor Cy J.V.C.).

Toutefois, les deux firmes auraient l'intention de basculer très rapidement — dans un délai d'un an — vers la fabrication de magnétoscopes de la seconde génération. Ces matériels utiliseraient le nouveau standard 8 millimètres qui doit être en principe agréé par l'ensemble des fabricants mondiaux, y compris les Japonais. Ces derniers envisageaient cependant un calendrier moins rapide. Le temps sans doute d'amortir au maximum leurs investissements dans l'actuelle génération de magnétoscopes.

En accélérant le processus, Thomson-Grundig, auquel Philips devrait se joindre, espèrent bloquer la pénétration japonaise sur le marché européen de la vidéo et éviter que les circuits commerciaux ne s'habituent à peu aux produits du Sud-est asiatique. Le lancement rapide d'un nouveau magnétoscope au standard mondial permettrait ainsi, du moins l'espère-t-on chez les deux firmes, les compteurs à zéro entre Européens et Japonais.

Les deux sociétés ont également l'intention d'harmoniser leur politique en matière de composants électroniques et de nouveaux produits. Coopération qui serait étendue au groupe Philips, dont les liens industriels fort étroits avec Grundig (achat de tubes de télévision couleur notamment) seraient bien évidemment maintenus.

Pour que cette vaste coopération européenne qui s'esquisse entre dans les faits, plusieurs conditions devront cependant être réunies. Il faut d'abord que Philips ne s'oppose pas à l'opération. Certes plusieurs « sensibilités », coexistent au sein de la multinationale et certains ne voient pas d'un œil très favorable l'émergence d'un second géant européen. Mais, Philips a trop appelé ces derniers temps à la résistance face au Japon, la coopération européenne, pour qu'il puisse s'opposer à l'accord Thomson-Grundig. D'autant qu'à Endhoven on sait désormais qu'il ne constitue, dans l'esprit des responsables français, que la première pierre d'un édifice beaucoup plus vaste où Philips occuperait une place à sa mesure.

Quoi qu'il en soit, on effraierait ces derniers jours, chez Philips, rester « de formes partisans de la coopération européenne et ne pas vouloir s'opposer à l'accord ; si tant est qu'il obtienne l'aval des autorités françaises et allemandes ».

• Environ 1 400 000 commerçants, industriels et prestataires de services sont appelés à voter le lundi 22 novembre pour le renouvellement de la moitié des sièges des assemblées des chambres de commerce et d'industrie (C.C.I.). La généralisation du vote par correspondance devrait permettre de diminuer les absences traditionnellement très élevées (plus de 60 %). Le scrutin a lieu tous les trois ans et la moitié des mandats sont à renouveler : cette année, 2 960 personnes se disputent les 2 332 sièges à pourvoir.

Compte tenu des listes en présence, il ne faut pas s'attendre à une modification sensible dans la direction des organismes consulaires. Les listes dites traditionnelles et celles d'union regroupent plus de 80 % des candidats. Le CID-Union a peu de représentants ainsi que le S.N.P.M.I.

Même si cette voie européenne risque de faire grincer quelques dents en France, parmi les tenants d'un accord avec un groupe japonais, on ne voit pas comment les pouvoirs publics n'approuveraient pas totalement un accord auquel le président de la République attache une attention particulière, voire symbolique.

Dilemme pour Bonn

Resté la position des autorités allemandes. Dans un premier temps, l'office des cartels de Berlin-Ouest va devoir se prononcer. Dès vendredi, un de ses porte-parole a jugé l'opération « très discutable », en raison de la position dominante (45 %) qu'aurait le nouvel ensemble sur le marché allemand de l'électronique grand public. Ce pourcentage de 45 % est obtenu en ajoutant aux parts de marchés du tandem Thomson-Grundig celle de Telefunken. Dans le cadre de la réorganisation du groupe A.E.G., la réorganisation de Grundig prendrait, en effet, une participation de 25 % dans le capital de Telefunken, sa filiale « grand public », et en assumerait le management.

Outre-Rhin, certains, qui ont encore en mémoire l'affaire Unidata (3) et la fermeture brutale à Ulm par Thomson d'une usine de tubes de T.V. couleur, préféreraient une « solution allemande ». Seul Bosch-Blaupunkt serait, en fait, en mesure de fournir une alternative nationale. Informé des négociations franco-allemandes, ce groupe n'aurait pas déjà fait une contre-proposition s'il était intéressé ? On pourrait également disjoindre le cas de Telefunken. Mais Grundig a été le seul candidat à s'être offert à reprendre les activités grand public de Telefunken, qui perdent beaucoup d'argent.

Grundig : 9 milliards de francs de chiffre d'affaires

L'histoire du premier groupe allemand de l'électronique grand public est étroitement liée à celle d'un homme aujourd'hui âgé de soixante-quatorze ans : M. Max Grundig, son fondateur. P.D. G., animateur et actionnaire principal. Cet ancien commerçant, qui bricolait avant guerre les postes de T.S.F. avant de se lancer dans la production de postes de radio, a fait pendant quarante ans dans l'aventure industrielle, appartenant à cette génération de « self made man » dont M. Floirat est en France l'un des meilleurs exemples.

Avec un chiffre d'affaires pour l'exercice 1982-1983 qui devrait atteindre près de 9,5 milliards de francs (9 milliards de francs), une production annuelle d'environ 1,8 million de postes de télévision et 830 000 magnétoscopes, Grundig reste l'un des derniers groupes européens à avoir survécu à l'offensive japonaise dans le secteur.

Les dernières années ont cependant été difficiles. Les deux derniers exercices se sont soldés, au total, par 200 millions

A vrai dire, les autorités allemandes sont confrontées à un réel dilemme. D'une part, les candidats au rachat de Grundig et de Telefunken ne sont pas légion, l'industrie allemande du grand public étant en difficulté. D'autre part, Bosch-Blaupunkt acquiescerait, lui aussi, une position dominante en reprenant les deux sociétés. Enfin, un refus obligerait Thomson et la France à chercher d'autres alliances hors d'Europe. Avec tous les risques que cela pourrait comporter pour l'industrie allemande.

Les débats internes en R.F.A. risquent pourtant de prendre du temps. Or Grundig comme Telefunken et Thomson-Brandt ont besoin d'être fixés rapidement. L'incertitude est, dans l'industrie, la pire des choses. A Paris, on considère en tout cas ce dossier comme un « test politique ». Pour la première fois depuis bien longtemps, les conditions d'une coopération industrielle entre les grands groupes de l'électronique européenne paraissent être réunies. Les prochaines semaines et l'avis du gouvernement allemand diront si « l'Europe des projets industriels » peut voir le jour. Sinon... c'est l'idée même de l'Europe qui risque alors de perdre de sa crédibilité.

J.-M. QUATREPOINT.

- (1) Le capital de la Fondation Max Grundig est détenu par le fondateur de l'entreprise et sa famille.
- (2) Thomson-Brandt contrôle déjà en R.F.A. les sociétés Nordmende, Saba et Dual.
- (3) Unidata était le « club » formé par Siemens, Philips et C.I.L. pour développer une informatique européenne. C'est la France qui a rompu l'alliance en 1975 par son accord avec Honeywell.

PARTS DE MARCHÉS EN 1982 (en %)

	T.V.		Magnétoscopes	
	France	R.F.A.	France	R.F.A.
Thomson	32,8	19	30	4
Philips	30,1	8,3	8	4
Grundig	7,1	17,7	—	11

Sources : Thomson.

TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F

tout compris*
A l'Hôtel-Club Oamar***
à Jerba Zarzis.

Tennis. Equitation.
*1 semaine en pension complète (vin à table inclus)
au départ de Paris ou de Lyon.

(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82
et du 7 au 27 Janvier 83.)

REPUBLIQUE TOURS

Le droit de choisir.

Tél. : Paris : (1) 355.39.30 - Tél. : Lyon : (7) 837.72.38.

TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F

tout compris*
A l'Hôtel-Club Oamar***
à Jerba Zarzis.

Tennis. Equitation.
*1 semaine en pension complète (vin à table inclus)
au départ de Paris ou de Lyon.

(Vols spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82
et du 7 au 27 Janvier 83.)

REPUBLIQUE TOURS

Le droit de choisir.

Tél. : Paris : (1) 355.39.30 - Tél. : Lyon : (7) 837.72.38.

COMMERCE

Du bon usage du

BOULEVARD PROFF...

BOUL...

arde-muebles

8 10 30

TELEX PARTAGE

LE SERVICE TELEX PARIS

chez Piano Center

Piano center

NEW YORK

150 من الأول

COMMERCE INTERNATIONAL

Du bon usage du protectionnisme

(Suite de la première page.)

Que tout changement soit onéreux ne doit certes pas faire souhaiter des structures productives immuables. D'incessantes mutations sont, plus que jamais, la condition de tout progrès. Mais pas n'importe lesquelles ! Il en est qui sont destructrices de richesses ou asservissantes à l'étranger ou inutilement douloureuses.

Seules sont vraiment bonnes celles qui, en procurant plus d'autonomie à la nation, rendent l'emploi des hommes moins précaire et l'approvisionnement en produits essentiels plus sûr, ou bien celles qui accroissent durablement la valeur ajoutée par le travail humain. Or ces mutations-là impliquent généralement la mise en œuvre de procédés difficiles à bien utiliser. On ne peut guère espérer que des entreprises s'aventurent à s'y essayer si elles savent que leurs fabrications seront, dès leur commencement, exposées à la concurrence implacable d'étrangers qui, grâce à l'avance qu'ils ont prise, ont déjà acquis expérience et réputation.

Pour qu'un Etat, ou une communauté d'Etats, puisse écarter de son sol les mutations maléfiques et favoriser celles qui sont bénéfiques, il doit pouvoir maîtriser son commerce extérieur. Malheureusement, du fait de leur adhésion au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) conclu à l'instigation des Etats-Unis en 1947, les Etats occidentaux ont été amenés à consentir, au cours des successives conférences internationales, des réductions systématiques et très générales de leurs droits de douane, en acceptant qu'elles soient irréversibles, ce qui est un renoncement à leur souveraineté douanière. Cela est devenu de moins en moins supportable au fur et à mesure que les progrès techniques ont levé la plupart des obstacles naturels qui, naguère encore, freinaient le commerce international.

Seu remettre ainsi au jeu d'un marché mondial, que l'on veut libéré de toute entrave aux échanges commerciaux, du soin de déterminer les productions qui pourront être réalisées dans chaque Etat serait peut-être justifié si une concurrence parfaite régnait sur ce marché, puisque, à en croire certains théoriciens, les productions se trouveraient réparties au mieux dans l'espace pour le plus grand bien de tous. Mais la réalité est autre.

L'existence de par le monde de systèmes sociaux et politiques profondément différents avantage ou trahissent les entreprises situées dans des pays où la pauvreté et l'absence de liberté facilitent l'exploitation de la main-d'œuvre. Et même entre pays développés et démocratiques, les flux commerciaux ne dépendent pas seulement des aptitudes particulières que chacun tire de son climat, de son sol ou de la qualité du travail de ses habitants. Ils sont influencés aussi, et de plus en plus, par les stratégies des entreprises multinationales, désireuses d'acquiescer des monopoles de fait, par les aides à la recherche, à l'investissement ou à l'exportation procurées par les Etats, et aussi par les variations des cours des changes, plus amples que jamais.

Quoi d'étonnant que les chefs d'entreprise raisonnables hésitent à investir ? Ils voudraient pouvoir prospérer grâce à un patient effort d'amélioration de leurs techniques et à des calculs rationnels de prix de revient prospectifs, en ayant à affronter leurs concurrents dans des conditions loyales et connues d'avance. Face au désordre international et craignant l'imprévisible, ils réchignent à participer à ce qui n'est trop souvent qu'un jeu de hasard, où par surcroît les dés sont pipés. L'actuel marasme des économies occidentales provient de là pour une large part. Trop d'incertitude paralyse.

Des droits de douane

Dramatique est le refus de tirer les conséquences de cette situation et de reconnaître que le libre-échange mondial n'est plus compatible, s'il l'a jamais été, avec un bon emploi des forces productives. L'obstination à vouloir réduire les droits de douane et à interdire de relever aucun d'entre eux conduira inéluctablement à l'inverse de l'objectif proclamé, qui est de sauvegarder un commerce mondial suffisant. Car si la baisse des pouvoirs d'achat et le chômage continuent à s'aggraver, les gouvernements ne pourront résister longtemps aux pressions des groupes sociaux qui s'estiment victimes d'importations abusives.

Bridés par les règles du GATT en matière de droits de douane, ils recourent à d'innombrables procédés, particulièrement nocifs, parce que très bureaucratiques et incompatibles avec une concurrence internationale sagement ordonnée : contingents, procédures de dédouanement volontairement compliquées ; application de normes techniques ou sanitaires dépourvues de justifications véritables ; interdiction d'utiliser certains équipements dans un pays s'ils n'incorporent un pourcentage déterminé d'éléments nationaux ; aides financières, plus ou moins clandestines, accordées au coup par coup et arbitrairement aux entreprises menacées par une concurrence extérieure, etc. Ainsi les chantiers inconditionnels d'un développement du commerce mondial, aveuglés par leur dogmatisme, en sont les fossiles.

Réapprendre le bon usage du protectionnisme est urgent. S'interdisant de mettre en œuvre aucune restriction quantitative et aucun obstacle non tarifaire, ce protectionnisme-là ne pratiquerait que le maniement des droits de douane. Un Etat, ou une communauté d'Etats, les ferait varier quand besoin serait, en hausse comme en baisse, aussi amplement qu'il faudrait pour rendre à ses producteurs le degré de sécurité qui leur est nécessaire et modérer ses structures productives selon ses préférences, inspirées par sa conception de ses intérêts à long terme.

Lorsqu'il s'agirait de donner à des entreprises le temps d'amortir leurs premières dépenses d'établissement ou de conversion et d'acquiescer une suffisante expérience de leurs fabrications, les droits de douane pourraient être fort élevés ; mais leur réduction échelonnerait sur une dizaine d'années après l'annonce d'avance. Des droits permanents s'appliqueraient à des productions que, pour des raisons sociales ou d'entretien d'approvisionnement, on entendrait maintenir malgré le handicap naturel. Les droits seraient nuls pour beaucoup de marchandises, soit que les entreprises nationales ou communautaires ne puissent prétendre se trouver dans des conditions moins favorables que leurs concurrents étrangers, soit qu'on estime sans inconvénient grave pouvoir renoncer à certaines productions.

Ce protectionnisme aurait le grand mérite de laisser jouer les lois du marché, les droits de douane n'intervenant que comme des coûts artificiels de transport. Leur montant exprimerait clairement et publiquement les écarts complis entre les coûts intérieurs et les coûts extérieurs. Il n'impliquerait aucune intrusion administrative dans le fonctionnement, le financement ou l'approvisionnement des entreprises.

La mise en œuvre efficace des techniques modernes implique que le marché protégé à l'intérieur duquel la concurrence entre grandes entreprises doit s'exercer librement soit assez vaste. Il faut que chacune d'elles puisse y trouver une clientèle qui lui permette d'écouler des productions suffisantes pour amortir des coûts fixes élevés d'équipement et de recherche. Après quoi, ces entreprises seront d'autant mieux capables d'exporter vers les pays tiers. La dimension nécessaire à ce marché intérieur diffère évidemment selon la nature des productions, mais on peut estimer que, pour nombre d'entre elles, il doit compter au moins deux cents millions d'habitants à revenu élevé, ainsi qu'il en est aux Etats-Unis. C'est heureusement aussi le cas du Marché commun européen.

Les législations sociales et les capacités techniques diffèrent certes entre pays membres ; mais ces différences ne sont pas telles qu'elles suffisent à justifier des exceptions au principe de la libre circulation des marchandises, des hommes et des capitaux. En outre, et cela est essentiel, tandis que l'économie mondiale est, au sens étymologique du terme, anarchique, en raison de l'absence d'une autorité internationale qui puisse l'ordonner équitablement, des autorités communautaires existent, au contraire, au sein de la C.E.E. On les voudrait, certes, plus efficaces et audacieuses, mais elles portent en elles des possibilités de régulation de l'économie.

Il leur incombe de faire par l'exercice de leurs pouvoirs réglementaires, financiers et judiciaires que les distorsions trop préjudiciables soient résorbées peu à peu et d'empêcher que se constituent à l'intérieur de ce grand marché des positions dominantes qui, en paralysant les initiatives et en permettant l'ap-

propriation de rentes abusives, seraient nocives. Elles ont aussi à poursuivre la tâche entreprise en 1979 par la mise en place du système monétaire européen, afin que des fluctuations erratiques des changes des monnaies européennes entre elles ne viennent pas perturber les courants d'échanges. Ainsi doivent et peuvent être assurées dans la C.E.E. des conditions de concurrence telles que les plus ingénieuses et les plus travailleurs de ses habitants trouvent la juste récompense de leurs efforts, pour le plus grand bien de la Communauté entière.

Mais la construction d'une économie européenne proche du plein emploi et novatrice sera impossible si la C.E.E. devient une zone de libre-échange, ouverte à toutes les concurrences mondiales. Il faut revenir à la conception initiale de la Communauté, qui, en 1960, avait un tarif extérieur commun, imparfait certes, mais beaucoup plus protecteur que celui d'aujourd'hui. Surmontant les interdictions du GATT, elle doit en établir un nouveau, adapté aux circonstances actuelles, qui lui permette de relancer son économie et de se doter des structures productives qu'elle estimera les plus avantageuses à long terme. Elle le ferait non seulement pour elle, mais aussi dans l'intérêt du reste du monde, qui a grand besoin d'une Europe prospère.

Craignons que, à défaut de cela, des entorses au libre-échange intracommunautaire ne soient de plus en plus fréquentes et finissent par disloquer le Marché commun. L'intégration des économies réalisées en Europe depuis vingt ans est telle que ce serait ruineux pour chacun des Etats membres.

La reconquête du marché intérieur français est hautement souhaitable, si nous la réalisons en réussissant à produire aussi valablement que nos concurrents européens des biens que nous leur achetons actuellement. Si au contraire nous cherchions à atteindre cet objectif en dressant des obstacles à nos frontières intra-communautaires, ce qui ne pourrait manquer de provoquer des représailles, nous condamnerions notre économie au déclin.

JEAN-MARCEL JEANNENEY.

TELECOMMUNICATION COMPANY OF IRAN DR ALI SHARIATI BISIM BUILDING N° 5 - TEHRAN - IRAN

TENDER NOTICE N° 61/8

TELECOMMUNICATION COMPANY OF IRAN intends to purchase the equipments of 17 microwave routes and nine (9) separation routes as per the technical specifications draft contract and tender conditions through international tender.

- 1 - Tender documents will be available at purchasing and contracts division room 205.2d floor building N° 5 DR. SHARIATI, avenue Tehran (Iran).
- 2 - Offers will be accepted up to 12.00 noon on Wednesday 22-12-1982 (61-10-1) at the above address.
- 3 - All the offers received upto above date will be opened at 10.00 AM on 23-12-1982 (61-10-2) in room N° 209 at the above address. Tenderers or their representatives may attend the tender opening holding introduction letters.
- 4 - T.C.I. reserves the right to reject any or all offers received.
- 5 - Tenderers should refer to purchasing and contracts division, obtain introduction letters for the bank, to deposit R.L.S. 15 000 in the account N° 90018 bank Melli, Iran, SHARIATI branch as documents fee. All the tender documents will be handed over against submission of the bank receipt. Tenderers outside Iran may pay the documents fee by check. T.C.I. will send the tender documents for the above applicants through registered mail without accepting any responsibility whatsoever.
- 6 - Tender documents will be ready for sale from 27-9-1982 (1361-7-5).

PURCHASING AND CONTRACTS DIVISION T.C.I.
TELECOMMUNICATION COMPANY OF IRAN

(Publié)

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH

DIVISION COMMERCIALISATION

DIRECTION PÉTROCHIMIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture en 1983 de :

- 4 860 TM de caoutchoucs synthétiques ;
- 2 500 TM de noirs de carbone ;
- 190 TM de noir d'acétylène.

Cet appel d'offres s'adresse aux producteurs et fabricants à l'exclusion des représentants et intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 avril 1978 relatives au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les offres accompagnées des documents repris dans le cahier des charges devront parvenir sous double enveloppe cachetée avant le 7 décembre 1982 (date limite) à l'adresse suivante :

SONATRACH - DIVISION COMMERCIALISATION
DIRECTION PÉTROCHIMIE - DÉPARTEMENT ÉLASTOMÈRES
ROUTE DUNES - CHERAGA - ALGER

L'enveloppe extérieure sera anonyme (aucun signe distinctif de l'expéditeur) et ne comportera que les mentions : A NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES COM/PEC/EL N° 01/83/EX - CAOUTCHOUCS SYNTHÉTIQUES ET NOIRS DE CARBONE.

L'enveloppe intérieure contenant la soumission portera le sigle ou la raison sociale du fournisseur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de trois (3) mois à compter de la clôture du présent appel d'offres.

Le cahier des charges peut être retiré à l'adresse sus-indiquée.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle
ÉTRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e ☎ 347.21.32

ODOUL AGENT GÉNÉRAL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

TÉLEX PARTAGÉ
ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Chez Piano Center
En novembre : des conditions dans nos grands magasins :
• bail avec option d'achat à partir de 258 F/mois
• crédit gratuit 6 mois (apport 40 %) après acceptation du dossier
• paiement à crédit ou en bail avec option d'achat jusqu'à 7 ans
• livraison gratuite, garantie de 5 à 10 ans.

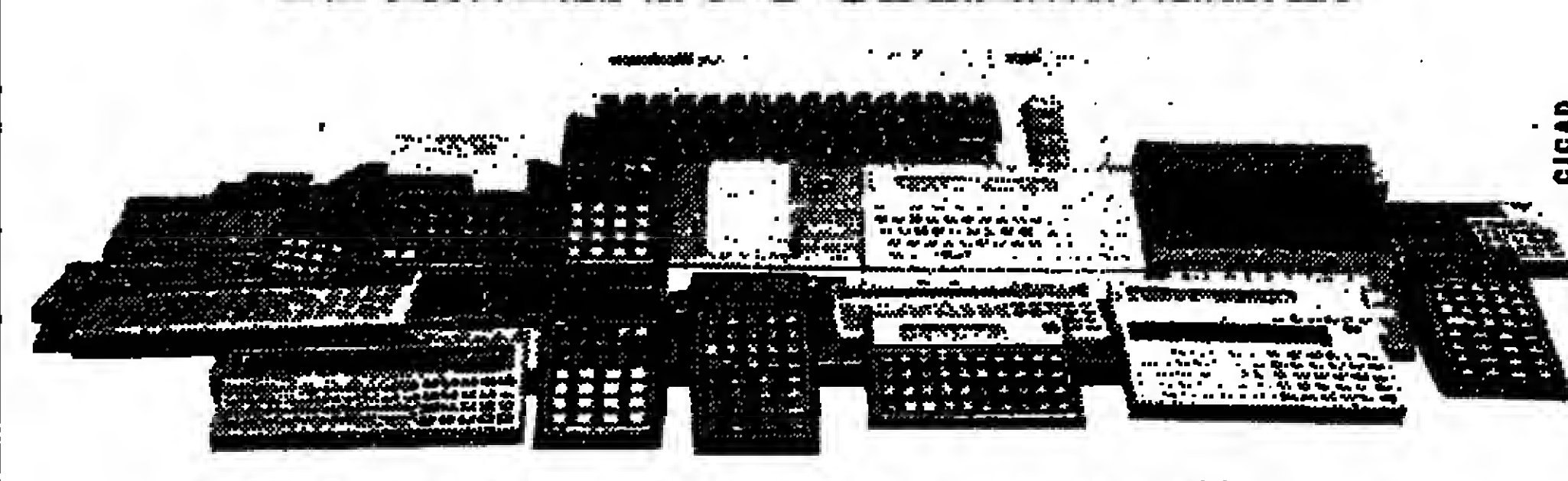
BECHSTEIN - C. SAUTER - BLUTHNER - TOYO - RAMEAU - RIPPEN (avec mécanique Renner)
K. KAWAI - KNIGHT - HERRMANN - GEYER - ZIMMERMANN

Piano Center vend chaque année et entretient ses pianos au Conservatoire Supérieur de Paris depuis 8 ans, à l'Ecole Normale de Paris depuis 5 ans (Pianos C. SAUTER, K. KAWAI, TOYO).

Piano center
71, rue de l'Aigle 92250 La Garenne (la Défense) 782.75.67
122-124, rue de Paris 93100 Montreuil (M. Romainville) 857.63.38
Z.I. rue Hélène-Boucher 78530 Buc (Versailles) Tel. 956.06.22.

anglais intensif **ELS USA**
UNIVERSITÉ NEW YORK
DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chezy 92200 Neuilly Tel. 637.35.88

LA REPRISE QUI VA VOUS FAIRE ACCELERER.



Toutes les marques reprises par Illel et Apple du 22 septembre 1982 au 15 janvier 1983 (voir ci-dessous).

Nous reprenons votre ordinateur portable jusqu'à 3 000 F.

Quand un grand distributeur de la micro-informatique, Illel, s'associe pour un temps avec le grand des ordinateurs, Apple, vous obtenez une belle opération.

Une opération qui commence à l'occasion du Sibob le 22 septembre 1982 et se termine le 15 janvier 1983. Opération où vous allez trouver votre compte.

Pour tout achat d'un Apple II nous vous reprenons votre calculatrice programmable ou votre petit ordinateur : au prix actuel - 20% (1 an d'ancienneté), - 35% (2 ans d'ancienneté), - 45% (3 ans d'ancienneté). Ainsi, si vous possédez par exemple un PC 1500 et son module 8 K de moins d'un an, nous vous le reprenons pour 3 000 F. Somme que nous allons déduire des 13 900 F de l'Apple II (48 K + 1 floppy + 1 moniteur Philips) que vous allez acquérir.



L'Apple II. Un accélérateur professionnel.

Vous avez appris à programmer sur de petits ordinateurs ? L'Apple II va vous faire passer à la vitesse supérieure. Avec lui, vous avez accès à un système doté d'une capacité de mémoire beaucoup plus importante, d'un nombre de

périphériques très vaste et d'une bibliothèque étendue (modélisation financière, traitement de texte, bases de données, graphique, télécommunication, éducation, jeux, création, etc.). Conséquence ? L'Apple II vous débarrasse des travaux de routine et vous décharge de tout ce qui freine votre créativité. Vous allez plus loin, plus vite.

Nous allons donner votre calculatrice programmable ou votre ordinateur portable à une école. L'ordinateur fait de plus en plus partie de la vie de tous les jours. Et le temps n'est pas lointain où, dans tous les lycées, on apprendra le langage des ordinateurs comme on étudie aujourd'hui l'anglais ou l'allemand. C'est pour initier les élèves à cette technique qu'Illel et Apple ont décidé de donner aux écoles les machines reprises entre le 22 septembre 1982 et le 15 janvier 1983. Lycées, collèges, universités, écoles, prenez contact avec Illel pour faire partie des bénéficiaires possibles.

ILLEL & Apple

Illel Center Paris 11
88, bd. Haussmann, 75016 Paris.
Tel. 201.94.68. Métro : Gare d'Orléans.

Illel Center Paris 15
143, av. Foch-Etoile, 75015 Paris.
Tel. 553.77.68. Métro : Balard.

COMMERCE INTERNATIONAL

Le déficit extérieur de la France est revenu à 6 milliards de francs en octobre

Le déficit du commerce extérieur français s'est sensiblement réduit en octobre par rapport aux mois précédents, tout en restant à un niveau élevé : 5,8 milliards de francs en chiffres bruts ; 6,31 milliards après correction des variations saisonnières. Sur la base des données corrigées, qui permettent d'éliminer de brusques variations mensuelles, ce résultat a été de près de moitié inférieur à celui enregistré en septembre (12,23 milliards), mais reste supérieur à celui observé en octobre 1981 (5,16 milliards).

Pour les dix premiers mois de 1982, le solde négatif « corrigé » s'est établi à 79,81 milliards de francs contre 38,17 milliards de janvier à octobre 1981. Au rythme mensuel de près de 8 milliards de francs, le déficit pour 1982 serait alors inférieur à la barre fatidique des 100 milliards. Calculée sur les trois derniers mois la moyenne mensuelle a représenté environ 9 milliards, ce qui donnerait aussi moins de 100 par an. Toutefois l'ensemble de 1981, le solde négatif avait représenté 49,6 milliards de francs.

En chiffres bruts, les exportations ont atteint en octobre 57,175 millions de francs, ayant progressé de 13,7 % par rapport à septembre et de 10,1 % par rapport à octobre 1981. Les importations se sont élevées à 63,037 millions de francs, en baisse de 0,9 % en un mois, mais en hausse de 11 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes s'est établi à 90,7 % contre 79,1 % en septembre dernier et 91,4 % en octobre 1981.

Après correction, les exportations ont atteint 56,268 millions de francs, ayant progressé de 6,9 % par rapport à septembre et de 13,5 % par rapport à octobre 1981. Les importations se sont élevées à 63,250 millions, en baisse de 3,5 % en un mois, mais en hausse de 14,3 % en un an. Le taux de couverture s'est établi à 89,9 % contre 81,2 % en septembre et 90,6 % en octobre 1981. Calculé sur douze mois ce taux s'est situé à 87,1 % comme le mois précédent (92,2 % une année plus tôt).

Ces résultats sont considérés comme « encourageants » par le ministre du commerce extérieur. Dans le domaine énergétique la facture s'est allégée de 2,2 milliards, les importations de pétrole ayant représenté 5,3 millions de tonnes (9,6 milliards de francs) contre

5,8 millions au 14 septembre (7 millions en octobre 1981). Le surplus du secteur agro-alimentaire a atteint 1,9 milliard de francs contre 0,9 milliard, grâce à de fortes exportations de céréales (2,5 milliards au lieu de 1,5).

Pour l'équipement automobile des ménages, à la suite d'une hausse des exportations et d'une baisse des importations, le solde positif est établi à 1,1 milliard de francs contre 200 millions seulement le mois précédent. Dans le domaine des biens d'équipement professionnel, en raison d'une stabilisation des achats et d'une progression des ventes - le secteur aéronautique (5 Airbus, 9 avions Sam Jet 50) a rapporté près de 2 milliards de francs au titre des « opérations exceptionnelles » - l'excédent est passé de 150 millions à 1,2 milliard de francs.

En termes géographiques, le déficit à l'égard des autres pays de la C.E.E. est revenu de 7,3 milliards à 4,5 milliards de francs, grâce à une amélioration des résultats vis-à-vis de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Il s'est également réduit à l'égard des États-Unis (1,9 milliard de francs contre 2,5 milliards), mais s'est accru vis-à-vis du Japon (1,4 milliard contre 1,2). Le solde négatif enregistré avec les pays à économie centralisée s'est situé à 500 millions de francs contre 850 millions alors que le taux de couverture avec l'OPEP est passé de 48 % à 60 %. Enfin vis-à-vis du tiers-monde l'excédent - le seul observé à l'égard d'un ensemble de pays - a représenté 1,6 milliard de francs.

Les résultats d'octobre traduisent ainsi un double mouvement d'accroissement des exportations, grâce parie aux Airbus, et de ralentissement des importations qui a touché ainsi le secteur des métaux et les biens de consommation. Est-ce l'effet magnétoscope ? - Compte tenu d'une contraction de l'activité (destockage des entreprises) et de la demande, liée au changement de politique économique, le déficit pourrait, toutes choses égales d'ailleurs (niveau du dollar, prix du pétrole), ramené aux environs de 5 milliards de francs au cours des prochains mois. Il s'agirait, en attendant des jours meilleurs, d'un redressement de récession.

MICHEL BOYER.

AGRICULTURE

A AVIGNON

Affrontements entre C.R.S. et agriculteurs lors de la visite de M^{me} Cresson

De notre correspondant

Avignon. - De violents affrontements entre agriculteurs et forces de l'ordre se sont produits dans l'après-midi du vendredi 19 novembre à Montfavet, près d'Avignon (Vaucluse), à l'occasion de la venue de M^{me} Edith Cresson, ministre de l'Agriculture. Arrivée par hélicoptère au domaine Saint-Paul, appartenant à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), le ministre venait d'inaugurer deux nouvelles unités d'agronomie et d'arboriculture fruitière et remettre la cravate de commandeur de l'Ordre national du Mérite à M. Robert Dion, président de la chambre d'agriculture du Vaucluse.

Voulant profiter du passage de M^{me} Cresson pour la féliciter et lui exposer leurs problèmes, des centaines d'agriculteurs s'étaient massés devant les grilles du domaine Saint-Paul, perturbant sérieusement la circulation sur la RN 7 entre Avignon et Marseille. C'est en apprenant qu'ils ne pourraient obtenir l'entrevue souhaitée (alors que des manifestants du MODEF et du cen-

JEAN LECLAIRE.

Le Carnet des Entreprises

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS

Désirant consacrer davantage de son temps à la coordination des sociétés affiliées à la Compagnie du Midi.

M. BERNARD PAGEZY transmettra, à compter du 1^{er} janvier 1983, ses fonctions de Président des Assurances du Groupe de Paris à

M. ETIENNE BENEZECH, actuellement Administrateur, Directeur Général.

Agé de 56 ans, ancien élève de l'Ecole Polytechnique (*), Monsieur Benezech a fait toute sa carrière au sein des sociétés d'assurances du Groupe de Paris. Depuis plus de dix ans, il est le principal collaborateur de Monsieur Bernard Pagezy. Celui-ci a été nommé Président d'Honneur des A.G.P. : il continuera à assister à leurs conseils d'administration, comme aux comités de direction.

(*) Membre de l'Institut des Actuaires.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33

ÉTRANGER

L'ENDETTEMENT INTERNATIONAL

Le Brésil demande 500 millions de dollars au F.M.I.

Le Brésil a l'intention d'emprunter 500 millions de dollars au F.M.I. au titre du mécanisme compensatoire destiné aux pays ayant subi une diminution de leurs recettes due à une baisse des prix des matières premières exportées.

La Banque centrale d'Argentine va reprendre à son compte une partie des dettes contractées à l'extérieur par des sociétés privées pour un montant estimé à 5,5 milliards de dollars. Les sociétés rembourseuses en pesos et la Banque centrale chargeront de payer les créanciers étrangers en s'accordant, semble-t-il, un délai, les premiers remboursements n'intervenant pas avant novembre 1986.

La Banque centrale en profitera pour examiner de près les emprunts : elle soupçonne qu'une bonne partie d'entre eux correspondent à des opérations fictives montées dans la seule intention de faire sortir des devises du pays. Par ailleurs, les sanctions contre les banques britanniques sont levées : les banques argentines sont autorisées à acquitter les arriérés qu'elles ont accumulés à leur égard.

La dette polonaise

La COFACE (Compagnie française pour l'assurance du commerce extérieur) a remboursé, sur des fonds publics, plus de 2,5 milliards de francs à des banques et sociétés possédant des créances sur la Pologne assorties d'une garantie publique. La France et les autres pays occidentaux qui ont prêté à la Pologne se sont refusés cette année à discuter à Varsovie du rééchelonnement de la dette garantie de ce pays.

On estime, Rue de Rivoli, que les récents événements survenus en Pologne, avec en particulier la libération de Lech Walesa, ne permettent pas encore d'envisager la reprise des discussions. On apprend par ailleurs que la Pologne éprouve des difficultés à rembourser les intérêts qu'elle doit aux banques commerciales occidentales. En vertu de l'accord de rééchelonnement qui vient d'être conclu, la moitié des sommes dues à ce titre (1,1 milliard de dollars) doit être immédiatement remise à la disposition de la Pologne sous forme de nouveaux crédits, si bien qu'effectivement Varsovie n'aura à déboursier que 550 millions de dollars.

Les versements pourraient s'effectuer en deux ou trois tranches d'ici au début de 1983.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PENARROYA

MINE DE L'ARGENTIERE

L'activité de la mine de l'Argentière était désormais définitivement arrêtée. Penarroya tient à faire le point de l'application du plan social établi et présenté aux divers comités d'établissement réunis en 1982. Ce plan comportait un ensemble de mesures destinées à permettre à chaque membre du personnel de trouver la solution appropriée à son avenir.

En premier lieu, des recherches actives étaient entreprises pour offrir à tout le personnel le plus grand nombre d'emplois, tant dans les établissements de la société et du groupe qu'à l'extérieur.

Des mesures particulières ont été mises au point pour permettre l'accès à des régimes de fin de carrière. Une convention a été signée avec la Caisse nationale d'assurances des mines. A ce titre, des indemnités de recouvrement et de compléments de ressources ont également été instituées.

Enfin, des dispositions financières ont été spécialement prévues pour ceux qui choisissent de se reposer par eux-mêmes.

Malgré l'occupation de la mine depuis six mois par un petit nombre de grévistes, l'application de ce plan social a pu être menée à bien, en accord avec les administrations concernées.

Sur un effectif total de 300 ouvriers et collaborateurs au début de 1982, ce plan a permis, à ce jour :

- Le reclassement de 90 personnes dans 7 autres établissements de la société et de 10 personnes dans d'autres sociétés ;
- Le départ à la retraite normale ou anticipée de 60 personnes ;
- Le départ négocié de 60 personnes bénéficiaires d'une aide au reclassement individuel.

Une trentaine de personnes ont refusé plusieurs emplois offerts par la société, de ce fait, cessent d'appartenir à l'entreprise.

Enfin, l'effectif restant de 46 personnes pourrait être maintenu en place pendant quelques mois en vue d'assurer, si cela est possible, les travaux de fermeture de la mine.

L'effort financier consenti dans le cadre de ce plan représente en moyenne de 7 à 10 mois de salaire pour chacun des salariés concernés.

La société rappelle en outre qu'elle a offert des aides financières particulières destinées à compléter les aides de l'Etat et de la région pour favoriser la création d'emplois sur place.

IMMOFFICE

Dans sa récente lettre aux actionnaires, M. Simon-Arbaud écrit notamment :

« Depuis le début de l'année, nous avons essentiellement poursuivi notre politique de constitution d'un patrimoine de location simple qui reste la propriété d'IMMOFFICE et donc de ses actionnaires. La différence des opérations de crédit-bail qui, sans doute plus immédiatement rentables, sont destinées à devenir progressivement la propriété des utilisateurs.

A fin septembre, le patrimoine de location simple d'IMMOFFICE représentait 425 M.F. d'investissements environ, soit 55 % des investissements de la société et une fois et demie les fonds propres qui s'élevaient à 270 M.F.

Une proportion importante de ces immeubles a été construite directement par IMMOFFICE et figure donc à l'actif du bilan de la société pour un prix modéré inférieur à leur valeur réelle, et ceci malgré les difficultés actuelles du marché immobilier.

Ce patrimoine est actuellement loué à 92 % environ, la moitié des loyers manquants étant affectée à des immeubles en voie d'achèvement ou récemment achetés et qui sont en cours de location pour la première fois.

Les recettes d'IMMOFFICE s'élevaient au 30/09/82 à 90,9 M.F. contre 81,4 M.F. au titre de la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 11,7 %.

Le blocage des loyers qui n'a pas touché les opérations de crédit-bail a par contre pesé sur la progression des loyers de location simple qui augmenteront cette année moins fort que l'an dernier.

Notre société n'enregistre pratique-

ment pas de contentieux ou de retard dans le paiement de ses loyers. En revanche, le niveau élevé des taux d'intérêt a provoqué une augmentation des frais financiers qui pèsera sur les résultats.

Le bénéfice net s'élève ainsi à 35,2 M.F. contre 32 M.F. au 30/09/81, traduisant une augmentation de 10 % qui, sauf éléments imprévus aujourd'hui, indique l'ordre de grandeur de l'augmentation des résultats pour l'ensemble de l'année 1982.

Compte tenu de ces différents éléments, je crois pouvoir dire aujourd'hui que le dividende d'IMMOFFICE pour l'exercice 1982 devrait être en augmentation sur celui de l'année précédente.

EUROPE 1 IMAGES ET SON

Le bénéfice net d'EUROPE 1 IMAGES ET SON, après plus-values et moins-values, provisions pour dépréciation, dividendes perçus et impôts sur les sociétés, sera, selon une première estimation, supérieur à 50 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre 1982, contre 42,3 millions de francs l'an passé, soit plus de 18 % de progression.

Sur les mêmes bases, le résultat consolidé (part du groupe) devrait être supérieur à 45 millions de francs (44,6 millions l'année dernière).

Compte tenu de ces éléments, le conseil d'administration envisage de recommander à l'assemblée la distribution d'un dividende égal à celui du précédent exercice (30 F par action, hors avoir fiscal).

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 15 au 19 Novembre 1982

Contraction de la demande

UN pas en avant, un pas en arrière. En hausse de 1 % la semaine précédente, la bourse de Paris a régressé dans d'égales proportions ces derniers jours. Non pas que le courant des ordres de vente se soit subitement renforcé, mais tout simplement en raison d'une contraction de la demande sur les actions françaises, ainsi que le confirment les dernières statistiques mensuelles de la Chambre syndicale des agents de change.

Si le marché a inscrit un record au mois d'octobre avec un volume mensuel de 21,9 milliards de francs, en augmentation de plus de 16 % sur le mois précédent, c'est surtout à la nouvelle progression de l'activité sur les obligations qu'il le doit. Celles-ci ont atteint en effet le chiffre sans précédent de 16,4 milliards de francs (en progrès de 13 %), et les actions ont eu droit, une nouvelle fois, à la portion congrue avec 5,5 milliards de francs, soit un accroissement supérieur à 27 % d'un mois sur l'autre.

En clair, les actions représentent tout juste le quart du volume des échanges (25,3 % très exactement au mois d'octobre), alors que la capitalisation boursière, en léger progrès par rapport à septembre (197,39 milliards de francs en excluant les valeurs de la zone franc), reste encore en deçà du seuil des 200 milliards.

Pour les spécialistes, ces chiffres ne constituent qu'une nouvelle démonstration du déséquilibre croissant qui s'accroît chaque mois un peu plus au bénéfice du marché obligataire, et il ne fait pas de doute, dans leur esprit, que les pouvoirs publics ne semblent guère décidés à redresser la barre, du moins pour l'instant.

À la mi-novembre, ce sont environ 135 milliards de francs qui ont été recueillis sur ce marché sous la forme d'émissions nouvelles, et le dernier emprunt d'Etat (10 milliards de francs à 15,30 % d'intérêt) porte à 37 % le pourcentage des émissions de cette nature depuis le début de l'année (40 milliards de francs au total) par rapport au volume global des emprunts lancés sur le marché. À titre de comparaison, en 1980 (l'année suivante ne constitue pas une comparaison valable en raison des événements politiques qui l'ont marquée) les emprunts d'Etat avaient porté sur 31 milliards de francs sur un total de 117 millions de francs d'émissions nouvelles, soit 26 % environ.

Comment s'étonner, dans ces conditions, du peu d'engouement qu'éprouve la clientèle privée à l'égard des actions, alors que le Parlement n'a pas encore voté le principe du compte d'épargne en actions (C.E.A.), qui doit normalement servir de réceptacle à l'ancienne « épargne Monory » ? (1) A un peu plus d'un mois de la fin de l'année, les gestionnaires de portefeuille et les conseillers en placements ne savent pas encore quelle forme définitive revêtira ce nouvel instrument financier, qui devrait pourtant être inauguré dès janvier 1983.

Un délai aussi court risque fort de réduire à néant tous les efforts entrepris pour en vanter les mérites : ce n'est pas du jour au lendemain que les banquiers, les agents de change et quantité d'autres intermédiaires pourront placer ces comptes en actions dans les portefeuilles de leur clientèle. L'histoire ne se répète pas, c'est vrai, mais elle a parfois valeur d'exemple. La « loi Monory » a été votée le 13 juillet 1978, soit environ six mois avant qu'intervint en application les mesures favorables à l'épargne contenues dans ce texte de référence.

Aujourd'hui, la situation semble beaucoup plus confuse, et la cote en fait les frais alors que l'environnement des entreprises ne justifie aucun optimisme béat. À côté du bulletin de victoire brandi par la Rue de Rivoli sur le front de l'inflation, la Banque de France constate une nouvelle dégradation de la demande globale chez les industriels, et les experts de l'O.C.D.E. avouent avec embarras que la récession sera encore d'actualité pendant au moins un an sur la scène internationale. De quoi réfléchir.

SERGE MARTI.

(1) La création de ce compte a finalement été adoptée dans la nuit de vendredi par l'Assemblée nationale avec un crédit d'impôt de 25 % et une limite de 7 000 F par personne (14 000 F pour un couple) d'achats nets de valeurs mobilières françaises.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 12 nov.	Cours 19 nov.
Or fin (lbt en barre) ...	94 500	95 700
— (lbt en lingot) ...	94 500	95 100
Pièces françaises (20 fr.) ...	670	681
Pièces françaises (10 fr.) ...	405	401
Pièces suisses (20 fr.) ...	610	610
Pièces italiennes (20 fr.) ...	648	616
Pièces suédoises (20 kr.) ...	558	558
Souverain ...	744	721
Souverain Elizabeth II ...	730	730
Demi-souverain ...	381	381
Pièces de 20 dollars ...	3 225	3 340
10 dollars ...	1 620	1 610
5 dollars ...	820	835
50 pesos ...	3 870	3 850
20 marcs ...	722	710
10 livres ...	630	621
5 roubles ...	385	395

VALEURS

LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

	Nb. de titres	Val. en cap. (F)
Air liquide (1) ...	75 425	33 413 470
41/2 % 1973 ...	18 200	32 620 340
Schneider ...	84 725	29 365 974
Lafarge Coppée (2) ...	64 450	15 682 570
Source Perrier (2) ...	50 300	11 851 550
L.B.M. (2) ...	13 250	9 821 060

(1) Quatre séances seulement.
(2) Trois séances seulement.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	15 nov.	16 nov.	17 nov.	18 nov.	19 nov.
Terme ...	140 366 080	146 479 694	173 332 757	155 527 057	175 800 551
Comptant ...	819 074 116	999 054 705	689 884 168	731 884 268	886 822 221
R. et obl. ...	119 940 262	128 169 149	123 037 779	93 150 143	98 031 745
Total ...	1 079 380 458	1 273 703 548	986 454 704	981 561 468	1 160 654 517

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1981)

Valeurs :				
Franc ...	105	104,4	103,8	104,2
Etrang. ...	130,5	128,6	129,9	104,2

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

	121,4	121	121	121,5
Tendance ...	121,4	121	121	121,5
Indice gén. ...	101,6	100,7	100,3	100

مكتبة من الأصول

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. EUROPE

3. PROCHE-ORIENT

« Les Palestiniens en quête de survie » (IV), par Eric Rouleau.

4. AMÉRIQUES

POLITIQUE

5. L'Assemblée nationale adopte le projet de budget pour 1983.

6. La décision du Conseil constitutionnel sur les quotas de femmes dans les conseils municipaux.

SOCIÉTÉ

7. JUSTICE : six passés de l'Aube, le transisteur piégé de M. Lionel Lagras.

LOISIRS ET TOURISME

9. GENS DE VOYAGE : la fin des belles années 70 : Un terminal pour les cocodiers ; Des clients mieux protégés.

CULTURE

22. CINÉMA : la Guerre d'un seul homme, d'Edgardo Cozarinski.

24. RADIO-TÉLÉVISION : M. Pierre Bouillier est écarté de la direction des variétés de TF 1.

ÉCONOMIE

27. SOCIAL.

28. AFFAIRES : la crise de la sidérurgie européenne.

28-29. COMMERCE INTERNATIONAL.

30. LA REVUE DES VALEURS.

31. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.

RADIO-TÉLÉVISION (24)

INFORMATIONS

SERVICES (25) :

« Journal officiel » ; Loto ;

Météorologie ; Mots croisés.

Annuaire classés (26) ;

Carnet (8) ; Programmes des

spectacles (23 et 24) ; Marchés

financiers (30).

dans votre lit...

...sûrement pas le matelas de

vos rêves, mais une de ces

matelas à ressorts TRECIA,

EPEDA, SIMMONS, PIRELLI,

que vous voudrez essayer chez

CAPELOU ainsi que les nom-

breux sommiers à lattes de bois.

Livraison gratuite très rapide

dans toute la France.

CAPELOU

37, av. de la République-11°

Métro : Parmentier. Parking

assuré. Tél. : 357.48.35.

Portez-la pour les fêtes

avec le crédit

MP

Bague saphirs et diamants

4 300 F

Crédit MP 10 % comptant

le solde jusqu'à 24 mois dont

de 3 à 6 mois de crédit gratuit

(après acceptation du dossier)

Un choix considérable :

Diamants - Rubis - Saphirs -

Émeraudes et tous les bijoux or

MP 4 place de la

Madeleine 260.31.44

86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette

Catalogue couleur gratuit sur demande

A B C D E F G H

La réunion du comité central de l'O.L.P. aurait été ajournée

à la suite des désaccords persistants avec la Syrie

La réunion du comité central de l'O.L.P., qui devait se tenir « ces jours prochains » dans la capitale syrienne, aurait été ajournée à une date indéterminée à la suite de la persistance des désaccords entre Damas et la centrale palestinienne.

Selon l'agence U.P.I., qui cite des sources palestiniennes à Damas, cette décision aurait été prise à la suite du refus du président syrien, M. Hafez el Assad, de recevoir M. Arafat à Moscou à l'occasion des obsèques de Brejnev. Le chef de l'O.L.P., selon les sources palestiniennes de Damas, aurait exprimé le souhait de s'entretenir, à Moscou, avec le chef de l'Etat syrien, des désaccords suscités par le rapprochement de l'O.L.P. avec la Jordanie. Le président Assad aurait refusé de recevoir M. Arafat, lui faisant savoir que tout entretien sur une éventuelle « réconciliation » entre l'O.L.P. et la Syrie devait se tenir à Damas.

A Tel-Aviv, la commission officielle d'enquête nommée par le chef d'état-major israélien pour déterminer l'origine de l'explosion du quartier général israélien à Tyr, le 11 novembre, a « catégoriquement » écarté la thèse d'un attentat, affirmant que la destruction du bâtiment devait être considérée comme un accident. Les conclusions de la commission ont été déposées vendredi matin auprès du chef d'état-major. Elles devaient être soumises dimanche matin au conseil des ministres, puis rendues publiques. A Beyrouth, cependant, l'« Organisation de la lutte armée », qui avait revendiqué l'attentat, a contesté la thèse israélienne de l'accident et invité les autorités de Tel-Aviv à dire la vérité sur « la découverte des débris d'une voiture parmi les ruines ».

D'autre part, le ministre israélien des Télécommunications, M. Zippori, a révisé jeudi devant la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila qu'un journaliste du quotidien Haaretz l'avait, dès le matin du 17 septembre, prévenu des événements tragiques de Beyrouth-Ouest. Entendu publiquement à Jérusalem, M. Zippori a indiqué qu'il avait rencontré le journaliste Zeev Shiff le vendredi 17 septembre. « Ce dernier, a-t-il dit, m'a parlé à Tel-Aviv de massacres des réfugiés palestiniens à Sabra et à Chatila par les phalangistes ».

M. Zippori a affirmé avoir immédiatement tenté de contacter les chefs des services israéliens de renseignement. « Je n'ai pu les joindre parce qu'ils étaient déjà en route pour assister à une rencontre réunissant, à Jérusalem, M. Morris Draper, sous-secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires du Proche-Orient, et MM. Shamir et Sharon, respectivement ministres des affaires étrangères et de la défense. » Il a ajouté : « J'ai donc téléphoné à M. Shamir pour le prier de vérifier mes informations. (...) Je me suis ensuite désintéressé de l'affaire, croyant que M. Shamir ferait le nécessaire ».

Ce témoignage vient confirmer des dépositions antérieures, selon lesquelles les responsables israéliens auraient été avertis des massacres avant vendredi à midi.

M. Zippori a également contesté l'affirmation de M. Sharon selon laquelle le gouvernement l'avait autorisé à envoyer des phalangistes dans les camps. — (U.P.I., A.F.P., Reuters.)

La question de la représentation du Tchad risque de compromettre la tenue du sommet de l'O.U.A.

Le sommet de l'O.U.A., qui doit en principe s'ouvrir le mardi 23 novembre à Tripoli, risque une nouvelle fois d'être compromis. En effet, les ministres des affaires étrangères n'ayant pu se mettre d'accord sur la question de la représentation du Tchad, quatorze délégations ont suspendu, vendredi 19 novembre dans la soirée, leur participation à la session ministérielle ouverte lundi en présence de quarante-quatre des cinquante et un membres de l'Organisation (le Monde des 17, 18 et 19 novembre).

Le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, le Maroc, la Gambie, le Zaïre, le Togo, le Niger, le Cameroun, le Gabon, la Guinée-Equatoriale, la République centrafricaine (R.C.A.), Djibouti, la Guinée et les Comores veulent que le siège du Tchad soit attribué au gouvernement du président Hissène Habré.

Leur décision signifie que le quorum nécessaire des deux tiers (trente-quatre délégations) n'est plus atteint. « Des consultations vont être menées tambour battant pour tenter de trouver une solution », a souligné le porte-parole de l'O.U.A., M. Peter Oni, qui a dit : « Personne ici ne veut détruire l'O.U.A. ».

Après cinq jours de vains débats, les positions paraissent cependant de plus en plus tranchées entre les parisiens de M. Goukouni Oueddei, soutenu par la Libye, et ceux de M. Hissène Habré, qui, en grande majorité, ont suspendu leur participation aux discussions.

Jeudi, M. Abdou Diouf, président du Sénégal, avait annoncé que son pays se retirerait du conseil et du sommet si le représentant du gouvernement Habré ne se voyait pas attribuer le siège du Tchad.

A son arrivée à Tripoli, jeudi, M. Idriss Miskine, vice-président du Tchad et ministre des affaires étrangères, avait accusé la Libye de préparer une offensive militaire dans le nord du Tchad. « Les Libyens préparent une agression contre le Tchad et cherchent à entraîner l'O.U.A. dans cette aventure », avait dit M. Miskine. (Reuters.)

EN VISITE OFFICIELLE A BERNE

M. Cheysson a examiné le contentieux franco-suisse

De notre correspondant

Berne. — Traditionnellement presque sans nuages, les relations franco-helvétiques se ressentent quelque peu de la récession économique. Tel est le constat qu'a pu faire vendredi 19 novembre M. Cheysson à l'issue d'une visite officielle de vingt-quatre heures à Berne.

Les entretiens de M. Cheysson avec M. Pierre Aubert, chef de la diplomatie helvétique, et M. Fritz Honegger, président de la Confédération et chef du département de l'économie publique, ont été l'occasion d'examiner les principaux points du contentieux franco-suisse dans un esprit qualifié d'« amical, ouvert et objectif » du côté helvétique.

M. Aubert s'est fait l'interprète des préoccupations des milieux économiques suisses, qui s'estiment lésés par les mesures « protectionnistes » prises par la France pour réduire le déséquilibre du commerce extérieur. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont largement favorables à la France, qui a enregistré en 1981 un excédent de 12,2 milliards de francs français.

Le ministre français a justifié les prix imposés à certains produits pharmaceutiques alors que l'industrie chimique suisse se plaint de la réduction de ses marges bénéficiaires et tend à restreindre ses investissements en France. Il a ensuite regretté les « tracasseries » dont certains citoyens suisses ont parfois été l'objet aux douanes françaises. M. Pierre Dreyer, président du Conseil des Etats (Chambre haute), récemment invité par le président du Sénat français, s'était vu contraint d'acquiescer une taxe d'im-

En Espagne

ARRESTATION D'UN LIEUTENANT-COLONEL POUR « CONSPIRATION »

Madrid (A.F.P.). — Un officier supérieur de l'armée de terre, le lieutenant-colonel Juan Fernandez Hidalgo, a été arrêté sous l'inculpation de « conspiration en vue d'une rébellion militaire », a annoncé, ce samedi 20 novembre, le ministère de la défense espagnol. Le lieutenant-colonel Hidalgo avait été muté d'office à la suite de la découverte, le 2 octobre dernier, d'un putsch militaire, qui devait se dérouler le 27 oc-

LA PRÉPARATION DES MUNICIPALES

M. Marchais considère la candidature socialiste à Saint-Etienne comme une « attaque contre une base ouvrière »

Le groupe de travail dont font partie MM. Debarge et Jean Poppen (P.S.), M. Vincent et M. Laurent (P.C.F.), et qui est chargé d'examiner les problèmes posés par la composition des listes de gauche dans un certain nombre de villes pour les élections municipales, s'est réuni, pour la deuxième fois, jeudi 18 novembre. Le comité directeur du P.S., réuni les 20 et 21 novembre, devait faire le point sur ces négociations.

Avant la réunion du groupe de travail, M. Georges Marchais — à l'occasion d'une conférence de presse avec M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C. portugais, qu'il recevait à Paris — avait déclaré que l'annonce, par les dirigeants socialistes de Saint-Etienne, de la formation d'une liste P.S.-M.R.G.-P.S.U. est « en contradiction flagrante » avec l'esprit de la rencontre des dirigeants nationaux du P.S. et du P.C.F., le 10 novembre. Lors de cette rencontre (le Monde du 12 novembre), il avait été décidé, a dit M. Marchais, de « développer les discussions dans les localités pour aboutir à des listes d'union » et de « constituer un groupe de travail pour aboutir à des accords par-tout ».

La situation de Saint-Etienne est particulièrement importante, dans les discussions entre socialistes et communistes, à plusieurs titres. Il s'agit, en premier lieu, de la plus importante ville dirigée par le P.C.F. et cela depuis mars 1977, où la liste d'union de la gauche (P.C.F., P.S., M.R.G., P.S.U.), conduite par M. Joseph Sanguedolce, avait battu celle du maire sortant, M. Michel Durafour (U.D.F.). Les élections de 1981 avaient été favorables au P.S., encore que, des deux circonscriptions de la ville prises à la droite aux élections législatives, l'une l'ait été par le premier adjoint communiste, M. Paul Chomat. M. Bruno Vennin, adjoint socialiste, élu dans l'autre circonscription, estime, néanmoins, que les chiffres justifient sa candidature à la mairie, tandis que, pour les

communistes, Saint-Etienne est le cas-type d'une ville où devrait être pris en considération, au-delà des rapports de forces électoraux, le « crédit du maire sortant ». M. Sanguedolce bénéficie, en effet, d'une popularité incontestable.

Ces considérations ont amené M. Marchais à rappeler, jeudi, qu'il avait « attiré l'attention » des dirigeants socialistes « sur les préoccupations légitimes des travailleurs » au sujet de la situation économique et sociale et de l'action du gouvernement. « Si, à cela, s'ajoutent des attaques contre des bases ouvrières comme Saint-Etienne, contre des maires communistes, il faut bien mesurer le coup que cela porte, à la fois, au gouvernement et à la majorité actuelle », a déclaré le secrétaire général du P.C.F.

M. Pierre Marion entre au conseil d'administration d'aéroport de Paris

M. Pierre Marion, qui a récemment quitté la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.), vient d'entrer au conseil d'administration de l'établissement public Aéroport de Paris, au titre de représentant des intérêts de l'Etat, désigné par le ministre de la défense. Il y remplace le général de division aérienne Jean-Marie Vedrine.

M. Marion est nommé à ce poste jusqu'à fin décembre 1982, ce qui laisse supposer qu'il pourrait, à cette date, succéder à l'actuel président d'Aéroport de Paris, M. Raoul Moreau, âgé de soixante-quatre ans, et dont le mandat arrive précisément à expiration.

(Né le 24 janvier 1921, à Marseille, M. Pierre Marion, ancien élève de l'Ecole polytechnique, a fait, de 1942 à 1971, toute la première partie de sa carrière à Air France, dont il fut, de 1968 à 1971, directeur général adjoint. Il entre ensuite à la Société nationale industrielle aéronautique, où il occupe plusieurs postes avant d'être nommé, le 17 juin 1981, à la tête de la D.G.S.E.)

Les salaires en 1983

LA C.F.D.T., F.O., LA FEN ET LES AUTONOMES DÉCIDENT DE SIGNER LE RELEVÉ DE CONCLUSIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Ce n'est que lundi 22 novembre, lors de la séance de signatures au ministère, que la C.G.T. devrait faire connaître sa position sur le « relevé de conclusions » salariales dans la fonction publique. Après consultation de ses syndicats, l'Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés C.F.D.T. a décidé, à une large majorité, le 20 novembre, de signer le texte malgré la prise de position de la fédération des P.T.T., qui considère que « l'ensemble du dispositif apparaît comme le fruit d'interventions de groupes de pression liées au manque de courage politique et de rigueur économique du gouvernement ».

Pour sa part, le cartel F.O. de la fonction publique a décidé, le 19 novembre, de signer le relevé de conclusions en soulignant que « toute mise en cause des dispositions de la convention 1983 porterait atteinte irrémédiablement à la crédibilité du gouvernement et condamnerait toute pratique conventionnelle dans la fonction publique ». La FEN a également décidé de signer, considérant que « dans le contexte économique et social que connaît notre pays, le relevé de conclusions constitue bien un compromis acceptable », mais « qu'il serait illusoire de vouloir, demain, maintenir le pouvoir d'achat des fonctionnaires si venait par malheur à se produire une situation d'effondrement grave de l'économie, d'aggravation du chômage et de dérapage excessif des prix ». La FEN note que la clause de sauvegarde « en masse, avec ses répercussions en niveau » contient des formulations « encore insuffisamment précises ». Malgré les « insuffisances et les ambiguïtés » de cette clause, les autonomes ont également ratifié le texte.

Le numéro du « Monde » daté 19 novembre 1982 a été tiré à 521 964 exemplaires.

EMERICH MEERSON
PARIS

11 Rue Tranchet 75008 PARIS
et chez concessionnaires Paris et province

BAUME & MERCIER
GENÈVE 1830

Modèle déposé ©

J. BERNARD
JOAILLIERS
Rue du Faubourg St Honoré
PARIS 8° 4377

dunhill LONDON

Inspirée par les plus belles gemmes du monde et les délicates nuances de l'or, de l'argent et de la laque, la haute école du raffinement DUNHILL signe ce nouveau succès: le Gemline. Un stylo-bijou que les meilleurs spécialistes-revendeurs seront fiers de vous présenter.

150 من الأمل